

17

EUROPE

Les réactions après l'adoption à Washington d'un « programme commun d'action » sur la Bosnie

La victoire par défaut de la diplomatie russe

MOSCOU

de notre correspondant

Par quel miracle la Russie est-elle parvenue à rallier les Occidentaux à un « plan » qui entérine, fût-ce « provisoirement », les conquêtes territoriales serbes en Bosnie, libère Belgrade de toute menace d'intervention militaire et maintient l'embargo sur les armes à destination des musulmans ? Comment, six semaines après le sommet de Vancouver et les gestes spectaculaires consentis par Bill Clinton à Boris Eltsine, le président russe et son ministre des Affaires étrangères ont-ils pu donner l'impression qu'ils pesaient plus lourd sur la scène européenne que les Etats-Unis, unique super-puissance ?

Le succès de la diplomatie russe, salué, mardi 25 mai, par les *Pravda* et la *Komsomolskaya Pravda*, s'explique très simplement. Moscou a toujours poursuivi, à propos de la Yougoslavie, un objectif clair : empêcher une intervention militaire occidentale visant à faire reculer les Serbes et, corollairement, s'opposer à la fourniture d'armes aux musulmans.

En face, une administration Clinton incapable de passer des dissertations publiques sur des décisions et finalement plouffée dans une véritable débacle médiatique par des histoires de coiffeur et d'organisation des voyages officiels, qui ont pris le pas sur tout le reste, s'est résignée à laisser faire, fût-ce du bout des lèvres.

Souvent Russe varie

Adroitement, les Russes ont su bégayer leur ligne directrice de prises de positions variables en fonction des circonstances. A l'époque où le président américain considérait le plan Vance-Owen comme indubitablement favorable aux Serbes, Moscou a rejoint les Européens dans leurs efforts pour raisonner les Etats-Unis. Quand M. Clinton semblait sur le point de perdre patience, ce que les avancées serbes sur le terrain devenaient pour voyantes, M. Eltsine a même fait mine de menacer les Serbes, ou plus exactement a fait savoir qu'ils ne pourraient compter sur le soutien inconditionnel de la Russie.

Malis, sur le fond, il s'est toujours agi pour Moscou de retarder les échéances : attendre le référendum russe, pour se pas donner des arguments aux adversaires conservateurs et « pro-serbes » du président Eltsine (alors même que la question yougoslave était totalement absente du débat politique préférentiel).

Attendre le vote du « Parlement » serbe bosniaque de Pale, attendre ensuite le « référendum » dont on voulait croire qu'il « corrigerait » une première décision négative et, ensuite, quand il fut devenu clair pour tout le monde que cette hypothèse était absurde, faire valoir que cette seconde réponse elle-même n'était pas définitive et qu'en tout état de cause, le plan Vance-Owen devrait être

appliqué « progressivement ». Après quoi, retrait à Moscou, lundi 24 mai, M. Kozirev, taillait un peu plus dans ce qui reste du plan, en déclarant qu'il ne constituait en aucun cas un « schéma fixe » et que la carte sur laquelle il était fondé avait un caractère « d'orientation ».

Surtout, sur un ton particulièrement sec, il s'adressait au refus opposé par les dirigeants musulmans au nouveau « plan » et ajoutait, sans sourcil, que la communauté internationale ne s'accommoderait pas plus de ce refus qu'elle n'avait obtenu de ce refus serbe du plan Vance-Owen. En apparence, les adversaires sont renvoyés dos à dos, les torts sont partagés.

En réalité, les musulmans sont mis en demeure de céder, et on fait mine d'oublier que les Serbes, eux, n'ont à peu près rien cédé.

Gagner du temps

Pendant ce temps, et pour faire bonne mesure, l'envoyé russe Vitali Tchoukine repartait en mission sur le terrain, cette fois à Belgrade, en principe pour défendre ce qui constituait le « nerf » des propositions russes, à savoir la délimitation d'observateurs à la frontière entre la Serbie et les territoires bosniaques aux mains des Serbes. Mais, déjà, ses interlocuteurs font valoir que ce déploiement n'est désormais plus justifié. On a de nouveaux discuté, corrébé sans doute une solution de compromis, et sur ce point comme sur les autres, gagné du temps et conforté le statu quo.

Le résultat obtenu par M. Kozirev, que le président Eltsine avait chargé à la mi-mai d'une mission destinée à « consolider la paix », qui, selon lui, s'effectuait alors sur le terrain, peut donc apparaître comme brillant. A cela près qu'il s'agit d'un succès, par défaut, de l'idée d'un « succès » de la part des Occidentaux : le 13 mai, M. Kozirev, dans un entretien au *Monde*, faisait remarquer que « si les Etats-Unis et les Européens ne décodaient une quelconque « proposition concrète », dans ces conditions, la Russie avait, en quelque sorte, le champ libre ».

Malis ce résultat inattendu, de la part d'un pays si « demandeur » sur le plan économique, et qu'on croyait si affaibli par sa confusion intérieure, ne gagnerait pas trop à être crié sur les toits. D'abord parce que l'administration Clinton pourrait finir par se rebeller, après un tel étalage de faiblesse : déjà, le président américain avait failli refuser de s'entretenir à Washington avec M. Kozirev, se contentant finalement d'aller se joindre pour quelques minutes à un entretien que celui-ci avait en dehors du bureau ovale. Ensuite, parce que les Européens eux-mêmes, déjà piqués par l'accueil ravageur fait à leur plan, pourraient à l'avenir se montrer un peu plus méfiants à l'égard de la « nouvelle » diplomatie russe.

JAN KRAUZE

Les ministres de la défense de l'OTAN devaient examiner, mardi 25 et mercredi 26 mai à Bruxelles, une éventuelle participation de l'Alliance atlantique à des opérations de l'ONU qui pourraient être décidées dans les jours à venir en Bosnie.

A la demande des Nations unies, l'OTAN avait déjà préparé des projets pour mettre en application le plan Vance-Owen, mais à la suite de l'adoption, samedi, à Washington, du « programme d'action commun » pour la Bosnie, les stratégies de l'Alliance pourraient être amenées à les revoir. Aux Etats-Unis, les avis sur le rôle de l'Alliance dans la crise bosniaque, dans les milieux politiques et militaires, sont partagés.

NORFOLK (Virginie)

de notre envoyé spécial

Parmi les politiciens ou les spécialistes des centres de recherches (ces nombreux « think-tank » washingtoniens), on pense que la « crise des Balkans » - et l'implication dont les Européens ont fait preuve en la circonstance - aurait dû fournir à l'OTAN une excellente occasion de démontrer son efficacité dans les missions de maintien de la paix. Devenue une « solution pour un problème qui n'existe plus » (1) depuis la dissolution du pacte de Varsovie et l'éclatement de l'URSS, l'Alliance tente de se reconstruire en se préparant à de nouvelles opérations de ce type. « L'OTAN doit se transformer davantage ou se dissoudre », disent les plus extrémistes.

« Leader »

« Mais pas « gendarme » », dans les rangs des militaires américains en revanche, à Norfolk, siège du commandement suprême allié de l'Atlantique (SACLANT), on craint fort que ce premier « test grandeur nature » que constitue la crise dans l'ex-Yougoslavie ne soit un piège, du type boudier vietnamien. Les plus précepteurs se retrouvent notamment parmi les « faucons » républicains, et la palme revient ici à Frank Gaffey, directeur du centre pour les questions de sécurité (Center on Security Policy), qui fut, sous Reagan, l'un des très hauts fonctionnaires du ministère de la défense, chargé des questions stratégiques.

« Nous pensons depuis le début de la crise yougoslave que la règle est une tâche pour l'OTAN. Les agresseurs, qu'ils soient serbes ou croates, ne seront arrêtés que par une menace crédible. Je serais musulman et j'aurais à choisir entre quelques milliers de soldats français et britanniques soit-disant

chargés du maintien de la paix et les forces de l'OTAN, je n'hésiterais pas », soutient-il.

« Nous sommes et nous devons continuer d'être le leader du monde mais nous ne pouvons pas être le gendarme de la planète », dit et répète, comme son prédécesseur d'ailleurs, le président démocrate. Quand cela constituait encore une éventualité, il a toujours été répété, par le conseil national de sécurité (2) qu'au Pentagone, au département d'Etat ou au Congrès, qu'une opération militaire dans l'ex-Yougoslavie, concertée avec les Etats-Unis et sous couvert de l'ONU, devait être coordonnée par le commandement intégré de l'OTAN, avec des Américains aux postes-clés.

Si l'on comprend le désir des Nations unies et de leur secrétaire général d'être tenus continuellement « informés » de l'évolution de la situation, on souligne ce revanche que pour des raisons d'efficacité, les décisions militaires doivent en pareilles circonstances être prises sans temporiser par des militaires, n'en déplaise à M. Boutros-Ghali ou à la France.

A l'aune des coupes qui lui sont imposées par ses Etats membres - en effectifs et en matériel - et à la lumière des nouveaux types de menaces susceptibles de se présenter, l'OTAN constitue de « réajuster ses missions », indique le contre-amiral Paul Moses, chef d'Etat-major du SACLANT à Norfolk.

Le problème actuel, résume-t-il, c'est que l'OTAN doit « continuer à être prêt à s'engager dans un conflit à grande échelle, tout en envisageant des opérations de rétablissement de la paix » ou autres actions moins massives, plus fines et plus souples. Avant qu'elle n'est pas habituée, « l'OTAN doit s'engager dans l'ex-Yougoslavie, il nous faut une mission, claire, et des objectifs militaires précis. Dans cette hypothèse, il faudrait y aller en force, se débrouiller pour avoir le moins de victimes possible et sortir de là le plus vite possible », déclare son adjoint, le contre-amiral Ernest Tedeschi.

Un lien transatlantique à défendre

Ses commentaires sont le juste reflet de l'« enthousiasme » des troupes de Norfolk devant l'hypothèse d'une action dans l'ex-Yougoslavie - à quelques exceptions près, dans l'attente notamment du président Clinton, d'ailleurs, s'il a un temps envisagé le recours à des frappes aériennes contre des cibles serbes en Bosnie, a toujours été ferme sur le fait qu'aucun soldat américain n'y serait envoyé à terre, sauf dans l'hypothèse d'un cessez-le-feu solide et d'un accord de paix accepté par tous les belligérants.

Les militaires américains sont cependant bien conscients que le lien transatlantique, consacré par l'OTAN, aurait bien besoin d'être de nouveau justifié aux yeux des Américains. « On ne pourra pas longtemps continuer à dire que les Etats-Unis restent dans l'OTAN pour défendre l'Europe occidentale. L'OTAN doit montrer qu'elle peut s'engager dans des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix, à un moment où les Américains ont tendance à considérer que la contribution des Etats-Unis à l'Alliance est trop élevée et que les Européens peuvent assumer une plus large part de leur propre défense », note Stanley Sloan, spécialiste des questions stratégiques auprès du Congrès. Difficile à évaluer, la vague des parlementaires favorables à un retrait des troupes américaines en Europe - jusqu'à 100 000 hommes, comme le souhaite le président Clinton, voire en deçà - est montante.

Une liste d'arguments

Dans les cercles de l'OTAN et dans ceux du Pentagone, on met en avant toute une série d'arguments pour justifier la pérennité de l'Alliance :

- paix, stabilité et démocratie ne peuvent être considérées comme définitivement acquies en Europe de l'Est où les armes nucléaires ne sont pas toutes entre « des mains sûres » ;
- l'intégration militaire a jusqu'à présent permis d'éviter une « érosion » des forces en Europe de l'Ouest et a encouragé une bonne « transparence » entre alliés ;
- les pays de l'Est admis dans le Conseil de coopération nord-atlantique (le COCONA, créé en 1991 lors du sommet de l'Alliance, à Rome et souvent présenté comme « l'école de l'OTAN ») se rapprochent ainsi des « valeurs » défendues par les Occidentaux ;
- les menaces islamistes en Afrique du Nord et au Proche-Orient ne sont pas à prendre à la légère par les Européens, et enfin les plans d'urgence civils (en cas de catastrophe) de l'OTAN pourroient être bien utiles.

Le représentant français au SACLANT, le contre-amiral Lapoyade-Deschamps, considère l'OTAN comme « une police d'assurance à ne pas résilier trop tôt ». Les plus fermes partisans, sur le Vieux Continent, d'une défense européenne font de même.

MARTINE JACOT

- (1) L'expression est d'un journaliste britannique.
- (2) Organisme chargé de conseiller le président américain pour les affaires stratégiques.

« Tout homme a le droit de vivre librement là où il est né »

affirme à Paris l'archevêque de Zagreb

Le cardinal Franjo Kuharić, archevêque de Zagreb, a fait une visite en France du jeudi 20 au dimanche 23 mai. Après avoir salué la communauté catholique croate de Paris, il a rencontré à Rouen Mgr Douville, président de la conférence épiscopale française, qui lui avait rendu visite à Zagreb à la fin de l'année dernière. Dimanche, à Notre-Dame de Paris, avant de conclure la messe avec le cardinal Lustiger, en présence des ambassadeurs de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, le cardinal Kuharić a appelé à « la coexistence pacifique » des musulmans, les Serbes et les Croates de Bosnie. Celle-ci passe par la « conversion des cœurs » : « Même si mon adversaire détruit ma maison, je défendrai la sienne ; s'il détruit mon église, je protégerai la sienne ; s'il tue mon père, je protégerai le sien ».

Très sceptique sur la formule du « découpage en provinces du plan Vance-Owen » et sur toute solution prévoyant des déplacements de population, le cardinal Kuharić a appelé à « la coexistence pacifique » des musulmans, les Serbes et les Croates de Bosnie. Celle-ci passe par la « conversion des cœurs » : « Même si mon adversaire détruit ma maison, je défendrai la sienne ; s'il détruit mon église, je protégerai la sienne ; s'il tue mon père, je protégerai le sien ».

H. T.

Les amants assassinés de Sarajevo

SARAJEVO

de l'envoyé spécial de Reuters

Deux corps gisent, enlaidis, sur l'une des barges de la Mirjeka, le rivière qui traverse Sarajevo et sépare Serbes et Bosniaques. Deux ements fauchés par un tir ennemi.

Depuis quatre jours, ils sont là, figés en une dernière étreinte, allongés sur un terrain vague dévasté par les débris d'abus, près du pont de Vrbane. La zone est si dangereuse que personne n'a osé s'y aventurer pour récupérer les deux corps.

Bosko Brkic et Admira Ismic ont été tués mercredi. Il était Serbe, elle était musulmane, ils avaient vingt-cinq ans et tentaient de rejoindre la Serbie. « Ils ont été descendus en même temps, mais lui s'est écroulé sur le coup alors qu'elle était encore en vie », raconte Dino, un soldat, spectateur impassible du drame derrière les sacs de sable de son abri. « Elle a rampé vers lui, l'a pris dans ses bras, et ils sont morts comme ça, enlaidis », dit-il en

désignant les deux corps, au milieu des débris de quatorze mois de guerre. Bosko repose face contre terre, le bras droit déarticulé, rejeté en arrière. Admira est à côté de lui, enserrant son dos de son bras gauche. Un peu plus loin, un cadavre solitaire - celui d'un homme tué il y a cinq mois.

« Au milieu de nulle part »

Troupes gouvernementales et rebelles serbes se rejettent la responsabilité du double assassinat. « Peu m'importe de savoir qui les ont tués, je veux seulement récupérer leurs corps pour les enterrer », dit Zilja Ismic, la mère de la jeune femme. « Je ne veux pas qu'ils pourrissent au milieu de nulle part ».

Malis le gouvernement bosniaque et les Serbes de Bosnie refusent de conclure un cessez-le-feu autour du pont de Vrbane qui lui permettrait de réaliser son vœu de père désespéré.

« Ce n'est pas une guerre qui oppose Serbes et musulmans. C'est une guerre qui oppose

des fous et des manstres », lâche le mécanicien, écroulé par l'irresponsabilité des autorités serbes et bosniaques et par l'attentisme de la FORPRONU qui l'empêche d'aller chercher les deux corps avec un véhicule blindé.

Bosko et Admira se croyaient plus forts que la folle meurtrière de la guerre. Les deux amants, étudiants en chimie, se connaissaient depuis sept ans, depuis le lycée. Ils vivaient ensemble depuis neuf mois. Lui avait perdu son père et aurait pu partir avec sa mère et son frère lorsqu'ils quittèrent Sarajevo, avant que la guerre n'éclate. Mais il avait décidé de rester aux côtés d'Admira.

Serbes et Bosniaques ont reconnu leur avoir égaré le droit de franchir la ligne de démarcation. Pourtant, Bosko et Admira n'ont pu parcourir que 500 mètres, sur le bord de la rivière exposés aux tirs des deux camps.

KURT SCHORK

CEI : tensions russo-ukrainiennes

Le conflit sur la flotte de la mer Noire est ranimé

Le conflit russo-ukrainien sur la flotte de la mer Noire s'est rallumé, lundi 24 mai, lorsque des équipages ont commencé à hisser le pavillon russe, violant l'accord provisoire d'indivision de la flotte jusqu'en 1995 conclu par les présidents Eltsine et Kravtchouk en août dernier à Yalta.

Le mouvement atteignait déjà lundi le tiers de la flotte, mais serait limité aux unités d'assistance et de logistique et ne concernerait aucun bâtiment de guerre proprement dit, selon le service de presse de la flotte à Sébastopol, le port de Crimée (Ukraine) qui en abrite l'essentiel.

Deux semaines auparavant, la Russie avait accusé l'Ukraine de bloquer les négociations en cours sur le partage, en refusant de céder la base de Sébastopol à la future flotte russe. Kiev a, en revanche, accusé Moscou d'utiliser la flotte de la mer Noire ou soutieo aux indépendantistes abkhazes contre la Géorgie.

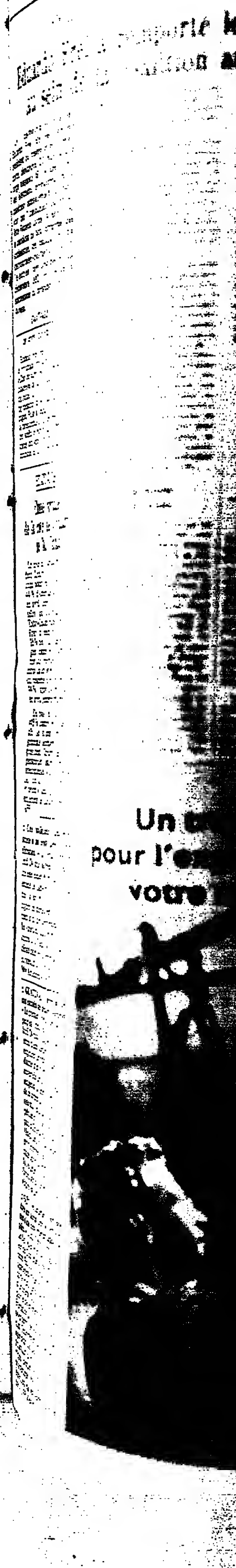
Pour tenter de s'opposer aux pressions de Moscou, dont le Parlement conservateur réclame une rétrocession de la Crimée à la Russie, l'Ukraine a dû laisser une large autonomie de fait à la Crimée, où la population russe est majoritaire. La flotte, théoriquement dirigée par un Ukrainien, ainsi que sa base de Sébastopol sont en réalité solidement entre les mains des militaires russes. Un de leurs amiraux a récemment dénoncé le développement de la présence de navires de l'OTAN dans la mer Noire, sous couvert d'application de l'embargo contre la Serbie et de surveillance du Danube.

Cette « fronde » des équipages russes est parfois suivie par des marins ukrainiens, qui se plaignent de salaires inférieurs à ceux des Russes, alors qu'ils travaillent parfois sur les mêmes navires (le *Karavane*, la monnaie provisoire ukrainienne, lancée à parité avec le rouble en 1992, s'échange désormais contre 5 roubles). Elle intervient aussi au moment où Kiev est plongée dans une grave crise politique et économique, marquée notamment par un retour en force des apparatchiks de l'industrie ukrainienne, encore très liée au complexe militaro-industriel russe.

HAUT-KARABAKH : Bakou a ordonné un cessez-le-feu. - Le président de l'Azerbaïdjan Aboulfaz Elchibey a donné l'ordre, dimanche 23 mai, à ses troupes d'arrêter les combats jusqu'à l'entrée en vigueur du cessez-le-feu prévu le 29 mai par le nouveau plan de paix russo-turco-américain. Le premier ministre azerbaïdjanais Panah Guseinov, en visite à Londres, a déclaré lundi que son pays a déjà « signé ce nouveau plan sans conditions préalables ». Le président arménien Levon Ter-Petrosian et son « homme fort » dans le Haut-Karabakh Robert Kotcharian, qui doivent aussi se prononcer sur ce plan avant le 26 mai, sont arrivés lundi à Moscou et devaient s'exprimer mercredi devant le Parlement russe. - (AFP)

TURQUIE : 29 soldats tués par des rebelles kurdes. - Des rebelles kurdes ont tué 31 personnes, dont 29 soldats turcs, dans une embuscade près de Bingol, dans le sud-est du pays, ont annoncé, mardi 25 mai, des sources militaires. Il s'agit de l'opération la plus meurtrière imputée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) depuis le proclamation par les rebelles d'un cessez-le-feu unilatéral en mars. Selon l'armée, un commando du PKK a pris en embuscade un autocar dont la plupart des passagers étaient des militaires en civil qui regagnaient leur unité. - (Reuters)

John Major à Paris le 28 mai. - Le premier ministre britannique, John Major, se rendra vendredi 28 mai à Paris pour un déjeuner de travail à l'Elysée avec le président François Mitterrand et un entretien à Matignon avec son homologue, Edouard Balladur. Un sommet franco-britannique se tiendra en outre en Grande-Bretagne dans la deuxième moitié du mois de juillet.



AMÉRIQUES

CHILI : l'élection présidentielle de décembre

Eduardo Frei a remporté les primaires au sein de la coalition au pouvoir

Le démocrate-chrétien Eduardo Frei, fils de l'ancien président du même nom, a remporté, dimanche 23 mai, à une large majorité (61 % des voix), les élections primaires de la coalition actuellement au pouvoir, qui l'opposaient au socialiste Ricardo Lagos. Il sera donc le candidat du bloc composé des socialistes, des radicaux et des démocrates-chrétiens lors de l'élection présidentielle de décembre 1993, en vue de la succession du président Patricio Aylwin.

SANTIAGO

de notre correspondant

Eduardo Frei peut-il ne pas être le prochain président du Chili ? « Sans accident qui l'aurait empêché physiquement de la politique, il est déjà au palais de la Moneda », affirme un membre de son équipe de campagne. Pour la deuxième fois depuis la présidentielle de décembre 1989, qui scella le retour de la démocratie après dix-sept ans de dictature, le candidat de la Concertación pour la

démocratie - coalition de seize partis qui défendirent le « non » au général Pinochet lors du plébiscite du 5 octobre 1988 - part très nettement favori.

La Concertación reste la première force politique du pays, et la droite, divisée entre trois candidatures présidentielles et affaiblie après de récents scandales, semble s'être résignée à attendre le scrutin suivant. Selon un observateur, « les Chiliens, soucieux d'oublier l'époque des traumatismes de la présidence de Salvador Allende et de la dictature du général Pinochet, veulent revenir aux temps précédents ».

Agé de cinquante ans, Eduardo Frei est le fils de l'ancien président démocrate-chrétien Eduardo Frei (mort en 1972), qui gouverna le pays entre 1964 et 1970 et entreprit plusieurs réformes sociales fondamentales. De son père, il a hérité, outre le nom, le visage aux sourcils épais et noirs et l'allure générale, à l'exception notable du caractère. Politiquement, c'est un homme neuf. Ingénieur et grand dans une entreprise métallurgique privée, son action d'opposant politique en général. Pinochet ne commença qu'en 1987 lorsque, à l'approche du plébiscite, il rejoignit le comité pour les élections libres. élu sénateur en 1989, c'est avec une écrasante majorité qu'il est devenu président de son parti en novembre 1991.

semble des partisans de la consolidation de la démocratie.

Reste que la « pré-campagne » présidentielle aura laissé des regrets à de nombreux socialistes. Certes, Ricardo Lagos, candidat des deux partis socialistes (PS et PPD), a réalisé un score honorable (39 % des voix) qui lui permet de réaffirmer son leadership. Mais jamais ce candidat n'a été en mesure de s'imposer face aux démocrates-chrétiens, ligoté qu'il était par la nécessité de conserver une alliance indispensable aux socialistes, afin de maintenir leur influence au Parlement. Les conséquences sociales de l'ultra-libéralisme économique lui offraient pourtant un important thème de campagne. Il n'aura pas su le saisir, laissant les partisans de gauche qui se situent hors de la Concertación (communistes et membres du MIRA) le faire à sa place.

BRUNO ADRIAN

BRÉSIL

Un « petit juge » s'en prend aux puissants dirigeants des loteries clandestines

Depuis vingt ans, les bicheiros, chefs des loteries clandestines brésiliennes, jouissaient d'une impunité totale. Comme Al Capone, ils ont été condamnés pour un délit mineur. Le juge Denise Frossard, responsable de la sentence - six ans de prison ferme pour chacun des quatre chefs - est désormais traitée comme une « héroïne nationale ».

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Voir des bicheiros en prison, c'est à Rio-de-Janeiro, incongru. Ces dirigeants de la loterie clandestine du jogo de bicho (« jeu de bêtes », d'au leur nom) sont en effet réputés pour leur puissance, autant financière que politique.

Principaux sponsors du célèbre carnaval, à travers les écoles de samba qu'ils dirigent et subventionnent, ils pavent naturellement lors du défilé officiel et fréquentent assidûment les bons restaurants de la ville. Quand ils ne sont pas reçus, en grande pompe générale, par tout ce que Rio compte d'autorités.

Un « petit juge » de première instance, M^{me} Denise Frossard, s'en est pourtant prise à eux d'une manière apparemment toute simple. Dans le cadre de l'une des multiples procédures déclenchées à leur encontre, une interdiction de sortie de territoire leur avait été signifiée. Rien de très inquiétant pour des hommes habitués aux tracasseries sans conséquences. Convoqués au tribunal pour prouver leur respect de la mesure, ils ont été une douzaine à se présenter, accompagnés, comme à leur habitude, d'une escorte fortement armée. Ce sont les armes que

M^{me} le Juge n'a pas aimées. Considérant qu'il s'agissait de « menaces à l'encontre du tribunal », M^{me} Frossard a décrété leur incarcération immédiate.

Dans le plus pur style des films noirs américains, une ribambelle d'avocats se sont alors précipités pour dénoncer la « détention arbitraire » et exiger « une libération immédiate », sans succès. Une campagne de presse a été aussitôt orchestrée, faisant état d'une menace des bicheiros de boycotter le prochain carnaval de Rio ou de licencier les vingt mille personnes qu'ils emploient directement pour faire fonctionner leur loterie.

Car le bicheiro a deux faces. Celle d'un organisateur de loterie, même illégale, de bienfaiteur de la communauté qu'il contrôle, grand pourvoyeur de subventions diverses et de prébendes. Et celle, beaucoup plus redoutable, d'un chef de bande tout-puissant, souvent accusé d'être mêlé aux trafics les plus divers, jusqu'à celui de la drogue. Dans le passé, les grands patrons du jogo de bicho, qui sont une quinzaine à se répartir géographiquement le territoire, ont toujours su jouer habilement sur les deux tableaux.

Le coup de force du juge s'est même transformé en un coup d'éclat : M^{me} Frossard a en effet condamné les inculpés à six ans de prison ferme pour « formation de bande armée », tout simplement. Il serait pour autant naïf de croire que le « petit juge » en a fini avec cet aspect de la délinquance à Rio-de-Janeiro. Les recours vont pleuvoir, et la quasi-absence ou l'extrême prudence des réactions officielles prouvent, s'il en était besoin, le côté « sensible » de l'affaire.

L'inculpation des trafiquants et leur condamnation restent avant tout une décision personnelle du juge Frossard, dont on ne sait si elle sera suivie en appel par d'autres magistrats. En attendant, les Caricocas (habitants de Rio-de-Janeiro) ont en l'extrême surprise de voir, en ouverture du journal télévisé, les célèbres bicheiros vêtus, non pas de leurs uniformes de carnaval, mais du costume des détenus, écoutant, quelque peu stupéfaits, les attentions d'une condamnation dont ils se croyaient à jamais à l'abri.

BERTRAND DE LA GRANGE

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

MEXIQUE

Une fusillade à l'aéroport de Guadalajara a fait sept morts, dont l'archevêque du diocèse

MEXICO

de notre correspondant

L'aéroport international de Guadalajara, deuxième ville du Mexique et capitale de l'Etat de Jalisco, s'est transformé, lundi 24 mai, en un véritable champ de bataille au cours de ce qui semble avoir été un règlement de comptes entre bandes rivales de trafiquants de drogue. Bilan de l'affrontement : sept morts, dont le cardinal Juan Jesús Posadas, soixante-six ans, archevêque de Guadalajara, premier vice-président de la conférence-épiscopale du Mexique et du Conseil des évêques d'Amérique latine (CELAM).

Pendant les vingt heures prises entre deux feux, figurent également le chanoine et cinq autres personnes dont on ne sait pas encore si elles étaient liées à la mafia de la drogue. Les affronte-

ments à la kalachnikov, arme réservée à l'armée mais aussi arme favorite des trafiquants mexicains, ont commencé à 15 h 45 locales (23 h 45 à Paris) à l'intérieur de l'aéroport pour se poursuivre dans le parking de l'aéroport, provoquant la panique au sein de la foule. Le cardinal Posadas a reçu onze impacts de balles alors qu'il était dans sa voiture. L'aéroport a été fermé temporairement pendant que l'armée et la police établissaient des barrières sur les principales routes de Guadalajara. Deux personnes ont été arrêtées.

Dans la soirée, le président Carlos Salinas s'est déplacé en avion à Guadalajara pour exprimer son « indignation », comme il l'avait fait un peu plus tôt dans une lettre de condoléances envoyée au pape Jean-Paul II, qui entreprendra en août un troisième voyage au Mexique.

Depuis plusieurs années, Guadalajara (environ trois millions d'habitants) et plusieurs autres villes mexicaines, notamment la capitale de l'Etat de Sinaloa, Culiacan, sont soumises à la violence des cartels de la drogue qui bénéficient de la protection de quelques hautes personnalités, y compris au sein de la police et de l'armée. C'est à Guadalajara que fut assassiné, en février 1985, un agent des services de lutte anti-droge des Etats-Unis (DEA), Enrique Camarena, provoquant une grave crise entre Mexico et Washington. Depuis, les autorités mexicaines ont renforcé leur action contre les trafiquants mais, malgré les incessantes saisies spectaculaires de cocaïne, de marijuana et même d'héroïne - produites sur place ou importées de Colombie - le flot de stupéfiants en direction des Etats-Unis n'a pas diminué.

ETATS-UNIS

Chute brutale de la cote de popularité de M. Clinton

La cote de popularité du président Clinton a fait une chute de onze points en un mois, et seuls 44 % d'Américains (contre 55 % en avril) approuvent son action, selon un sondage CNN-USA Today-Gallup publié lundi 24 mai. Pour la gestion de l'économie, 55 % des 1 022 personnes interrogées (contre 59 %) approuvent l'action du président, soit 8 % de moins qu'en avril 1993. Pour ce qui concerne la politique étrangère, 44 % l'approuvent, contre 53 % en avril, première mesure du sondage.

De plus en plus d'Américains (45 % contre 39 % un mois plus tôt) se disent opposés au programme économique général du président Clinton. Enfin, 73 % des personnes interrogées se disent mécontentes « de la manière dont les choses se passent en ce moment » aux Etats-Unis, 24 % seulement se déclarant satisfaites. (AFP)

Une militante homosexuelle accusée à un poste élevé de l'administration. - Le Sénat a confirmé, lundi 24 mai, Robert Achtenberg, une élue locale et militante homosexuelle de San Francisco (Californie), à un poste de secrétaire adjoint au département du logement et du développement urbain. Le vote a été acquis par 58 voix contre 31, à l'issue d'une heure de débats assez vifs à propos de l'homosexualité affichée de M^{me} Achtenberg. (AFP)

GUATEMALA : premier sommet mondial des peuples indigènes. - Le premier sommet mondial des peuples indigènes s'est ouvert, lundi 24 mai, à Guatemala, en présence d'une centaine de délégués originaires de vingt-deux pays pour discuter d'un projet de déclaration universelle des droits des peuples indigènes. La séance d'ouverture de ce sommet de cinq jours, organisé sous l'égide de l'ONU, a été présidée par le Prix Nobel de la paix, la Guatémaltèque Rigoberta Menchú. Les résolutions adoptées seront présentées lors de la prochaine conférence mondiale des Nations unies sur les droits de l'homme, qui se réunira à Vienne (Autriche) en juin. (AFP)

HAÏTI : les autorités s'ont pas donné leur accord pour le déploiement d'une force internationale de police. - Dante Caputo, ambassadeur des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains, et Lawrence Pezzullo, représentant du département d'Etat américain, ont quitté Haïti, lundi 24 mai, sans avoir obtenu l'accord des autorités pour le déploiement d'une force internationale de police à Haïti, a-t-on appris de sources diplomatiques. Cette mesure avait été envisagée pour faciliter le retour d'un processus démocratique interrompu depuis le coup d'Etat de septembre 1991, qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide. (AFP, Reuters)

Un trou noir pour l'expansion de notre univers



PCM CIA 2.0



Les trous noirs de tous nos nouveaux modèles portables, y compris les modèles TI900 et T4600, semblent minuscules et insignifiants, mais leur pouvoir d'attraction va bouleverser l'univers de l'informatique. Ils renferment le dernier cri en matière de possibilités d'extension : les connecteurs au standard industriel PCM CIA 2.0. PCM CIA 2.0 est synonyme d'évolution. Disques durs,

cartes réseau et cartes fax-modem au format carte de crédit donnent à votre portable Toshiba une puissance et une souplesse qu'aucun ordinateur de bureau ne peut égaler. C'est pourquoi tous nos nouveaux modèles sont équipés de PCM CIA 2.0.

Nul ne peut résister à l'attraction de ces trous noirs. Pour en savoir plus, contactez Toshiba au (1) 44.67.68.67 ou 3615 Toshiba.



L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : dans les cités noires de Johannesburg

De nouveaux affrontements entre l'ANC et l'Inkatha ont fait au moins trente morts

Au moins trente personnes sont mortes dans les affrontements qui, depuis samedi 22 mai, ensanglantent à nouveau plusieurs cités noires des environs de Johannesburg. Ces violences, qui opposent les partisans du Congrès national africain (ANC) à leurs adversaires du mouvement Inkatha, sont les plus sanglantes depuis le massacre de Boipatong, en juin 1992.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Lundi soir, la police n'était pas en mesure de donner un bilan définitif des victimes tombées depuis dimanche soir au cours des batailles rangées qui ont suivi les affrontements survenus samedi à Thokosa. Aux treize morts décomptés alors (le Monde du 25 mai), il fallait, selon le porte-parole de la police, ajouter dix-sept cadavres, retrouvés majoritairement dans le ghetto de Kallang et dans le camp de squatters voisin de Crossroad. Mais, selon une source policière citée par un quotidien de Johannesburg, le nombre des victimes serait bien plus élevé.

TUNISIE :
visite du président Ben Ali à Habib Bourguiba

« Vous êtes
notre père... »

TUNIS

de notre correspondant

« C'est un jour heureux que vous soyez venu me voir. Vous êtes mon fils. » Impeccablement vêtu, Habib Bourguiba accueillait en ces termes, jeudi 13 mai, dans le salon de sa résidence de Monastir — où il vit depuis quatre ans — celui qui lui a succédé, le 7 novembre 1987, à la tête de l'Etat. L'Agence tunisienne de communication, l'extrême droite (ATC) vient de diffuser une cassette sur les temps forts de cette visite. On y voit le président Ben Ali, apparemment ému, embrassant « le Combattant suprême », qui va célébrer, dans trois mois, ses quatre-vingt-dix ans, et lui répondre : « N'est-ce pas vous qui nous avez formés ? Vous êtes notre père. »

C'est la seconde fois depuis le « changement » que les deux hommes se rencontrent. Au mois de mai 1990, Habib Bourguiba avait été conduit en hélicoptère dans son ancien palais de Carthage où l'attendait son successeur, qui lui avait manifesté sa « sollicitude ». En renouvelant ce geste, M. Ben Ali a peut-être voulu désamorcer les critiques de certains opposants qui ont récemment condamné les trop strictes conditions dans lesquelles a été placé en résidence, l'ancien chef de l'Etat. Ben Ali semble avoir peu changé depuis l'entretien qu'il avait accordé, au mois de novembre 1991, aux envoyés spéciaux du Monde.

Cadé dans son fauteuil, il paraît à l'aise mais demeure peu assuré quand il se lève. Au cours de la conversation, le président Ben Ali a testé enquis de la santé et des souhaits du « Père de l'indépendance ». « Je veux tout simplement aller réviser la Fatwa (morts) sur la tombe de ma mère », a répondu M. Bourguiba, d'une voix étranglée.

MICHEL DEURÉ

La Ligue des droits de l'homme demande la libération d'un responsable éminent. — Le comité directeur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) vient de demander « avec insistance », dans un communiqué, la libération de Nassim Ziad, secrétaire général de l'Union générale des étudiants tunisiens, accusé de trafic de drogue (le Monde du 21 mai). La LTDH se déclare « surprise par les circonstances étranges » qui ont entouré l'arrestation de M. Ziad. Au vu du dossier, elle relève « plusieurs lacunes et des éléments contradictoires qui suscitent des doutes quant à l'accusation ». — (Corresp.)

« Nous ramassons des corps partout, à gauche, à droite et au milieu », aurait affirmé ce responsable, dont les déclarations n'ont pas été officiellement confirmées.

Le sérieux de la situation ne fait cependant guère de doute. Le massacre de Thokosa semble avoir relancé une guerre latente, que les responsables des deux partis s'efforcent de réduire depuis des mois. Dans la plupart des « townships » qui entourent Johannesburg, des dizaines de maisons et de voitures ont été incendiées. Les victimes, lorsqu'elles n'ont pas brûlé vives dans leurs maisons, portent toutes la marque de sanglantes blessures par lances, couteaux ou masses. Lundi, un hélicoptère, avec à bord un général de la police, a été touché par des tirs, alors qu'il survolait la zone des troubles. Freinés par

les tranchées creusées dans les cités noires ou par les attaques de jeunes gens, les importants renforts envoyés pour tenter de ramener l'ordre semblent avoir eu des difficultés à atteindre leur objectif. En plusieurs occasions, la police a riposté en ouvrant le feu. Au même moment, les participants aux négociations constitutionnelles affirmaient continuer à faire des progrès, même si, selon certains d'entre eux, le rythme des travaux connaît quelque retard. L'ANC a une fois de plus affirmé que les derniers incidents ne le détourneraient pas de la voie choisie. Mais on peut se demander combien de temps l'organisation de M. Mandela pourra continuer à traiter sereinement de l'avenir du pays, alors que ce dernier est chroniquement soumis à de telles tensions.

GEORGES MARION

Après l'arrestation de plusieurs de ses dirigeants

Le Congrès panafricain se retire des négociations sur l'avenir du pays

Une trentaine de dirigeants du Congrès panafricain (PAC), organisation nationaliste noire radicale, et de sa branche armée, le Mouvement de libération du peuple d'Afrique (APLA), ont été arrêtés, mardi 25 mai, avant l'aube, a annoncé le ministre de la loi et de l'ordre Richard M. Alexander, le secrétaire général du PAC. Beny Alexander, a été interpellé à 4 heures du matin à son domicile d'Ennerdale, un ghetto noir au sud de Johannesburg, mais il a réussi à s'échapper grâce à la complicité d'un voisin. Le secrétaire pour les affaires politiques, Jaki Seroke, a été arrêté.

Le président du PAC, Clarence Makwetu, n'était pas chez lui lorsque

la police est venue l'appréhender, selon M. Alexander, qui, dans une déclaration à l'agence de presse sud-africaine SABA, a annoncé, mardi matin, que son mouvement quittait les négociations multipartites sur l'avenir de l'Afrique du Sud, en réaction à l'arrestation d'une bonne partie de son état-major.

Ces arrestations interviennent à la suite d'une série d'attaques — dont certaines ont été revendiquées par l'APLA — contre des civils blancs. Le PAC avait maintenu le principe de la lutte armée contre le gouvernement de la minorité blanche, après avoir finalement accepté, début avril, de s'associer à la table des négociations. — (AFP)

Après une proposition de Nelson Mandela

Le Congrès national africain émet des réserves sur le droit de vote à quatorze ans

Le Congrès national africain (ANC) a réagi, lundi 24 mai, avec réserve à l'idée d'abaisser à 14 ans le droit de vote en Afrique du Sud, qu'avait lancée, dimanche, son président Nelson Mandela. Le reste de la classe politique a exprimé sa franche opposition à la proposition, largement interprétée dans la presse locale de lundi comme une tentative de « réconciliation » de la jeunesse noire turbulente.

Toujours sans droit de vote, les Noirs (75 % de la population) s'apprêtent à participer pour la première fois à des élections générales, dans moins d'un an, à partir de l'âge de 18 ans. A l'occasion d'une visite dans le Natal au cours du week-end, M. Mandela a plaidé avec insistance,

pour que ce droit leur soit désormais ouvert à partir de 14 ans.

A l'appui de sa proposition, il a cité l'exemple de plusieurs pays (Brésil, Nicaragua, Corée du Nord, Algérie). Il a également souligné qu'il n'y avait pas pour lui de « ceux qui sont en première ligne de la lutte » ne voterait pas.

L'un des porte-parole de l'ANC, Carl Niehaus, a déclaré que la question du droit de vote à 14 ans n'avait jamais été discutée au sein du mouvement et qu'en conséquence elle ne faisait pour l'instant pas partie de « la politique de l'ANC ». — (AFP)

EN BREF

ANGOLA : l'UNITA affirme avoir repris la ville pétrolière de Soyo. — L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a affirmé, lundi 24 mai, avoir repris Soyo, un des plus importants centres pétroliers de l'Angola, qu'elle avait dû abandonner aux troupes gouvernementales en mars dernier après trois mois d'occupation. Le gouvernement angolais n'a pas confirmé la prise de Soyo, qui figurait le tiers de la production pétrolière du pays. D'autre part, l'Afrique du Sud a annoncé, lundi, qu'elle ne reconnaît pas, comme l'a fait Washington, le gouvernement angolais ayant la formation d'une équipe « pleinement représentative » à Luanda. — (AFP, Reuters, UPI)

INDE : les affrontements entre braconniers et policiers ont fait trente-huit morts et deux blessés. — Un affrontement entre la police et une bande de dacoits (bandits) a fait seize morts, dont six policiers, le lundi 24 mai dans le sud de l'Etat indien du Karnataka. Le 9 avril déjà, un affrontement semblable avait fait vingt-deux morts, dont sept policiers. Les forces de l'ordre de la région sont, de longue date, à la recherche d'un fameux chef de bande, K. M. Veerappa, quarante-quatre ans.

MALI : le BCR organise le rapatriement des réfugiés. — Le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a annoncé, lundi 24 mai à Genève, la mise en place d'un programme de rapatriement volontaire pour les quelque 100 000 Maliens, pour la plupart Tonarag et Maures, qui avaient fui leur pays en 1991

pour se réfugier en Algérie, au Burkina-Faso et en Mauritanie. L'opération, qui doit débuter en juillet, s'étendra sur deux ans. Un premier contingent de 12 000 réfugiés devrait être rapatrié d'ici la fin de l'année, pour un coût de 3,5 millions de dollars.

MAROC : polémique autour de la mort d'un étudiant. — La mort, le 16 mai, dans un commissariat de Khénifra, d'un étudiant en économie, Mustapha Hamzaoui, a provoqué une polémique entre la police d'une part, la famille, les milieux d'opposition et les organisations humanitaires d'autre part. Dans un communiqué, le chef de la sûreté régionale a assuré que M. Hamzaoui, arrêté parce qu'il importait des jeunes filles, s'est pendu. Pour sa part, l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a estimé, dans une lettre adressée aux ministres de la justice et de l'intérieur, que la version du suicide de M. Hamzaoui tend à « dénaturer la vérité » et a déposé

plainte contre X... avec constitution de partie civile afin qu'une « instruction judiciaire en bonne et due forme » soit engagée. — (Corresp.)

UGANDA : un chercheur canadien et son assistant assassinés. — Un chercheur canadien de vingt-neuf ans, Andrew Forbes, et son assistant ougandais, Nathan Ongom, ont été tués par des inconnus alors qu'ils rentraient chez eux à moto, dans la région isolée d'Arua, dans le nord-ouest du pays, ont déclaré lundi 24 mai des diplomates canadiens à Kampala. Il s'agit du troisième incident visant des étrangers dans le nord du pays depuis le début de l'année. — (AFP, Reuters)

SÉNÉGAL : le Conseil constitutionnel a entériné les résultats des élections législatives. — Le Conseil constitutionnel a entériné, lundi 24 mai, les résultats des élections législatives du 9 mai, attribuant 84 des 120 sièges de députés au Parti socialiste du président Abdou Diouf,

et 27 au Parti démocratique sénégalais, dirigé par Abdoulaye Wade. La Ligue démocratique et la coalition « Japoo » (Unissons-nous) ont chacune emporté trois sièges, le Parti de l'indépendance et du travail deux, et l'Union démocratique sénégalaise Renouveau, un. — (AFP)

SOMALIE : M. Michaux Cheyry est visite à Mogadiscio. — Le ministre français délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, Lucotte Michaux Cheyry, est arrivé, lundi 24 mai, à Mogadiscio, en provenance d'Asmara où elle avait assisté aux cérémonies marquant la proclamation de l'indépendance de l'Erythrée. Le ministre devait avoir mardi des entretiens avec le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Somalie, l'amiral Jonathan Howe. M. Michaux Cheyry doit également se rendre à Balda (nord-ouest de Mogadiscio).

TOGO : un mois deux candidats à l'élection présidentielle. — Deux personnalités politiques rela-

tivement peu connues, Iff Adani, membre-fondateur du Collectif de l'opposition démocratique, et Jacques Amouzon, membre-fondateur de l'Union des démocrates pour le renouveau, un parti proche du premier ministre Joseph Koffi, ont révisé, lundi 24 mai à Lomé, avoir fait acte de candidature à l'élection présidentielle prévue pour le 20 juin et rejetée par l'opposition en exil. — (AFP)

VIETNAM : un homme s'immole à Hô Chi Minh. — Une personne s'est immolée, vendredi 21 mai, à Hô Chi Minh pour protester contre de récentes arrestations de bonzes par les autorités vietnamiennes, indique l'AFP. L'homme travaillait à la pagode de la Dame céleste. Des policiers ont aussitôt emporté son corps. Selon le Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme, à Paris, un bonze de la pagode Linh Mu s'apprête à s'immoler à son tour pour protester contre l'arrestation, lundi 24 mai, de son supérieur, le vénérable Thich Tri Tuu.

ASIE

CAMBODGE : plus de 70 % de votants en deux jours

La forte participation aux élections constitue un revers pour les Khmers rouges

Après deux jours de scrutin — sur six —, plus de 70 % des 4,7 millions d'électeurs cambodgiens ont déjà voté. A Polpet, à la frontière thaïlandaise, des observateurs ont même vu des guérilleros khmers rouges se rendre aux bureaux de vote. Cette forte participation est un camouflet infligé au « Parti du Kampuché démocratique » (Khmers rouges), qui avait tout fait pour saboter les élections. Elle constitue également un bon point pour l'ONU, organisatrice et protectrice du scrutin.

TAK-MAU

de notre envoyé spécial

Appelons le Ek, car l'APRO-NUC, l'Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge, souhaite qu'un évite, pour des raisons de sécurité, de citer des noms d'électeurs. Célébrité, âgé de trente-trois ans, Ek s'est assis sur une table, dans la cour d'un collège transformé en centre de vote à Tak-Mau, agglomération située à douze kilomètres de Phnom-Penh. Il attend que la file des électeurs avance car, unijambiste, il se déplace à l'aide d'une béquille. « Si les Khmers rouges avaient participé aux élections, nous aurions eu la

paix », dit-il. Ek avoue voter « pour le roi », donc pour Norodom Sihanouk, dans le but de ramener l'ordre au pays. Le parti royaliste présidé par le prince Ranariddh, l'un des fils de l'ex-monarque. Il dit : voter pour le roi, c'est voter pour la paix.

Il a de bonnes raisons d'en vouloir aux Khmers rouges. Son père, un médecin, et sa mère « ont été tués par Pol Pot ». Son unique frère est mort en sautant sur une mine. Lui-même a perdu une jambe, en 1987 à Polpet, quand il se battait pour le régime de Phnom-Penh contre les Khmers rouges, dont le Funcinpec, qui présidait encore Sihanouk, était alors l'allié. Ek ne touche qu'une pension d'invalidité de 30 000 riel (par mois, soit 30 francs), ce qui l'oblige, contre l'avis du médecin, à exercer le métier de menuisier. En outre, un chef de village, donc nommé par le régime de Phnom-Penh, a confié le petit lopin de terre de son seul oncle.

L'exemple de cet homme prouverait, s'il le fallait, à quel point les résultats des élections sont imprévisibles. Bien des gens, même des soldats de Phnom-Penh, disent voter « Sihanouk » parce qu'il s'agit de l'ancien roi, et qu'il préconise la « réconciliation nationale » et l'apaisement. Mais nul ne parvenait, mardi 25 mai, au début du troisième jour du scrutin, à mesu-

rer la portée de ce courant royaliste. Mordra-t-il sur des campagnes, où certains électeurs ignoraient, jusqu'à leur arrivée au centre de vote, l'existence d'un choix ? Et quel est le poids de ces hameaux reculés où l'insécurité et souvent la peur l'emportent sur toute autre considération ?

Alors que les observations au scrutin demeurent minimes après deux jours de vote, deux cents Khmers rouges, porteurs de cartes d'électeurs, sont allés voter à Polpet, le principal poste frontière entre la Thaïlande et le Cambodge. Pourquoi l'ont-ils fait et pour qui ont-ils bien pu voter ? La crainte aidant, les intentions de vote des Cambodgiens sont insaisissables. Avec un scrutin de liste provincial qui favorise les petits partis, s'orientent-ils vers une Assemblée constituante ingouvernable ? Il faudra, en tout cas, une majorité des deux tiers pour adopter une constitution.

Ek n'est pas au courant de ce genre de problème. Tranquillement, sur le coup de midi, à son tour, il remplit son bulletin et le dépose dans l'urne tout en tremblant son index dans un produit incolore, mais que les rayons ultraviolets pourront activer pendant sept jours, histoire de prévenir les votes multiples. Il en sort satisfait : il a enfin pu placer son mot.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CORÉE DU SUD : après les limogeages dans l'armée

Deux anciens présidents militaires pourraient être poursuivis

TOKYO

de notre correspondant

Le limogeage, lundi 24 mai (le Monde du 25 mai), par le président Kim Young-sam, du chef d'état-major des trois armées, le général Lee Pil-sung, ainsi que de deux autres généraux impliqués dans le putsch de 1979 à la faveur duquel le général Chun Doo-hwan s'empara du pouvoir, est peut-être plus lourd d'implications que les précédentes mesures prises par le premier chef d'Etat civil de la Corée du Sud envers une armée qui a été la grande force politique du pays.

Ce limogeage intervient deux semaines après que le président ait qualifié le putsch d'« équivalent de coup d'Etat » dans un discours prononcé à Kwangju lors de l'anniversaire du massacre qu'y perpétra l'armée en mai 1980, et qui fit au moins cinq cents morts. Le 12 décembre 1979, le général Lee commandait un régiment qui prit le contrôle du ministère de la défense. Il a été remplacé par le chef d'état-major de l'armée de

l'air, le général Lee Yang-ho. « Cette action est destinée à mettre un terme à la période d'intervention de l'armée dans les affaires politiques », a déclaré le porte-parole de la présidence.

Le Parti démocratique, première formation d'opposition, s'est félicité de cette initiative, mais a demandé que des actions soient aussi menées contre les généraux qui prirent le pouvoir à l'occasion du putsch de 1979 : les deux ex-présidents Chun Doo-hwan et Roh Tae-woo. Ces dernières semaines, des étudiants exigeant que ceux-ci passent en jugement se sont opposés à la police.

En qualifiant le putsch de « quasi-coup d'Etat », M. Kim Young-sam n'aurait pas voulu de actions en justice contre les deux ex-présidents pour insubordination et haute trahison. Depuis son accession au pouvoir, en février, M. Kim a démontré sa volonté de reprendre en main l'armée en chassant les officiers corrompus et en cassant les velléités que pourraient avoir certains d'entre eux d'entrer

à nouveau dans le jeu politique. Après avoir limogé le chef d'état-major de l'armée de terre et le chef des services de renseignement, le président a fait arrêter treize officiers accusés de trafics de promotions. Un chef d'état-major de l'armée de l'air a aussi été arrêté pour corruption.

Le président a enfin ordonné la dissolution d'une association, Hanawha, qui avait régné sur les coulisses de l'armée depuis le début des années 80. L'état-major avait toujours nié l'existence de cette coterie : il a été établi que quarante-trois généraux en faisaient partie.

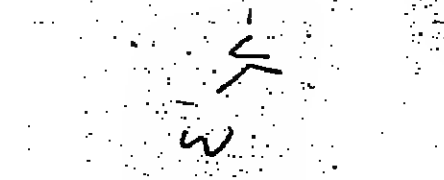
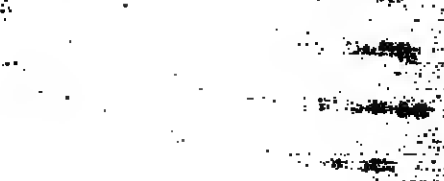
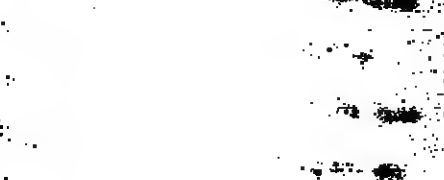
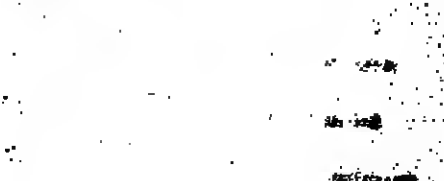
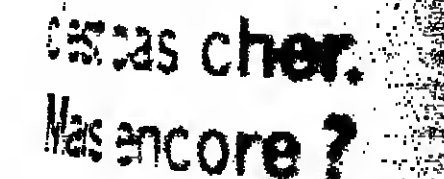
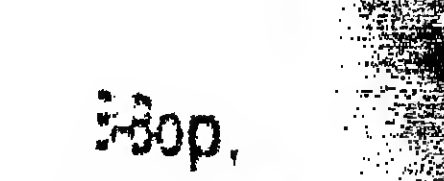
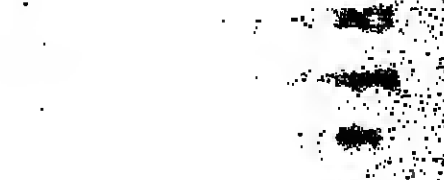
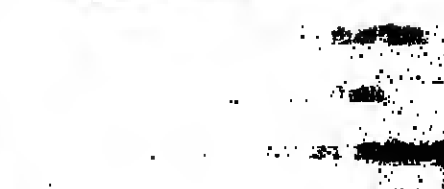
Une trentaine d'officiers supérieurs pourraient, d'autre part, être poursuivis pour leur participation au coup de force de 1979. Certains, à Séoul, parlent de « vendetta politique » et de « dictature civile », et ce nettoyage commence à susciter des grincements au sein du parti gouvernemental. Les initiatives du président sont pourtant bien accueillies par l'opinion.

PHILIPPE PONS

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
MAI 1993
SPÉCIAL EXAMENS
Le dernier état du monde et de la France
En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

CULTURE GENERALE
Les bases de votre réussite
UNE MÉTHODE CLAIRE ET PRATIQUE
20 cours pour faire le point des connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Des références et des repères indispensables à votre réussite.
Documentation gratuite à :
Institut Culturel Français - Sce 7246 - 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois - Tél. : (1) 42.70.73.63

Bi-Bop :
40.000 signaux
bleu-blanc-vert
dans Paris.
4 fois plus que
de feux rouges.



tion aux élections pour les Khmers rouges

ter la portée de ce contrat
 rigide. Mordra-t-il sur des
 rignes, ou certains d'entre
 rignes, jusqu'à leur arriv
 centre de vote, l'existence
 s'ont ? Et quel est le point
 hommes recule et l'instanc
 souvent la peur l'emporte
 toute autre considération !

Alors que les obstructions
 seraient demeurées anormales
 jours de vote, dans
 hommes rouges, porteurs de
 d'ailleurs, sont allés voter à
 net le principal poste fron
 entre la Thaïlande et le Camb
 lorsqu'on l'ont fait. Les
 ont-ils bien pu voter ? Le
 d'ailleurs, les intentions de
 les « bourgeois » sont insaisi
 avec un scrutin de liste pro
 qui favorise les petits et
 mentent-on vote une liste
 centralisme ingouvernable ?
 En tout cas, une autre
 les voters pour adopter une
 liste.

Il n'est pas au contrai
 de ce problème. Une
 par le coup de main
 et il rempli son bulletin
 dans l'anneau dans l'anneau
 son index dans le
 mais, que le pou
 pourrait être le
 histoire de
 multiples. Il en sera
 pu placer son

JEAN-CLAUDE

**Présidents militaires
être poursuivis**

[illegible][illegible]

CULTURE GENERALE
Les bases de votre réussite

95 MÉTHODES CLASSE ET PRATIQUE
pour maîtriser la culture générale et réussir
les concours de culture générale des
universités et des écoles supérieures de
commerce et de gestion

Par Jean-François - Soc 7246 - 35, rue
de la Liberté - Tél. : (1) 42.70.73.65

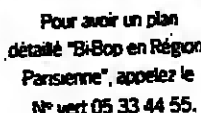
A Paris, les zones d'appel Bi-Bop sont réparties dans les rues les plus fréquentées, mais aussi aux abords extérieurs de toutes les stations de métro, dans les principales gares SNCF, près des grands magasins et des Monoprix. En région parisienne, vous pouvez dès maintenant utiliser votre Bi-Bop près de 400 stations services ESSO et TOTAL, dans les principaux centres commerciaux, aux accès des stations de métro et de RER A et B, et dans les aéroports parisiens (Orly Ouest et Roissy 2B).

**Bi-Bop,
c'est pas cher.
Mais encore ?**

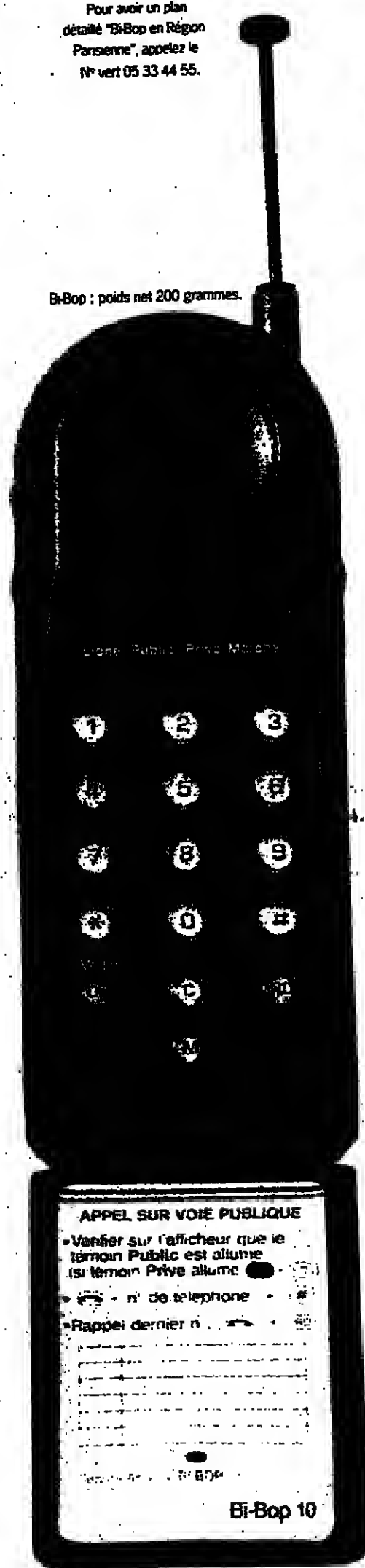
La communication téléphonique
n'est majorée que de
0.83 F.TTC par minute.

La communication téléphonique
n'est majorée que de
0,83 TTC par minute.

Chaque appel vous sera facturé au même prix qu'une communication téléphonique, majoré de 0,83 F TTC par minute. L'abonnement mensuel est à peine plus cher qu'une place de cinéma : 54,50 F TTC. Le combiné quant à lui ne coûte que 1 890 F TTC (1 593,60 F HT) dans les agences France Télécom. Bi-Bop est disponible dans toutes les agences France Télécom de la région parisienne et bientôt dans les grands magasins spécialisés.



Re-Bon : prints net 200 grammes

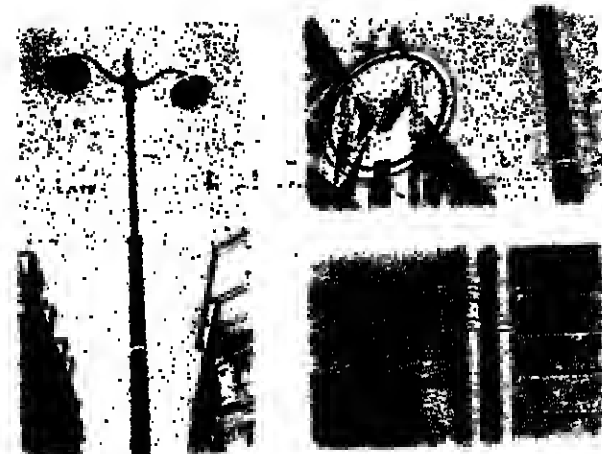


**Sortez
en ville avec
Bi-Bop.**

**Appelez New York
du Trocadéro ou
Tokyo du Boulevard
St-Germain.**



Avec Bi-Bop, vous avez accès au réseau téléphonique général France Télécom. Ce qui signifie que vous pouvez appeler le monde entier de l'endroit où vous vous trouvez : une terrasse de café, une station de taxi, de votre voiture à l'arrêt, ou tout simplement de la rue, entre deux rendez-vous ou deux courses.



**Vous pouvez
dire allô dans votre
Bi-Bop partout.
C'est où partout ?**

Partout où vous apercevrez un signal bleu-blanc-vert. Pour les repérer, c'est simple, il suffit de lever la tête, car les signaux Bi-Bop sont situés sur les poteaux d'éclairage urbain, les descentes de gouttière, sur les vitrines de nombreux commerces, à la sortie des métros... Chaque jour de nouveaux signaux Bi-Bop sont implantés, sauf dans les sites classés où pourtant Bi-Bop fonctionne. Une fois que vous aurez vu un signal Bi-Bop, vous n'arrêterez pas d'en voir.



**France Telecom
Mobiles**

POLITIQUE

L'examen du collectif budgétaire à l'Assemblée nationale et la confirmation de lancement d'un emprunt d'Etat

Les députés souhaitent «aller plus loin» dans le soutien à l'activité économique

L'Assemblée nationale devait entamer, mardi 25 mai, l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1993. Dès l'ouverture du débat devant les députés, le premier ministre, Edouard Balladur, devait confirmer le lancement d'un grand emprunt destiné à soutenir l'activité économique. Après les interventions du président de la commission des finances, Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), et du rapporteur général du budget, Philippe Auberger (RPR, Yonne), la première motion de procédure, l'exception d'irrecevabilité, devait être défendue par le député socialiste Claude Bartolone et la question préalable par le président du groupe communiste Alain Boquet.

Le projet de loi de finances rectificative pour 1993 que les députés vont examiner du 25 au 28 mai a subi plusieurs modifications depuis sa présentation le 10 mai par le premier ministre (le Monde du 12 mai). La plus importante d'entre elles porte sur le lancement d'un grand emprunt pour corayer la dégradation de l'emploi. Cette mesure vient compléter les autres «ajouts» apportés au texte initial: plan d'aide à l'agriculture de 1,9 milliard de francs annoncé le 7 mai par le gouvernement et amendements adoptés par la commission des finances en faveur du logement, de l'apprentissage ou des PME.

Ces derniers ont de bonnes chances d'être retenus par le gou-

vernement. Ils concourent en effet, comme les autres modifications, à la relance de l'activité économique. Celle-ci semble désormais devenue l'objectif prioritaire du gouvernement alors que le texte du collectif budgétaire adopté le 10 mai en conseil des ministres ne lui faisait pas la part aussi belle et mettait surtout l'accent sur la réduction du déficit budgétaire.

Le rapport, présenté au nom de la Commission des finances par son rapporteur général, Philippe Auberger, reprend les grandes lignes du collectif: l'augmentation des recettes (contributions sociales généralisées et hausse des taxes sur l'alcool et les produits pétroliers); les économies sur les crédits budgétaires; les mesures de soutien à l'économie (allègement de charges des entreprises, mesures en faveur du logement).

Le véritable révélateur du jugement de la Commission des finances sur le collectif budgétaire

réside essentiellement dans les amendements adoptés (le Monde du 21 mai). Tous sont destinés à «aller plus loin» dans le soutien à l'activité économique, qu'il s'agisse des amendements en faveur de l'immobilier et du logement (relèvement du plafond de réduction d'impôt pour les «primo-accédants») à la propriété, allongement de la durée d'application de l'exonération des droits de mutation en faveur des constructions nouvelles... des agriculteurs (exonération partielle du foncier non bâti), des investisseurs dans les DOM-TOM (défiscalisation du revenu des investisseurs) ou de l'impôt-forfaitaire en faveur de l'apprentissage (augmentation du montant des dépenses prises en compte par l'Etat).

De l'avis même du rapporteur Philippe Auberger, le gouvernement devrait accepter le plus grand nombre de ces amendements, dont le coût pour 1993 pourrait être gagé sur une hausse du prix du tabac, sachant que l'essentiel de la charge budgétaire devrait se faire sentir sur les années ultérieures. Le gouvernement pourrait utiliser aussi les 2 milliards de francs rendus au budget de l'Etat par l'Assemblée nationale et non pris en compte dans le texte initial du collectif budgétaire.

Le seul amendement, très technique, adopté par la Commission qui ne pourrait être réjeté par le gouvernement porte sur la suppression de dispositions défavorables en matière de plafonnement de la taxe professionnelle pour les petites entreprises en raison de son coût élevé (plusieurs centaines de millions de francs) mais difficilement estimable.

CLAIRE BLANDIN

Par l'impôt et par l'emprunt

Manquant de ressources budgétaires pour financer des mesures de relance importantes, M. Balladur devait donc confirmer aux députés, mardi, le lancement d'un emprunt d'Etat d'une quarantaine de milliards de francs. Des fonds qui serviront surtout à financer des aides à l'emploi, notamment des contrats emploi-solidarité plus nombreux, des aides à l'apprentissage, des aides à la réinsertion des chômeurs âgés, enfin des contrats d'orientation remplaçant les mesures d'exonération des charges sociales pour les jeunes (exo-jeunes). Les travaux publics pourraient également bénéficier des fonds collectés, dans la mesure où un soutien apporté à ce secteur professionnel en difficulté évitera des licenciements.

M. Balladur ne s'opposait pas sur les conditions de lancement de l'emprunt, certains détails paraissent importants restant à régler. Le taux d'intérêt devra être un peu inférieur à 7 %, l'Etat cherchant à «tirer» au plus juste la rémunération qu'il offrira aux épargnants, afin d'économiser sur les charges de la dette publique. Une dette dont les intérêts pèsent de plus en plus lourd sur le budget de l'Etat, comme vient de le montrer la commission des finances de l'Assemblée nationale qui, dans le rapport qu'elle vient de rendre public, explique pourquoi il a été nécessaire de rajouter 20 milliards de francs de dépenses supplémentaires à ce titre dans le collectif.

L'emprunt de 40 milliards de francs permettra donc de financer un plan de relance qui

apparaît maintenant plus important que les mesures annoncées le 10 mai dernier par M. Balladur. Cet appel aux épargnants va résoudre un double problème: financer davantage de mesures de soutien à l'emploi, disposer rapidement de fonds que les privatisations ne fourniront pas avant la fin de l'année, c'est-à-dire six mois plus tard qu'il n'avait été envisagé lors du lancement en février de son projet d'Union pour la France.

Avantages et souplesses

Apparaît évidemment une contradiction: si la mesure semble mal venue pour lancer un programme de privatisations du fait de la morosité de la Bourse, pourquoi serait-il bien choisi pour lancer un emprunt d'Etat, fût-il présenté comme un simple relais? M. Balladur expliquera les avantages et les souplesses qui seront attachées à l'emprunt d'Etat. D'une part, les obligations souscrites pourront être remboursées en titres de sociétés privatisées. D'autre part, le premier ministre annoncera probablement que les fonds de l'emprunt pourront être virés directement sur un (PEA) plan d'épargne en actions avec les mêmes avantages qui vont être consentis aux transferts de titres de capitalisation monétaires ou obligataires, dont les plus-values seront fiscalement exonérées. Voilà pour les avantages, qui montrent que le gouvernement devra offrir un taux d'intérêt assez élevé - guère inférieur à 7 % - pour que des plus-values appréciables puissent apparaître

à la suite de nouvelles baisses des taux à long terme.

Outre la confiance dont bénéficie M. Balladur dans l'opinion publique et qui a priori doit assurer la réussite de l'emprunt (le test sera en tout cas sans équivoque), la baisse des taux d'intérêt à court terme est une bonne raison de sa dégrader des siccav liquides dont les rendements sont grosso modo le reflet des taux du marché monétaire. Des taux en baisse depuis quelques semaines (la Banque de France vient de ramener à 7,50 % son taux des appels d'offre) et qui vont continuer de baisser jusqu'aux environs de 6 % vers la fin de l'année.

Reste que si le renforcement du plan de relance et des moyens financiers mis à sa disposition répondent aux besoins du moment, c'est-à-dire à ceux d'une véritable crise économique qui s'approfondit du fait d'une demande insuffisante, l'image de M. Balladur risque de souffrir de ses décisions successives, qui apparaîtront à certains comme autant d'hésitations... ou d'analyses différentes de la situation, tant il est vrai que le plan annoncé le 10 mai mettait l'accent sur l'assainissement des finances publiques beaucoup plus que sur la relance de l'activité. En un peu plus de deux semaines, la vision officielle semble avoir changé à la lumière d'une crise dont on mesure mieux chaque jour l'ampleur et les dégâts qu'elle cause.

ALAIN VERNHOLES

Potion et vitamines

Suite de la première page

Edouard Balladur, annonce, en effet, volontairement son emprunt la veille du jour où le conseil des ministres doit approuver le projet de privatisations, et il est acquis que le produit à venir de celles-ci servira à rembourser cet emprunt. Mais, à l'automne ou l'an prochain les besoins ne seront-ils pas tels que la pression sera forte pour que cette rentrée financière serve à autre chose?

De plus, cela signifie que la vente de l'actif de la collectivité (les entreprises publiques) servira en partie à payer les dépenses courantes; c'est-à-dire l'argent pour payer la viande, ce que la droite reprochait, il y a peu, si sévèrement à la gauche. Une partie de l'argent ainsi récolté devrait servir, il est vrai, à financer des travaux d'équipement, donc des investissements. Cela veut donc dire que la vente de l'UAP et de la BNP, par exemple, ne sera pas utilisée pour diminuer la dette antérieure de l'Etat, contrairement à ce qu'avait annoncé Edouard Balladur avant les élections. Il y a bien changement de politique.

Tenir compte des remarques

La réalité de la situation économique a pu, c'est vrai, le contraindre à cette réorientation. Mais il ne peut arguer que celle-ci a changé entre le 10 et le 25 mai, ou alors d'est reconnaître que les prévisions des experts sont pour le moins sujettes à caution, ce qui interdit de reprocher au gouvernement de

Pierre Bérégovoy de ne pas avoir réagi à temps à la menace de récession.

Le ministre d'Etat qui, lors de la première cabalotage, avait donné l'image d'un homme sûr de lui et qui semblait avoir des arguments de ses coteries, prouve, en réalité, qu'il est chef de gouvernement, qu'il sait dorénavant tenir compte des remarques. Cela peut être porté à son crédit. Car la suggestion d'un tel emprunt est ancienne. Charles Pasqua en avait proposé un au mois de février pour éviter une augmentation des impôts que réclamait Philippe Séguin. Ni l'un ni l'autre n'avaient convaincu leurs compagnons du RPR. Gilles de Robien, député UDF, avait, lui aussi, décliné un grand emprunt lors du débat sur la ville; sans plus de succès. Le patronat, et tout particulièrement celui du bâtiment et des travaux publics, en réclame aussi un depuis longtemps.

Est-ce à cette dernière demande que le premier ministre a fini par être sensible, au moment où il a besoin de la compréhension des chefs d'entreprise dans sa lutte contre le chômage et dans le sauvetage de l'UNEDIC (voir page 23)? Peut-être s'est-il simplement intégré à son raisonnement la critique portée contre son premier projet de collectif: la position fiscale pour commencer à réduire les déficits allait accentuer une récession déjà dramatique pour l'emploi. D'où la nécessité d'une réinjection d'argent dans l'économie financière, dans l'immédiat, par cet emprunt, en attendant que celui-ci sera couvert par une épargne actuellement non

productive pour la collectivité: celle investie dans les siccav monétaires. Pourtant, dans l'entrevue accordée au Monde, Edouard Balladur espérait encore un transfert direct de cette épargne vers la consommation. Il y a contradiction entre ce souhait et le lancement d'un grand emprunt.

Nécessité économique, mais aussi nécessité politique. La majorité parlementaire a plutôt mal reçu le projet initial de collectif. Au-delà du désaccord entre l'UDF et le RPR sur la déductibilité de la CSG, les uns et les autres lui reprochaient d'être trop prudent dans la relance de l'activité économique, et la commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté plusieurs amendements cherchant à avoir cet effet. En fin de compte, Edouard Balladur a préféré frapper un grand coup en ouverture du débat pour donner satisfaction à sa majorité, plutôt que de devoir lui céder par petits morceaux au cours de transactions dans les couloirs du Palais-Bourbon. Il veut prouver qu'il en est le chef, ce qui lui impose d'en parler l'initiative plutôt que le suivre.

Cinquante-sept jours après son arrivée à l'hôtel Matignon, Edouard Balladur voit les difficultés s'annoncer, même s'il bénéficie encore dans l'opinion d'une popularité qu'aucun de ses prédécesseurs n'a jamais eue: il lui faut déjà modifier sa politique financière; il mène en Bosnie une action militaire et diplomatique bien différente de celle que réclamait ses amis du temps où ils étaient dans l'opposition. L'état de grâce survient-il à ce choc de la réalité?

THIERRY BRÉHIER

Le renforcement du contrôle parlementaire

La première déclaration d'actualité du gouvernement devait porter sur le sida

A sa sortie, Philippe Séguin remet l'ouvrage sur le métier. Comme ses prédécesseurs, le président de l'Assemblée nationale s'efforce de rénover le travail des députés en remodelant le fonctionnement du contrôle de l'action du gouvernement par le Parlement. M. Séguin s'est tout d'abord attaqué à la séance de questions d'actualité du mercredi, en édictant des règles strictes: spontanéité des questions des députés et des réponses des ministres, respect d'un temps de parole chichement compté (deux minutes et demie) par le président de séance.

Après presque deux mois de pratique, la formule n'a pas encore fait totalement ses preuves. Si le vœu selon lequel les ministres seraient plus informés à l'avance des questions qui leur seront posées s'est véritablement écarté, en revanche la brièveté des interventions est devenue la règle, grâce à l'interdiction du président de l'Assemblée. Ce faisant, M. Séguin a cependant privé le gouvernement d'une tribune, puisqu'il est bécoté difficile de s'exprimer complètement sur un point d'actualité en deux minutes et demie.

La nouvelle formule de déclaration d'actualité, inaugurée mardi 25 mai, devrait y remédier. La pre-

mière déclaration portera sur la politique du gouvernement en matière de lutte contre le sida.

Les groupes:

cinq minutes pour répondre

A l'avenir, le sujet ne sera communiqué aux groupes politiques de l'Assemblée nationale que quelques heures avant la déclaration. Les groupes disposeront de cinq minutes au maximum pour répondre au gouvernement qui, lui, se sera exprimé pendant une dizaine de minutes.

La déclaration d'actualité sera donc le troisième moyen de contrôle parlementaire hebdomadaire, avec les questions d'actualité du mercredi et celles, dites «orales», en règle générale empreintes de considérations locales et qui ont été déplacées de vendredi au jeudi pour permettre à un plus grand nombre de députés d'y participer. La déclaration d'actualité remplace la formule des «questions orales», initiée en son temps par Laurent Fabius, qui n'avait pas démontré son efficacité. Elle donnait l'occasion aux députés, une fois par semaine, de passer en revue, pendant une heure, l'activité d'un ministre.

GILLES PARIS

La polémique autour de Jacques Attali

Le Quai d'Orsay affirme avoir refusé de débloquer 5 millions de francs pour la BERD

Après les informations du Point selon lesquelles Roland Dumas, alors ministre des Affaires étrangères, aurait accepté de débloquer une somme de cinq millions de francs pour permettre à Jacques Attali, président de la BERD, de disposer d'un appartement de fonction à Paris, somme bloquée ensuite par les services financiers du Quai d'Orsay (le Monde du 25 mai), le ministère des affaires étrangères nous avait indiqué, lundi matin 24 mai, qu'une telle somme avait été attribuée à la BERD, à d'autres fins, en 1991. Il nous a cependant précisé, dans l'après-midi, qu'une deuxième subvention avait bien été demandée en 1993.

«Le ministère des affaires étrangères a été saisi en 1991 d'une demande de contribution pour le lancement de la BERD, nous a déclaré le Quai d'Orsay. Une aide de 5 millions de francs a été accordée à titre exceptionnel. Début 1993 une nouvelle demande de 5 millions de francs s'inscrivant dans le cadre du fonctionnement de l'antenne parisienne de la BERD a été présentée. Il n'a pas été donné suite à cette demande.»

DÉFENSE

La mise en service du «Charles-de-Gaulle» va subir un retard de six mois

Le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle va subir un nouveau retard - évalué déjà à six mois - dans sa mise en service, en raison des économies demandées pour 1993 au ministère de la défense. Cette décision entraîne un étalement similaire du programme d'avion Rafale destiné à l'aéronavale.

Des annulations de crédits, intervenues à trois reprises depuis le début de cette année, et le «collectif» budgétaire, décidé par Edouard Balladur et examiné mardi 25 mai par les députés, portent à quelque 6,2 milliards de francs le montant global des économies exigées des armées. Ces suppressions de crédits sont surtout sensibles en matière d'équipement des forces. René Galy-Dejean, député RPR de Paris et rapporteur de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, estime «particulièrement regrettable» les effets de ces mesures sur le calendrier d'équipement des armées, car, observe-t-il, ces réductions de crédits dans l'immédiat se traduisent par des surcoûts à moyen terme, dus aux reports et aux étalonnements.

La marine nationale est celle des trois armées la plus touchée par ces annulations de crédits, notamment pour ce qui est du chantier de son porte-avions à propulsion nucléaire.

D'un coût estimé à 16,2 milliards de francs (valeur 1992) sans ses avions embarqués, le Charles-de-Gaulle enregistre un nouveau retard de six mois: sa mise à l'eau reste prévue pour l'an prochain, mais sa mise en service, initialement fixée à la fin de 1998, sera repoussée en 1999. Ce qui veut dire que les travaux d'infrastructure et de finition à bord, par l'arsenal de Brest, devront subir un ralentissement, avec les conséquences sur le niveau

de l'emploi dans les sociétés locales qui travaillent en sous-traitance pour ce navire.

Selon des calculs financiers, l'économie immédiate attendue de ce retard dans la construction du porte-avions Charles-de-Gaulle est de 800 millions de francs environ.

A la commission de la défense, plusieurs députés se sont élevés contre cette décision, en faisant valoir que tout retard supplémentaire est jugé «inacceptable» dans la mesure où les deux porte-avions actuels, le Foch et le Clemenceau, sont actuellement utilisés à plein régime et, parfois, au-delà de leurs capacités. Le Foch a été transformé et modernisé pour pouvoir accueillir à son tour le Rafale. Si le Clemenceau - qui, pour l'instant, continue de parcourir en Adriatique - doit être retiré du service en 1998, le Foch devrait continuer à être opérationnel jus-

qu'en 2005, date à laquelle, selon le souhait du ministre de la défense, François Léotard, il serait remplacé par un second porte-avions à propulsion nucléaire.

TOKYO: 7 JOURS 7.700 F VOYAGEURS AL JARON 42 86 16 16 VOYAGER PLUS VRAI

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE Chaque mercredi (éditions d'après-midi) 46-62-75-13

le journal mensuel de documentation politique après-demain Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur: LA DÉONTOLOGIE DU JOURNALISME Envoyer 80 F (timbre à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Les incidents du quartier lillois des Biscottes

Le ministre de l'intérieur met en garde contre la tentation des « milices »

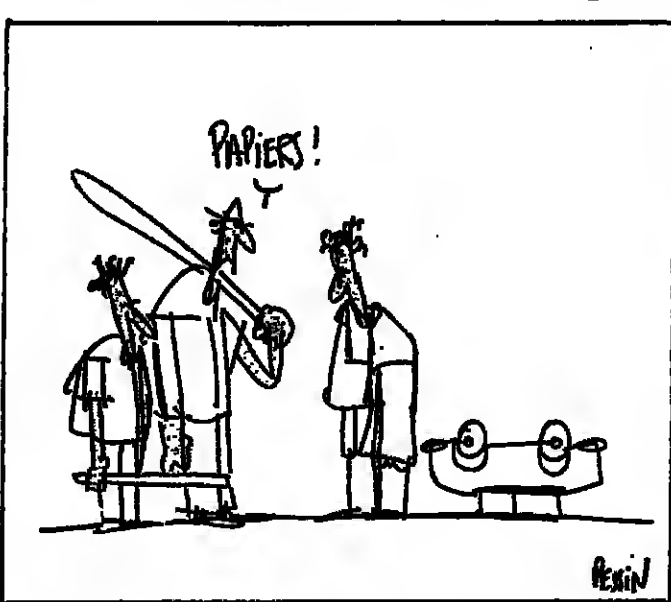
Le ministre de l'intérieur a exprimé, lundi 24 mai, au Club de la presse d'Europe 1, « de la compréhension » mais également de la « circonspection » face aux événements du quartier lillois des Biscottes, théâtre le week-end dernier d'une « chasse » aux revendeurs de drogue menée par des jeunes (le Monde du 25 mai). « Il ne faudrait pas que certains éléments intégristes en profi-

tant pour prendre la jeunesse en main » en créant « des sortes de milices », a noté Charles Pasqua, estimant toutefois que cela n'avait pas été le cas à Lille. Le maire de la ville, Pierre Mauroy, a annoncé un programme complémentaire de travaux d'aménagement du quartier des Biscottes avec le recours à des contrats emploi-solidarité pour une cinquantaine de jeunes du secteur, nous

signale notre correspondant Jean-René Lore. M. Mauroy a aussi promis la mise en place d'un numéro d'appel « spécial drogue » où pourraient être signalés des faits liés à ce fléau. Enfin, le préfet du Nord, Jean-Claude Aurousseau, a annoncé la venue d'une seconde compagnie républicaine de sécurité (CRS) en renfort dans l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing.

Une « chasse » ambiguë

L'épisode des Biscottes n'est que le dernier exemple de « chasses » aux dealers qui, sporadiquement, surgissent dans les banlieues françaises. Ce feuillet apparemment plein de bons sentiments doit cependant être observé avec prudence, tant les faits mêlent souvent travers sécuritaires et faux-semblants délinquants. Cette invitation à la prudence a été rappelée par le préfet du Nord selon lequel il n'est « pas impossible que certains dealers aient voulu marquer leur territoire face aux dandies » à l'occasion des événements lillois. Localement, les policiers des Renseignements généraux avancent, lundi, l'hypothèse, iconoclaste et dérangeante, d'une « guerre commerciale » entre revendeurs de drogue implantés dans le quartier et concurrents venus d'ailleurs, étrangers en situation irrégulière qui auraient pu hésiter à « casser les prix ».



remment proches des intégristes, ont agressé et blessé à coups de couteau deux supposés trafiquants. Condamnés à des peines de prison pour coups et blessures, deux des agresseurs étaient aussi connus pour des affaires de droit commun. Aujourd'hui encore, les policiers se demandent si ces événements relèvent du prosélytisme religieux ou de la concurrence entre délinquants.

Exemple contagieux

Accepter localement certaines pratiques d'autodéfense parce que la cause serait estimable risque d'encourager un mouvement plus général qui posera davantage de problèmes à la collectivité et à l'Etat censé l'incarner à travers ses services publics qu'il n'en résoudra. L'exemple est en effet contagieux. Ainsi, l'Association des usagers de l'administration et des services publics (ADUSP) a fait savoir qu'elle entend réunir une « coordination nationale des quartiers sinistrés par la drogue pour mener un combat contre les dealers ». Cette association, qui travaille la main dans la main avec la Fédération des usagers des transports (FUT), a décidé de placer « après l'agression d'un habitant de la FAF, l'un des représentants de l'ADUSP, dans l'Hexagone », Moussa Kraouche, qui préconise de créer des groupes anti-dealers dans les cités. Le 8 mai 1992, à Suresnes, quelques membres de l'Association sursinoise des arts martiaux, dont certains étaient appa-

« Pedigree de voyous »

Dans les années 70, des milices de quartiers et autres groupes d'autodéfense constitués d'habitants ou d'armes avaient fleuri un peu partout en France, au motif d'empêcher la délinquance; les Chevaliers de Roubaix avaient ainsi vu le jour à quelques kilomètres des quartiers de Lille-Sud. La décennie suivante a été marquée par l'apparition éphémère de ripostes locales à des événements liés au trafic de stupéfiants. Ce sont souvent des décès par surdose qui ont provoqué ces poussées de fièvre. A Orly (Val-de-Marne), au milieu des années 80, les grands-frères ont classé les vendeurs de la cité des Saules parce que l'un de leurs amis avait agouillé, des heures durant, après avoir acheté de l'héroïne mélangée à de la mort-aux-rats. Dans les quartiers populaires de Marseille, en 1990, l'assassinat d'un jeune toxicomane par sa mère, à qui il rendait la vie impossible, a suscité la même mobilisation. Fin octobre 1992, des ritals anti-dealers avaient réuni des jeunes de Vaux-le-Vieil (Rhône); casqués et armés de bâtons de base-ball, ils avaient pourchassé certains vendeurs d'héroïne dans les allées de la cité du

D'autres types de récupération, à tonalité plus religieuse ou politique que délinquante, peuvent apparaître. Dans les Hauts-de-Seine, les premiers mois de 1992 ont été marqués

par une série d'intimidations visant des commerces et des personnes réputés liés au trafic de stupéfiants et à la consommation d'alcool. Selon les Renseignements généraux parisiens, ces opérations pourraient correspondre à l'appel lancé en décembre 1991 par le responsable de la Fraternité algérienne en France (la FAF), l'un des représentants de l'ADUSP, dans l'Hexagone, Moussa Kraouche, qui préconise de créer des groupes anti-dealers dans les cités. Le 8 mai 1992, à Suresnes, quelques membres de l'Association sursinoise des arts martiaux, dont certains étaient appa-

Les réactions : « nettoyer les banlieues » mais « éviter l'autodéfense »

Félicitations aux jeunes Lillinois « chasseurs » de dealers, mais mise en garde contre l'autodéfense : telle est la tonalité générale des réactions suscitées par les événements du quartier des Biscottes (le Monde du 25 mai). L'action des jeunes « révoltés au grand jour leur volonté de devenir des citoyens actifs », estime Amo Ferhati, président de l'association Espace-Intégration basée à Lille. Mais cette initiative spontanée ne doit pas déboucher sur des processus d'autodéfense anarchiques », poursuit M. Ferhati qui met « vigoureusement en garde les hommes politiques et les institutions contre toute tentative de récupération ».

Frédé Sylva, président de SOS-Racisme, voit dans la chasse aux dealers « un magnifique message lancé par les jeunes pour dire : « Faites-nous confiance », mais il estime que, « pour une question de cohésion sociale et de loi républicaine, il ne faut pas laisser les individus faire eux-mêmes la police ou la justice ». Areski Dahmani, président de Franco-Plus, parle de « réaction saine ». « Les immigrés en situation régulière sont de plus en plus demandeurs de sécurité », ajoute M. Dahmani en précisant que son mouvement va s'engager dans la « chasse aux dealers » : « Il est urgent de nettoyer les banlieues

de la drogue, qui constitue un excellent terrain pour le développement de l'intégrisme ». De son côté, l'Association des usagers de l'administration et des services publics (ADUSP) nute la convergence des réactions anti-dealers des habitants de Bagneux, Lille-Sud et du quartier de la porte Saint-Martin à Paris, et projette de créer, avec eux, une « coordination nationale des quartiers sinistrés par la drogue ».

Comment lutter contre les trafics ? Colette Codaccioni, députée (RPR) du Nord, qui voit dans les événements de Lille-Sud « un cri de désespoir terrible qu'il faut prendre en compte », estime qu'il n'y a pas de solution immédiate, mais un travail de partenariat à faire avec les associations de quartier. Pour Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national des villes et maire (PS) d'Epinal-sur-Seine, « l'enrichissement sans cause ou sans base légale par l'économie souterraine (alcool et drogue) doit être traité par les services fiscaux, douaniers, de police financière, les structures sociales, puis relayé par les polices urbaines, et non l'inverse ». Il souhaite que soit créé « un cadre légal permettant d'organiser les structures de solidarité, de voisinage ».

« La bibliothèque de la ville est en flammes, il faut que nous éteignons l'incendie avant que des trésors biologiques ne soient perdus pour toujours », avait en le temps de déclarer Gro Harlem Brundtland, premier ministre de la Norvège, en inaugurant, lundi 24 mai, la conférence du PNUE. Discours interrompu quelques minutes plus tard par une militante de Greenpeace, qui protestait énergiquement contre la reprise, par la Norvège, de la chasse à la baleine (le Monde du 20 mai). Madame le premier ministre garda son sang-froid, la jeune contestataire fut évacuée manu militari et l'on se mit enfin au travail.

A dire vrai, l'orgeco est de taille. Signée à Rio par cent soixante pays et aujourd'hui rati-

Après les critiques sur la politique d'immigration

L'Eglise n'a « aucun droit » de se livrer à des condamnations déclare M. Pasqua

Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, chargé des cultes, a vivement réagi, lundi 24 mai sur Europe 1, au message de solidarité en faveur des immigrés rendu public vendredi 21 mai par Mgr Jostion, président de la commission épiscopale des migrations, ainsi qu'à la prise de position de l'Eglise réformée de France, samedi 22 mai au Havre, critiquant les projets gouvernementaux sur l'immigration (le Monde du 23-24 mai et du 25 mai).

« Rendez à César ce qui est César. Je ne suis pas gâté par des déclara-

tions d'évêques, qui sont des citoyens comme les autres », a dit M. Pasqua, mais je n'accepte pas le procès d'intention. Que l'Eglise soit inquiète, cela la regarde, mais qu'elle se livre à des condamnations, elle n'a aucun droit de le faire. Je n'ai pas besoin qu'on me rappelle des règles de morale. Le ministre de l'intérieur a ajouté à propos des rapports Eglise-Etat : « Nous ne sommes pas en Arabie saoudite. Il n'y a pas de confusion en France entre les Eglises et l'Etat. Nous sommes dans un Etat démocratique et laïque ».

Chacun dans son rôle

par Henri Tincq

C'est peut-être la première fois que M. Pasqua a eu maille à partir avec l'épiscopat. En 1986 déjà, le ministre de l'intérieur avait fait la leçon, au cours d'une « Heure de Vérité », au cardinal Decourtray, qui avait eu l'audace de soutenir une grève de la faim de jeunes béats à Lyon. M. Pasqua avait reproché au prélat de n'avoir pas lu son texte sur « déjà » les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Ce qui était manifestement faux puisque Robert Pandraud, alors collègue de M. Pasqua au gouvernement, venait juste de recevoir l'archevêque de Lyon.

La guerre laïque ne risque pas d'être rallumée, mais il faut croire que le ministre de l'intérieur se réveille mal à l'équilibre actuel des relations entre les Eglises et l'Etat, instauré aujourd'hui, dans un climat apaisé, après des décennies d'hostilité. Si, malgré lui et à quelques vallées, l'Eglise catholique a cessé de prétendre à un pouvoir politique et de vouloir régenter la société, M. Pasqua ne peut pas ignorer qu'elle est parfaitement dans son rôle quand, conformément aux critères de l'Evangile, qui sont les siens, elle porte des jugements moraux sur tel projet gouvernemental ou telle situation politique ou économique.

Personne ne souhaite sérieusement remettre en cause un équilibre, qui profite aux Eglises, autant

qu'à l'Etat : les unes jouissent, grâce à la séparation, d'une indépendance, inégalée dans le passé, de parole et de jugement. Le deuxième bénéficie de ses conseils dans des domaines, comme la bioéthique, où elle a acquis une certaine compétence.

La virulence des propos de M. Pasqua ne peut pas s'expliquer autrement que par un double embarras. Par rapport à des associations de défense des immigrés, aux effectifs souvent squelettiques, et à une gauche sous le coup de son KO électoral de mars, les Eglises sont encore en mesure d'offrir une opposition en matière d'immigration. L'embarras du ministre de l'intérieur est d'autant plus grand que nombre de ses collègues au gouvernement se réfèrent à la démocratie chrétienne inspirée de la doctrine sociale de l'Eglise.

Mais pour être tout à fait convaincantes, faudrait-il que les prises de position des Eglises soient moins à la critique d'improvisation. Un message expédié dans les salles de rédaction par un évêque, fût-il président de la commission des migrations, et un « vous » adopté en quelques minutes par une assemblée protestante demandent à un gouvernement de retirer un texte déjà adopté par les députés, ne peuvent utilement contrecarrer une politique d'immigration.

ENVIRONNEMENT

Réunis en Norvège

Les experts de quatre-vingts pays étudient un recensement du patrimoine biologique de la planète

Destinée à protéger les ressources végétales et animales à l'échelle mondiale, la convention sur la biodiversité, signée par cent soixante pays en juin 1992, à l'issue de la conférence de Rio, la Sommet de la Terre, est restée à ce jour une pétition de principe. Alors que les Etats-Unis, à leur tour, s'approprient à signer ce traité (le Monde du 23 avril), trois cents experts de quatre-vingts pays sont actuellement réunis à Trondheim (Norvège), du 24 au 28 mai, sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), afin de définir les moyens de sa mise en œuvre.

TRONDHEIM (Norvège)

de notre envoyée spéciale

« La bibliothèque de la ville est en flammes, il faut que nous éteignons l'incendie avant que des trésors biologiques ne soient perdus pour toujours », avait en le temps de déclarer Gro Harlem Brundtland, premier ministre de la Norvège, en inaugurant, lundi 24 mai, la conférence du PNUE. Discours interrompu quelques minutes plus tard par une militante de Greenpeace, qui protestait énergiquement contre la reprise, par la Norvège, de la chasse à la baleine (le Monde du 20 mai). Madame le premier ministre garda son sang-froid, la jeune contestataire fut évacuée manu militari et l'on se mit enfin au travail.

A dire vrai, l'orgeco est de taille. Signée à Rio par cent soixante pays et aujourd'hui rati-

fiée par dix-sept d'entre eux, la convention sur la biodiversité représente la première tentative menée à l'échelle planétaire pour officialiser - et donc réglementer - l'appropriation par l'homme des ressources vivantes. Mais ce texte, conçu dans le souci de ne léser ni les intérêts industriels du Nord ni les susceptibilités territoriales du Sud, fut édulcoré à l'extrême lors du Sommet de la Terre (le Monde du 17 juin 1992). Il ne représente donc qu'une toute première étape de l'immense mobilisation nécessaire à la sauvegarde des millions d'espèces animales et végétales qui peuplent la planète. Espèces dont une part oco obligatoirement à l'humanité nourriture, matériaux et médicaments, et dont l'appauvrissement, notamment via la déforestation tropicale, ne cesse de s'accroître.

D'abord les espèces vivantes

Que faire pour que cette volonté ne demeure pas virtuelle ? Tout ou presque. Le PNUE, qui coordonne depuis 1991 les études nationales sur la biodiversité, résume ainsi les objectifs auxquels devraient s'astreindre les signataires de la convention : « Fournir une vue d'ensemble de l'état de la diversité biologique (...); renforcer la capacité nationale à évaluer les coûts d'investissement et les financements nécessaires à la conservation des ressources et à leur utilisation rationnelle; sensibiliser les décideurs, les éducateurs, les économistes, les sociologues et le grand public... »

Dans l'immédiat, les experts réunis à Trondheim vont tenter de cerner quelques impératifs,

jusqu'alors trop édulcorés, en matière de recherche. A commencer par le recensement des espèces vivantes, dont seulement 1,4 million sont connues à ce jour (360 000 plantes et micro-organismes, 990 000 invertébrés, 45 000 vertébrés), alors qu'on estime leur nombre total entre 5 et 50 millions.

Autres priorités : mieux connaître le rôle que joue la biodiversité sur les écosystèmes; approfondir l'étude des relations existant entre la faune et la flore; trouver enfin les moyens d'utiliser ces ressources naturelles (pour nos besoins alimentaires, industriels et médicaux) tout en respectant le principe du « développement durable » - principe qui consisterait dans l'idéal, comme l'a souligné Elisabeth Dowdswell, directrice exécutive du PNUE, à restituer à la nature ce que nous lui prenons, mais qui, dans les faits, reste pour l'essentiel à définir.

Seule certitude face à tant d'inconnues : au-delà des vœux pieux, l'objectif invoqué par la convention de Rio ne pourra se concrétiser sans une mobilisation internationale et massive de moyens scientifiques, techniques et financiers. Pour ne citer qu'un exemple, le biologiste Daniel Janzen (université de Pennsylvanie, Philadelphie) estime que « trente ans de travail, à raison de 60 millions de dollars par an » (300 millions de francs) seraient nécessaires pour recenser l'ensemble des espèces végétales et animales vivant dans les régions tropicales.

Coofortées à un autre problème écologique majeur, l'appauvrissement de la couche d'ozone, les Nations unies avaient amorcé une parade en 1987 avec le proto-

cole de Montréal, au nom duquel les principaux pays industrialisés se sont engagés à réduire l'usage des chlorofluorocarbones (CFC). De même, des sacrifices que lui coesotitroir les grands de ce monde dépendra, en premier lieu, le succès du traité sur la biodiversité.

Mais la partie, cette fois, sera moins simple, ainsi que l'a rappelé David Pearce, professeur d'économie environnementale à l'université de Londres. La perte de la biodiversité, en effet, « provient tout à la fois de l'explosion démographique du Sud, de la surconsommation du Nord et de la logique même de notre système économique. Tant que nous n'aurons pas analysé la nature de ces forces, tant que nous n'aurons pas agi de manière à les endiguer, toutes les conventions du monde risquent de rester lettre morte ».

CATHERINE VINCENT

« Onze millions de dollars d'amende pour une entreprise américaine polluante. - L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a infligé, lundi 24 mai, une amende de 11,1 millions de dollars à la compagnie Louisiana Pacific, une entreprise d'exploitation forestière et de fabrication de papier installée à Portland (Oregon). La directrice de l'EPA, Carol Browner, nommée récemment par le président Clinton, reproche à cette société d'avoir contourné la réglementation sur la pollution et d'avoir fait de fausses déclarations. L'entreprise devra en outre installer pour 70 millions d'équipements anti-pollution d'ici à deux ans. - (AFP)

سكز لمن لاصم

• Le Monde • Mercredi 26 mai 1993 11

PUBLICITÉ

LE CHÊNE ET LE RÉSEAU

Au royaume des réseaux
Des terminaux et des micros,
Un chêne, à 47 ans, se retrouva
Le bec dans l'eau.

Ne désespérons pas
Se dit-il aussitôt.
L'architecture des bases de données de l'entreprise
Est l'un de mes domaines d'expertise ;
Je sais les secrets pour intégrer progiciels et spécifique ;
De la mise en oeuvre d'ateliers logiciels j'ai aussi la pratique.
D'un service Méthodes Informatiques responsable j'ai été,
Puis à la direction d'un département Etudes je fus nommé.
Au sein de multinationales et d'un groupe du tertiaire

S'est déroulée ma carrière,
Et toujours la qualité fut mon maître mot.
Mon expérience des systèmes d'information
Ma passion et mon sens de la gestion
En France ou en Navarre trouveront un écho.

Dans Le Monde il prit une pleine page
Et c'est alors que sans ambages
Directeurs Informatiques et Directeurs Généraux
Composèrent son numéro.

Rien ne sert d'attendre
En main il faut se prendre.

GILLES LIMPALAER 43 65 82 54



PEPPER

ne n'a « aucun droit »
er à des condamnations

M. Pasqua
« d'élèves, qui sont des
autres, a dit M. Pasqua.
Que l'Eglise soit laïque
la garde, mais quelle se
de la faire. Je n'ai pas
me rappelle des règles
Le ministre de l'Intérieur
à propos des rapports
« Nous ne sommes pas
soudite. Il n'y a pas de
entre les Eglises et l'
dans un Etat démocra-
tique ».

cun dans son rôle

« l'Etat les uns jouent
à la séparation, d'une
quand, inégale dans le
de parole et de jugement,
bénéfice de ses res-
dans des domaines, comme
économique, où elle a acqui-
sainte compétence.
La violence des propos
Pasqua ne peut pas s'expli-
quement que par un
amoral. Par rapport à des
nations en défense des
qui effraie souvent
qu'il, et à une gauche
pour l'O. électorale
« l'Etat » sont encore en
d'une opposition se
l'émotion. L'émotion
de l'intérieur en
pas si grand que nombre
de la « gouvernance »
est à la démocratie
de la justice est
l'Etat.
Mais pour être
mouvement, fondamental
de la position de la
moins à la com-
munication. Un message
des schémas de réduc-
tion, fait-il président
mouvement des migrants
qui a été adopté en
par une assemblée
qui démontre à un
un « retour » un
par les députés
uniquement com-
munication d'immigration

tient un recensement
de la planète

« l'Etat les uns jouent
à la séparation, d'une
quand, inégale dans le
de parole et de jugement,
bénéfice de ses res-
dans des domaines, comme
économique, où elle a acqui-
sainte compétence.
La violence des propos
Pasqua ne peut pas s'expli-
quement que par un
amoral. Par rapport à des
nations en défense des
qui effraie souvent
qu'il, et à une gauche
pour l'O. électorale
« l'Etat » sont encore en
d'une opposition se
l'émotion. L'émotion
de l'intérieur en
pas si grand que nombre
de la « gouvernance »
est à la démocratie
de la justice est
l'Etat.
Mais pour être
mouvement, fondamental
de la position de la
moins à la com-
munication. Un message
des schémas de réduc-
tion, fait-il président
mouvement des migrants
qui a été adopté en
par une assemblée
qui démontre à un
un « retour » un
par les députés
uniquement com-
munication d'immigration

« l'Etat les uns jouent
à la séparation, d'une
quand, inégale dans le
de parole et de jugement,
bénéfice de ses res-
dans des domaines, comme
économique, où elle a acqui-
sainte compétence.
La violence des propos
Pasqua ne peut pas s'expli-
quement que par un
amoral. Par rapport à des
nations en défense des
qui effraie souvent
qu'il, et à une gauche
pour l'O. électorale
« l'Etat » sont encore en
d'une opposition se
l'émotion. L'émotion
de l'intérieur en
pas si grand que nombre
de la « gouvernance »
est à la démocratie
de la justice est
l'Etat.
Mais pour être
mouvement, fondamental
de la position de la
moins à la com-
munication. Un message
des schémas de réduc-
tion, fait-il président
mouvement des migrants
qui a été adopté en
par une assemblée
qui démontre à un
un « retour » un
par les députés
uniquement com-
munication d'immigration

Appeler nous au 01 44 24 14 74

digital

© 1990 Intel. Digital Equipment 1990. Le logo DIGITAL est une marque déposée de Digital Equipment Corporation.

La théorie du moindre

La

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

La théorie du moindre risque

Parmi les premiers témoignages entendus, lundi 24 mai, par la 13^e chambre de la cour d'appel de Paris, celui du professeur Yvette Sultan a brisé la ligne de défense des quatre prévenus qui s'abritaient derrière les incertitudes scientifiques de l'époque pour justifier la distribution prolongée de produits sanguins contaminés. Ces incertitudes ont cependant été soulignées par un autre témoin, Anna-Marie Courouac, pharmacienne de l'Institut national de la transfusion sanguine (INTS).

Les mains enfoncées dans les poches de sa blouse de médecin, le professeur Yvette Sultan s'exprime en termes secs, rapides et parfois tranchants. Chargée, en 1983, du centre de soins aux hémophiles de l'hôpital Cochin, elle a demandé, dès le mois de mai 1983, au Centre national de transfusion sanguine (CNTS) de lui fournir des produits chauffés. Après avoir en vain téléphoné au docteur Jean-Pierre Allain, le professeur Sultan a écrit au professeur Jean-Pierre Soulier, alors directeur général du CNTS. Mais c'est encore le docteur Allain qui lui répond en précisant à nouveau que les seules importations sont réservées à la réalisation de protocoles expérimentaux destinés à vérifier l'efficacité des produits chauffés.

« Il y avait un véritable danger à continuer à soigner les hémophiles avec les produits que nous utilisions », souligne le professeur Sultan, puis, s'adressant à la cour : « Je ne suis pas en train de passer mon bac ni mon agrégation ! Le tout monte. La sérénité quitte donc le prélatrice. Le professeur Sultan o s'écarter d'un revers de manche les lois sur l'immunologie... assure le professeur Roux. - C'est ça ! On les o vacciner ! s'indigne le témoin. »

M. Nicole Dreyfus, défenseur du professeur Jacques Roux, s'étonne que, dans ce cas, on ait pu parler d'un démantèlement d'une filière de cambrioleurs, qui écoulaient leur butin à destination du Portugal. - La gendarmerie nationale a mobilisé jusqu'à cent vingt et un gendarmes, dont une équipe du GIGN à Trévioux (Ain) pour interpellé, mercredi 19 mai, vingt-quatre personnes à Ferrières-Ailly et Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), Bon-neuil (Val-de-Marne), Charnes (Vosges) et Trévioux. En réalisant cette opération baptisée « Raid M5 », menée depuis Besançon, Dijon, Nancy, Epinal et Vesoul, la gendarmerie a mis un terme à l'activité d'un gang de cambrioleurs d'origine normande, spécialisés dans les magasins de zones industrielles de l'est et du centre de la France, qui écoulaient leur butin vers le Portugal. - (Corresp.)

EN BREF

□ Suicide d'un détenu à Toulouse. - Un détenu, âgé de vingt-cinq ans, s'est pendu dans sa cellule à la prison Saint-Michel de Toulouse dans la nuit de samedi à dimanche dernier, a-t-on appris lundi 24 mai de source judiciaire. Le jeune homme, dont l'identité n'a pas été révélée, avait été incarcéré après avoir été mis en examen pour « violence avec armes ». Il devait être jugé lundi, selon une procédure de comparution immédiate. Une information judiciaire a été ouverte à la demande du parquet de Toulouse pour tenter de préciser les circonstances et les causes de ce suicide.

□ Un mort à Sarcelles à l'issue d'une rixe entre bandes. - Un homme de vingt-deux ans a été tué d'un coup de couteau, dans la nuit de dimanche 23 à lundi 24 mai, au cours d'une rixe survenue lors d'une kermesse organisée au centre socioculturel de la cité des Rosiers, à Sarcelles (Val-d'Oise). La soirée a tourné à l'affrontement, à coups de poings et de jets de grenades lacrymogènes, entre deux groupes de

l'époque de « porteurs sains ». La location n'était pas le professeur Sultan. « On ne savait pas que le sida était une maladie dont l'incubation pouvait durer dix ans. Ce qu'on apprendra au cours des années, c'est que les porteurs sains deviennent de plus en plus rares. » L'avocate insiste : « Pourquoi ne pas être revenue aux cryoprécipités ? Il faut les décongeler, il faut venir à l'hôpital. C'est pas possible de faire ça dans sa salle de bain ! »

« Je ne suis pas en train de passer mon bac ! »

M. Olivier Schnerb voudrait savoir quelles sont les sources autorisées qui permettent au témoin d'affirmer qu'au début de 1983 on savait que le virus du sida était sensible à la chaleur. La question irrite le professeur Sultan, qui ne supporte pas non plus les théories « protectrices » sur la surcontamination des hémophiles séropositifs traités avec des produits non chauffés. Aussi, quand M. Schnerb l'interroge sur les recherches dans ce domaine, le témoin lui rétorque : « Dites donc ! Je ne suis pas en train de passer mon bac ni mon agrégation ! Le tout monte. La sérénité quitte donc le prélatrice. Le professeur Sultan o s'écarter d'un revers de manche les lois sur l'immunologie... assure le professeur Roux. - C'est ça ! On les o vacciner ! s'indigne le témoin. »

M. Schnerb se comprend pas on plus pourquoi le professeur Sultan a réclamé, selon ses dires, des produits chauffés « avec violence, avec violence », en faisant « des crises de nerfs au téléphone », sans avoir lancé l'alerte d'une sans avoir encore plus forte. Le président André Cerdini traduit la question : « Pourquoi ne pas l'avoir fait savoir à l'Institut ? Parce que je suis un médecin qui s'occupe de ses malades ? Je ne m'occupe ni de la radio, ni de la télévision, ni des

journaux. Je suis un médecin, c'est tout ! » M. Schnerb insiste, la défense s'agite et murmure sans cesse sur son banc. Le professeur Sultan lâche une injure. L'audience est suspendue.

C'est une mauvaise journée pour le docteur Garreta et le professeur Allain, car le témoin précédent, Guy de Carita, directeur de Trévoux France, a affirmé qu'il était capable, en 1985, d'alimenter le marché français à hauteur de quinze à vingt millions d'unités internationales, et que sa société ne distribuait plus de produits non chauffés depuis la fin de l'année 1984. Les besoins de la France, selon le docteur Garreta, auraient été de trente millions d'unités internationales si on avait brusquement décidé de remplacer tous les facteurs VIII contaminés par des produits chauffés. Aussi M. de Carita a-t-il estimé qu'il fallait à la fois importer, négocier un traitement à façon des produits du CNTS et négocier aussi un transfert de la technologie de chauffage. « Le panachage était la seule solution techniquement réaliste », a constaté le directeur de Trévoux France, tout en admettant : « Le processus décisionnel était certainement complexe. »

On était bien loin du premier témoignage fourni à la cour. Mais Anne-Marie Courouac, pharmacienne à l'Institut national de la transfusion sanguine, n'avait pas eu le même regard. « Pendant très longtemps, on a cru que séropositivité signifiait immunisation au virus », remarque M. Courouac. Si les résultats des premières études paraissent inquiétants, la pharmacienne vient les replacer dans leur contexte. « Je n'ai alerté personne car, à l'époque, nous ne pensions pas que ces résultats étaient une bombe. Il fallait que nous apprenions et nous étions en train d'apprendre. Ces résultats ne sonnaient pas aux oreilles comme aujourd'hui. Ils n'avaient pas aussi lumineux qu'ils le sont en 1993. Il faut faire l'effort de se replacer dans les conditions de 1983. »

MAURICE PEYROT

ÉDUCATION

Avec un passif de 4 millions de francs

Les écoles en breton Diwan au bord du règlement judiciaire

Les écoles en langue bretonne Diwan étaient assignées en règlement judiciaire, lundi 24 mai, devant le tribunal de grande instance de Quimper par les Unions de recouvrement de la Sécurité sociale et des allocations familiales (URSSAF) de Loire-Atlantique, du Sud et du Nord-Finistère. Aucune décision n'a toutefois été prise sur la poursuite de leurs activités, un expert devant d'abord effectuer un audit des comptes.

BREST

de notre correspondant

L'association Diwan (« le germe » en breton) parviendra-t-elle à se défaire de ce boulet qu'est pour elle sa dette sociale ? Après avoir obtenu, en 1991, de la région et des départe-

ments bretons qu'ils épongent un premier passif de 6 millions de francs de cotisations, elle est à nouveau redevable à l'URSSAF d'une somme de 4 millions. Les collectivités territoriales, en tête desquelles le conseil régional, se montrant cette fois-ci moins disposées à combler le nouveau déficit, Diwan est donc placée dans l'obligation de trouver de l'argent par ses propres moyens.

Diwan est engagée dans un processus difficile. Ces écoles qui vivent sous le statut d'associations culturelles et où l'enseignement se pratique en breton dès le plus jeune âge avec introduction progressive du français sont aujourd'hui au nombre d'une soixantaine et sont répartis d'un millier d'enfants en Bretagne et en Loire-Atlantique. Après des débuts difficiles en 1977, elles ont essuyé du fait d'une croissance de leurs effectifs de 15 % par an. La

Après le décès du député (UDF-PR) du Rhône

Ouverture d'une information judiciaire pour « recherche des causes de la mort » d'Alain Mayoud

LYON

de notre bureau régional

Une information judiciaire pour « recherche des causes de la mort » d'Alain Mayoud, cinquante ans, député (UDF-PR) du Rhône (le Monde du 25 mai), a été ouverte, lundi 24 mai, par le parquet de Villefranche-sur-Saône. L'instruction a été confiée à Liliane Valco-Pasineti, qui, sous l'autorité du procureur de la République, pourra faire procéder à des investigations de tous ordres et sans limites territoriales, contrairement à la simple enquête judiciaire ouverte dès dimanche matin.

La « crise cardiaque » mise en avant, dans les premiers communiqués officiels à propos de la mort d'Alain Mayoud, découvert sans vie, dimanche vers 9 h 30 à son domicile, n'a pas été formellement confirmée par l'autopsie pratiquée lundi matin à l'Institut médico-légal (IML) de Lyon. Si cette hypothèse n'est pas écartée, d'autres causes restent envisageables. D'ici dix à quinze jours un diagnostic définitif devrait être établi.

C'est tout autant la personnalité d'un disparu et ses fonctions actives que les circonstances de la découverte de son corps qui auraient incité les autorités judiciaires à prendre cette série de précautions. Lorsque son chauffeur découvrit le corps sans vie d'Alain Mayoud, géant, eo peignoir, sur un tapis de la salle de séjour de sa propriété des Monts-Lyonnais, la mort semblait remontée à une dizaine d'heures. Aucune trace de violence ni aucun désordre apparent n'ont été relevés par les enquêteurs.

R. B.

A la cour d'assises de l'Isère

Un acquittement et une condamnation à vingt ans de réclusion criminelle au procès des vigiles de Grenoble

La cour d'assises de l'Isère a acquitté, lundi 24 mai, Michel Kasbarian, cinquante-trois ans. Il était accusé d'avoir assassiné, dans la nuit du 11 au 12 octobre 1989, deux collègues vigiles, Yves Martin, trente-neuf ans, et Paul Marzocca, quarante ans, alors qu'ils étaient en poste au siège de la direction technique d'EDF à Grenoble. Son coaccusé, Frédéric Barvon, vingt-quatre ans, qui avait mis hors de cause lors d'une précédente audience, e, lui, été condamné, pour assassinat et complicité d'assassinat, à vingt ans de réclusion criminelle.

GRENOBLE

correspondance

« Michel Kasbarian était-il avec vous ? - Non. » Frédéric Barvon, jeune homme à l'allure convenue et au goût irraisonné pour les armes, venait de faire basculer le procès en innocentant brutalement, après trois années d'instruction, le petit homme recroquevillé au bout de son banc, Michel Kasbarian, ex-coiffeur reconvertis dans le gardiennage « parce qu'il avait une femme et un enfant à nourrir ». D'un solide règlement de comptes entre collègues, lié à des marchandages auprès du patron ou à des histoires de pizzas échouées pendant les heures de travail - « Ça vole plutôt bas chez les vigiles », observait un policier - on passait à une action dont un supplément d'information, ordonné sur-le-champ, devait déterminer le mobile précis. Eo vain. « J'ai eu beau chercher, je n'ai pas trouvé de troisième assassin », résumait l'inspecteur chargé de l'enquête.

Lors de la seconde audience, Frédéric Barvon n'en a pas dit plus, même à sa mère, venue lui arracher la vérité. Selon lui, il n'était pas question de tuer. « Juste

de faire peur à des collègues » avec lesquels il avait « des points de désaccord », de « les intimider ». C'est seulement après le premier coup de feu, tiré par « l'autre » qu'il s'était lui-même servi de son arme.

L'enquête

reste entière

« J'ai vu Pascal Marzocca qui venait vers moi en s'affaissant. J'ai paniqué et j'ai tiré à mon tour. Puis il y a eu deux autres coups de feu. » Quant au mobile, le jeune homme ne s'est pas montré plus bavard. « Je ne peux pas le dire. Cela me traiterait directement en cause l'autre personne. »

Devant la police, Frédéric Barvon avait présenté plusieurs versions, prétendant dans un premier temps avoir agi seul, avant de donner, « par vengeance », le nom de celui qui l'avait dénoncé. Puis il avait déjà évoqué « Monsieur X » avant de finalement mettre en cause Michel Kasbarian. « Les policiers avaient trouvé son numéro de téléphone chez moi. Ils m'ont dit qu'il était passé aux aveux. Je me suis servi de lui pour couvrir l'autre personne. » Pourquoi pendant trois ans ? « Pour lui permettre de s'enfuir. » Elle a mis le temps, remarquera le président, Jean-Claude Buet, Restent néanmoins les propres aveux de Michel Kasbarian à la police. « Ils ont été induits par la lecture des procès-verbaux d'audition de Frédéric Barvon », expliqueront ses avocats.

Les traces de sang, retrouvées sur près de cinquante mètres à l'extérieur du bâtiment de l'EDF, ont néanmoins pesé plus lourd. Faute de prélèvements suffisants et réalisés à temps, les expertises n'ont pas permis de les exploiter. En tout cas, elles ne peuvent ni correspondre aux égratouilles constatées sur Michel Kasbarian, ni appartenir à Barvon qui n'a pas été blessé. Alors à qui ? L'enquête reste entière.

NICOLE CABRET

Le meurtrier d'un jeune Japonais acquitté aux Etats-Unis

Peurs nippones

TOKYO

de notre correspondant

Le verdict rendu, dimanche 23 mai, par un jury de Batavia (Indonésie) est à la première page de la plupart des quotidiens japonais et suscite des commentaires amers à la télévision : le meurtrier d'un lycéen japonais de seize ans qui, un soir, avait sonné par erreur à sa porte, croyant se rendre chez des amis, et n'avait pas compris le « Freeze ! » (« Ne bougez plus ! ») qui lui avait été lancé, a été reconnu non coupable.

Simple mort accidentelle aux Etats-Unis, l'affaire a soulevé sur l'archipel une grande émotion et accentué le sentiment d'incompréhension mutuelle entre Japonais et Américains, précisément à un moment où les tensions commerciales sont vives. « Ce verdict se fonde sur le droit à la légitime défense, oubliant que le problème fondamental est celui d'une société devenue dépendante des armes pour sa sécurité », écrit le Yomiuri dans un éditorial. Une pétition en faveur de la réglementation des armes à feu aux Etats-Unis a été lancée par le père de la victime : elle a déjà recueilli 1,6 million de signatures et sera remise au président Clinton.

La possession des armes est illégale au Japon et même les gangsters y recourent peu, bien que leur utilisation augmente : les règlements de compte à l'arme blanche étant plus fréquents. Le Japon est en outre la société où le taux de criminalité demeure l'un des plus faibles du monde.

« En Amérique, posséder une arme est synonyme de liberté. Il y en a partout, c'est comme un cancer. Nous ne pouvons comprendre une telle société », déclarait un présentateur d'une chaîne de télévision privée au

lendemain de la mort du jeune lycéen, en octobre dernier. Il exprimait des sentiments que partagent aujourd'hui beaucoup de ses concitoyens : les Japonais perçoivent les Américains avec un mélange d'admiration et d'antipathie. Bien que les sondages indiquent que les jeunes restent fascinés par les Etats-Unis, la déstabilisation et l'avarice, voire un certain dédain, se renforcent à l'égard d'un pays dont les dirigeants traitent Tokyo avec une condescendance envenimée blessante pour le sentiment national. Les quatre millions de Japonais qui visitent les Etats-Unis en reviennent avec des récits de crimes, de drogue et de discrimination raciale.

Le mort du lycéen a surtout ravivé les appréhensions des Japonais à se rendre à l'étranger. Plus de 800 000 d'entre eux vivent outre-mer et dix millions de touristes quittent chaque année l'archipel. Les statistiques montrent qu'en pourcentage le nombre des victimes d'agression augmente plus rapidement que le nombre des touristes : vivant dans une société sûre, où la pratique des règlements en liquidité est plus courante que par chèques ou cartes de crédit, les Japonais sont des proies faciles pour les malfaiteurs.

Le ministère de l'éducation a publié un livret mettant en garde les jeunes Japonais se rendant à l'étranger (4 500 lycéens dont 70 % vont aux Etats-Unis), l'association des entreprises japonaises travaillant outre-mer et les agences de voyages font de même, enjoignant aux voyageurs d'être constamment sur leurs gardes. Les entreprises prennent en outre désormais des assurances contre les risques encourus à l'étranger par leurs employés.

PHILIPPE PONS

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

SPORTS

FOOTBALL : Marseille en finale de la Coupe des champions

L'industrie Milan AC

L'Olympique de Marseille dispute, mercredi 26 mai à Munich, sa deuxième finale européenne de la Coupe des champions, face au Milan AC. Depuis qu'il a racheté le club, en 1986, l'homme d'affaires italien Silvio Berlusconi a propulsé le Milan AC à la première place du football européen. Gagnant à la fois des titres, le club milanais est devenu la vitrine de son empire financier.

MILAN

de notre envoyé spécial

La tranquillité de Milanella n'est troublée qu'une fois par semaine. Lorsqu'un hélicoptère vient se poser sur le terrain annexe du luxueux centre d'entraînement du Milan Associazione Calcio, dans le nord d'une plaine lambride que les Alpes commencent à soulever doucement. Presque à chaque veille de match, Silvio Berlusconi vient faire le tour de ses propriétés, toutes affaires cessantes. Dimanche, il s'est d'abord intéressé aux fleurs du domaine ultramodern. A quatre jours de la finale de Munich, il a consulté les techniciens du club, puis il a visité sa galerie personnelle de footballeurs de valeur, la plus enviable du monde. Silvio Berlusconi ressemble à un seigneur débonnaire, inspectant des terres inaltérées, interrogeant ses mécontents à l'approche d'une nouvelle récolte.

Pourtant, le Milan AC a beau représenter seulement 0,5 % du chiffre d'affaires de la Fininvest (1), il ne se situe pas aux confins de l'empire. Depuis son annexion, le football s'est imposé comme le centre de gravité du troisième groupe privé italien. Il est le fédérateur des trente mille employés qui travaillent dans des entreprises disparates, explique Alberto Schillaro, conseil en stratégie milanais. C'est le Milan AC qui contribue à donner son identité à un groupe qui produit peu de marchandises palpables. Et c'est en football qu'il a fabriqué que Silvio Berlusconi ait un passage du rang d'aventurier éduqué à celui d'homme d'affaires au pouvoir redouté, qui domine les sondages de popularité.

La mythologie officielle veut que Silvio Berlusconi n'ait racheté le Milan AC qu'en succombant à un coup de cœur. Celui de l'ancien gérant milanais, fils d'un modeste employé de banque, qui, dans les années 50, s'enflammait pour les « rouges et noirs », l'équipe du peuple viscéralement opposée à l'inter des nantis. Devenu l'un des hommes les plus riches d'Italie, Berlusconi se devait de réformer le bureau de ce succès story. En s'offrant le « Milan » de sa passion onéreuse, en 1986, le jour même où il lançait Le Cinq en France, M. Berlusconi ne souhaitait mettre en avant que le « geste de tifosi », l'hommage au père qui l'emmenait chaque semaine au stade San Siro.

Synergie avec la télévision

Mais les intérêts, les stratégies commerciales ont supplanté très vite les bons sentiments. Derrière la façade d'un club au palmarès prestigieux, Silvio Berlusconi a construit une industrie de pointe, un laboratoire du football du futur. Le premier club à basculer de l'ancien de luxe à l'industrie, dans un pays où les puissances n'hésitent pas à offrir une équipe pour quelques milliards de lires. Le Milan AC diffère ainsi radicalement de la Juventus de Turin, tenue à bout de bras par le patron de la Fiat, Giovanni Agnelli, sans pour autant posséder de liens avec la firme automobile. La Juve s'édosse uniquement à la puissance financière de Fiat, tandis que le club milanais contribue à soutenir l'échafaudage fragile de la Fininvest. « Le Milan AC fait partie intégrante d'un triangle de forces complémentaires : football, publicité et télévision », dit un journaliste de la Repubblica.

« Aujourd'hui, il est devenu incontournable de faire de la télévision football », explique Adriano Galliani. L'homme est une des clés de voûte du système Berlusconi appliqué au ballon rond, puisqu'il est à la fois administrateur délégué du Milan AC et directeur général de Reti Televisive Italiane, la société qui englobe les trois chaînes nationales de la Fininvest (Canale 5, Rete 4, Italia 1). Entre terrains et écrans, M. Galliani se charge de faire respecter le mot d'ordre sacro-saint du patron : synergie. Cette année, l'Italie 1 avait arraché à la RAI le droit de retransmettre le parcours triomphal du Milan AC en ligue des champions. La club symbole de l'identité milanais était ainsi exposé dans une des vitrines du groupe, moyennant de belles recettes pour Publitalia - environ 1,5 milliard de lires par match (2) - une des filiales publicitaires de la Fininvest.

Mais le vrai jackpot ne peut être acté qu'en fin de saison, une fois que le Milan AC a éjecté quelques lignes supplémentaires à son palmarès. Les pays du monde entier s'efforcent l'équipe des vedettes « rossoneri ». Lors de la dizaine de matches amicaux disputés pendant l'inter-saison - cette année au Japon et en Australie - chaque entreprise de la Fininvest trouve son compte : le club encaisse son cachet, Publitalia assure la publicité du match et les réseaux de M. Berlusconi retransmettent le match. Mieux, la disparition des hasards d'un tirage au sort permet de faire valoir la qualité. « Ces dernières années, nous avons beaucoup joué de matches en Espagne », explique M. Galliani. Le niveau des rencontres est plus intéressant, et surtout cela nous permet de gagner une meilleure audience auprès des téléspectateurs espagnols de notre filiale Telecinco. »

Des joueurs ambassadeurs

De photos en spots télévisés et en séances de signatures d'autographes, les stars du Milan AC jouent ainsi le rôle d'ambassadeurs itinérants, vitrine attrayante pour exposer le savoir-faire de la maison mère. Ils ne doivent pas seulement savoir jouer au football, ils doivent être beaux, bien habillés, et se comporter en public selon les critères en vigueur à la Fininvest. « Pour une entreprise de spectacle comme la nôtre, explique Paolo Brera, chargé de la communication à la Fininvest, le football est un des seuls éléments de la culture européenne qui permette d'avoir une image mondiale et de concurrencer les Américains. »

Les entreprises de Silvio Berlusconi y trouvent largement leur compte. Le Milan AC peut donc se permettre de présenter des budgets en déficit à la fin de la saison (plus de 30 millions de francs l'an dernier). Car pour que la martingale fonctionne, le club doit toujours miser davantage. Les records sur le terrain s'additionnent donc à ceux des livres de comptes : les cinquante-huit matches sans défaite d'affilée en championnat campéniens (fini par le transfert de Gianluigi Lentini (le plus cher dans l'histoire du calcio : plus de 120 millions de francs). Les dix victoires consécutives en Coupe d'Europe effacent à peine le gaspillage de joueurs étrangers sur le banc de touche milanais. Le babilin de Silvio Berlusconi, incapable de marquer une pause dans ses affaires comme sur les terrains de football, pourrait inverser l'image du club de stars qui gagnent tout, en formation de bégayés européens, condamnés au banc de touche.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Constitué à partir d'activités immobilières, aujourd'hui vendues en fibre de Silvio Berlusconi, Paolo, le groupe Fininvest va de la distribution aux assurances et produits financiers, en passant par la presse, l'édition, le cinéma, le spectacle et la télévision. Son chiffre d'affaires est estimé à 7 560 milliards de lires, soit environ 30 milliards de francs (le Monde du 25 février 1992).

(2) 1 000 lires valent environ 4 francs.



Tous les favoris qui disputaient le premier tour des Internationaux de France de tennis, lundi 24 mai, se sont qualifiés sans difficulté à l'exception de Stefan Edberg, tête de série n° 3, qui a été forcé aux cinq sets par l'Uruguayen Marcelo Filippini. Jim Courier (n° 2) et Boris Becker (n° 4) ont fait la leçon à l'Argentin Roberto Azar et au Français Nicolas Escudé. La déception, dans le camp français, est venue de Fabrice Santoro, éliminé par le Japonais Shuzo Matsuo, 101^e joueur mondial. Les vraies difficultés pour Cédric Pioline et Rodolphe Gilbert viendront au deuxième tour : ils doivent affronter respectivement l'Autrichien Thomas Muster (n° 15) et Boris Becker. Sur les six Français en lice, une seule, Pascale Paradis-Mangon, s'est qualifiée pour le deuxième tour au détriment de l'Ukrainienne Natalia Medvedeva.

L'instinct de vie de Cédric Pioline

Depuis le forfait de Guy Forget pour ces Internationaux de Roland-Garros, Cédric Pioline a été propulsé au rang de meilleur Français engagé dans le tournoi. Cette promotion, isolement sinon l'espérance, n'a pas fait de lui une vedette. Pas aux yeux du juge arbitre en tout cas : Gilbert Ysern a ainsi choisi de lui faire disputer son premier match sur le court n° 11.

Le 11, c'est le court du deuxième choix, celui du tennis qui ne vaut pas la peine d'être montré aux places payantes du central et du n° 1, mais qui mérite tout de même des tribunes spéciales. C'est le court où le public est aussi connaisseur et aussi vachard que celui du pouliair à l'Opéra. C'est aussi le court de tous les espoirs et de toutes les déceptions. On y grille ou on y grelotte. Au propre comme au figuré. Un véritable coupe-gorge.

Un autre l'aurait sans doute trouvée mauvaise, cette programmation, aurait revendiqué une arène plus vaste, aurait fait valoir sa position de porte-flambeau national. Cédric Pioline n'a pas protesté. Il se sait porté aux avant-postes à titre de suppléant. Il n'a rien à exiger. Il a tout à prouver. Et, pour cela, le cadre lui convient. Il n'a pas encore assez de coffre pour les grandes scènes, pas assez de présence pour les gros projecteurs. Il n'est pas dupe de lui-même. Du succès, il ne connaît

que le fumet d'un plat qu'on lui a passé sous le nez sans le lui laisser goûter, toute la frustration d'une finale perdue à Monte-Carlo. Ce n'est pas sur ce rêve inachevé qu'on peut construire le châteaun d'une victoire à Roland-Garros.

Il faut être humble ou fou quand on s'aventure sur le court n° 11, cimetière de tant de gloires, nécropole de tant de renommées. Cédric Pioline a vu, lundi, jusqu'où pouvait mener la folie. Tout indiquait en effet que la raison de l'Autrichien qui lui faisait face avait fait naufrage.

Humble ou fou

Il frappait des coups de paranoïaque, violents, incisifs, absurdes. Il jouait avec le plus profond mépris pour les règles sacrosaintes du tennis sur terre battue, exactement comme s'il avait été sur du gazon anglais, service volé sur les premiers et seconds services, balles tendues sur les lignes pour monter en filet. Par ce dévergondement du bon sens tennisistique, Sandoz Stollie revoit le mémoire loin en arrière, à une finale de 1963, gagnée par son père Fred. Souvenirs fantomatiques d'une légende australienne disparue à tout jamais.

Sur le court n° 11, la folie s'épuise comme un orage se vide. Sa fureur peut tout emporter. Celle

de Sandoz Stollie a fait des dégâts. Cédric Pioline était à la dérive, aspiré par le tourbillon, au bord de la noyade, mené deux sets à rien et 3-1. On le croyait perdu. On préparait l'épilogue, « finaliste à Monte-Carlo, demi-finaliste à Rome, éliminé au premier tour à Roland-Garros ». On avait oublié qu'il suffisait d'être humble pour surmonter tous les périls. Cédric Pioline s'accrocha au moindre brin d'espoir, à la première planche de salut. Le soldat de l'armée en déroute découvrit une poitrine de centurion. On était parti pour une autre guerre des Gaules. Et César faisait encore capotuler Vercingétorix à force de chausse-trappes, de pièges, de pièges interminables. Une reddition sans conditions de 17 jeux sur les 21 à suivre.

Pour l'avoir trop tôt enterré, on voudrait considérer Cédric Pioline comme un miracle du premier tour. Il voit les choses sous un autre angle. L'an dernier, il s'était déjà sorti de la masse des deux sets perdus dans son match du premier tour contre l'Américain Brad Gilbert. Dans la foulée, il était parvenu en huitièmes de finale. Cette année, il a progressé autant au plan technique que physique. Il s'est maître tacticien à sa disposition. Et des responsabilités. L'occasion de vraiment inscrire son nom en haut de l'affiche.

ALAIN GIRAUDO

Safrane Palme d'Or.

Nous avons réalisé cette série exclusive parce que sont des mots qui nous sont aussi très familiers.

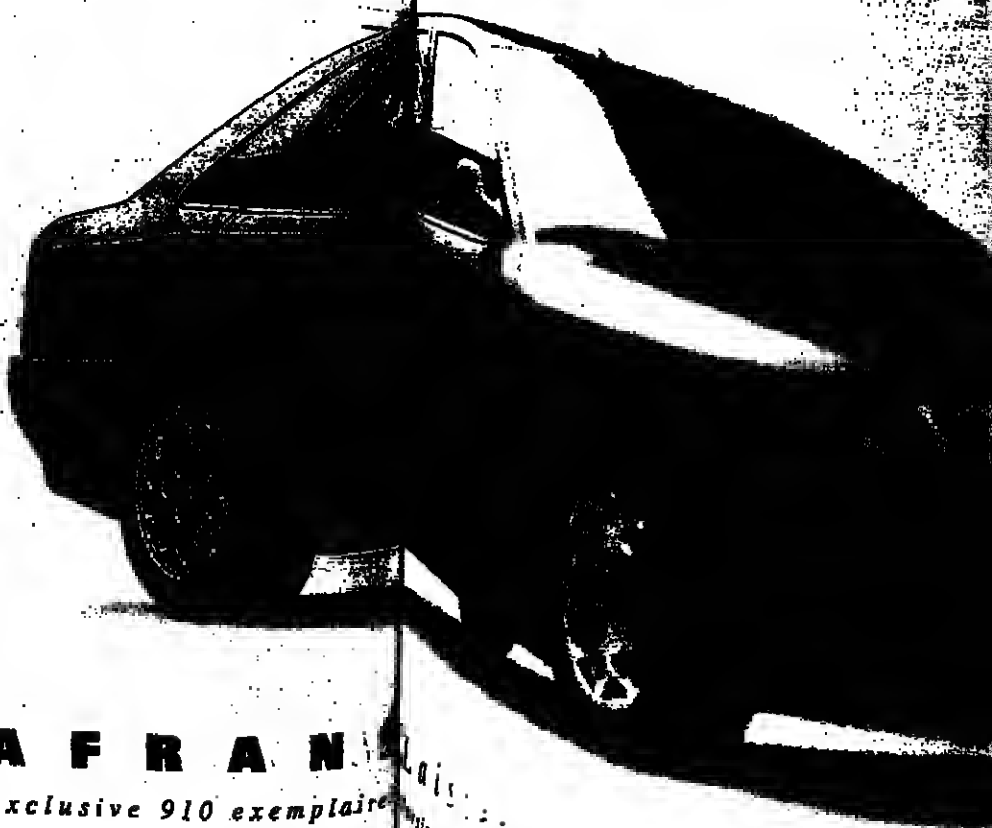
Safrane
Palme d'Or.
Le cuir,
la climatisation,
la direction
assistée, l'ABS,
20 watts en
quadrphonie.
7^e Art et
Safrane sont
des mots qui
vont vraiment
bien ensemble.



VOTRE OFFICIELLE
DU FESTIVAL DE CANNES
1993

3615 3616
RENAULT

Modèle présenté : Safrane, Palme d'Or série exclusive 910 exemplaires



SAFRANE

Shuzo Matsuo, enfant

SPORTS



les Internationaux de France

Shuzo Matsuoka, enfant de la balle

Shuzo Matsuoka aurait pu être comédien. Enfant de la balle, fils du président d'une maison de production cinématographique, il s'est grandement intéressé au théâtre. A la scène, il a prêté ses lignes blanches d'un court de tennis. Son trac à lui, c'est la peur de perdre ou de gagner. Drôle d'idée, mais d'avoir choisi le tennis. Au Japon, ce sport reste confidentiel et cher, faute d'espace, surtout pour Shuzo Matsuoka, qui est né et vit à Tokyo. Il avait pu briller dans les disciplines reines à-bas, le baseball, la gymnastique ou le marathon. Il n'en a pas démordé et a opté pour une activité traditionnellement réservée aux femmes.

Ce garçon de vingt-cinq ans, au regard apaisant, est un volontaire, d'un naturel qui semble difficile à troubler. Son parcours illustre sa réactivité. Passé professionnel en 1986, il a tout d'abord hanté le circuit pendant six ans, entre ombre et obscurité, comme un figurant court le cadet. Il perdait souvent des premiers tours, mais il s'est accroché. Il y a un an, Shuzo Matsuoka a été le premier Nippon à s'imposer dans un tournoi du circuit international, à Séoul. Aujourd'hui, il est vedette dans son pays.

Cent même joueur mondial, il est un spécialiste des surfaces rapides. De tournoi en tournoi, Shuzo Matsuoka a développé un jeu varié. Ses coups ressemblent à

des tours de passe-passe violents mais assésés avec une finesse et un sens stratégique tout japonais. Limité, il s'est étonné Fabrice Santoro, vingt-sixième joueur mondial et donc bien meilleur que lui dans la logique, grâce à un stratagème particulièrement sophistiqué. Connaissant bien le tennis et les faiblesses du Français, il a su décrypter les coups de Fabrice Santoro, et, surtout, tirer parti de sa petite taille (1,77 mètre).

Un service régulier

Du haut de son 1,85 mètre, Matsuoka lui a décoché des traits qui arrivaient au-dessus de ses épaules, mais toujours trop bas pour que le Français puisse les smasher. « J'ai rapidement constaté que Fabrice était nerveux », explique-t-il, parce qu'il jouait devant son public sur le court numéro un bien garni. Il craignait tellement de tomber au premier tour, comme lors de l'édition 1992, qu'il en était fébrile. J'en ai profité.

Shuzo a également profité de la météo. Lorsqu'il fait beau et sec, la terre battue est plus rapide et les balles plus vives. Comble de malheur pour Fabrice Santoro, Matsuoka décoche un solide premier service qui s'est sans doute pas le plus fort du circuit, mais certainement l'un des plus réguliers. Cette mise en jeu, violemment frappée, lui a permis, comme sur les sur-

faces rapides, de suivre son service à la volée. Il savait être patient, aussi, Shuzo, soutenant les longs échanges. Tout le match fut donc une opération de déstabilisation. Débordé par la hauteur des coups de Matsuoka, Fabrice Santoro était également sur les côtés lorsqu'il voulait mettre fin à son supplice en montant au filet. Détroussé, le Français ne parvenait pas à placer ses coups; il saignait, plus tard, le bras gauche de son adversaire.

Pour sa troisième apparition à Roland-Garros, le Japonais aimait faire mieux qu'en 1992, où il avait été battu au deuxième tour. « C'était le premier et le dernier tournoi de l'année sur terre battue que je disputais ». Cette année, il s'est préparé plus sérieusement en allant jouer à Bologne, où il est parvenu en quarts de finale.

Shuzo Matsuoka est le seul représentant masculin sérieux du tennis nippon. Quand les Japonais sont six dans le tableau final des Internationaux de France, lui est venu à Paris en solitaire. « Mes compatriotes sont bien loin derrière moi, classés entre la quatre centième et la cinq centième places au classement mondial ». Peut-être a-t-il choisi ce sport pour cela; pour jouer les premiers rôles en filer, quand il aurait pu être un second couteau au cinéma ou au baseball.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Classement et hiérarchie

En battant son compatriote Jim Courier le 18 avril dernier, l'Américain Pete Sampras a fait d'une pierre deux coups: il a gagné le tournoi de Hongkong et il a pris la première place du classement mondial.

Pour arriver à cette conclusion, l'ordinateur de l'Association des joueurs professionnels de tennis (ATP) a pris en compte les quatorze meilleurs résultats du joueur au cours des cinquante-deux semaines précédentes. Sampras avait notamment à son actif huit victoires, deux finales et six demi-finales. Dans le même temps, Courier n'avait totalisé que cinq victoires, trois finales et trois demi-finales.

En dépit de cette infériorité comptable indiscutable, le palmarès de Courier, qui avait également fait partie de l'équipe leurrée de la Coupe Davis, semblait, avec deux titres du Grand Chelem (Internationaux de France et Open d'Australie), plus prestigieux que celui de Sampras.

On n'aurait pas songé pour autant à remettre en cause le

verdict de l'ordinateur: il reflète assez bien la hiérarchie du moment. En revanche, le classement qui sera produit à l'issue de la quinzaine de Roland-Garros, quant à lui, toutes les chances d'être unique.

Avant que la première balle de ces Internationaux ne soit échangée, il s'est établi que Jim Courier n'avait aucune chance de reprendre la première place mondiale. Même si Sampras est éliminé au premier tour. Même si Courier gagne le tournoi.

Mathématiquement juste sportivement injuste

Quoi qu'il arrive, les quatorze meilleurs résultats de Sampras au cours des cinquante-deux semaines écoulées lui assurent un total de points supérieur à tout autre.

On touche là à l'absurdité du mode de calcul mis en place par l'ATP depuis le 1^{er} janvier 1990 à la suite de « bisbilles » avec la Fédération internationale de tennis (FIT). Depuis lors, les quatre tournois du Grand Chelem (tableau de

128 joueurs, matches au meilleur des cinq sets) qui dépendent de la FIT n'attribuent pas sensiblement plus de points que les autres tournois (tableau de 32 à 96 joueurs, matches au meilleur des trois sets) organisés par l'ATP.

Résultat? Le 6 juin, Jim Courier pourrait brandir pour la troisième année consécutive la coupe des Internationaux de France — une performance qui n'a pas été égalée depuis le Suédois Björn Borg — après avoir remporté pour la deuxième fois consécutive l'Open d'Australie, qu'il n'en eût tenu aucun compte: il resterait le numéro deux mondial d'après les calculs de l'ordinateur.

Mathématiquement juste, un tel classement serait sportivement injuste. Pour éviter cela, une seule solution: l'ATP doit rétablir la véritable hiérarchie dans l'attribution des points entre les tournois du Grand Chelem et les autres.

A. G.

Les résultats du lundi 24 mai

SIMPLE MESSIEURS

Premier tour

Troisième quart de tableau
A. Chesnokov (Rus) b. J. Eltingh (P-B) 6-4, 7-6, 6-1; C. Costa (Esp) b. J. Krocichko (Hon) 6-0, 6-3, 6-1; T. Woodbridge (Aus) b. M. Kocer-mas (P-B) 6-4, 6-4, 6-2; J. Arrese (Esp) b. Alexander Volkov (Rus) 6-2, 6-4, 7-6; M. Rosset (Sui) b. C. Adams (EU) 3-6, 3-6, 7-5, 6-4; R. Krajicek (P-B) n° 12) b. C. Bergstrom (Sue) 7-5, 6-3, 7-3; K. Novacek (Tch) n° 13) b. R. Agner (Dan) 7-6, 6-2, 7-6; F. Claver (Esp) b. C. Mez-zadri (Sui) 6-4, 6-2, 6-4; S. Pescos-ciolo (Ita) b. D. Vacek (Tch) 4-6, 6-3, 6-4, 6-2; K. Christen (Dan) b. E. Sanchez (Esp) 7-6, 4-6, 6-3, 6-4; V. Kalashnikov (Rus) b. K. Ku-cera (Tch) 6-3, 6-4, 6-4; C. Dosedel (Tch) b. J. Bates (GB) 6-3, 6-2, 6-1; R. Gilbert (Fra) b. T. Witsken (EU) 6-2, 6-1, 6-3; B. Becker (All) n° 4) b. N. Escudé (Fra) 6-0, 6-3, 6-0.

Deuxième quart de tableau
C. Martinez (Esp, n° 4) b. L. Ca-chirardi (Fra) 7-5, 3-6, 6-4; G. Heger-son (EU) b. S. Meier (All) 6-1, 4-6, 6-2; N. Baudone (Ita) b. M. Miyachi (Jap) 6-1, 6-3; J. Suro-trock (EU) b. G. Pizzichini (Ita) 6-4, 6-4; I. Gorrochategui (Arg) b. Z. Garrison-Jackson (EU) 6-2, 6-1; A. M. Foldes (Hon) b. C. Lucarelli (Fra) 6-3, 6-2; L. Mancini (EU) b. B. Fuke-Villota (Arg) 6-0, 4-6, 6-2; A. Huber (All, n° 8) b. S. Pitkowski (Fra) 7-6, 6-2.

Troisième quart de tableau

J. Byrne (Aus) b. A. Olivier (Fra) 6-3, 6-3; R. Nideffer (RSA) b. V. Martinek (All) 4-6, 6-4, 6-4; K. Nagatsuka (Jap) b. T. Ignatieva (Rus) 2-6, 7-5, 7-5.

Quatrième quart de tableau

S. Matsuoka (Jap) b. F. Santoro (Fra) 7-5, 3-6, 6-3, 6-3; G. Pripic (Cro) b. L. Roux (Fra) 3-6, 7-5, 6-4, 6-1; A. O'Brien (EU) b. G. Pozzi (Ita) 7-6, 6-3, 6-2; R. Fromberg (Aus) b. L. Matzar (Bie) 7-6, 6-2, 7-5; T. Muster (Aut, n° 9) b. H. Skoff (Aut) 0-6, 6-3, 6-4, 6-2; C. Pioline (Fra) b. S. Stolle (Aus) 3-6, 4-6, 6-3, 6-0, 6-2; D. Prinosil (All) b. M. Todd (EU) 7-6, 6-3, 7-6; J. Tarango (EU) b. M. Naeve (All) 0-6, 2-6, 6-2, 6-1; O. Delafre (Fra) b. G. Schaller (Aut) 6-2, 6-4, 4-6, 6-3; T. Carbonnel (Esp) b. J. Franz (Arg) 7-6, 6-4, 6-2; J. Courier (EU, n° 2) b. R. Azar (Arg) 6-3, 6-3, 6-3.

SIMPLE DAMES

Premier quart de tableau
S. Graf (All, n° 1) b. C. Dahlman (Sue) 7-6, 6-1; A. Strnadova (Tch) b.

A. Gavaldon (Mex) 6-1, 6-3; L. Gil-demister (Pé) b. G. Fernandez (EU) 7-6, 3-6, 7-5; S. Wasserman (Bel) b. K. Piccolini (Ita) 6-2, 7-6; L. Allen (EU) b. F. Peretti (Ita) 6-1, 6-3; S. Hack (All, n° 15) b. S. Rotier (P-B) 6-3, 6-4; R. Macquillan (Aus) b. M. Babel (All) 6-0, 6-3; K. PO (EU) b. F. Romano (Ita) 6-3, 6-2.

Deuxième quart de tableau
C. Martinez (Esp, n° 4) b. L. Ca-chirardi (Fra) 7-5, 3-6, 6-4; G. Heger-son (EU) b. S. Meier (All) 6-1, 4-6, 6-2; N. Baudone (Ita) b. M. Miyachi (Jap) 6-1, 6-3; J. Suro-trock (EU) b. G. Pizzichini (Ita) 6-4, 6-4; I. Gorrochategui (Arg) b. Z. Garrison-Jackson (EU) 6-2, 6-1; A. M. Foldes (Hon) b. C. Lucarelli (Fra) 6-3, 6-2; L. Mancini (EU) b. B. Fuke-Villota (Arg) 6-0, 4-6, 6-2; A. Huber (All, n° 8) b. S. Pitkowski (Fra) 7-6, 6-2.

Troisième quart de tableau

J. Byrne (Aus) b. A. Olivier (Fra) 6-3, 6-3; R. Nideffer (RSA) b. V. Martinek (All) 4-6, 6-4, 6-4; K. Nagatsuka (Jap) b. T. Ignatieva (Rus) 2-6, 7-5, 7-5.

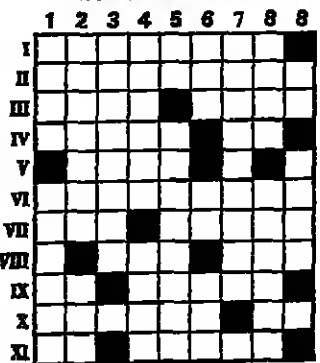
Quatrième quart de tableau

Y. Basuki (Indo) b. M. Endo (Jap) 6-4, 7-6; S. Franki (All) b. C. Kuhlman (EU) 6-1, 1-6, 7-5; K. Date (Jap, n° 16) b. K. Kschwendt (All) 6-4, 6-4; R. Dragomir (Rou) b. N. Dahman (Fra) 6-3, 6-2; P. Paradis-Mangon (Fra) b. N. Medvedeva (Ru) 7-5, 6-1; N. Muns-Jagerman (P-B) b. M. Jaggard-Lai (Aus) 6-1, 7-6; L. Meskhi (Geo) b. S. Sabas (Fra) 6-2, 6-3; W. Probst (All) b. C. Wood (GB) 4-6, 6-4, 6-1; A. Vicario-Sanchez (Esp, n° 2) b. M. Kiene (P-B) 6-3, 7-6.

Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6047



HORIZONTALEMENT

I. Plante comme un clerc. — II. Enclin à fumer. — III. Pays. Autrefois, ça faisait beaucoup. — IV. N'était pas un agrément. Préparation. — V. Les petits ne sont pas des sujets. — VI. Une suprématie. — VII. Ruminant disparu. Un homme crucifié. — VIII. Peut se voir au zoo. — IX. Article. Une sorte de cafard. Un spécialiste de la psychopathologie. — XI. Qui a circulé. Ne pas laisser échapper.

VERTICALEMENT

1. On n'y joue pas avec les trépas. Sont souvent des gens qui ont fait leur beurre. — 2. Donner une bonne trempe. Portait les armes. — 3. Grandes boucheries. — 4. Un nombre pour des combattants. Tombe des nues. — 5. D'un auxiliaire. Sur le canal de Suez. — 6. Bon, en Tunisie. Un vague sujet. En Suisse. — 7. Prendre à bras-le-corps. — 8. Un ensemble de pulsions. Colorée comme une échappe. — 9. Roulé. Parfois trouvées au logis.

Solution du problème n° 6046

Horizontalement

I. Liberté. — II. Améliorée. — III. Ver. Tirs. — IV. Age. — V. L'éthérée. — VI. Lé. Cléon. — VII. Api. Ans. — VIII. Epais. Ass. — IX. Râ. Tell. — X. Effaré. Al. — XI. Laiss.

Verticalement

1. Lavalliers. — 2. Imagée. Pifa. — 3. Béret. As. — 4. El. Hôpital. — 5. Ritualisme. — 6. Tol. Ré. Lei. — 7. Era. Graal. — 8. Erions. As. — 9. Dés. Ensellé.

GUY BROUTY



serie exclusive pour...
iont aussi très famille

Silence, Moteur, Ça tourne, Action...

Laissez le plaisir conduire.

Version 2.2L Si. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans.

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

LE 46^e FESTIVAL DE



Le palmarès

- Palme d'or (ex-aequo) : *In Leçon de piano*, de Jane Campion (Nouvelle-Zélande), et *Adieu ma concubine*, de Chen Kaige (Chine).
- Grand Prix du jury : *Si loin, si proche*, de Wim Wenders (Allemagne).
- Prix d'interprétation féminine : Holly Hunter (États-Unis) pour *La Leçon de piano*.
- Prix d'interprétation masculine : David Thewlis (Grande-Bretagne) pour *Naked*.
- Prix de la mise en scène : Mike Leigh (Grande-Bretagne) pour *Naked*.
- Premier Prix du jury : *Raining Stones*, de Ken Loach (Grande-Bretagne).
- Deuxième Prix du jury : *Le Maître de marionnettes*, de Hou Hsiao-hsien (Chine).
- Caméra d'or (meilleur premier film) : *L'Œuvre de la papaye verte*, de Tran Anh Hung (Vietnam); mention spéciale à *Friends*, d'Elaine Proctor (Grande-Bretagne).
- Prix de la commission supérieure technique : *Mazeppa*, de Bartabas (France).
- Palme d'or du court métrage : *Coffee and cigarettes*, de Jim Jarmusch (États-Unis).

HORS COMPÉTITION / SA-LIFE du SAGA, collectif animé par Ademir Kenovic

Sarajevo, l'horreur en direct

Caméra au poing, caméra témoin. Dépassant le film d'horreur, les documents inédits que le Festival de Cannes présentait lundi 24 mai sur le siège de Sarajevo décrivait le martyre quotidien de cette ville bosnienne avec la brutalité d'une réalité non filtrée, non diluée par les grands organes de propagande officielle ou d'information télévisuelle. Repris ce mercredi 26 mai au Studio 13, à Paris, au cours d'une projection privée placée sous l'égide de Bernard-Henri Lévy, *SA-LIFE* a été réalisé par le SAGA (Sarajevo Group of Authors), animé par le cinéaste Ademir Kenovic, quarante-deux ans, dont *A Little Bit of Soul* fut présenté à Cannes en 1986. Soixante minutes, sur plus de quatre heures de vidéo-documentaires tournés par des cinéastes, des étudiants ou des citoyens de toutes religions et de toutes ethnies, opérant, camécordeur au poing, dans les rues de Sarajevo, sans autorisation, sans carte de presse, sans escorte. Au mépris de leur vie. Les images sont d'une telle force qu'on hésite à parler, ça et là, d'imperfections techniques.

« La pointe de l'iceberg »

Plus loin encore, la *Confession d'un monstre*, Borislav Herak, jeune soldat serbe de vingt et un ans, qui reconnaît avoir commis trente-cinq meurtres et seize viols. Et sur un ton monocorde, presque technique, il raconte. En détail. (Pour que l'authenticité du témoignage ne soit pas mise en doute, Ademir Kenovic s'adjoint, au tour-

nage, un journaliste du *New York Times*, John Burns.) Pour le cinéaste, cependant, le monstre du titre est moins Borislav Herak, « un homme irrité par le système », que le système lui-même.

Prenez deux exemples — une carte des États-Unis refaite sur le modèle balkanique (« la Floride devenue territoire cubain, les juifs dans une petite enclave du Massachusetts ») et *DuKKE*, un documentaire récent sur David Duke, ancien candidat au poste de gouverneur de la Louisiane, tenu pour un des cadres supérieurs du Ku Klux Klan. — Ademir Kenovic voit dans Sarajevo « la pointe de l'iceberg. Ce qui se passe en Bosnie ne sera pas résolu par une amputation de la Bosnie. N'y voyez pas un panaris, mais un virus qui se répand dans le sang. Le virus de l'extrémisme nationaliste et religieux se propage si vite que, si l'on ne met pas un terme à ce qui se passe aujourd'hui en Bosnie, demain ce sera le Kosovo, puis la Macédoine, puis l'Albanie, la Grèce, la Turquie... ».

Si la plupart des cinéastes yougoslaves vivent désormais en exil, Ademir Kenovic (dont la mère est morte sous les mortiers en mai 1992) est resté à Sarajevo. Depuis le début du siège, il réunit chaque jour ses collègues étudiants ou vidéastes pour préparer les tournages du jour. Il s'agit moins, dit-il, d'utiliser la caméra comme arme de combat politique que « pour enregistrer, au niveau humain, de l'horreur quotidienne. Ne faites pas de Sarajevo un combat musulmans contre chrétiens, poursuit-il. Lisez les génériques de ces petits films : je m'en voudrais de dire que tel de mes étudiants ou assistants est croate, musulman ou juif. Récemment, le *New York Times* me présentait comme un « cinéaste musulman ». Parle-t-on de « diplomate juif » Henry Kissinger ou « du cinéaste catholique Francis Coppola » ?

HENRI BÉHAR

H. B6.

Pékin et la Palme d'or

PÉKIN

de notre correspondant

Si le succès de Chen Kaige représente pour l'ensemble des cinéastes chinois un formidable encouragement que certains ne vont certainement pas manquer d'exploiter, il offre aussi au gouvernement de Pékin un nouveau casse-tête délicat à gérer dans le domaine, toujours miné, de sa politique culturelle. Les censeurs communistes avaient systématiquement accueilli avec dédain les distinctions déjà obtenues par d'autres cinéastes de la République populaire à l'étranger. Chaque fois, cette marque de reconnaissance avait alimenté le débat interne au régime sur ce qui est perçu par l'alle xénophobie de la bureaucratie comme des « compromis » effectués par les réalisateurs à la cinquième génération envers le public occidental, aboutissant à dénaturer l'âme nationale ou à dépeindre leur pays comme arriéré.

Chen Kaige lui-même avait été la victime de ce prisme idéologique qui est loin d'être en voie de disparition, quand s'était produite la malheureuse affaire du « prix » du « réveil-matin en or » attribué en 1988 à son film *Le Roi des enfants*. L'élite dure du régime avait profité de ce scandale pour tenter de contrecarrer les efforts de cette génération de cinéastes avides de reconnaissance internationale.

Si tous les films chinois jusqu'à présent primés à l'étranger ont été soit présentés en catimini sur la scène internationale, soit carrément interdits, reste à voir quel sort va subir *Adieu ma Concubine*, un cas très particulier : c'est en effet le premier film « pan-chinois » avec ses acteurs de Hongkong et de Taiwan, et il tombe à un moment où la poussée de nationalisme du régime de Pékin le conduit à montrer en vedette tout ce qui peut illustrer l'excellence de la culture chinoise. Les interrogations

soulevées par Chen Kaige sur la « décadence » de cette culture sont politiquement difficiles à recevoir, mais la fait qu'elles proviennent d'un Chinois les rendent à la fois plus sympathiques et plus dangereuses. Chen déplore un état de fait, appelle impérieusement à le surmonter.

Le thème de l'homosexualité, pour la première fois abordé de façon directe, enlève aussi les censeurs. Ce sujet, est, depuis longtemps, l'objet d'un très puissant tabou qui commence tout juste à être évoqué dans des publications spécialisées. Preuve de cette gêne ressentie à Pékin : les médias officiels, qui en cas de succès, sportif ou autre, d'un « fils du ciel » à l'étranger, arborescent volontiers les trompettes du triomphe, se sont réfugiés dans un silence pourvu, à l'annonce du palmarès de Cannes. En attendant les consignes gouvernementales tombées plus de deux heures après l'attribution de la Palme d'or.

FRANCIS DERON

Deux regards inédits

Suite de la première page

Isabelle Adjani ressemble à la Petite Marchande d'allumettes de Renoir, à la petite marchande de fleurs de Chaplin, elle a le regard bleu éternel de Lillian Gish.

Et la cérémonie de clôture peut commencer. Tirant la leçon de la nonchalance de celle d'ouverture, Canal Plus, en charge, a rectifié le tir. La clôture sera vive, rapide, agréable, animée avec une énergie charismatique par Jeanne Moreau. Elle interpellera de temps en temps le président Malle, ils se parleront sans se voir, ils sont séparés par un écran, ou soigneux aux *Amants*... Le président Malle, d'ailleurs, au début, n'en mène pas large. Il attend les huées avec le visage tendu et résigné des premiers chrétiens dans l'arène. Ses co-jurés, acteurs (Clandia Cardinale, Judy Davis, Inna Tchourikova, Gary Oldman), réalisateurs (Abbas Kiarostami, Emir Kusturica), producteur (Tom Luddy), chef opérateur (William Lubchansky) ou critique (Augusto M. Seabra) l'entourent, apparemment guère plus rassurés.

Il y aura que des applaudissements pour un palmarès cohérent, intelligent, qui laisse sur le carreau quelques grands films, quelques grands noms et beaucoup de pays, et a préféré, à tort, la Chine de Pékin à celle de Taipei, mais refait tout de même l'intensité, la diversité de la sélection 1993. Six seulement des vingt-trois films en compétition sont distingués. Deux prix pour *La Leçon de piano* de Jane Campion (Palme d'or, prix d'interprétation à Holly Hunter), deux prix pour *Naked* de Mike Leigh (prix de la mise en scène,

prix d'interprétation à David Thewlis), le Grand Prix du jury au *Si loin, si proche* de Wim Wenders, un prix du jury au *Maître de marionnettes* de Hou Hsiao-hsien, et un prix du jury ex-aequo au *Raining Stones* de Ken Loach.

Deux pôles, distincts. En Asie, dans les deux Chioes, à Taiwan comme à Pékin, Hou Hsiao-hsien comme Chen Kaige, interrogent le passé, parlent de la valeur des mondes révolus, expriment à travers des arts emblématiques, l'art des marionnettes, l'art de l'opéra chinois, une intense nostalgie de la beauté. Ailleurs, dans l'Angleterre de Mike Leigh, celle de Ken Loach, où toutes les misères sont éclairées par l'humour, dans l'Allemagne de Wim Wenders aussi, c'est panique sur la ville. Clochard, chômeurs, anges déchus questionnent le présent, parlent de la coïncidence du monde d'aujourd'hui. Au milieu, *La Leçon de piano* retrace un admirable métissage des problèmes, des époques, l'illusoire romantique, lyrique, d'un langage universel, celui de la musique, celui de la passion, celui du cinéma.

La France (si l'on excepte un accessit à la bande son de *Mazeppa* décerné par la Commission supérieure technique), l'Italie, l'Amérique, les trois « grandes » cinématographies sont absentes du palmarès. On peut dire que c'est dommage pour l'éclat, pour Cavalier, pour les Tavianis, que c'est injuste. Que c'est symbolique aussi. Le festival a quarante-six ans, la belle âge où on se dit qu'on peut encore recommencer sa vie, où on voit vieillir les grands aînés

de la famille. Où sont Bergman, Fellini ? Et le vieux maître Kurosawa n'est plus là que comme un invité discret, une seule séance « spéciale » pour son *Madadago*, et c'est tout. Mais arrivent les nouvelles générations (cinq premiers films en compétition), des Australiens iconoclastes, un Haïtien, une jeune femme d'Afrique du Sud. L'espoir est là qui s'invente d'autres territoires.

Après la proclamation du palmarès, c'est la projection de *Toxic Affair*. Une comédie assez dépressive de Philombes Espósito où l'héroïne pleure beaucoup à la suite d'un chagrin d'amour. Si le film avait été en compétition, un boîtier de Kleenex aurait pu prétendre au prix du meilleur second rôle : Isabelle Adjani, mal habillée avec une orientation étrange, rencontre un suicidaire discret, un marabout rappeur, un psy mutique, une copine dévouée. Elle a des répliques périlleuses : « C'est comme si j'avais rien autour, les pieds dans le vide », ou encore « Quelqu'un, j'ai envie de dire stop ». Ce n'est pas très grave, on peut considérer ce film comme la remise en jambes d'Adjani après trois ans de silence, avant la *Reine Margot*, de Patrice Chéreau, qu'elle tourne actuellement.

Le 46^e Festival international du film est achevé. Il fut studieux, cinéphilique, n'a manqué ni d'émotion ni de sérénité, mais d'un peu de paillettes et de légèreté. Il a, dans ses films et dans sa propre humeur, exprimé beaucoup d'angoisses et de loquacité. Une super star, Elizabeth Taylor, est bien venue sur la Croisette, mais c'était pour présider une soirée antistida. Le cinéma a toujours reflété l'air du temps. Le temps n'est pas à l'insouciance.

DANIEL HEYMANN



DAVID THEWLIS POUR « LE MONDE/POLAROID »

Conscrit meilleur acteur pour son interprétation dans *Naked*, de Mike Leigh, David Thewlis, comédien jeune mais sans âge (il doit avoir la trentaine) est un de ces jolis méfaits comme seul le cinéma anglais sait les perpétrer. Froid, cynique, immoral, mais aussi tendre, passionné et délicat, son Johnny, anti-héros semi-clochard, a révélé un acteur qui a longtemps fait ses classes à la Guildhall School of Music and Drama, fait partie du Royal Court Theatre et joué au Royal National Theatre. Comme tous les acteurs anglais, il se déplace sans problème aucun du théâtre à la télévision (*The Singing Detective*, de Dennis Potter) ou au cinéma : déjà dirigé par Mike Leigh dans le court métrage *The Short end Curries* puis dans *Life Is Sweet*. Il fut dans *Vroom* (néo), de Bebban Kidron (*Antonia et Jane*), et dans *Fatalis*, de Louis Malle; on le verra bientôt dans une nouvelle version du *Procès*, adapté de Kafka par Harold Pinter et réalisé par David Jones.

Rozon et Coullier présentent



AU PALAIS DES CONGRÈS
DU 28 OCTOBRE AU 21 NOVEMBRE

EUROPE 1

2 France

LOCATION
PALAIS DES CONGRÈS - FNAC - VIRGIN MEGASTORE - AGENCES - GALERIES LAFAYETTE
PAR TEL 40 68 00 05 ET MINITEL 3615 PALAIS

wea MUSIC ROZON

CLIVES

Cha

Lyrisimo

QUATRO HAGEN

QUATRO ANTON

HORNE

GELBER

PIRES

BOULEVARD

ENQUÊTE

L'art et l'Etat

II. - Le maître et le pédagogue

Longtemps indifférent à l'art contemporain, l'Etat a mis depuis quelques années les bouches doubles, au risque de manquer de discernement (le Monde du 25 mai). Le deuxième volet de cette enquête sur « l'art et l'Etat » porte sur le rôle des écoles de beaux-arts, où les maîtres se veulent pédagogues. Enseigner ? Et si oui, quel est comment ?

La scène est à Taurin. Le bâtiment est de briques à parements colorés. Pour y arriver, il faut traverser des hectares de friches industrielles. Il a été construit au début du siècle à l'époque de la prospérité : les patrons laïcs voulaient un établissement où former ceux qui décideraient plus tard des conceptions et des motifs des tissus. Entre les deux guerres, les arts appliqués ont laissé la place aux beaux-arts. L'école est municipale. Les élèves viennent de la région du Nord mais aussi de Belgique, d'Afrique du Nord, de Pologne voire de Corée.

L'intérieur est assez décati. Le plancher ignore les vernis du lissage et les murs gagnaient à être blanchis. Seul le patio central qui tient lieu de salle d'exposition échappe à l'apparence de dégradation générale. Comment faire mieux ? Le budget de fonctionnement (1) est modeste : 1 million de francs pour cent cinquante étudiants (deux cents avec les pécolaires) et une douzaine d'enseignants.

« On ne peut gérer la misère, explique l'un des enseignants, Jean-Pierre Salgas. Il est prévu de démolir l'école en 1995. Encore faudrait-il pour cela débloquer des budgets. » Dans un coin d'atelier, un étudiant a épinglé au mur une série de dessins géométriques à peu près idéologiques qu'il commente devant un enseignant qui y débouque des leçons, vertement récusées. A l'étage, au-dessus, un de ses camarades tricote un abri visiblement soigné où se retrouvent de façon désolée les symboles de la civilisation oord-américaine - variétés sur un vieux thème du pop-art. Plus loin, deux jeunes filles fabriquent un grand mannequin à base de grillage et de préservatifs. Plus loin encore, dans une vaste salle désolée, un professeur interroge trois étudiants de première année qui lui présentent chacun - thème imposé - une série d'autopourtrats.

La scène est à Paris, dans un atelier de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA),

un établissement qui relève de l'Etat. Le plancher disparaît sous une croûte de cendre, de couleurs séchées et de poussière intimement mêlées. Les vitres n'ont pas été nettoyées depuis un très lointain passé. Comment faire autrement, le budget de l'ENSBA est des plus médiocres (13 millions de francs pour le fonctionnement et l'investissement).

« Ce budget n'a pas été sérieusement réajusté depuis 1986, constate Yves Michaud, le directeur de l'école. Il n'a pas profité de la manne des années 1980-1985, car François Barré [le directeur de la délégation aux arts plastiques] ne croit pas aux écoles mais plutôt à l'exemplarité de la commande publique et de l'achat des FRAC [Fonds régionaux d'art contemporain]. Je suis obligé de faire des pieds et des mains en direction des entreprises privées pour que le mécène puisse me payer des expositions et du matériel. »

Ces conditions ne suffisent pas à décourager les élèves : « Je veux intégrer cette école pour quatre raisons, explique une étudiante venue de Bulgarie. Tout d'abord, parce que c'est la meilleure école d'art du monde ; ensuite, parce que les cours sont dispensés par des professeurs réputés, reconnus et influents. Enfin, pour me permettre d'acquiescer une base technique et pour confronter mon point de vue sur l'art avec d'autres étudiants. »

« Travailler », le leitmotiv des élèves

Travailler : le mot revient sans cesse chez les élèves. Travailler pour devenir artiste, grâce aux professeurs et grâce à soi-même. Un « quatrième année » de cette école résume son propre itinéraire et celui de beaucoup de ses camarades : « Entrer aux Beaux-Arts a représenté pour moi le fin d'un cauchemar, jusqu'à ce qu'arrive la sensation douloureuse de l'insatisfaction de son propre résultat. Et, dans le cours du mois 1993 de Beaux-Arts Journal, l'éditorial d'Yves Michaud se termine ainsi : « L'arrivée de cinq nouveaux enseignants (...) devrait compléter l'outil. Aux élèves de faire leur affaire du reste, comme ils ont commencé sans complexe à le faire. »

Il y a un demi-siècle, de tels propos étaient impensables : parce que les élèves n'avaient guère de marge de liberté et parce que l'enseignement artistique ne brillait pas par son modernisme. Combien d'artistes français de premier plan ont-ils du reste été formés par une école des beaux-



arts dans la première moitié du siècle ? Fernand Léger ne devait rien à son passage éclair dans l'atelier de Corme, grand père du pamphlétaire magdalénien. Vlamincq et Derain étaient tous deux autodidactes.

Si Georges Braque avait appris les techniques de la peinture, c'étaient celles de la peinture en bâtiment, profession de son père. Nicolas de Staël devait au voisinage de Georges Braque l'essentiel de sa formation. Hans Hartung n'avait fait qu'un court passage à l'académie de Dresde. Balthus dut à l'amitié de Pierre Bonnard son initiation à la couleur. Bram van Velde se tint toujours abstinamment à l'écart des filières officielles. Pierre Soulages, admis à l'Ecole des beaux-arts de Paris à la veille de la dernière guerre, y passa une journée. Jusqu'aux nouveaux réalistes, Klein, Rayss, Saint Phalle, Tinguely, tous n'ont fait que passer par l'école. Faut-il en conclure que la création plastique, au vingtième siècle, doit obligatoirement passer par l'école ? Ou peut-être faut-il se dire que, jusqu'à une date récente, les chefs d'atelier et autres professeurs se recrutèrent par cooptation parmi les opposants à l'académie de l'art moderne et que ce dernier prétendait pouvoir se passer des techniques « anachroniques » qui y étaient délaissées.

Vers la fin des années 60, on voit pourtant arriver dans les écoles d'art une nouvelle génération d'artistes qui, peu à peu, commencent à poser de nouvelles questions. « N'est-ce pas là l'aboutissement des efforts de Malraux ? », demande François Barré. « Dans le domaine de l'art, il faut dix ans pour voir les premiers résultats. Dans ces années-là (des années où les sciences humaines sont particulièrement en pointe), les écoles d'art se reconstruisent, avec au centre de leur problématique, l'idée que l'œuvre d'art est un moyen de connaissance qui permet d'analyser d'autres connaissances. Mais, du coup, on oublie complètement les questions de formes. Aujourd'hui, les artistes n'ont plus peur d'un primat de la technique qui était au centre de la formation académique et se reposent la question de l'apprentissage. On assiste donc à la renaissance des ateliers de dessin ou de maquette, voire de nu. »

Les avant-gardes dans les corps enseignants

Ce mouvement est d'autant plus remarquable que le corps enseignant compte désormais de nombreuses figures des avant-gardes des années 60 et 70. Les jeunes tures de Supports/Surfaces, en dépit de leur déclarations et de leurs pratiques révolutionnaires, sont pour la plupart issus des écoles d'art et y ont enseigné par la suite ou y enseignent encore. L'Ecole des beaux-arts de Paris a ainsi accueilli Claude Viallat, Vincent Binet ou Tani Grand. Robert Combas, jeune héros de la figuration libre, a été l'élève de Dezeuze et de Clément de Munteiller. De la même mouvance originelle, Jean-Pierre Pincemin est à Angers. A Dijon se retrouvent François Buillat, Bernadette Baur et Jean-François Lacalmootie, trois artistes à la conjonction de l'abstraction, du primitivisme et du minimalisme.

Le photographe et vidéaste Tom Drahos est à Rennes. A Luminy (Bouches-du-Rhône), un

trouve Gérard Traquandi et Pintr Klemensiewicz, figure centrale de la jeune peinture marseillaise, oscillent entre les savoirs de l'Antiquité gréco-romaine et le post-modernisme. Tania Munnand, artiste adepte du minimalisme conceptuel, est à Taurin. Depuis la nomination d'Yves Michaud à sa tête, l'ENSBA a considérablement rajouté son personnel enseignant. A côté des anciens de Supports/Surfaces déjà cités, on retrouve Pierre Buraglio, Christian Boltanski et Jean-Michel Alberola. Ils y côtoient aussi, il est vrai, des artistes aux conceptions plus traditionnelles tels que le sculpteur Jeançois ou le graveur Caron. Si, pour certains « professeurs », cette tâche est surtout alimentaire (le sculpteur César qui l'on se vit guère qual Malakaus quand il était chargé d'un atelier à l'ENSBA), pour d'autres, comme Sarkis, le contact avec les étudiants est capital.

« Une école a besoin de locomotives »

Mais qu'enseignent-ils, et pourquoi ? Que peut-on apprendre aujourd'hui à des élèves longtemps convaincus que l'art ne se fait que par ruines, révolutions, révolutions, et que les longs apprentissages techniques de jadis n'ont cessé d'être nécessaires ? La réponse que donnent les collectivités territoriales qui financent les écoles et celle des enseignants divergent. « Les municipalités », explique Pierre Mercier, photographe et plasticien, un des pivots de l'école d'art de Dunkerque - « jugent souvent ces établissements. Elles oiment du reste en confier la responsabilité à la région, en oubliant les subventions ministérielles qu'elles touchent à

ce titre. Elles aimeraient aussi que ces établissements, installés dans les quartiers dévalorisés, jouent le rôle de centres socioculturels pour animer les cités. C'est confondre animation culturelle et formation. Même si je comprends cette demande, elle est en contradiction totale avec notre rôle et notre désir. »

Ainsi balance-t-on entre deux pôles, deux extrêmes : celui d'un enseignement de base qui prend en considération le marché de l'emploi et l'état de la société et celui d'une formation plus intellectuelle que pratique qui saurait enment métamorphoser un lycéen à la culture limitée en un artiste indépendant. Chaque école, sinon chaque enseignant, a sa méthode. Une personnalité forte dans un établissement engendre inévitablement quantité de clones. Jacques Sauvageot, responsable de l'école des beaux-arts de Rennes, fait la théorie de ce système : « Une école a besoin de locomotives, d'enseignants dont la spécificité soit reconnue par les élèves eux-mêmes, ne serait-ce que pour les faire réagir. » Ainsi, quand Olivier Debré professait à Paris, son atelier regorgeait d'abstraites gestuelles et lyriques, adeptes du format horizontal et de la peinture à grands flots. A Nimex, sous la houlette de Viallat, le motif répété et le support sans châtis ni préparatin prolifèrent.

Sans aller jusque-là, la plupart des écoles ont leur signe de fabrique. Taurin célèbre volontiers les noces du conceptuel et du hip-hop dans une ambiance funk post-warholienne. A Dijon règne une abstraction propre et nette, à l'image de ce qui se voit dans les revues et de ce qu'expose le Consortium. Rennes, où l'école est établie dans un ancien convent, cultive une modernité plus épurée, teintée de classicisme propre. La présence de Tom Drahos, qui emploie simultanément l'assemblage et le photographique, a d'autre part incité ses élèves à en faire autant - à se rallier à la photographie, à l'infographie, à la vidéo, à l'image animée, à tout ce qui a trait à l'informatique et à l'image de synthèse en somme.

Jacques Sauvageot défend cette orientation délibérément technicienne : « Je suis que Thierry de Dure mythifie dans son ouvrage (lire l'encadré ci-dessous) les anciens enseignements académiques qu'il veut restaurer. Cet enseignement est mort parce que l'art a changé comme la vie a changé. Il est illusoire de vouloir ressusciter le dessin académique. Peut-être existait-il encore, il y a dix ans, des élèves de Gustave Moreau capables de transmettre ce savoir suivant la méthode du siècle dernier ? Les artistes qui ont aujourd'hui trente ou quarante ans l'ignorent. La rupture avec la tradition est accomplie. »

A Luminy (Marseille), le point de vue est diamétralement opposé. Quand il y enseignait, Gérard Traquandi a converti quelques promotions successives aux vertus oubliées du dessin d'après modèle et sur le motif, parce qu'il s'y était ébahi converti dans son atelier. Il a poussé le perfectionnisme jusqu'à leur faire dessiner ce qu'ils venaient dans une poire de jumelles braquées sur le paysage marin. « Je voulais remettre en question les attitudes convenues de la modernité. Pendant un cours de dessin, on sent monter une intensité de plus en plus forte, faite d'effort, de gêne et de lassitude. C'est alors que les capacités de chacun se révèlent. Quand j'étais élève à Luminy, j'ai eu Claude Viallat pour professeur. Sa pédagogie était purement critique et fondée sur la répétition. Nous nous sommes violemment opposés et je suis parti dessiner des nus dans l'atelier de sculpture. »

Seul point d'accord entre les enseignants : tous reconnaissent la nécessité du lien tendu entre l'école et le musée d'art moderne ou contemporain. « Nous ne formons pas que des artistes, reconnaît Pierre Mercier. Il faut donc donner à nos étudiants des outils techniques, orienter l'école vers la diffusion, organiser des expositions. Les gens qui sont passés par notre école savent présenter leurs travaux. Ils sont capables de produire un livre, du début jusqu'à la fin. C'est pourquoi il est important aussi qu'ils passent fréquemment assiduellement un musée d'art contemporain : pour se familiariser avec les œuvres des artistes exposés - certains les recrutent comme assistants - et pour connaître les techniques d'exposition. Grâce à leur technicité et à leur amour de leur art, on peut espérer qu'ils trouveront tous une insertion professionnelle, que ce soit dans l'industrie, dans un musée, dans l'enseignement... ou dans l'art. »

PHILIPPE DAGEN et EMMANUEL DE ROUX

(1) La plupart des cinquante-cinq écoles municipales d'art qui existent en France ont un budget versé à 30 % par la ville, 10 % par la région et 10 % par l'Etat. Depuis la réforme de 1983, trois options existent : l'art, le design et la communication (pratiques créatives sociales). Les écoles ont tendance à se spécialiser dans une seule discipline. La scolarité dure cinq ans, sanctionnée par un diplôme national d'art plastique au bout de la troisième année et d'un diplôme national supérieur d'études plastiques au terme du deuxième cycle. Environ mille étudiants sont diplômés chaque année.

Prochain article :

Un toit pour créer par Michel Guérin

Questions de méthode

Yves Michaud, le directeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), vient de publier un petit ouvrage, Enseigner l'art (1), dans lequel il ennuie de se garder de deux erreurs, également répandues et noyées. La première est l'erreur « académique » : « La nostalgie fait alliance avec l'obsessionnalité à la parasse intellectuelle. » La seconde est l'illusion avant-gardiste : « On évacue ainsi les connaissances et les savoir-faire au profit d'une créativité et d'une spontanéité qui ne s'enseignent pas si facilement. » C'est là ce que Thierry de Dure, directeur des études de la future école des beaux-arts de la Ville de Paris, lui aussi auteur d'un essai sur l'enseignement (2), désigne comme « le paradigme moderne créativit-médium-invention ». Pour en dénoncer aussitôt le vide et les relents romantiques.

La réflexion pédagogique du patron de l'ENSBA l'incite à distinguer la transmission des savoirs et la construction des identités. Le premier point n'est pas le plus difficile à régler. Il s'agit d'initier les élèves à des pratiques, à des instruments et à leurs contraintes. « Une école d'art peut transmettre des métiers, que ce soit dans les disciplines traditionnelles ou dans les technologies nouvelles. On

peut en sortir vidéaste, céramiste, graphiste ou graveur. » La seconde est plus de la psychologie que des connaissances. « Une école d'art ne transmet pas l'art uniquement par le biais de pratiques. Elle opère aussi par la force de la personnalité et de la force d'y former des artistes. »

Une culture générale niveau « zéro »

Jean-Jacques Allégro, qui a en charge la préfiguration de l'école municipale des beaux-arts de la Ville de Paris, est moins affirmatif : « Les écoles n'ont pas pour mission exclusive de fabriquer des génies, elles ont un rôle de transmission des savoirs. Elles doivent pouvoir former tous ceux qui se destinent à des professions relevant des arts appliqués. Or celles-ci sont de plus en plus nombreuses. L'une des premières missions des écoles d'art, c'est de pallier les lacunes de la formation historique ou esthétique puis de fournir les instruments du jugement critique. »

Sur ce point, l'accord est général et les enseignants, qu'ils soient peintres, architectes ou historiens, se plaignent de la culture générale - niveau « zéro » - des élèves qu'ils accueillent en première année. Leadsit ensei-

gnants sont donc contraints de fournir d'abord à leurs étudiants les rudiments d'une histoire de l'art qui n'est toujours pas enseignée dans les lycées.

Plus pessimiste encore, Florence Hudellat, directrice de l'école de Taurin, est sans illusion : « On est stupéfait du médiocre niveau des étudiants qui nous arrivent après avoir passé un de ces bacs bizarres. Bizarres aussi est leur motivation, qui repose sur une mythologie découverte on ne sait où. Leur culture est à base de télé, de bistrot, de cinéma et de la rue. Ultime bizarrerie, ces étudiants ont eu le surcôt de vouloir s'en sortir. La plupart d'entre eux sont des exclus du système scolaire et, s'ils ne seront admettent pas tous artistes en sortant d'ici, ils auront du moins évité de tomber dans la drogue ou la délinquance. »

Plotr Klemensiewicz, qui enseigne à Luminy (Marseille), exprime un avis très proche. « Je croyais qu'un artiste dans une situation devait être d'abord un provocateur. J'ai découvert que c'était d'abord un assistant social. »

Ph. D. et E. de R.

(1) Editions Jacqueline Chambon.
(2) Faire école, éd. les Presses du réel.

MAIRIE DE PARIS
4^e FESTIVAL D'ORGUE SAISON 1993
Saint-Eustache
3 JUIN AU 19 JUILLET 1993
11 CONCERTS
RENSEIGNEMENTS 45 22 28 74

NOUVEAU FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS
LE ROYAL BALLET
au
THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES
Du 15 au 27 Juin 1993
14 REPRÉSENTATIONS • 5 PROGRAMMES DIFFÉRENTS
DEUX SOIRÉES DE GALA
Mardi 15 Juin à 19 h 30
MAYERLING
sous le haut patronage et en présence de S.A.R. la Princesse MARGARET et de Madame Jacques CHIRAC
Jeudi 17 Juin à 20 h 30
LE LAC DES CYGNES
avec Sylvie Guillem
RENSEIGNEMENTS 45 22 28 74

SCI
La dépend

La p

Il y a 52
anniv
Qui l'av
Du Pont
Surpris?

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

La dépendance derrière les barreaux

Le débat autour de la dépénalisation de l'usage de drogues conduit à s'interroger sur la santé des toxicomanes incarcérés

La prison est-elle un lieu adapté à la prise en charge des toxicomanes ? La question se pose avec d'autant plus d'insistance que l'attitude des élus locaux lors du référendum des 18 et 19 avril derniers (Le Monde du 21 avril) a ravivé, en France, le débat sur l'opportunité de supprimer les peines de prison pour les usagers de drogues. Le ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, Simone Veil, s'est prononcé contre cette éventualité, considérant, parmi ses arguments, que « la pénalisation est la possibilité de les obliger à se faire désintoxiquer ».

Les toxicomanes dépendants représentent environ 11 % de la population carcérale dans l'Hexagone, avec de fortes disparités régionales : l'Île-de-France et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur accueillent le plus grand nombre de détenus, avec une proportion de consommateurs de stupéfiants atteignant jusqu'à 40 % des entrants. L'héroïne est la substance la plus utilisée (80 %), principalement par voie intraveineuse. La population des toxicomanes emprisonnés est plus masculine (90 % d'hommes), plus jeune (vingt-cinq ans en moyenne), plus souvent d'origine étrangère (23 % d'étrangers) et sans emploi (80 % d'inactifs) que celle du dehors (1).

Les motifs d'incarcération sont beaucoup plus des actes associés à la prise de drogues (vol, cambriolage, attaques de pharmacies...) que la revende ou la prise de drogues elle-même. L'administration pénitentiaire estime que 58 % des détenus toxicomanes sont en prison pour des infractions aux biens, contre 34 % pour des infractions à la législation sur les stupéfiants. A Fresnes, par exemple, une étude effectuée sous les auspices du ministère de la justice révèle que



STEFANO DE LUIGI/STEFANO

72 % des usagers de drogues incarcérés l'ont été pour des délits autres que des infractions à la loi sur les stupéfiants (2). La durée des peines infligées à ces détenus est souvent courte (trois mois en moyenne) mais le taux de récidives frise les 75 %.

La distinction entre les toxicomanes « lourds » et les simples usagers périodiques est capitale dans le domaine des soins. Car les premiers accèdent au statut de malade et peuvent bénéficier, au terme de la loi du 31 décembre 1970, de la formule de l'injection thérapeutique. Cette mesure, proposée par le procureur de la République en fonction de la personnalité du prévenu, permet au consommateur de stupéfiants qui l'accepte de se soumettre à un suivi médical plutôt que de faire l'objet de poursuites judiciaires. Près de quatre mille personnes ont bénéficié d'une injection thérapeutique en 1992, dans quatre-vingt-deux départements, et pour un budget global de 11,5 millions de francs.

Le premier contact avec le système de soins

Pour 58 % de ces quatre milliers de personnes, la mesure d'injection a été l'occasion d'un premier contact avec le système de soins, ce qui fait d'un porte-parole de la direction générale de la santé : « Le résultat est très positif, et on souhaite étendre ce système ».

Si les toxicomanes forment une population hétérogène — la distinction entre consommateurs de drogues douces et de drogues dures, notamment, n'est pas acquise en France — ils sont cependant plus exposés que d'autres au risque sanitaire. Au rang

des pathologies rencontrées en prison chez les usagers de drogues, les affections dentaires sont légion, suivies de près par les infections virales, principalement l'hépatite B. La prévalence de l'infection par le virus du sida dans ce sous-groupe de la population pénale est encore mal évaluée. Une enquête effectuée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale dans les antennes toxicomanie créées à titre expérimental fin 1985 — au nombre de dix-huit actuel-

lement, — révèle que 30 % seulement des détenus toxicomanes ont une sérologie comme (3). Parmi eux, 27 % sont séropositifs, accrochés à l'héroïne pour la plupart (93 %).

La propagation de l'épidémie de sida a entraîné la mise au point d'un dispositif réglementaire spécifique. Deux circulaires (du 19 avril et du 17 mai 1989) encadrent la politique sanitaire concernant l'infection par le virus du sida en milieu carcéral. La première organise des consultations à

titre expérimental pour les détenus infectés et établit des relations entre sept établissements pénitentiaires et les centres d'information et de soins de l'immuno-déficience humaine (CISIH) situés à proximité. La seconde, qui définit les règles de prévention, écarte le dépistage systématique, encourage le médecin pénitentiaire à proposer au détenu d'effectuer un test s'il repère dans ses antécédents une pratique à risque, affirme le principe du consentement du patient. Le

nécessaire accès aux préservatifs s'effectue sur demande du détenu et dans la confidentialité du secret médical.

Le code de la santé publique prévoit par ailleurs le dépistage obligatoire des maladies vénériennes et de la tuberculose pour tous les nouveaux arrivants. Dans une étude parue en 1991 dans la *Revue du praticien*, le docteur Pierre Espinoza, médecin-chef à l'établissement d'hospitalisation publique nationale de Fresnes, s'interrogeait cependant de la réalité des pratiques et estimait « urgent que les pouvoirs publics renforcent le dépistage radiologique pulmonaire de la tuberculose dans les grands établissements pénitentiaires surpeuplés », au motif d'un prévisible « accroissement des cas de tuberculose dans la population pénale en rapport avec le VIH » (4).

LAURENCE FOLLÉA
Lire la suite page 20

- (1) Toxicomanes, faits et chiffres, ministère de la santé et de l'action humanitaire, direction générale de la santé, comité français d'éducation pour la santé, 1992.
- (2) Darbès P., « Toxicomanie et prison : originalité de l'expérience française », in *Bulletin international de droit et de santé mentale*, vol. 1, n° 1, ministère de la justice, Paris.
- (3) Facy F., INSERM U 302, « Toxicomanes incarcérés vus dans les antennes toxicomanie, enquête épidémiologique 1989-1990 », convention entre le ministère des affaires sociales, le ministère de la justice et l'INSERM.
- (4) Sur le travail des équipes psychosomatiques, on lira avec intérêt le chapitre « Le psychologue dans l'institution carcérale », dans *L'expérience toxicomanie*, de Nadia Panerai-Roger, collection Interfusa, éditions Hommes et perspectives, le Journal des psychologues, 192 p., 120 F.

La pouponnière céleste

Durant les premiers millions d'années de leur vie, les étoiles traversent des phases complexes d'éjection de matière. On sait désormais observer ce phénomène, mais son mécanisme reste encore mal compris

L'ÉVÉNEMENT s'est produit à 1 500 années-lumière de notre Terre, quelque part dans la constellation d'Orion. Là, dans cette pouponnière céleste où naissent les étoiles au sein de grands nuages de poussière et de gaz, une formidable quantité de matière, comme un feu d'artifice, a soudain été éjectée. Pour quelle raison ? C'est ce que tentent de comprendre les astrophysiciens qui, depuis quelques semaines, se penchent sur les photographies en infrarouge obtenues par deux chercheurs australiens, David Allen et Michael Burton. Mémés à l'aide du télescope anglo-australien d'Epping (Nouvelle-Galles du Sud) et récemment publiées dans la revue britannique *Nature* (datée 6 mai), leurs travaux, en effet, témoignent d'un phénomène spectaculaire et encore mal compris, qui vient s'ajouter au réseau d'hypothèses, ô combien complexe, auquel sont confrontés ceux qui cherchent à comprendre comment les étoiles viennent au monde.

Un combat singulier

Dans les grandes lignes, les choses sont à peu près claires. Au commencement est un nuage interstellaire, sorte de gigantesque complexe moléculaire comme il en existe des milliers dans l'univers. En général très stable, ce nuage donne soudain, en certaines régions, des signes d'agitation. Les molécules qui le composent (pour 70 % de l'hydrogène, pour 28 % de l'hélium) commencent à se rapprocher, puis à s'agglutiner les unes aux autres. Jusqu'à ce que s'intensifie, dans la zone concernée, une contraction du nuage sous l'effet de la gravitation, d'où naîtra, quelques millions d'années plus tard — si tout se passe bien —, une nouvelle étoile.

A mesure que la masse du nuage se contracte, sa pression, et donc sa température, augmentent. Au-dessus d'un certain seuil, la chaleur ambiante devient suffisante pour dissocier les molécules d'hydrogène. Le nuage devient alors transparent, il se met à rayonner. La perte d'énergie qui en résulte accélère le processus de contraction : le nuage

s'effondre littéralement sur lui-même, tandis que la température, en son cœur, augmente furieusement. Au-dessus de dix millions de degrés, les réactions nucléaires internes (fusion de l'hydrogène en hélium) se déclenchent. L'étoile commence à briller.

C'est ainsi, à la suite de l'effondrement d'un morceau de nuage, que s'est allumé notre Soleil. Il y a de cela 4,6 milliards d'années. De cette flamme de chaleur, du refroidissement qui s'ensuivit, naquirent, 100 millions d'années plus tard, les neuf planètes et leurs satellites qui constituent depuis lors notre système solaire. Mais l'embryon de notre Soleil, comment s'est-il formé ? Du nuage à la proto-étoile, quels phénomènes physiques, magnétiques, quelles transformations de la matière céleste se sont produits ? Pour le comprendre, c'est sur les étoiles en train de naître que les chercheurs braquent aujourd'hui leurs instruments de mesure. Dans le domaine radiométrique et infrarouge, puisque les rayonnements des proto-étoiles, stoppés par les poussières interstellaires, ne sont pas observables par les télescopes optiques.

« Sous l'angle de la théorie, la naissance d'une étoile s'apparente à un combat singulier, précise Guillaume Pineau des Forêts, astrophysicien à l'Observatoire de Paris-Meudon (CNRS). D'un côté, les forces de gravitation, qui tendent à contracter l'étoile en puissance ; de l'autre, les forces engendrées par la chaleur, qui entraînent la dispersion de la matière dans l'espace. C'est là, à ce carrefour entre forces contraires, que se joue le sort de l'astre futur. Mais le phénomène, du fait de sa rapidité, reste pratiquement impossible à observer : « Une étoile met en effet quelques millions d'années à se former, ce qui représente un temps extrêmement court à l'échelle astronomique ».

Plus illusoire encore : l'observation de l'effondrement du nuage interstellaire, prélude à la genèse de la future étoile. Malgré les avancées constantes des moyens d'exploration astronomique, aucun de ces phénomènes d'accrétion, dans quelque région du ciel que ce soit, n'a encore pu être observé à ce jour. De quoi désespérer les astrophysiciens... si ces derniers n'avaient découvert le moyen de contourner le problème. Simultanément à ces phénomènes

d'accrétion, la naissance d'une étoile, en effet, s'accompagne toujours d'une phase de violente éjection de matière. Et celle-ci, toutes les observations millimétriques réalisées au cours des dix dernières années l'ont confirmé, peut, parfaitement être visualisée, fournissant ainsi de précieux indices pour retracer l'enfance des étoiles.

Feu d'artifice

« Pour des raisons encore mal comprises, vraisemblablement inhérentes au champ magnétique environnant, les étoiles en formation émettent deux jets de matière, qui partent de leurs pôles dans deux directions diamétralement opposées », précise Thierry Montmerle, chercheur au département d'astrophysique du Centre d'études nucléaires de Saclay (CEA). Un phénomène confirmé des centaines de fois par les astrophysiciens, mais qui, précisément, ne correspond pas à ce que viennent d'observer les chercheurs australiens dans la constellation d'Orion. Au lieu de s'ordonner en deux jets opposés, la matière éjectée par leur caméra infrarouge (1) semble cette

fois partir dans toutes les directions, de manière non plus continue mais spasmodique. « Comme si un objet central, dont on ignore la nature, avait tiré la matière dans une multitude de directions », précise M. Montmerle.

L'explication de ce feu d'artifice ? Les chercheurs, à ce jour, en sont encore réduits aux suppositions. Pour David Allen et Michael Burton, il pourrait provenir d'un objet de type FU-Orionis : une étoile en formation dans laquelle les jets de matière sont plus violents et moins continus que la normale, et qui serait, de plus, soumise à un phénomène de précession. L'étoile naissante se comporterait alors comme une toupie qui éjecterait, en tournant sur elle-même, ses deux jets de balles dans toutes les directions.

Thierry Montmerle, quant à lui, propose une hypothèse plus séduisante encore. « Les données dont nous disposons actuellement sur la formation des étoiles ne nous permettent pas de partir d'étoiles de petite masse, dites de type T-Tauri (2), rappelle-t-il. Mais il est tout à fait possible que l'éjection de matière très particulière observée par Allen et Burton provienne d'étoiles

beaucoup plus massives. En effet, ces deux chercheurs ont effectué leurs mesures dans une zone de la nébuleuse d'Orion (la région OMC-1) où se trouve, on le sait, une véritable nurserie d'étoiles massives. Si l'hypothèse du chercheur français se révélait exacte, les travaux d'Allen et Burton apporteraient alors « un indice nouveau et extrêmement précieux » pour comprendre la genèse de ces étoiles rares et mal connues, dont la masse peut atteindre vingt fois, voire trente fois, celle du Soleil.

CATHERINE VINCENT

- (1) Pour effectuer leur étude, David Allen et Michael Burton ont utilisé une caméra infrarouge numérique particulièrement sensible, qui leur a permis de limiter leurs observations à deux « raies » spectrales particulières. En se concentrant sur la raie de l'hydrogène (qui permet de détecter des choses de matière relativement faibles) et sur celle du fer (d'où des choses plus violentes), ils ont ainsi obtenu une signature particulièrement précise des phénomènes d'éjection survenant dans cette région du nuage d'Orion.
- (2) Les étoiles T-Tauri sont de jeunes étoiles de masse relativement faible (similaire à celle du Soleil). Très nombreuses, elles peuplent entre autres la constellation du Taurus, d'où leur nom.

Il y a 52 ans, le NYLON changeait définitivement les habitudes féminines. Qui l'avait inventé ?

DuPont de Nemours. Surpris ?

DU PONT

Tous les jours de nos vies

SCIENCES • MEDECINE

La chirurgie pour guérir l'exclusion

Environ 40 000 femmes seraient atteintes de fistules obstétricales en Afrique francophone. Autant de parias dont le corps médical se désintéresse

NIAMEY

de notre envoyée spéciale

Elles sont une quarantaine à avoir élu domicile dans la cour de l'hôpital. Elles y mangent, dorment, lavent leur linge. Certaines sont là depuis cinq, six, voire sept ans. Compagnes d'infortune, rejetées par leur mari, leur famille, leur village, elles attendent le médecin qui les sauvera de la malédiction, en les rendant à la normalité.

Courante, si ce n'est banale, en Afrique, l'infirmité de ces femmes, la fistule obstétricale, est quasiment inconnue en Europe. Elle survient généralement à l'issue d'un premier accouchement long et difficile. « Quand c'est difficile, explique une infirmière, la matrone (accoucheuse traditionnelle) orache tout » ; il

arrive même qu'elle monte sur le ventre de la femme. Résultat : l'enfant meurt et des lésions apparaissent entre la vessie - et parfois le rectum - et le vagin. D'où un écoulement permanent des urines.

Lésion banale sur le plan anatomique, la fistule a des effets dramatiques sur la vie conjugale, psychique et sociale. La femme est abandonnée par son entourage, qui ne supporte pas les odeurs ; d'autant qu'elle se retrouve sans enfant, sans espoir d'en avoir (une calamité en Afrique) ni de guérir.

Neuf lits sont réservés à ces parias, à l'hôpital de Niamey, qui a eu la surprise de voir arriver il y a trois mois le spécialiste français de la fistule. Le docteur Ludovic Falandry, chirurgien urologue, était venu dans la capitale nigérienne dans l'espoir de voir naître un institut de recherches consacré à sa spécialité : l'opération de la fistule. Un projet auquel le ministre français

de la coopération n'a pas donné suite.

Qu'à cela ne tienne... « Je me suis mis au milieu des malades », explique le chirurgien. Il en opère une, qui guérit. « Voilà une femme qui a retrouvé la vie, qu'est-ce que ça m'a coûté ? Deux heures d'intervention, quatre fils et l'expérience », dit-il. Il en a opéré deux autres depuis. Avec succès. Mais il y a les autres, qui vivent recluses, cachées, abandonnées, et qui viendront des qu'elles soient qu'elles peuvent être soignées ». Car elles sont nombreuses : plus on s'y intéresse, plus on voit de femmes qui portent cette infirmité cachée », affirme Ludovic Falandry qui, à partir d'extrapolations, estime à 40 000 le nombre de femmes qui en souffrent dans l'ensemble de l'Afrique francophone.

Une infirmité de pauvre

Ce médecin militaire aurait pu faire carrière en France. Mais il s'estime « plus utile ici qu'à soigner des prostatites de généraux et d'ambassadeurs ». Sa première fistule, il l'a découverte au Burkina-Faso (à l'époque Haute-Volta), il y a quinze ans. Depuis, il n'a pas « décroché ». A N'Djaména, où il est envoyé dans le cadre de l'opération Manta, une fois les blessés soignés, il opère des fistules - une première dans le camp militaire ! Il exerce plusieurs années au Tchad, puis à Niamey. En tout, il a opéré 270 femmes, dont 80 % ont guéri. Un résultat plus qu'honorable, puisque la réussite n'est jamais garantie : la quarantaine de femmes qui attendent leur heure depuis des années dans la cour de l'hôpital de Niamey

ont toutes été déjà opérées, sans succès.

La fistule est une infirmité de pauvre. Si les données ethniques et génétiques (femmes de petite taille, bassin étroit, etc.) entrent en ligne de compte, les grossesses trop précoces, le respect des traditions (les mutilations rituelles jouent un rôle non négligeable) et la malnutrition sont les principaux facteurs responsables. Leur dénominateur commun : l'analphabétisme. Au Gabon, où la scolarisation est obligatoire, l'affection est en voie de disparition ; les cas observés à Libreville proviennent tous d'accouchements pratiqués en brousse.

Aussi, pour le docteur Falandry, l'éradication passe-t-elle par l'éducation et la lutte contre la pauvreté. Mais encore faut-il « casser le mythe de l'échec », en obtenant de meilleurs résultats chirurgicaux. Malheureusement, cette chirurgie n'est ni noble ni lucrative. Les médecins africains ne s'y intéressent pas, les occidentaux le méconnaissent.

Opération après opération, le docteur Falandry a mis au point une technique, dont il espère pouvoir faire un film. Car l'essentiel maintenant est de vulgariser une méthode qui permet aux quatre cinquièmes des femmes opérées de « retrouver leur dignité ». « Je voudrais que les autres ne soient pas des autodidactes, comme moi, affirme ce passionné qui a mis quinze ans à perfectionner sa technique, il faudrait que ce que j'ai appris serve aux autres ». Son rêve ? Créer un centre d'accueil et de traitement où l'on formerait à cette chirurgie des médecins et des infirmières.

MARIE-PIERRE SUBTIL

POINT DE VUE

Contre le dépistage obligatoire du VIH chez la femme enceinte

par le docteur Gérard Bréart

LES responsables de santé publique se sont prononcés en faveur du caractère obligatoire, mais systématiquement proposé, du dépistage du VIH chez la femme enceinte. Cette position n'est pas toujours bien comprise. Pour éclairer plusieurs aspects de la question, je souhaite ici donner des informations tirées d'enquêtes sur le sujet que nous avons réalisées ou auxquelles nous avons participé.

D'après les enquêtes PREVAGEST (1) (2), la prévalence de la séropositivité du VIH chez les femmes qui viennent d'accoucher est de 2,8 pour 1 000 en Ile-de-France et de 2,1 pour 1 000 dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les deux régions comptent 144 000 naissances par an, on peut donc estimer que dans ces deux régions, un an, 420 enfants sont nés de mères séropositives. L'extrapolation de ces données à la France entière est difficile dans la mesure où les zones choisies pour les études sont celles où la fréquence de la maladie est la plus élevée. Dans ces deux zones ont été déclarés 85 % des cas de sida et 46 % des cas de sida féminins (cas cumulés de 1978 au 31 mars 1992) (3).

Compte tenu de la stabilité de ce pourcentage depuis 1987, il est raisonnable de penser que ces zones comptent 46 % des séropositives. C'est donc environ 900 enfants qui naissent chaque année en France de mères séropositives, parmi lesquels 15 %, soit environ 135, sont contaminés.

Il convient ensuite de connaître ce que les femmes savent des dépistages qu'elles ont eus et comment c'est accepté. En Ile-de-France, l'enquête PREVAGEST montre que 78 % des femmes disent avoir eu au moins un test de dépistage. Ce chiffre est une sous-estimation du pourcentage réel des femmes ayant effectivement eu un test : en effet, certaines d'entre elles ont pu avoir un test sans le savoir, puisqu'on estime que plus de 30 % des services font un dépistage systématique sans information préalable de la femme (4). Les femmes enceintes constituant un des groupes où le test est le plus souvent réalisé et également celui dont le test est le mieux accepté : 1,6 % de refus de test en région parisienne.

Compte tenu de ces données, que peut-on attendre du passage

au caractère obligatoire du dépistage du VIH ?

Si on ne dispose pas de données précises en population sur le nombre de femmes enceintes séropositives non repérées en cours de grossesse et à l'accouchement, une façon indirecte d'évaluer le problème est d'estimer la proportion d'enfants atteints de sida dont la mère ne connaissait pas sa séropositivité. Selon le rapport du Haut Comité de la santé publique sur le dépistage du VIH, « le centre qui traite la plus grande série d'enfants atteints de sida à la suite d'une contamination materno-fœtale (1 cas français sur 3) a entrepris une révision rapide des dossiers pour tenter de répondre à cette question. Aucun cas de sida précoce n'a été observé au cours des deux dernières années sans que la mère connaisse sa séropositivité. Ces résultats provisoires indiqueraient que les enjeux d'un dépistage systématique sont proches de zéro » (5).

L'enquête PREVAGEST Ile-de-France montre que le pourcentage de femmes ne connaissant pas leur statut sérologique varie en fonction de la politique appliquée dans le service. Ce pourcentage est le plus faible (8 %) dans les maternités proposant un dépistage et ayant une politique active dans le domaine de l'information, alors qu'il est de 24 % dans les maternités qui réalisent un dépistage systématique.

Cette enquête montre également que les femmes qui disent ne pas avoir eu de test sont celles qui sont les moins informées sur les risques de contamination et les modes de transmission. Ces différents éléments nous amènent à penser que, en matière de prévention du sida, il y a plus à espérer d'un dépistage fondé sur une démarche volontariste accompagnée d'information que d'un dépistage obligatoire.

(1) Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) (ministère de la santé), 1991, n° 33.
(2) BEH 1992, n° 47.
(3) BEH 1992, n° 19.
(4) BEH 1992, n° 23.
(5) Avis et rapport sur le dépistage de l'infection par le VIH du Haut Comité de santé publique, mars 1992.

Le docteur Bréart est directeur de l'Unité de recherche épidémiologique sur la santé des femmes et des enfants (INSERM) à la maternité de Port-Royal, hôpital Cochin (Paris).

La dépendance derrière les barreaux

Suite de la première page

La transmission du virus du sida dans - et par - ce groupe à risques est également modifiée par la prise en compte de la personnalité du malade et la nécessité de dialoguer s'imposent désormais (5). A cet égard, les praticiens et les chercheurs concernés plaident pour l'harmonisation des prises en charge médicale et psychologique des patients, et réclament de concert le rattachement de la médecine pénitentiaire au ministère de la santé (Le Monde du 13 mars) (6).

Surconsommateurs de médicaments psychotropes

Une approche et un suivi personnalisés peuvent également se révéler adaptés au traitement des toxicomanes séronégatifs. Car jusqu'à présent, les prescriptions médicamenteuses semblaient l'emporter. « Les détenus sont des surconsommateurs de médicaments psychotropes », affirme le docteur Gonin dans un ouvrage consacré à la santé en prison (7). Ils dépassent la moyenne des Français, qui sont pourtant les premiers au monde. Les psychotropes représenteraient en effet 43 % de l'ensemble des prescriptions effectuées par les médecins de prison, à l'exception de celles émanant des services médico-psychologiques régionaux (SMR), auxquels sont rattachés les antennes toxicomanie. Un risque de

dépendance supplémentaire, sans compter qu'en prison aussi la drogue circule...

D'aucuns diront que l'incarcération opère une cure salvatrice pour les toxicomanes ainsi « déconnectés » de leur environnement, que les premiers temps de l'enfermement peuvent correspondre à la durée d'un sevrage. La première incarcération peut en effet être propice au discours sur l'abstinence et le prison permettrait un « décrochage » temporaire, mais, pour la majorité des récidivistes, le système pénitentiaire demeure impuissant. En outre, s'ils ne sont plus exorcisés à leur produit ou s'ils ont déplacé leur dépendance sur les médicaments, une fois dehors, les toxicomanes par voie intraveineuse ne sont pas à l'abri d'une surdose mortelle. La quantité de drogue qu'ils s'injectaient avant leur entrée en prison peut, à dose égale, se révéler fatale à la sortie. Le chiffre des récidives achève de briser le mythe de la réinsertion.

LAURENCE FOLLÉA

(5) Espinosa P., « L'infection par le VIH en milieu carcéral », La Revue du praticien, Médecine générale, tome 5, n° 142 du 17 juin 1991.

(6) Veisse A., « Que sont devenus 756 toxicomanes incarcérés à Fresnes en 1983-1986 ? », thèse pour le doctorat en médecine, Paris-VI, mars 1993.

(7) La santé incarcérée, par le docteur Daniel Gonin, éditions de l'Archipel, 259 p., 120 F.

Expériences

Rabah, dit « Bouboule », a vingt-sept ans de galère derrière lui, une barbe de trois jours et des yeux noisette dont la pupille minuscule avoue qu'il a pris de l'héroïne. Il traîne ses baskets sales et les ongles en pointe de la Goutte-d'Or, à l'arrêt d'un type qui lui doit quelque chose. Les temps d'un sandwich avalé dans un café du quartier - le patron n'a pas dû croiser son regard, un mois au maximum, trois ans au maximum, et jamais pour infraction à la législation sur les stupéfiants. « J'ai décroché quinze fois », résume-t-il sans cesse de guetter la rue.

A chacune de ses entrées, après la visite médicale, il a eu droit au traitement réservé aux prisonniers, qu'il cite, sans se souvenir du titre, Archimède le clochard, le film de Gilles Grangier où « Jean Gabin casse un café pour aller passer l'hiver au chaud ».

De l'autre côté du miroir, une jeune éducatrice effectuée dans une prison de la région parisienne explique que « le manque de personnel est criant, avec, en moyenne, un médecin généraliste pour quatre cents détenus ». Elle observe que « les toxicomanes sont tous dans un schéma bien particulier. Tout leur discours tourne autour de la came, ils sont souvent malades et, les quinze premiers jours, ils sont ingérables ». « L'état, ajoute-t-elle, lors des mutineries, ce sont les premiers sur les toits ».

Chargée du suivi psychologique des détenus en vue de leur réinsertion sociale, elle confie qu'elle leur dispense « une aide ponctuelle », mais qu'il n'est pas possible de « les amener à arrêter la drogue ». « On leur montre leurs droits, on essaye de leur fournir des repères, poursuit-elle. Le plupart ne connaissent pas, par exemple, l'existence de la carte sociale ».

Si la jeune femme estime que l'incarcération peut être « le lieu et le moment pour beaucoup de détenus de faire le point », elle juge « ridicule » le traitement déguisé à l'entrée en prison, le traitement physique. « La politique maison, c'est de leur en faire baver, et aussi d'éviter que certains rapports douteux avec des médecins du dehors un peu trop conciliants se reproduisent ». Sans illusion sur la réinsertion future des toxicomanes dont elle s'occupe, elle ne peut qu'« écouter, rassurer et conseiller », la temps d'une peine.

L. F.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

ARTS
Le Monde et SPECTACLES

Repenser la pensée

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

LES NOUVEAUX

Le transfert de la production de l'unité de Longvic en Ecosse

Hoover confirme la fermeture de son usine de Dijon

L'américain aggrave son cas

L'usine Hoover de Dijon ferme. La décision de transférer la production de l'unité de Longvic à Cambuslang en Ecosse est « irréversible », a déclaré, un peu mal à l'aise, lundi 24 mai, à Paris, Gerald Kamman, nouveau PDG de Hoover Europe, nommé après le licenciement de son prédécesseur en mars dernier (le Monde du 1^{er} avril) : « Je ne suis qu'un opérationnel. Je ne possède pas cette entreprise. J'ai été nommé à ce poste et j'ai trouvé ce dossier à gérer ».

M. Kamman avait-il surévalu sa marge de manœuvre ? Certaines de ses déclarations, à sa nomination, avaient laissé entendre qu'un retour en arrière était possible. « J'ai mis à plat le dossier. J'ai réuni de nouveaux

éléments. Pour juger. Mais nous n'avons jamais envisagé de remettre en cause la décision de fermeture », affirme aujourd'hui M. Kamman, de retour des États-Unis où il a rencontré les dirigeants de Maytag, le propriétaire de Hoover. M. Kamman avait pourtant déclaré dans un entretien au *Financial Times* qu'il ne se sentait pas lié par la décision de son prédécesseur : « C'était irréversible », expliquait-il aujourd'hui.

Pour M. Kamman, le transfert en Ecosse des productions de Hoover Dijon n'a rien d'un cas de « dumping social ». Le groupe avait décidé de regrouper sa production européenne d'aspirateurs sur un seul site. « Nous avons choisi l'Ecosse car il existe à Cambuslang des capacités de produc-

tion inutilisées. L'établissement est plus vaste. A Dijon, il aurait fallu agrandir. Le montant des dépenses d'engager était trop important ».

Le PDG de Hoover Europe a confirmé qu'une activité d'après-vente serait maintenue en Côte-d'Or, sans pouvoir préciser le nombre exact de salariés concernés. Les négociations entre la direction et les syndicats sur la mise en œuvre du plan social se poursuivent, a-t-il indiqué. Mais le schéma de départ est maintenu : une grosse majorité des salariés de Hoover Dijon doivent être licenciés entre le 1^{er} juillet 1993 et le printemps 1994.

CAROLINE MONNOT

Colère et déception

DIJON

de notre correspondant

« Nous vivons une heure d'espoir mais on nous a menti. Ils se sont moqués de nous. » Lundi 24 mai, vers 16 heures, devant la grille de l'usine Hoover de Longvic (Côte-d'Or), les employés de l'équipe de jour agrippaient une dernière déception. Ils y avaient pourtant cru, depuis la visite, le 28 avril dernier, du nouveau PDG de Hoover-Europe, Gerald Kamman, Maytag, le maître-mâre, allait peut-être, au terme d'un audit, revenir sur sa décision de fermer l'usine ou, au moins, raccourcir la liste des licenciements. Las, il y en aura bien quelque 628 sur un total de 704 postes.

Une dizaine de personnes sont d'ores et déjà parties ou sont sur le départ. Tous sont des cadres ou des techniciens. Ces

salariés sont les mieux lotis. Selon la direction de Hoover-France, 150 offres émanent d'entreprises régionales ont été collectées pour les 49 cadres ou 100 agents de maîtrise et techniciens licenciés. En revanche, les possibilités de reclassement sont plus rares pour les 470 ouvriers qui devront quitter l'usine d'ici à mars 1994. Compte tenu de la situation locale de l'emploi — plus de deux mille licenciements dans l'industrie de Bourgogne depuis janvier — les espoirs sont infimes. « Tout s'effondre ; ce n'est pas à mon âge que je pourrais retrouver du travail », se désespère Josiane, vingt et un ans d'ancienneté et un mari qui, lui aussi, travaille chez Hoover. « Maintenant, notre objectif est de partir avec quelque chose de correct », rancâche Dominique, quarante ans, ouvrière à l'atelier d'assemblage des moteurs.

Tous les espoirs se reportent désormais sur l'émigration du plan social. L'intersyndicale CGC-CFDT estime disposer d'une marge de manœuvre pour augmenter les sommes qui y seront versées (185 millions de francs, alors que la direction proposait initialement 110 millions de francs). La notification des 66 premiers licenciements aura lieu le 22 juin, pour des départs effectifs le 1^{er} juillet. Cependant, redoutant une menace pure et simple de dépit de bilan, les syndicats souhaitent donner la priorité au dialogue. Les salariés les suivront-ils ? Pour l'heure, il n'est pas question de coup de force. Tout juste quelques arrêts de travail spontanés, comme lundi après-midi, où les chaînes d'assemblage sont restées silencieuses.

CHRIS MAIZIAT

En lançant un référendum auprès des généralistes

MG-France suggère de limiter l'accès direct aux médecins spécialistes

« Les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie indiquent que la médecine générale est la plus déficitaire », affirme MG-France, organisation regroupant exclusivement des médecins généralistes, annonce clairement la couleur. Alors que le gouvernement cherche à réaliser 30 milliards de francs d'économies d'ici à la fin de 1994, ce syndicat considère que c'est d'abord aux praticiens spécialistes qu'il faudra réclamer des efforts. Chiffres à l'appui, MG-France (6 500 cotisants) insiste sur les évolutions divergentes des remboursements engendrés par les généralistes et par les spécialistes.

Entre 1980 et 1991, les données de la Caisse nationale font apparaître qu'en France, contrairement à ce qui se passe en Belgique, les honoraires par médecin ont progressé de 91 % pour les premiers et de 118 % pour les seconds. S'agissant de l'activité exprimée en actes médicaux, un relevé une quasi-stabilité pour les généralistes alors que chaque spécialiste aurait augmenté de 14 % le nombre de ses actes sur la même période.

Pour une convention spécifique

Le syndicat s'inquiète d'une « substitution progressive d'un professionnel, le spécialiste, à un autre, le généraliste ». Ainsi, sur cent patients consultés par un spécialiste, seuls 12 % lui ont été adressés par un généraliste, alors que 46 % sont venus en consulta-

tion de leur propre initiative et que 42 % reviennent chez leur spécialiste pour un nouveau rendez-vous.

Décidé à tirer les enseignements de ces statistiques, MG-France a annoncé mardi 25 mai le lancement d'un « référendum » auprès des 58 000 médecins généralistes auxquels deux questions sont posées. La première porte sur l'éventualité de « limiter l'accès direct des patients à la médecine spécialisée libérale et hospitalière », autrement dit de faire des généralistes le « pivot » central du système de soins.

La deuxième suggère la négociation d'une convention avec Sécurité sociale, spécifique aux généralistes, vieille revendication de MG-France. En désignant ouvertement les spécialistes comme cible privilégiée des futurs dispositifs de maîtrise des dépenses de santé, MG-France risque d'être accusé par les autres organisations de semer la division au sein de la profession.

Toutefois, ce positionnement présente le mérite de faire apparaître au grand jour les réelles divergences d'intérêt entre généralistes et spécialistes, longtemps considérées comme un véritable tabou. Reste que les phénomènes de substitution au profit des spécialistes sont, dans une large mesure, la conséquence de l'évolution des comportements des malades eux-mêmes.

J.-M. N.

Incidents dans le Tarn

Les mineurs de Carmaux refusent la « logique d'abandon du charbon »

CARMAUX

de notre correspondant

Après plusieurs manifestations symboliques à Albi au cours des dernières semaines, les mineurs de Carmaux sont revenus, lundi 24 mai, dans le chef-lieu du Tarn, à l'occasion de la table-ronde relative à l'application du plan social décidé, il y a deux ans, par Charbonnages de France.

L'entreprise prévoyait 324 suppressions d'emplois sur le site de la Grande Décauvette, qui en employait près de 600. A ce jour, 22 cas de mineurs restent sans solution de reclassement autre que le « congé individuel d'adaptation charbonnier » (65 % du salaire pendant un an), alors que les organisations syndicales refusent toujours la logique d'abandon du site de Carmaux, que les Houillères du Centre-Midi paraissent avoir inscrit dans leurs prévisions à l'horizon 2000.

Incidents et négociations

Un important dispositif de sécurité avait été déployé aux abords de la préfecture, quand un gros camion, chargé de débris, a foncé vers les gendarmes mobiles. Arrêté par le tir d'une grenade lacrymogène à bout portant dans le pare-brise, l'engin est reparti à reculons, entraîné dans la pente, et a écrasé sur son passage un véhicule de chantier pris par les manifestants, avant de heurter violemment un parapet.

L'incident s'est déroulé en début de soirée en face du lycée La Pérouse où professe Jean Jaures et où Georges Pompidou fut élève. Un affrontement bref et violent opposa manifestants et gendarmes. Une entrevue entre le préfet et une délégation syndicale a permis de débloquer la situation dans la nuit, un rendez-vous au ministère de l'Industrie ayant été pris pour le mercredi 26 mai.

Les manifestants ont déversé d'autres débris devant la mairie de Carmaux dans la nuit de lundi à mardi.

JEAN-PIERRE BARJOU

Le collectif budgétaire et la relance en faveur de l'emploi

Gouvernement et patronat se donnent deux mois pour négocier sur l'UNEDIC

Prévu pour le mardi 25 mai, la deuxième séance de négociations sur l'UNEDIC a été reportée à la dernière minute, au moment où le gouvernement annonçait le lancement d'un emprunt qui viendrait financer, en large partie, un plan pour l'emploi (le Monde du 25 mai). Intimement liés, ces deux événements signifient que, sur la scène de la politique sociale, le décor est en train de changer.

Depuis le long week-end de l'Ascension, les données sociales de la politique du gouvernement de M. Balladur ont beaucoup évolué. En conclusion d'une série de transactions, la journée du lundi 24 mai a été particulièrement riche en événements d'importance, parfaitement imbriqués les uns aux autres. S'est d'abord trouvée confirmée l'intention d'Edouard Balladur d'annoncer, le 25 mai devant l'Assemblée nationale, le lancement d'un emprunt de 40 milliards de francs qui servira à financer une relance pour l'emploi et, surtout, à améliorer un volet de traitement social qui faisait jusqu'à présent défaut. Puis, successivement, le CNPF a laissé entendre qu'il n'objecterait la fermeté de sa position dans la négociation sur le régime d'assurance-chômage, dont la deuxième séance devait avoir lieu le mardi 25 mai, avant que, officiellement, la demande de certaines organisations syndicales, il n'accepte de reporter cette réunion à une date ultérieure.

Tant le patronat qu'une partie des syndicats (la CFTC s'est étonnée de ce revirement et la CGT y voit une manœuvre), tous gestionnaires de l'UNEDIC, ne cachent pas que leur attitude, redevenue attentiste, leur est dictée par la nouvelle donne sociale que prépare le gouvernement. Formellement, ils trouvent dans la lettre que leur a adressée le même jour Michel Girard, ministre du Travail, une justification à ne pas discuter dans l'urgence. Comme convenu, celui-ci a en effet assuré que l'Etat interviendrait financièrement pour aider le régime d'assurance-chômage à franchir les « mauvais caps » de trésorerie des mois de juin et de juillet.

Partie de bras de fer

D'ores et déjà, 2,6 milliards sont disponibles et l'UNEDIC n'aurait pas à payer, en juin, l'échéance de 2 milliards qu'elle doit à l'ASF (Association pour la structure financière) au titre des prétraitements FNE (Fonds national de l'emploi). Sachant qu'une passe autrement difficile interviendra en septembre, il reste de toute manière que les pouvoirs publics disposent, au total et en théorie, avec le collectif budgétaire, d'une enveloppe de 3,1 milliards de francs, voire davantage, pour soutenir un régime dont le déficit cumulé atteindrait les 30 milliards de francs à la fin de l'année.

Grâce à ce répit, « nous allons mettre à profit la période pour sortir de l'impasse actuelle », expli-

quait, le 24 mai au matin, Bernard Boisson, vice-président de l'UNEDIC et l'un des négociateurs du CNPF. Au cours des deux prochains mois, selon lui, les partenaires sociaux devront tenter de trouver des solutions à la crise endémique du régime, et il n'a pas fait mystère qu'une refonte, indispensable, passait par un effort supplémentaire de l'Etat dont la contribution, dans le financement, est passée au fil des années de 35 % à 22 % tandis que le chômage « explosait ». D'une certaine façon, ainsi que la délégation patronale avait fait l'unanimité contre elle à l'issue de la séance du 10 mai en refusant une hausse des cotisations et, plus encore, en réclamant des économies qui auraient pénalisé les éboueurs, le CNPF essaie de retourner le front contre les pouvoirs publics. M. Boisson n'a d'ailleurs pas fait observer que, compte tenu de la dégradation de l'économie, « il y a un moment où un ne sait plus faire ».

C'est là que joue à plein l'annonce d'un plan emploi qui, lui-même, intervient après quinze jours d'une partie de bras de fer, commencée dès le lendemain de la présentation du collectif budgétaire, et qui avait placé le CNPF dans une situation inconfortable, coincé en tenaille entre la pression du gouvernement et les déclarations assassines des syndicats. Les uns et les autres réclamaient un geste de la part des chefs d'entreprise qui venaient de recevoir 20 milliards de francs de « cadeaux ».

François Pericot aura-t-il été un bon négociateur quand, le samedi 22 mai, il a été reçu à Matignon par Edouard Balladur ? L'avenir le dira. Dans l'immédiat en tout cas, l'indécision est notable de la part du gouvernement, qui dit, pour se justifier, avoir pris l'exacte mesure de l'effondrement du marché du travail et de l'exacerbation économique. Dans son nouveau plan, il ramène le nombre de CES (contrats emploi-solidarité) au niveau de 1992, c'est-à-dire 600 000, pour 2,5 milliards de francs.

Il confirme, pour une somme équivalente, sa volonté de développer l'apprentissage dont il souhaite doubler les effectifs dès la rentrée prochaine, les portant ainsi à quatre cent mille en cinq ans. Un effort significatif sera également fait en faveur de l'insertion des chômeurs de longue durée avec les CRE (contrats de retour à l'emploi). Mais, surtout, ainsi que le réclame le CNPF, les contrats d'orientation pour les jeunes vont être réaménagés et assouplis. Ces derniers, qui avaient été étouffés par l'augmentation de charges pour l'embauche de jeunes (cro-juniors) vont profiter de la suppression de cette disposition, annoncée par M. Girard.

Mais, d'ici deux mois, ces nouvelles mesures suffiront-elles à améliorer la situation et donc permettre d'obtenir de meilleurs résultats sur l'UNEDIC ? Tel est le délicat pari engagé.

ALAIN LEBEAUME

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

elf gabon

Convocation

Assemblée Générale Ordinaire du 10 juin 1993

Les actionnaires de la société ELF Gabon sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 10 juin 1993 dans ses bureaux de Libreville, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice 1992 et rapports des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 ;
- approbation des comptes et conventions ;
- quitus aux administrateurs et aux commissaires aux comptes ;
- affectation du résultat ;
- ratification de cooptation et renouvellement de mandats d'administrateurs ;
- fixation des honoraires des commissaires aux comptes.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée Générale, déposer au siège de la société à Port-Gentil ou à ses bureaux en France (Tour Elf, cedex 45, 92078 Paris la Défense), au moins huit jours avant la réunion, soit leurs titres, soit le récépissé en constatant le dépôt dans un établissement bancaire ou une société de bourse.

Les actionnaires désirant se faire représenter devront déposer leur pouvoir au siège de la société à Port-Gentil ou à ses bureaux en France trois jours au moins avant la réunion.

Le Conseil d'Administration

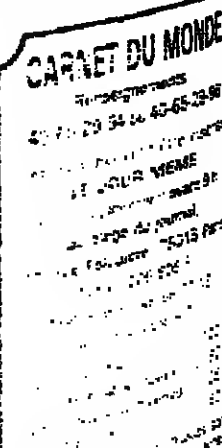
EN BREF

Manifestation d'éleveurs de lapins dans le Finistère et d'horticulteurs dans le Vaucluse. — Une quarantaine d'éleveurs de lapins du Finistère ont brûlé lundi 24 mai à Brest des dizaines de lapins polonais et chinois qu'ils étaient allés prendre dans deux magasins de produits surgelés, afin d'attirer l'attention sur la « concurrence déloyale » causée par l'importation d'animaux étrangers. Une délégation d'éleveurs a été reçue par le sous-préfet. Les éleveurs qui ont lancé des projectiles par-dessus les grilles ont été repoussés par des

bombes lacrymogènes. Ils se sont ensuite dispersés sans incident. La Bretagne est la seconde région productrice de lapins en France (20 %), derrière les Pays de la Loire (40 %). Dans le Vaucluse ce sont des producteurs de cerises qui ont manifesté contre des importations d'Italie.

■ PÊCHE : La CEE autorise certaines importations. — La CEE a adopté lundi 24 mai, contre l'avis de la Commission, une série de mesures permettant l'importation de certaines espèces de poissons dans la Communauté pour approvisionner les industries de transformation, a

annoncé un communiqué publié à Bruxelles. Les ministres de l'Agriculture de la CEE, réunis pour discuter des prix agricoles et de la réforme de la politique agricole commune (PAC), ont adopté un règlement qui suspend les droits de douane applicables à l'importation de certaines espèces de poissons et fixe des quotas d'importation. La France s'est abstenue au cours du vote. Ces importations concernent, du 1^{er} juillet au 31 décembre, la morue, le lieu noir et le flétan frais, réfrigérés ou congelés. (AFP.)



ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Après une septième baisse depuis le 13 avril

Les taux d'intérêt français font jeu égal avec les taux allemands

C'est désormais chose faite : les taux d'intérêt français ont rejoint ceux de l'Allemagne. Après l'annonce, lundi 24 mai, d'une baisse d'un quart de point des taux directeurs de la Banque de France (ces taux régulent l'allocation en trésorerie des banques) - ramené à 7,50 % - ceux-ci sont même inférieurs aux taux de son homologue allemand, les taux de prises en pension de la Bundesbank (7,60 %). Et revanche, fixé à 7,25 %, le taux d'escompte, qui sert, mais dans une moindre mesure, au refinancement des banques, conserve une très légère avance en Allemagne.

Cette septième baisse des taux directeurs français en un mois et demi, depuis le 13 avril, a été bien accueillie. Le franc s'est remarquablement bien tenu lodi sur les marchés des changes alors même que l'évocation par l'un des membres de la «Buba», la banque centrale allemande, d'une possible pause dans le mouvement de baisse des taux d'intérêt allemands au cours des mois à venir était de nature à favoriser le deutschemark. A la Bourse de Paris aussi, la disparition de la prime de risque dont bénéficiait jusqu'ici le franc n'a pas pesé sur le cours des valeurs.

En Europe, le mouvement de détente se poursuivait notamment en Norvège et en Espagne : la Banque centrale baissait, mardi 25 mai, son taux directeur d'intervention de 11,5 % à 11,25 % lors d'une adjudication de certificats de dépôts à dix jours.

Battre en retraite

Il reste à savoir si la bonne tenue du franc face au mark peut durer. En octobre 1991, le gouvernement de l'époque avait déjà tenté de faire passer les taux d'intérêt français en dessous de ceux de l'Allemagne. Il lui avait fallu battre ce retraite rapidement, l'expérience s'étant révélée coûteuse en devises. Aujourd'hui, le contexte est différent.

La lutte contre l'inflation n'est en effet plus considérée comme la priorité des priorités dans une Allemagne soucieuse de relancer son économie. Et la récente ratification du traité de Maastricht par les Danois a quelque peu terni le statut de monnaie refuge dont a longtemps joui le mark. Autant d'éléments qui jouent en faveur du franc français.

ÉTRANGER

Avec son Windows NT

Microsoft tente de prendre pied dans l'informatique professionnelle

Microsoft, leader mondial du logiciel, a lancé officiellement lundi 24 mai son nouveau système d'exploitation Windows NT (pour New Technology, nouvelle technologie) à Atlanta (Géorgie). Ce programme puissant (32 bits) est destiné au marché des serveurs de réseaux de micro-informatique, utilisés pour la comptabilité ou la gestion des stocks dans les entreprises. Un « tournant historique » pour Microsoft, qui s'attaque ainsi à l'informatique professionnelle et à un marché déjà occupé par les systèmes Unix - dont 24 millions de copies, vendues par une dizaine de fournisseurs, sont déjà en

circulation - ou le logiciel OS-2 de IBM (environ 2 millions d'unités vendues). La concurrence sera rude. Agacés par le superbe de la firme de Redmond (Etat de Washington), certains acteurs de l'industrie informatique attendent Microsoft ou tournant.

SEATTLE

de notre envoyé spécial

Il faut éviter de prôner les trois lettres FTC sur le « campus » verdoyant de Microsoft entouré de montagnes enneigées, à Redmond, près de Seattle (Washington). Au son de F (pour Federal), T (pour Trade), C (pour Commission) les visages se ferment. « Nous n'avons pas de commentaires à faire, il s'agit d'une enquête confidentielle », disent les responsables, décidés à voir le pouvoir fédéral soupçonner la compagnie de ne pas respecter les lois antitrust du pays.

Il est probable que l'enquête s'achèvera par une sanction, mais celle-ci a valeur d'avertissement. IBM avait, en son temps, été aussi l'objet d'une telle enquête. Tout irait bien dans le meilleur des

mondes sans cette épée de Damoclès.

Microsoft, installé dans une trentaine de pays, lance son nouveau Windows NT, un « système d'exploitation » sophistiqué qui devrait permettre à l'entreprise, après avoir conquis le marché de l'ordinateur personnel, de s'attaquer à celui des serveurs de réseaux et aux grands comptes. Globalement, les résultats de Microsoft, qui, en dix ans, s'est hissé au niveau des vingt-cinq importantes compagnies cotées à Wall Street, à tel point que sa capitalisation boursière est désormais supérieure à celle d'IBM, sont excellents. Ses ventes annuelles dépassent les 3,5 milliards de dollars (19 milliards de francs environ). Les profits ne cessent de grimper.

Entre les bâtiments oués du

siège, quelques-uns des 14 000 employés de Microsoft, tout en continuant de jouer au volley-ball sur la pelouse, se disent les plus heureux des travailleurs acharnés. Plus loin, entre les sapins, un informaticien, figé, debout, les bras tendus, peut-être médite ou se détend. Le patron, Bill Gates, trente-huit ans, un fils d'universitaire, qui garde l'allure d'un étudiant, se fait construire une somptueuse maison au bord de l'eau et vient d'annoncer son mariage avec l'une de ses employées.

Quatre-vingt-dix-neuf copies pour un logiciel

Microsoft a l'avantage de concevoir et vendre à la fois des logiciels d'application (traitements de texte, tableaux) et des systèmes d'exploitation, véritables centres nerveux des ordinateurs. Les concurrents de la firme de Redmond, Lotus, Borland, Novell, reprochent à Microsoft de ne pas leur laisser vendre librement leurs propres logiciels qui sont compatibles avec les systèmes Microsoft. Les accusations portent sur les prix élevés, la rétention d'informations, le vol de programmes. Bill Gates décourageait aussi ses concurrents en annonçant longtemps à l'avance, comme ce fut le cas pour Windows NT, la sortie de nouveaux systèmes. Jusqu'ici, rien d'illégal n'a été relevé mais plusieurs procès sont en cours.

La jeune compagnie (fondée en 1975) a consacré son département juridique qui comprend cent douze juristes - installés dans le bâtiment 8, près du bureau de Bill Gates, mais leur principal souci est plutôt le piratage des systèmes et des logiciels qui coûteraient annuellement à l'entreprise la moitié de son chiffre d'affaires. Il est aisé de copier les programmes. Selon Alison Callaghan, une de ces juristes, l'Allemagne et la France sont les pays où le piratage entraîne les plus lourdes pertes pour Microsoft. Dans les pays asiatiques, comme l'Inde ou la Thaïlande, il existerait jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf copies pour un logiciel payé à Microsoft.

En dépit des hologrammes et des outrecs d'identification, Microsoft ne parvient pas à contrôler les ventes de contrefaçons : « Notre meilleure parade est encore d'enseigner qu'il est malhonnête de copier les programmes », explique M^{me} Callaghan. Les compagnies concurrentes, pour une fois réjouies, se sont alliées dans le cadre du BSA (Business Software Alliance) pour faire respecter le copyright.

Windows NT, le dernier-né de la maison, est conforme en principe

défendu par Microsoft, selon lequel l'informatique, bien que reposant sur une technologie complexe, peut être d'un usage simple : « Rendre ça plus facile ! », répète toujours Bill Gates, apôtre de « l'information au bout des doigts ». MS-DOS ou Windows ont permis à la compagnie de conquérir plus de 80 % du marché des systèmes d'opération pour les ordinateurs compatibles IBM : 120 millions d'ordinateurs à travers le monde sont équipés de MS-DOS ; 10 millions de machines fonctionnent avec Windows. Au total, le marché mondial du « software » dépasse les 7 milliards de dollars. Windows NT, dont la conception a coûté 150 millions de dollars (825 millions de francs) est destiné au marché des PC, mais aussi à celui des ordinateurs plus puissants qui dépendent aujourd'hui de systèmes comme Unix, ouïssi par Novell ou Sun, et dont l'usage est réservé aux seuls initiés.

« La petite brute de Redmond »

Les progrès technologiques, en particulier la puissance des microprocesseurs, permettent à ses PC associés à des serveurs, ordinateurs moyens, d'accomplir le travail jusqu'à présent réservé aux grands systèmes, ordinateurs volumineux, lents et coûteux. Avec Windows NT, Microsoft cherche aussi à attaquer le marché des réseaux d'ordinateurs, un domaine où Novell avait jusqu'ici pris de l'avance. « Microsoft, dit-il, maintient d'assez d'avance et de capitaux pour se consacrer à la recherche et chaque fois sortir d'avant les autres les produits les plus perfectionnés », explique l'un des ingénieurs de Redmond.

L'arrogance de Microsoft, la réussite insolente de Bill Gates, son foodateur, surarmé il y a quelques années, par certains de ses concurrents, « la petite brute de Redmond », agacent. Reste qu'aujourd'hui la société est devenue incontournable. IBM l'a bien compris. Brouillé avec la firme de logiciels à qui il reprochait d'avoir poussé son Windows au détriment d'un système OS/2 développé pour IBM, le géant d'Armonk (Etat de New-York) semble avoir décidé de passer l'éponge. Des réunions au sommet entre les dirigeants des deux firmes devaient se tenir au cours du mois de mai. Dans quel but ? Le rapprochement opéré il y a un peu plus d'un an entre IBM et Apple était en grande partie dirigé contre Microsoft. Les spéculations sont reparties de plus belle.

RÉGIS NAVARRE

"La sensibilité de l'imagination est d'une autre nature : elle sait choisir, juger, comparer."

Charles Baudelaire

Demandez donc au responsable financier de Kenzo ce qu'il

en pense. En matière de montages financiers, le savoir-faire et les connaissances

techniques sont indispensables, mais pas toujours suffisants : au Crédit National, nous

demandons aussi à nos spécialistes de marchés de capitaux ou d'interventions en fonds

propres, comme à nos spécialistes des prêts, de savoir imaginer et inventer pour créer des

solutions sur mesure. Une exigence d'autant plus importante, quand on est chargé de minimiser

le coût d'un passif. C'est pour profiter de cet état d'esprit que Kenzo nous a confié depuis

1990 la gestion active d'une part de sa dette. Pour tous renseignements : Groupe Crédit

National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.



GROUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

Vous annonce les études sectorielles récemment parues :

- La distribution automobile.
- La parapharmacie en Europe.
- La distribution du médicament en Europe.
- La vente par correspondance en Europe.
- L'industrie cimentière mondiale.
- Les majors européennes du BTP.
- L'électroménager en Europe.
- Le leasing en Europe.
- Le capital investissement en Europe.
- Les banques étrangères en France.
- L'industrie européenne des services informatiques. (2 volumes)
- L'hôtellerie en Europe.
- Le tourisme européen : tours opérateurs et agences de voyages
- Les leaders européens de l'agro-alimentaire.
- Les acteurs agro-alimentaires français.
- Les télécommunications mobiles en Europe.
- Les marchés de l'emballage en Europe.

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contactez : EUROSTAF 80-82, rue d'Haechtville, 75018 Paris. Tél. : (1) 47.70.22.55 - Fax : (1) 47.70.11.83

ÉCONOMIE

Alors que l'excédent commercial nippon a plus que doublé entre 1990 et 1992

Le Japon accuse les Etats-Unis de « protectionnisme déguisé »

Il n'y a pas qu'en diplomatie que le Japon cherche à se dégarer de son attentisme et à ne plus être le « grand muet » parmi les puissances ; en matière de politique commerciale, il s'emploie également à faire pièce à l'offensive américaine. Il montre par ailleurs un souci, nouveau, de se doter d'armes théoriques dans le débat sur l'ordre économique mondial. Un raidissement nippon qui pourrait accentuer la confrontation avec les Etats-Unis.

TOKYO

de notre correspondant

Dans un éditorial reflétant l'irritation à la fois des milieux d'affaires et de l'administration, le quotidien économique *Nihon Keizai* écrit récemment : « Le Japon ne doit pas succomber à sa tendance de capituler devant les autres nations en matière commerciale (...). Si l'excédent doit être réduit, il ne doit pas être au prix des principes du libre échange. »

Soutenu par les pays d'Asie du sud-est et de l'Australie, la riposte japonaise intervient à un moment décisif pour Tokyo : en 1992, l'excédent commercial japonais a plus que doublé par rapport à son montant en 1990, pour atteindre 132 milliards de dollars (725 milliards de francs environ). Pour le seul mois d'avril, il a augmenté de 44 %.

Après avoir publié la semaine précédente son second rapport annuel dans lequel il dénonce les pratiques commerciales « déloyales » de ses dix principaux partenaires (les Etats-Unis étant les premiers visés puisqu'ils violeraient neuf des douze règles régissant le commerce international), le quotidien japonais, dans la polémique sur les excédents, le ministère du Commerce international et

de l'industrie (MITI) a rendu public, vendredi 21 mai, un document dans lequel sont développées les grandes idées de Tokyo en matière d'échanges internationaux.

Ce livre blanc sur le commerce international, exercice annuel adopté en conseil des ministres, est cette fois une défense décapante et argumentée des pratiques commerciales nippones, doublée d'une dénonciation du « commerce administratif » par les Américains (qui n'est qu'un protectionnisme déguisé), selon le fonctionnaire du service de la recherche du MITI, auteur du rapport.

Le MITI conteste que l'excédent commercial du Japon soit le résultat de la fermeture de son marché et, plus profondément, récusé la validité des seules statistiques commerciales pour rendre compte des équilibres réels des échanges ; il souhaite que soient inclus les flux des services, domaine où le Japon est déficitaire. S'il en était tenu compte, l'excédent de 1992 aurait été réduit de 36 % (84 milliards de dollars) et le déficit avec les Etats-Unis aurait diminué de 60 % pour se chiffrer à 37,3 milliards.

La machine-outil sous contrôle

Tenir compte uniquement des échanges de marchandises est trompeur, estime le MITI. Rappelant l'importance des excédents financiers dans un contexte de pénurie mondiale d'épargne, le Japon souhaite que le flux des capitaux soit également pris en compte dans les analyses globales.

Le MITI attribue l'augmentation de l'excédent commercial à des éléments conjugués : la valorisation du yen et le déclin des prix du pétrole qui, selon ses calculs, ont concouru à la moitié de l'excédent. Les auteurs du Livre blanc insistent également sur les facteurs qui japonais qui ont contribué à son augmentation : la croissance des économies asiatiques

et la reprise américaine alors que les consommateurs japonais, inquiets, se sont repliés.

Un autre facteur, difficilement compressible, tient à la part importante des pièces détachées japonaises intégrées aux productions américaines ou asiatiques : 28 % du total des exportations. L'exemple des « puces » électroniques est révélateur : 90 % des exportations japonaises sont acquises par des entreprises américaines ou européennes.

Une distribution opaque

Les deux tiers des vingt-cinq premiers fabricants mondiaux de machines-outils étant d'autre part japonais, l'archipel est naturellement le premier fournisseur d'équipements en Asie du Sud-Est, région en plein essor.

Les importations japonaises tendent cependant à croître plus rapidement que le PNB, poursuivent les auteurs du rapport : alors qu'en 1985 chaque point supplémentaire du PNB (produit national brut) engendrait une augmentation de 0,5 % des importations, ce pourcentage est passé désormais à

1,3 %. La reprise, encore en filigrane, devrait donc contribuer à relancer les importations.

Selon l'*Asahi*, le rapport du MITI passe cependant un peu vite sur les problèmes structurels qui entravent les échanges au Japon même : le système concurrentiel lui-même (problèmes des réseaux d'entreprises liées par des participations croisées ; *keiretsu*), dont les acteurs du rapport reconnaissent l'insuffisante transparence, et la faible productivité du secteur des services (distribution, banques, etc.) qui concourt à rendre les prix plus élevés au Japon que sur les marchés étrangers.

Le problème de fond, derrière les statistiques des échanges, que le rapport du MITI aborde sans approfondir, est celui de la sous-consommation japonaise. La consommation ne représente que 56 % du PNB (contre 64 % en Europe et 68 % aux Etats-Unis) et beaucoup d'analystes estiment que les Japonais ne consomment pas assez, compte tenu de la richesse nationale.

PHILIPPE PONS

Pour la première fois

La liquidation d'une caisse de crédit associatif nipponne met à contribution le système national d'assurances

Le ministre japonais des finances va recourir pour la première fois au système national d'assurance sur les dépôts bancaires pour financer la liquidation d'une petite caisse de crédit associatif régionale en faillite et la reprise de ses actifs par des banques locales nipponnes, ont indiqué, lundi 24 mai, des responsables du ministère.

Jusqu'à présent, les autorités japonaises n'avaient mis à contribution ce système de garantie, créé en 1971,

que dans des cas de fusions-absorptions. La caisse de crédit de Kamaishi, située à Iwate (nord du Japon), souffrait depuis plusieurs années de difficultés liées à la fermeture d'unités locales du groupe sidérurgique Nippon Steel, qui ralentissait l'activité économique de la région. Avec 44,8 milliards de yens de dépôts (2,2 milliards de francs), la Kamaishi Shinkin Bank avait essuyé en 1992 une perte de 230 millions de yens.

REPÈRES

AGRICULTURE

La production céréalière mondiale sera en léger déclin en 1993

La production céréalière mondiale - blé, riz essentiellement - devrait enregistrer un léger déclin en 1993, a annoncé, lundi 24 mai, à Rome, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elle attendrait 1 937 millions de tonnes, selon les prévisions de la FAO, dont 560 millions de tonnes pour le blé (-4 millions par rapport à 1992), et 848 millions de tonnes (-10 millions) pour les céréales secondaires (orge, maïs, mil, sorgho...). Si s'y ajoute la production de « paddy » (riz non décortiqué) qui, dans l'hypothèse d'une mousson normale en Asie, devrait atteindre 529 millions de tonnes et dépasser ainsi légèrement (+1 %) celle de l'an dernier.

Alors que la production de céréales secondaires est prometteuse en Afrique australe après la sécheresse du début 1992, des pénuries signalées se font sentir en Angola - deux millions d'Angolais ont besoin d'aide alimentaire - au Rwanda, en Somalie, au Soudan et dans plusieurs pays d'Afrique australe.

Le commerce mondial de céréales en 1992-93 devrait atteindre 203 millions de tonnes, soit 6 % de moins que le niveau de l'année dernière, du fait principalement de la chute des importations des pays de la CEI (ex-URSS). - (AFP)

ALLEMAGNE

Le président d'IG Metall offre sa démission

Le président du syndicat allemand de la métallurgie IG Metall, Franz Steinkühler, a offert sa démission dans une lettre adressée à son syndicat. Membre du droit du conseil de surveillance de Daimler-Benz, le premier groupe industriel allemand, M. Steinkühler est accusé d'avoir effectué une opération d'initié en ayant acheté et revendu rapidement pour près de 1 million de marks (3,26 millions de francs) d'actions de Mercedes Holding, empêchant au

passage un bénéfice de près de l'équivalent de 215 000 francs (*le Monde* du 21 mai).

Dans sa lettre, le patron d'IG Metall, après avoir reconnu qu'il avait « commis des erreurs », ajoute que si son attitude « représentait un poids trop lourd à porter pour IG Metall », il était prêt à remettre sa fonction de premier président. M. Steinkühler précise son intention de verser l'argent gagné dans la transaction sur un compte destiné aux métallurgistes allemands.

Suite de « l'affaire d'IG Metall », l'Allemagne va se doter, pour la première fois, d'une législation pour réprimer le délit d'initié et les manipulations de cours. La création d'une sorte de commission des opérations boursières est également à l'étude.

ÉTATS-UNIS

Trois ans de suspension des marchés pour l'ex-PDG de Drexel Burnham Lambert

L'ancien responsable de la firme d'investissements Drexel Burnham Lambert, Fred Joseph, ne pourra pas exercer pendant trois ans d'activité de direction sur les marchés financiers américains. M. Joseph dirigeait la firme où le financier Michael Milken était responsable du secteur des « junk bonds ». Ancienne vedette de Wall Street, M. Milken avait été condamné en 1990 à dix ans de prison et 800 millions de dollars pour fraude sur le marché de ces obligations à hauts risques et à hauts rendements.

M. Joseph n'a jamais reconnu, ni nié, avoir commis des irrégularités, mais il a admis ne pas avoir supervisé correctement M. Milken. « En tant que responsable de Drexel, je dois porter la responsabilité de ce qui est arrivé sous ma direction », a-t-il déclaré.

Après ces trois ans de suspension, M. Joseph pourra exercer à nouveau des responsabilités, mais pas aux postes de directeur général ou de président de conseil d'administration. En 1991, M. Joseph avait déjà été exclu pour deux ans de toute fonction de direction d'une société cotée à la Bourse de New-York.

CHINE

La France ne construira pas le métro de Canton

La France ne construira pas le métro de Canton, a été officiellement déclaré, lundi 24 mai, le troisième rang dans la hiérarchie économique mondiale qui vient de lui être attribué par le Fonds monétaire international. Elle craint que ce bon rang ne lui fasse perdre les avantages d'un pays en voie de développement et notamment les prêts obtenus à des taux préférentiels.

Le FMI a rendu public récemment un nouveau classement des économies mondiales basé sur le produit intérieur brut (*le Monde* du 21 mai), éliminant l'incertitude des facteurs de change par la prise en compte de la méthode dite des parités de pouvoir d'achat. Avec ce nouveau mode de calcul, le PIB de la Chine en 1992 s'établit à 1 680 milliards de dollars (8 800 milliards de francs environ) au lieu de 430 milliards selon le mode de calcul précédent, ce qui le place au troisième rang au lieu du dixième derrière les Etats-Unis (5 610 milliards) et le Japon (2 370 milliards). Son revenu par habitant s'élève à 1 450 dollars, contre 370 selon l'ancien calcul.

Pékin a souligné que des efforts en faveur du développement à long terme étaient encore nécessaires. « Le rapport du FMI sur le temps la production économique de la Chine », a déclaré un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, qui a ajouté : « La Chine est un pays en développement et compte une population de 1,1 milliard de personnes. »

FMI

La Chine critique le classement qui lui a été appliqué

La Chine a critiqué, lundi 24 mai, le troisième rang dans la hiérarchie économique mondiale qui vient de lui être attribué par le Fonds monétaire international. Elle craint que ce bon rang ne lui fasse perdre les avantages d'un pays en voie de développement et notamment les prêts obtenus à des taux préférentiels.

Le FMI a rendu public récemment un nouveau classement des économies mondiales basé sur le produit intérieur brut (*le Monde* du 21 mai), éliminant l'incertitude des facteurs de change par la prise en compte de la méthode dite des parités de pouvoir d'achat. Avec ce nouveau mode de calcul, le PIB de la Chine en 1992 s'établit à 1 680 milliards de dollars (8 800 milliards de francs environ) au lieu de 430 milliards selon le mode de calcul précédent, ce qui le place au troisième rang au lieu du dixième derrière les Etats-Unis (5 610 milliards) et le Japon (2 370 milliards). Son revenu par habitant s'élève à 1 450 dollars, contre 370 selon l'ancien calcul.

Pékin a souligné que des efforts en faveur du développement à long terme étaient encore nécessaires. « Le rapport du FMI sur le temps la production économique de la Chine », a déclaré un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, qui a ajouté : « La Chine est un pays en développement et compte une population de 1,1 milliard de personnes. »



BCEN-EUROBANK

L'Assemblée Générale ordinaire de la BCEN-EUROBANK, convoquée par le Directoire, s'est tenue le 10 mai 1993, sous la présidence de M. DUPUY, Président du Conseil de Surveillance, et en présence de M. GUERASCHENKO, Président de la BANQUE CENTRALE DE RUSSIE. Elle a approuvé le rapport de gestion du Directoire ainsi que les comptes de la Banque pour l'exercice 1992.

Le Directoire, présidé par M. Iouri PONOMAREV, a pris la décision de présenter pour la première fois, dans un souci de visibilité maximale, les comptes de la BCEN-EUROBANK sous une forme consolidée, en intégrant donc les principales filiales : FIMACO à Jersey et EVROFINANCE à Moscou.

Nonobstant la persistance de certains facteurs défavorables : la contraction du commerce international, la transition difficile et hétérogène des républiques de la CEI et des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) vers l'économie de marché, l'activité générale de la Banque a été bonne, les comptes de l'exercice sont satisfaisants et se soldent par un bénéfice net de FRF 17 millions, part du groupe.

Toutefois, il apparaît que l'élément majeur à retenir au terme de l'exercice 1992 est l'assainissement financier, illustré par le respect rigoureux, voire le dépassement, des normes prudentielles établies par nos autorités de tutelle françaises en matière de risque souverain et de risque clientèle. Ceci a été rendu possible grâce à la constitution, courant 1992, de provisions d'un montant de FRF 4 milliards.

Le Directoire de la BCEN-EUROBANK poursuit sa politique en matière de développement commercial en s'appuyant sur :

- La solidité financière de la Banque, exprimée notamment par le rapport favorable existant entre les ressources permanentes FRF 3,5 milliards et le total du bilan consolidé s'élevant à FRF 13,3 milliards.
- Son réseau de relations bancaires privilégiées en Russie et dans les autres républiques de la CEI.
- La qualité des liens établis avec les nouveaux partenaires économiques et financiers des PECO et cooris par des décennies d'expérience commune avec ces pays.
- Sa grande maîtrise des opérations de commerce international.

Fort de ces atouts, la BCEN-EUROBANK offre, à côté des activités bancaires classiques, de nouveaux produits et services adaptés aux besoins de sa clientèle française, russe et internationale.

BCEN-EUROBANK
79-81, bd Haussmann, 75008 PARIS

(Publicité)

PRÉFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE
PRÉFECTURE DE LA MANCHE

AUTOROUTE A 83
Section RENNES (Ille-et-Vilaine)
AVRANCHES (Manche)

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté interpréfectoral en date du 18 mai 1993, il est prescrit du lundi 14 juin 1993 au vendredi 16 juillet 1993 inclus une enquête publique portant sur :
- la déclaration d'utilité publique des acquisitions foncières et des travaux d'aménagement de la liaison RENNES-AVRANCHES entre la rocade Est de RENNES (Ille-et-Vilaine) et la RN 176 à l'est de PONTAUBAULT (Manche) ;
- le classement de cette voie en autoroute.

Cette enquête se déroulera dans les communes de :
Département d'Ille-et-Vilaine : Cesson-Sévigné, Thorigné-Fouillard, Liffé, Gossé, Saint-Aubin-du-Cormier, Saint-Jean-sur-Couesnon, Saint-Marc-sur-Couesnon, La Chapelle-Saint-Aubert, Saint-Sauveur-des-Landes, Saint-Germain-en-Coglès, Saint-Etienne-en-Coglès, Montsurs, La Selve-en-Coglès, Coglès ;

Département de la Manche : Carnet, Saint-James, La Croix-Avranchin, Saint-Senier-de-Beuvron, Juilly, Saint-Aubin-de-Terregatte, Polley ;
- la mise en compatibilité des plans d'occupations des sols des communes de Cesson-Sévigné, Thorigné-Fouillard, Liffé, Saint-Aubin-du-Cormier et de la rocade Est de RENNES (Ille-et-Vilaine) ;
- la mise en compatibilité des plans d'occupations des sols des communes de Cesson-Sévigné, Thorigné-Fouillard, Liffé, Saint-Aubin-du-Cormier et de la rocade Est de RENNES (Ille-et-Vilaine) ;
- la mise en compatibilité des plans d'occupations des sols des communes de Cesson-Sévigné, Thorigné-Fouillard, Liffé, Saint-Aubin-du-Cormier et de la rocade Est de RENNES (Ille-et-Vilaine) ;
- la mise en compatibilité des plans d'occupations des sols des communes de Cesson-Sévigné, Thorigné-Fouillard, Liffé, Saint-Aubin-du-Cormier et de la rocade Est de RENNES (Ille-et-Vilaine) ;

Ont été désignés en qualité de membre de la commission d'enquête par le Président du Tribunal Administratif de RENNES :

- M. Henri POLAKOFF, Ingénieur des Mines, directeur de société, président ;
- M. Jean-Michel MOULIN, Ingénieur en retraite, membre titulaire ;
- M. Jacques GROSS, Ingénieur chimiste, inspecteur régional d'assurances, membre titulaire ;
- M. Jean GRAZIANA, Economiste de la construction en retraite, membre titulaire ;
- M. Roger DESAIZE, Contrôleur général à la direction nationale de la circulation et de la sécurité routière en retraite, membre titulaire ;
- M. Pierre LE TENAFF, Ingénieur divisionnaire des TPE en retraite, membre suppléant ;
- M. Pierre TREBAOL, Adjoint chef de subdivision EDF/GDF en retraite, membre suppléant.

Pendant cette période le public pourra prendre connaissance des dossiers :
- à la Sous-Préfecture de FOUGÈRES du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 15 à 16 h (le vendredi 15 h 30) ;
- à la Sous-Préfecture d'AVRANCHES du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
- dans les mairies des communes désignées ci-dessus aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

et consigner ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet ou les adresser par écrit au Président de la commission d'enquête à la sous-préfecture de Fougères, qui les verra et les annexera aux registres d'enquêtes.

Toutes les observations consignées aux registres ou adressées par correspondance seront reçues à la disposition du public.

Un ou plusieurs membres de la commission d'enquête recevra en personne les observations du public :

- à la Sous-Préfecture de FOUGÈRES le vendredi 25 juin de 9 h 30 à 12 h 15 et dans les communes suivantes :

ILLE-ET-VILAINE :
Cesson-Sévigné, jeudi 17 juin de 9 h à 12 h,
Thorigné-Fouillard, lundi 21 juin, mercredi 23 juin et jeudi 24 juin de 14 h à 17 h,
Liffé, lundi 28 juin, mercredi 30 juin, jeudi 1^{er} juillet de 14 h à 17 h,
Gossé, mardi 22 juin, jeudi 24 juin, vendredi 25 juin de 14 h à 17 h,
Saint-Aubin-du-Cormier, lundi 28 juin, jeudi 1^{er} juillet, vendredi 2nd juillet de 14 h à 17 h,
Saint-Jean-sur-Couesnon, jeudi 24 juin de 9 h à 12 h,
Saint-Marc-sur-Couesnon, jeudi 1^{er} juillet de 9 h à 12 h,
La Chapelle-Saint-Aubert, lundi 21 juin de 14 h à 17 h,
Saint-Sauveur-des-Landes, lundi 21 juin, lundi 28 juin de 9 h à 12 h,
Saint-Germain-en-Coglès, lundi 21 juin de 9 h à 12 h,
Saint-Etienne-en-Coglès, jeudi 24 juin de 9 h à 12 h,
Montsurs, lundi 21 juin de 14 h à 17 h,
La Selve-en-Coglès, jeudi 24 juin de 14 h à 17 h,
Coglès, jeudi 1^{er} juillet de 14 h à 17 h.

MANCHE :
Carnet, lundi 21 juin de 14 h à 17 h,
Saint-James, lundi 21 juin de 9 h à 12 h, mardi 22 juin de 14 h à 17 h,
Saint-Senier-de-Beuvron, mardi 22 juin de 9 h à 12 h,
Juilly, mercredi 30 juin de 9 h à 12 h,
Saint-Aubin-de-Terregatte, jeudi 1^{er} juillet de 9 h à 12 h,
Polley, samedi 3 juillet de 9 h à 12 h.

Copies du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le préfet de la Manche, Bertrand LANDRIEU
Le préfet d'Ille-et-Vilaine, Bernard GRASSET

Social
Par ici la sortie !
Alain Lebaube

BOURSE DE PARIS DU 25 MAI

Company	VALUES	Cross price	Premer	Dealer	% +	Company	VALUES	Cross price	Premer	Dealer	% +	Company	VALUES	Cross price	Premer	Dealer	% +	Company	VALUES	Cross price	Premer	Dealer	% +					
3570	CALTEX	5910	5910	5920	+1.80	1010	Old Field	1014	1008	+1.92	195	Lapine	194	195	200	+3.08	320	Encon	325	327	324	-0.38	355	Encon Corp	361.0	361.90	360.90	-0.74
3085	B.L.P.T.	1050	1050	1050	+0.06	400	Old Field	408	416	+2.27	255	Lapine	250	255	255	+1.92	440	Ford Motor	440	440	440	+0.00	285	Ford Motor	280.0	287.10	287.10	+2.45
180	OLYMP. T.P.	300	300	300	0.00	500	Old Field	500	500	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	60	Ford Motor	60	60	60	+0.00	90	Ford Motor	90.0	90.0	90.0	+0.00
1910	Shell	1900	1900	1900	0.00	1250	Old Field	1250	1250	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
1222	Shell	1200	1200	1200	+2.09	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
811	Thomson T.P.	911	911	911	0.00	1250	Old Field	1250	1250	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
100	Thomson T.P.	100	100	100	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.00
40	Thomson T.P.	40	40	40	0.00	400	Old Field	400	400	0.00	100	Lapine	100	100	100	+1.90	140	General	140	140	140	+0.00	140	General	140.0	140.0	140.0	+0.

Comptant (sélection)[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS prix.	COURS 25/5	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Euro Unie (1 unit.)	5 521		5 2	5 7
Euro	336 800			
Belgique (100 fr.)	336 800		32	246
Espagne (100 p.)	16 380		15	16 9
France (100 fr.)	300 850		288	300
Allemagne (100 M.)	300 850		34	3 9
Danemark (100 kr.)	87 940		8	82
Irlande (1 l.)	8 230		7 3	6 6
Swiss-Franc (1 f.)	8 230		7 3	6 6
Groses (100 francs)	2 497		2 5	3 1
Suisses (100 f.)	373 800		360	360
Suède (100 kr.)	70 700		70	74
Slovenie (100 t.)	79 760		79	78
Norvège (100 kr.)	47 851		46 5	49 6
Autriche (100 sch.)	4 416		4 1	4 5
Espagne (100 pes.)	4 416		3 1	3 5
Portugal (100 esc.)	4 416		4 1	4 5
Canada (1 \$ can.)	4 988		4 8	5
Japan (100 yens)	4 988		4 8	5

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
	préc.	25/5
100 francs (100 en banque)	57700	56200
100 francs (100 en lingot)	57300	56800
100 francs (20 f.)	380	382
100 francs (10 f.)	388	
100 francs (5 f.)	380	385
100 francs (20 f.)	368	380
100 francs (10 f.)	482	481
100 francs (20 dollars)	2330	2310
100 francs (10 dollars)	1352 50	1420
100 francs (5 dollars)	850	
100 francs (50 pesetas)	2580	2480
100 francs (10 florins)	410	395

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15
TAPEZ LE MONDE
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 24 mai 1993

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 114 474				Volume : 20 232			
COURS	Juin 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Mai 93	Juin 93	Juillet 93
Dernier	117,14	116,88	116,16	Dernier	1 866	1 850	1 818,50
Précédent	117,26	116,96	116,40	Précédent	1 834	1 815	1 824

[illegible]

A la suite d'une méprise

Quatre parachutistes israéliens ont été tués par des hommes de leur compagnie dans le sud du Liban

Pour la deuxième fois en l'espace de sept mois, des militaires israéliens ont été accidentellement tués, lundi 24 mai, par d'autres soldats de leur compagnie.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Défaut de coordination opérationnelle ou manquement aux ordres donnés, quatre parachutistes israéliens ont été tués et deux grièvement blessés par une unité de leur propre compagnie, dans l'extrême sud du Liban. Itzhak Rabin, qui cumule les fonctions de chef du gouvernement et celles de ministre de la défense, n'a pas tardé à prendre la mesure de l'émotion suscitée dans le pays par ce nouvel accident au sein de l'armée.

Il a immédiatement annulé tous ses engagements pour se rendre, en compagnie du chef de l'état-major des armées, le général Ehud Barak, à la frontière nord du pays. Une « enquête approfondie » a été ordonnée et un comité de trois officiers supérieurs chargé de coordonner l'investigation. Chef d'un parti d'extrême droite et ancien chef de l'état-major général, Rafail Eytan, dit « Rafoul », n'a pas attendu pour mettre en cause « l'absence de discipline » qui régnerait de manière croissante dans l'armée.

De son côté, par « respect pour les familles des victimes », et en raison des « circonstances tragiques », le chef de l'opposition de droite, Benjamin Netanyahu, qui avait prévu de déposer lundi trois nouvelles motions de censure contre le gouvernement, a temporairement

renoncé à son projet. « L'heure est à l'unité nationale », a-t-il expliqué. La méprise s'est produite près du village libanais de Kantara, au centre de ce que les israéliens appellent leur « zone de sécurité ». Il s'agit d'une bande de territoire libanais de 10 à 15 kilomètres de largeur, occupée depuis 1985 sur toute la longueur de la frontière avec le Liban. Censée protéger le nord de la Galilée des attaques du Hezbollah libanais, on estime que cette « zone » est contrôlée par un millier de soldats israéliens et environ trois mille combattants de l'Armée du Liban sud (ALS), une milice aux ordres de l'état juif.

Il était environ 4 heures du matin. « Les conditions topographiques étaient difficiles », a expliqué le général Itzhak Mordechai, commandant de la région nord. L'une des deux patrouilles « ou qui elle était attaquée par des terroristes », les parais, juifs, en Israël, sont tous volontaires, ont ouvert le feu à l'arme automatique et lancé des grenades sur l'« ennemi » supposé. Leur officier de compagnie, qui en l'occurrence commandait l'autre groupe, a notamment été tué.

Emboscades quotidiennes

D'après le porte-parole de l'armée, ces quatre victimes militaires sont les premières de l'année à perdre la vie au cours d'un accident. L'an dernier, trente-trois soldats avaient péri au cours d'exercices d'entraînement, lesquels se déroulent à baïonnette contre trente l'année précédente. En novembre dernier, notamment, cinq commandos d'élite avaient été tués au cours de la préparation d'une opération

d'envergure à la base de Tze'Elim, dans le désert du Neguev.

Cette fois, il s'agissait d'une opération réelle. D'ailleurs, l'hélicoptère militaire chargé, peu après la méprise, d'évacuer les morts et les blessés a été pris sous le feu de commandos du Hezbollah. Il faut dire que depuis deux semaines maintenant, le « front nord », comme on dit à Jérusalem, s'est particulièrement réchauffé. Les combattants chiites du « parti de Dieu », financés par Téhéran et opposés par principe à l'état juif, se sont lancés dans une escalade des combats. Quotidiennement, des

embuscades à l'explosif sont tendues à l'armée d'Israël ou à ses suppléants. Il y a tous les jours des duels d'artillerie plus ou moins soutenus, des tirs de roquettes et des raids aériens israéliens sur des villages censés abriter des combattants.

En deux mois, la compagnie de parcs qui a été frappée par le destin ce 24 mai avait déjà perdu sept hommes. Et la semaine dernière encore, un soldat, deux suppléants libanais, deux intégristes du Hezbollah et un civil avaient été tués dans la zone opérationnelle et alentours.

PATRICE CLAUDE

Lors d'une visite en Israël

Le président du CICR réclame le respect de la quatrième convention de Genève dans les territoires occupés

A l'occasion d'une audience que lui a accordée, lundi 24 mai, le chef de l'état juif Ezer Weizman, le président du Comité international de la Croix-Rouge, Cornelio Sommaruga, a vivement critiqué les « violations par Israël » de la quatrième convention de Genève sur le respect des droits des populations sous occupation.

Il s'est notamment indigné de la mort d'enfants palestiniens, dont trente-cinq ont été tués par des tirs de militaires israéliens, selon le Centre d'information israélien sur

les droits de l'homme dans les territoires occupés, Betsalel. M. Sommaruga, qui devait quitter Israël mardi au terme de quatre jours d'entretiens avec des responsables israéliens et palestiniens, avait déjà formé les mêmes critiques lors d'une entrevue dimanche avec le premier ministre israélien Itzhak Rabin. M. Weizman a pressé de son côté le CICR d'intensifier ses efforts en vue de la libération du navigateur israélien Ron Arad, fait prisonnier au Liban en 1986. — (AFP)

Duel au sommet à la télévision espagnole

Felipe le tenant du titre contre José Maria le teigneux

MADRID

de notre correspondant

Ce fut une surprise. Les pronostics donnaient un net avantage au tenant du titre, Felipe Gonzalez, chef du gouvernement depuis dix ans. Un homme d'expérience donc, habitué des plateaux de télévision, fin politicien, charmeur et porteur d'un charisme certain, face à un challenger à qui faisaient défaut toutes ces caractéristiques. José Maria Aznar, président du Parti populaire (PP, droite). C'était sans compter sur la hargne, l'agressivité, la pugnacité de cet inspecteur des finances tout juste âgé de quarante ans, lequel se savait en position d'infériorité et n'a cessé d'attaquer sans que son adversaire puisse véritablement prendre le contrôle des débats.

Les affrontements ont duré deux heures, lundi 24 mai, dans la soirée, essentiellement centrés sur les difficultés économiques du pays, dans un studio d'une chaîne privée, Antena 3, une première en Espagne. Chômage, dévaluations, déficit public, corruption, crise du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), Aznar le teigneux ne manquait pas de munitions et il a su les utiliser, alignant les chiffres, dénonçant les gaspillages, critiquant la pression fiscale.

Pratiquement dès le départ, Felipe Gonzalez a paru déstabilisé, sans réflexes, se contentant de généralités, invoquant le caractère mondial de la crise

alors que les accusations plaquaient. Le chef du gouvernement socialiste a sans doute trop compté sur son talent d'improvisation, sur ses dons de réplique. Il n'a pas su opposer des chiffres aux chiffres, vendre ses résultats, contrer ce petit moustachu à l'œil noir qu'il ne regardait pas.

A plusieurs reprises, Felipe le Sévillan, l'ancien avocat, a retrouvé ses accents du prétoire et tenté de retourner sa position inconfortable d'accusé en celle plus tenable d'accusateur : « Où sont vos propositions ? Où est votre programme ? C'est la vie ! », s'est-il écrié. Il a retrouvé sa conviction pour défendre son bien sur le plan international, pour revendiquer la place prise par l'Espagne en Europe, pour expliquer sa fermeté face au terrorisme, pour faire apprécier les progrès accomplis depuis 1982, années au cours desquelles les socialistes ont pris le pouvoir.

Mais, il était déjà presque trop tard. Méthodique, bien préparé, jouant parfaitement le rôle de Monsieur Catastrophe, José Maria Aznar n'a cherché ni la compréhension, ni la complicité, mais l'efficacité. Felipe Gonzalez a, lui, été victime d'un excès de confiance, prisonnier de sa volonté de convaincre, alors que seuls les points marqués et les formules choc comptent dans les face-à-face. Revanche lundi 31 mai.

MICHEL BOLE-RICHARD

Grâce à des accords de partenariat

L'OM va recevoir 35 millions de francs par an de la ville de Marseille, du département et de la région

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Quarante-huit heures avant la finale de la Coupe d'Europe de football des clubs champions entre l'Olympique de Marseille et le Milan AC, le conseil municipal de Marseille a approuvé, lundi 24 mai, les propositions faites par le maire, Robert Vigouroux, concernant, d'une part, la régularisation des relations financières et, d'autre part, un partenariat entre la ville et le club. Ces propositions, qui marquent la fin d'une période de vive tension entre le maire de Marseille et le président de l'OM, Bernard Tapie, avaient été présentées à la presse par les intéressés, mercredi 19 mai (Le Monde du 21 mai). Au total, la participation de la ville atteindra, chaque année, entre 15,5 et 16,5 millions de francs (dont 6 à 8 millions de francs d'entretien de la taxe sur les spectacles), tandis que le club

ne lui versera que 1,8 million de francs au titre des dépenses d'entretien du stade-vélodrome (calculées à hauteur du tiers de ces dépenses). L'OM, s'engage, en contrepartie, à fournir à la ville un certain nombre de prestations d'ordre publicitaire et un quota gratuit de 36 places par match. Avec, en prime, 1 000 pin's et 1 000 t-shirts.

Si l'un tient compte des accords de partenariat passés par l'OM avec le département (12 millions de francs par an) et la région (7 millions de francs dont 4 millions de francs pour la formation de mille deux cents jeunes des quartiers défavorisés), le club recevra donc, au total, sous diverses formes, 35 millions de francs des trois collectivités. La délibération présentée par M. Vigouroux a été adoptée par l'ensemble des groupes, sauf celui du Front national, qui n'a pas pris part au vote. La seule note réellement discordante est venue de l'adjoint à la culture,

Christian Poitevin, adversaire de Bernard Tapie aux dernières élections législatives. « Au moment où la culture souffre d'un budget de rigueur, a-t-il observé, avant de s'éclipser sans prendre part au vote, doit-on, vraiment, subventionner une société anonyme de football présidée par un expert en facilités de trésorerie ? Croyez-vous qu'au moment où il y a plus de trois millions de chômeurs, l'argent des contribuables doit servir à verser des salaires mensuels de 1 million de francs ? Personnellement, je suis persuadé du contraire. » Propos critiqués par M. Jean-Claude Gaudin, qui, dans une tirade à la Cynano, s'est exclamé : « L'Olympique de Marseille, c'est un drapet ! C'est un enthousiasme ! C'est de la volonté ! Alors, bien sûr, nous sommes pour l'OM, qui appartient à tous les Marseillais. »

GUY PORTE

An Conseil d'Etat

Le commissaire du gouvernement conclut à l'annulation du transfert de l'ENA

Le commissaire du gouvernement a conclu, mardi 25 mai lors de l'examen de plusieurs requêtes en annulation par le Conseil d'Etat réuni en assemblée plénière, qu'il convenait d'annuler la décision de transfert de l'Ecole nationale d'administration à Strasbourg.

Rémy Schwartz, commissaire du gouvernement, a en effet estimé qu'en l'absence de dispositions du statut de l'ENA, arrêtées par décret en Conseil d'Etat, lui en donnant la compétence, le premier ministre ne pouvait décider du transfert du siège de l'école.

Contrairement à son appellation, le commissaire du gouvernement ne donne pas le point de vue de ce dernier mais présente à ses collègues du Conseil d'Etat une analyse juridique qui est souvent suivie lors de la décision.

Nouvelle baisse du taux de base bancaire

Dans la foulée de la septième baisse successive, lundi 24 mai, de ses taux directeurs par la Banque de France, la plupart des grandes banques de dépôt françaises ont annoncé, mardi 25 mai en début d'après-midi, une diminution de 0,20 % de leur taux de base de 9 % à 8,80 %.

La BNP, la Société générale, le Crédit lyonnais et le Crédit agricole ont été parmi les premiers établissements à annoncer une réduction de leur taux de base. Elle entrera en vigueur le 1^{er} juin.

Seul le Crédit du Nord a maintenu son taux de base à 9 %, mais il a annoncé une baisse de son taux de placement à 8,50 %.

Le Crédit du Nord a également annoncé une baisse de son taux de placement à 8,50 %.

En application d'une décision du Vatican

Cinq carmélites ont quitté leur ancien couvent à Auschwitz

Cinq religieuses polonaises ont quitté, lundi 24 mai, le couvent d'Auschwitz, jonchant l'ancien camp de concentration nazi, pour s'installer dans le nouveau Centre ecclésiastique d'information, de dialogue et de prière, construit à 500 mètres du camp, en fonction d'accords trouvés à Genève entre personnalités juives et catholiques.

Selon l'évêché de Bielsko-Biala (dont dépend la ville d'Oświęcim-Auschwitz), les neuf autres carmélites qui restent en place devraient déménager avant la fin juin. La décision de transfert avait été annoncée le 1^{er} avril dernier par la congrégation pour les religieux du Vatican (Le Monde du 3 avril) et confirmée par une lettre du pape (Le Monde du 16 avril).

La présence, depuis 1984, de religieuses polonaises sur le site du camp de concentration avait suscité des violentes protestations de la communauté juive en France, notamment.

SOMMAIRE

DÉBATS

Gauche : « La rêve d'une autre société », par Jean-Denis Bédin... 2

ÉTRANGER

Les réactions après l'adoption à Washington d'un programme commun d'action pour la Bosnie... 3
La crise bosniaque : un test difficile pour l'OTAN... 4
Afrique du Sud : de nouveaux affrontements entre l'ANC et l'Inkatha ont fait au moins trente morts... 6

POLITIQUE

La première déclaration d'actualité du gouvernement devant les députés devait porter sur la sécheresse... 8
Les « disloqués » dénoncent les gisements de courants au sein du Parti socialiste... 9

SOCIÉTÉ

Les incidents du quartier fillois des Biscottes... 10
L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris... 13
Les écoles au bréton Diwan sont en règlement judiciaire... 13

CULTURE

La clôture du 46^e Festival de Cannes... 16 et 17
Musiques : Karine Saporta impose ses images sur la Phéon, de Lully à l'Opéra de Lyon... 17
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : « Sens »... 17
Enquêtes : L'art et l'Etat (II)... 18

SCIENCES • MÉDECINE

La dépendance derrière les barreaux • La pouponnière céleste • La chirurgie pour guérir l'excision • Les chevaux de Saint-Marc cachent leur âge • Point de vue : « Centre le dépistage obligatoire du

VII chez la femme enceinte », par le docteur Gérard Bréant... 19 à 21

COMMUNICATION

Epinal veut construire une « Cité des images »... 22

ÉCONOMIE

Hoover confirme la fermeture de son usine de Dijon... 23
Gouvernement et patronat se donnent deux mois pour négocier sur l'UNEDIC... 23
Microsoft tente de prendre pied dans l'informatique professionnelle... 24
Le Japon accuse les Etats-Unis de « protectionnisme déguisé »... 25
Vie des entreprises... 26

INITIATIVES

• Dossier : Emploi : la famille d'abord • Quotidien : La course aux titres • Croisières : Pas de vents contraires • Tribunaux : « Les mirages du partage du travail », par Roger Sue • Les stages... 31 à 35

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 13 et 36 à 44
Carnet... 22
Marchés financiers... 26 et 27
Météorologie... 29
Mots croisés... 15
Radio-télévision... 29
Spectacles... 28
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté de 31 à 44
Le numéro du « Monde » daté 25 mai 1993 a été tiré à 500 869 exemplaires.

Ensemble dans le Monde

« Arts-Spectacles » : Toscanini ; Berlin

Trente-cinq ans après la mort de Toscanini, RCA publie l'intégrité des enregistrements réalisés par le chef italien, pour la firme américaine.

La capitale de l'Allemagne réunifiée a des ambitions européennes, perceptibles à travers les concours d'architecture qui y sont lancés.

« Education-Campus » :

l'école face à sa modernisation

M. Bayrou, ministre de l'éducation, s'efforce d'adapter le mouvement des personnels à la diversité des établissements. Avec un succès mitigé. De même, les universités tentent, non sans difficulté, de moderniser leur gestion.

INFORMATION

Emplois

Les entreprises qui recrutent

du 15 date 16 juin

OPERATION SPÉCIALE

HAUTE TECHNOLOGIE

Le Monde

INITIATIVES

Emploi : la famille d'abord

La préférence pour les enfants des salariés joue toujours un rôle important dans le recrutement



■ Après moi, mon mari

Le chômage familial
par Jean Monanteau

■ Et mon petit ?

Une préférence pour les stages
par Liliane Delwasse

■ Institutionnaliser la cooptation

Les employés jouent les DRH
par Olivier Piot

■ Le cœur en forme de losange

La culture d'entreprise en héritage
par Catherine Leroy

page 32

■ Proletaires des Vernes, unissez-vous !

Des jeunes immigrés prennent leur destin en main
par Marie-Claude Rebbeder

■ Le syndicalisme en porte à faux

Défendre salariés... et chômeurs
par Francine Alkicovitch

■ Le paternalisme à la mise

Enfant, cousin, neveu, oncle
par Marie-Béatrice Baudet

page 33

QUOTIDIEN

□ La course aux titres

□ La culture d'entreprise

CROISIÈRES

□ Pas de vents contraires

page 34

TRIBUNE

□ Les mirages du partage du travail

par Roger Sue

LIBRAIRIE, ECHOS

page 35

Tout commence avec Renault. A l'usine de Flins lors de l'embauche des ouvriers qui devaient constituer la troisième équipe rendue nécessaire par la montée en production de la Twingo, 50 % des premiers recrutés étaient des fils de salariés « au cœur de losange », pour reprendre une belle expression maison. Depuis, à mesure que se poursuit la procédure de sélection, le pourcentage a tendance à baisser, mais le nombre des enfants de Renault-Flins restera considérable.

Pour autant, peut-on parler de « népotisme salarié », comme cet exemple y invite ? Bico sûr, la direction s'en défend qui note simplement que, la procédure de recrutement n'ayant fait l'objet d'aucune publicité, la famille du personnel se trouvait logiquement privilégiée. Seule parmi les syndicats la CGT avait demandé une priorité ou un quota, qui lui fut d'ailleurs refusé.

Difficile dans ces conditions de conclure. Il n'en reste pas moins que, ici comme ailleurs, et plus encore depuis que le chômage existe, la tentation dévient forte, chez les salariés, de faire jouer la règle de l'avantage pour leur progéniture. Individuellement, cela se pratique beaucoup, souvent avec la complicité de l'employeur, même si chacun reconnaît sa mauvaise conscience. Collectivement, le cas est plus rare, et il faut se tourner vers des professions bien précises pour découvrir les traces formelles d'une telle attitude, fréquemment revendiquée. Prenant prétexte des difficultés du bassin d'emploi, et de la tradition qui impose un parcours initiatique pour pénétrer la corporation, la fédération CGT des dockers dégageait actuellement sur ce sujet dans le cadre de la future convention collective. Non écrite, l'histoire accordait un tel « privilège » aux orphelins de mineurs victimes d'un accident et, naturellement, pourrait-on dire, les grandes entreprises de la mono-industrie (sidérurgie, navale, textile, etc.) accueilleraient d'autant plus facilement les enfants qu'elles étaient aussi les principaux employeurs d'une zone donnée.

PAR le passé, cette solution se confondait avec les méthodes paternalistes dont les relents se perpétuent parfois encore aujourd'hui. Dans certaines vallées des Vosges, par exemple, il était de coutume que l'entreprise se charge de tout, de la naissance à la mort, et que le patron, qu'il se nomme Marcel Boussac ou les héritiers de Georges Pellerin, intervienne jusque dans les affaires de famille. Des anciens, dans la région du Nord ou en Lorraine, racontent toujours de ces histoires où la vie professionnelle et la vie tout court étaient régies par un maître unique.

Quand ces systèmes se sont écroulés, on que des usines ont été fermées, les conséquences ont été dramatiques, pas seulement pour les salariés, mais aussi pour les familles. Dans des bassins d'emploi, le chômage familial a fait des ravages, détruit une économie et provoqué une déstructuration du tissu local. Aujourd'hui, un danger identique se profile dans des endroits comme Creutzwald où l'unité de Grundig emploie des couples, des pères et des fils, des mères et des filles. Mais une forme d'atavisme peut avoir les mêmes conséquences. Bien que l'usine Talbot ne soit pas la seule à Poissy, les dégraissages des années 80 avaient révélé que

deux générations d'ouvriers pouvaient perdre leur emploi simultanément.

Tout cela justifie la prudence des organisations syndicales à l'égard de cette « préférence familiale », et pas seulement pour des raisons de principe. Il n'empêche qu'elles sont malgré tout soumises à une pression du personnel en ce sens, et qu'elles y résistent pas toujours. Mal à l'aise, elles adoptent une attitude d'autant plus ambiguë que la situation de l'emploi s'aggrave. De la même manière, et avec une égale difficulté, elles sont souvent conduites à défendre d'abord le travail de ceux qui en ont un contre, fatalement, la masse des chômeurs. Terrible arbitrage que le clientélisme accentue.

Mais il faut également dire que le « népotisme » est parfois encouragé par les entreprises elles-mêmes, qui, dans ce cas, préfèrent bien entendu parler de « cooptation ». Certains en ont même fait un axe important de leur gestion des ressources humaines, notamment pour recruter des techniciens et des cadres dont elles imaginent qu'ils seront plus performants si leur

candidature est recommandée par un membre du personnel. En son temps, Hewlett-Packard avait mis au point un tel dispositif, avant d'y renoncer. En revanche, Raok Xerox continue d'utiliser cette technique, érigée au rang de programme officiel. Apparemment, la cohésion de l'entreprise s'en trouve améliorée et, dans ces périodes de basses eaux pour l'emploi, la recommandation facilite la sélection.

Ce regain s'explique en effet beaucoup par le chômage et il se manifeste aussi bien pour les stages d'été que pour les postes saisonniers. Signe des temps, les administrations de la fonction publique, les banques et les grandes entreprises sont submergées de demandes qui émanent de parents pour leurs enfants. Il a souvent fallu s'organiser et établir des règles pour contrôler le phénomène. Un même jeune ne pourra venir que deux années de suite, par exemple. Quand tout va mal, il faut se serrer les coudes mais aussi répartir la pénurie.

Alain Lebaube

INGÉNIEURS, INFORMATIENS

Les entreprises qui recrutent vous donnent rendez-vous dans

Le Monde

INITIATIVES

du 15 daté 16 juin 1993

OPÉRATION SPÉCIALE ■ OFFRES D'EMPLOIS

HAUTE TECHNOLOGIE

MARKETING - ACTION COMMERCIALE
MARKETING DIRECT
COMMUNICATION
AFFAIRES INTERNATIONALES

Elargissez le cercle de vos compétences.

Pour acquérir ou perfectionner vos connaissances, des sessions de 9 journées, réparties sur 3 à 4 mois, sont organisées sur différents thèmes :

- marketing fondamental • marketing industriel • marketing des services • direction des ventes • communication • marketing international • politique de marketing • marketing direct.

Ces modules permettent d'acquérir une spécialisation complète dans un domaine de gestion d'entreprises et peuvent être validés par le diplôme ISSEC (homologué au niveau maîtrise universitaire).

• Sessions : octobre 1993 à janvier 1994.
• Durée : 9 jours échelonnés sur 3 ou 4 mois.

VIVIANE HENRIOT
ou CATHERINE BOURGEOY
(1) 46 92 21 00



DEVENIR AIDE MANAGER
LES MOYENS
DE LEURS RESSOURCES

ENTR. 200, 2 PLACE DE LA DÉFENSE, 92063 PARIS-16 DÉFENSE

DOSSIER • Emploi : la famille d'abord

Après moi, mon mari

Dans le Perche, le chômage familial est vécu au quotidien

Au téléphone, la voix est découragée : « Comprenez, monsieur. Mon mari et moi avons pensé que nous devions nous faire oublier. Nous ne souhaitons plus vous rencontrer. » Le rendez-vous avait été cependant pris dans la petite maison de ce couple au chômage, habitant un village dans le Perche, à quelques kilomètres de Nogent-le-Rotrou. Et puis ils avaient changé d'avis : « Vous travaillez pour un journal qui est très lu par les patrons de Paris. Ce sont eux qui ont quelque chance de venir un jour dans la région monter des entreprises. Si un jour reconnaît... » Un silence. « Comprenez encore, nous avons des traites à payer, notre maison. » Pour ce couple, employé pendant vingt-deux ans chez Philips, la peur, mais aussi la méfiance qui conduit au repli sur soi. Une famille qui n'est pas exceptionnelle. A la frange de la Beauce et de la Basse-Normandie, la population est en état de choc. Anesthésiée serait le terme le plus approprié. La décennie, en effet, a très mal commencé pour ce bassin d'une vingtaine de kilomètres autour de Nogent-le-Rotrou. Des deux pôles principaux qui lui donnaient corps, l'un a disparu, l'autre est ébranlé. Le premier de ces appuis, celui qui apparaissait insurmontable à la population, c'était Philips Electronics, grand public, implanté depuis le début des années 60. L'usine, qui comptait 1 000 salariés, a été fermée au mois de juin 1991, emportée par la vague de restructurations qui a frappé le grand groupe néerlandais.

Le second appui, c'est Valéo-Thermique. Aujourd'hui, l'équipementier automobile se structure autour d'un plan social. Résultat : de licenciements en licenciements, par petites touches successives, l'effectif est passé de 1 030 salariés à 800 aujourd'hui. L'avenir de Valéo ici ? Personne dans la ville n'en sait rien. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'était le nouvel abattir de Sica-Perche.

Orgueil de ce pays de bocage, pour lequel la viande ovine n'est pas seulement une tradition mais tient lieu de patrimoine culturel, voici qu'il disparaît. Ce mois de mai, les 60 employés vont rejoindre l'ANPE. Tutélaire, le Crédit agricole était pourtant fortement impliqué dans sa gestion. « Cette spirale s'arrêtera-t-elle ? » s'interrogent les Nogenais, qui se sentent menacés, y compris dans leurs familles.

Masculin-féminin

Pour le montage de ses téléviseurs, Philips employait, en effet, une main-d'œuvre à 80 % féminine. A ces emplois correspondait encore chez Valéo un personnel à 80 % masculin. « Dans un bassin d'emploi comme celui-ci, la majorité des gens vivent dans les petites communes rurales environnantes, il n'est pas besoin d'être un spécialiste de politique familiale pour comprendre l'effet produit sur la vie des ménages », commente un ancien adjoint au maire de la précédente municipalité.

Et c'est à environ 200 qu'il estime le nombre de couples qui travaillaient chez Philips. Martine, quarante ans, deux enfants, ancienne ouvrière de la « Radiotechnique », comme on dit encore en parlant de Philips — où elle a été employée durant vingt ans — est un cas de figure-type. Depuis qu'elle a été licenciée, la question qu'elle dit chaque jour se poser est la suivante : « Jusqu'à quand Valéo, où travaille mon mari, tiendra-t-il ? »

Martine, soit dit au passage, a bénéficié du plan social mis en place par Philips. Ses 40 000 F d'indemnités, elle affirme les avoir remis à un employeur local, lequel, de surcroît, n'eût à payer aucune charge sociale pendant un an. « Mon année terminée, il m'a virée », dit Martine sans autre commentaire. Mais je ne suis pas la

seule dans ce cas. Seul job qui lui a été proposé depuis : mettre des rondelles sur des pots de rillettes.

Nogenais d'origine, le libraire bien achalandé de la rue Villette est un bon observateur de la vie locale. Il vend de moins en moins de BD et d'ouvrages pour jeunes. En revanche, ses rayonnages sont bien fournis en romans historiques. Il y voit un signe des temps : sans doute nombre de familles parmi les plus jeunes ont quitté Nogent et, en premier lieu, les cadres actifs, commentent-ils. Les jeunes, faute d'emploi, s'expatrient. Or, ceux qui étaient nés au début des années 60 étaient entrés en masse dans les entreprises où travaillaient leurs parents.

Philips et Valéo, qui assuraient une partie de la clientèle des commerçants nogenais, s'étaient installés en pleine période d'expansion économique. Aujourd'hui, pour le maire, François Huward, le développement de ces deux grandes entreprises a sans doute été une erreur d'aménagement du territoire. « Avec 3 000 emplois directs, ces deux entités industrielles ont certes endigué une partie de l'exode rural, dit-il. Mais, en épongeant le marché de l'emploi, elles l'ont stérilisé. Dans le même temps, il y a eu, en effet, peu de créations de PME, donc pas de diversification, qui nous fait cruellement défaut aujourd'hui. »

Pour l'heure, François Huward n'a d'autre souci que l'emploi : 1 811 chômeurs au 31 mars. S'il s'efforce d'attirer sur sa commune des entreprises extérieures, il mise beaucoup sur le rôle du Comité des bassins d'emplois, qu'il préside. La tâche est rude. En termes d'emplois, Nogent-le-Rotrou rayonne sur trois départements (Eure-et-Loir, Orne, Sarthe) et trois régions (Centre, Basse-Normandie, Pays de Loire). Le casse-tête en matière administrative et de rivalités locales se devine aisément : « L'économie et l'emploi auraient-ils des frontières ? »

Jean Menanteau

Et mon petit ?

Pérenniser la « priorité aux enfants » pour les stages d'été

La fédération des dockers CGT, on s'en doute, est certainement acerbée. Daniel Lefebvre, secrétaire général des dockers, est formel : « Il ne s'agit pas de corporatisme, nous ne voulons pas fermer le recrutement ni en conserver l'exclusivité : nous souhaitons seulement pérenniser un usage en place depuis des décennies, depuis la loi de 1947 reconnaissant et réglementant la profession. » La pratique est générale et le patronat portuaire ne s'y est, semble-t-il, jamais opposé. De quoi s'agit-il ? Les ouvriers dockers sont titulaires d'une carte professionnelle obtenue au bout d'une période probatoire très variable selon les ports — qui se trouve être de dix-huit mois dans les deux plus importants, Le Havre et Marseille. Leurs enfants ont pris, dès l'âge autorisé, l'habitude de travailler dans les ports en tant que stagiaires saisonniers rémunérés à la vacation. Un certain nombre d'accords paritaires locaux octroient déjà aux fils des dockers une priorité à l'embauche occasionnelle aussi bien qu'à la titularisation définitive.

C'est cette préférence familiale que la fédération souhaite assurer et officialiser pour l'ensemble de la profession de façon permanente. Cette revendication fait partie du projet de convention collective qui doit être négocié avec le patronat avant la fin de l'année. Un des arguments avancés en faveur de la demande est le peu d'emplois existant dans les régions portuaires en dehors du port lui-même : le tissu industriel de l'arrière-pays s'est souvent effondré, affaibli, selon certains, par l'attrait exercé par la mer.

La priorité à l'embauche de leurs enfants n'est aussi nettement

réclamée par aucun autre salarié, quel que soit le secteur. Du temps où la mine était le seul employeur dans une région, l'usage voulait qu'en cas de catastrophe minière on favorisât largement et presque automatiquement l'emploi des mineurs qui avaient été affectés à l'accident. Mais rien n'était écrit ni codifié. Pour Jacky Bernard, secrétaire général de la fédération CGT du sous-sol, « marcher sur les traces de son père et embrasser automatiquement la même profession montrent une ambition limitée. Ce idéal appartient à une époque révolue où les catégories sociales étaient figées, où la société était cloisonnée ». Il faut dire que, depuis 1984, il n'y a plus eu une seule embauche dans la mine et une telle revendication pour leurs descendants paraîtrait totalement hors de propos. Les grandes traditions professionnelles et les dynasties d'ouvriers se sont perdues avec la fin de la sidérurgie, du textile et de la mine.

Le prétexte de la délocalisation

Les changements de mentalité ont suivi et les jeunes ne sont plus du tout prêts à prendre la relève de leurs aînés. Les délocalisations ont été pour les salariés l'occasion de réclamer une priorité pour l'emploi de leur conjoint si celui-ci avait dû renoncer à son travail pour suivre un fonctionnaire transplanté. Mais rien de tel n'a été formulé pour garantir l'avenir de leurs enfants. D'ailleurs l'embauche des conjoints ne s'est pas toujours réalisée faute d'opportunités.

La Météo a été délocalisée à Toulouse en 1986. Or, à la fin de

1992, soit plus de six ans après, la moitié des époux ou épouses n'avait toujours pas trouvé de situation.

En revanche, plus modestement, les salariés de la fonction publique demandent souvent que leurs enfants soient favorisés en ce qui concerne l'obtention d'emplois saisonniers en été. Ministères et administrations ont souvent des postes à pourvoir en juillet et août de par les congés. Ces jobs d'étudiants sont, sinon chassés, du moins réservés en priorité aux enfants des fonctionnaires. La responsabilité des ressources humaines de l'imprimerie des timbres poste, à Périgueux, explique : « Les règles qui régissent l'embauche sont celles de l'administration. Le recrutement se fait au niveau national et sur concours. Il y a un tableau national des mutatis. Par contre, en période de surproduction et en période estivale, nous faisons régulièrement appel à des auxiliaires en renfort. Là, je privilégie les enfants du personnel, mais, vu le nombre extrêmement élevé des demandes, je ne les engage pas plus de deux années de suite pour laisser leur place à tous. » Même phénomène pour les emplois de vérificateurs de qualité, techniciens dont le recrutement se fait jusqu'ici localement. Leurs enfants, s'ils posent leur candidature, sont favorisés.

Une politique identique est suivie volontiers dans les banques : les stages d'été pour étudiants accueillent généralement les fils et filles du personnel à tous les niveaux. Et il n'est pas rare de voir les dignes rejetons du directeur général jouer du 14 juillet au 30 août les garçons d'étage au les hôtes d'accueil.

Liliane Delwasse

Institutionnaliser la cooptation

Rank Xerox fait de la candidature « recommandée » un mode permanent de recrutement

« CEUX qui vous ressemblent nous réussissent. » La devise accompagne le logo — une poignée de mains — utilisé par Rank Xerox pour rappeler aux salariés l'existence d'une démarche originale dans l'entreprise : la cooptation. Dans les coulisses du siège parisien, des affiches dansent son esprit au pictogramme : « Réfléchissez : il y a certainement dans votre entourage quelqu'un à notre image. » Un imprimé est à la disposition des « comptants », qui doit être retourné au service des ressources humaines : un dépliant circule, qui précise les règles du jeu : une prime, enfin, est promise (2 500 francs), qui est versée à chaque salarié dant le candidat a été retenu.

Au lieu de circuler dans l'ombre, animée par le secret des « amitiés » et des « services rendus », la cooptation fonctionne chez Rank Xerox au grand jour. Institutionnalisée, elle devient une stratégie volontaire et organisée de recrutement. Une démarche déjà bien rodée. « Lancée en 1983, la cooptation est née de notre volonté de faire du recrutement une responsabilité partagée », souligne le dépliant de présentation, précisant que la formule est devenue « un état d'esprit et une de nos premières sources de recrutements ».

Au cours des dix dernières années, la société a réalisé environ le tiers de son recrutement par la cooptation. En 1992, première année de retournement de conjoncture en matière d'embauches — 200 personnes recrutées, contre une moyenne de 300 à 500 auparavant —, le système a

fonctionné. Environ 23 % des embauches « forces de ventes » ont été réalisées à partir de candidats « cooptés », contre 27 % issus des petites annonces et 50 % répartis entre les « contacts écoles » et les candidatures spontanées.

Maîtriser les dérives

« Au début, nous avions des besoins énormes », précise Jean-Louis Bessalem, directeur des ressources humaines chez Rank Xerox. Ce système n'a été mis en place pour nous permettre d'augmenter notre base de candidats. Par la suite, le système n'a pas été modifié, s'adaptant aux aléas du marché.

Diminution des coûts de recrutement, utilisation de l'esprit et de la « culture maison » véhiculés par les salariés afin qu'ils effectuent eux-mêmes, dans leur propre entourage, une sélection de candidats potentiels : les avantages de la formule sont multiples. Avec, pour principal atout, « le fait indiscutable que les gens qui nous sont envoyés ont toujours quelque chose de commun avec ceux qui nous les présentent », résume Jean-Louis Bessalem.

Pour autant, ce réseau interne de mise à contribution des salariés n'est pas sans présenter des inconvénients. Mais le fait d'en faire une « structure permanente » permet de mieux maîtriser des dérives qui existent de toute façon. Comment éviter, par exemple, de tomber dans une logique de « piston » ? Il suffit

de limiter le nombre de personnes « cooptées » par un même salarié », souligne Jean-Louis Bessalem. Autre garde-fou : chaque candidat est présenté à un responsable différent de celui qui dirige l'équipe à laquelle appartient le « cooptant ».

« Nos exigences sont les mêmes que pour les autres candidats », indique Jean-Louis Bessalem. S'agit-il d'éviter la formation de « clans » au sein de l'entreprise — formés à partir des « relations » de cooptation — et l'un décide que le candidat sera affecté dans un autre service que celui de son « cooptant », afin qu'il fasse la preuve de ses propres compétences. Faut-il enfin responsabiliser le salarié qui propose un candidat ? « Nous ne voulons pas limiter les propositions en faisant porter la responsabilité de la qualité des postulants à nos salariés », indique Jean-Louis Bessalem. La prime est donnée avant la période d'essai. Le reste nous regarde. »

Le système fonctionne donc pour que les personnes employées par Rank Xerox se sentent libres de proposer des candidats. Car « le principal avantage est de bénéficier d'un accès essentiel à la qualité d'un recrutement : la connaissance personnelle des individus, de leur façon de vivre, souligne Jean-Louis Bessalem. Cette dimension supplémentaire nous est fournie par les salariés eux-mêmes ». Et le résultat est bien là, puisque le taux de fidélisation — sur trois ans — des salariés « cooptés » est près de deux fois supérieur à celui des personnes recrutées par d'autres moyens.

Olivier Plot

Le cœur en forme de losange

La descendance du personnel de Renault garantit une cohésion autour des enjeux de la société

Le hasard fait parfois bien les choses. Ce ne sont pas les enfants des salariés de Renault Flins qui le démontreraient. Et encore moins le constructeur automobile. A l'occasion de la mise en place de la troisième équipe de nuit, Renault Flins a embauché un pourcentage non négligeable d'enfants du personnel de l'usine. Un premier pointage effectué début avril montrait que sur quelque deux cents ouvriers recrutés, 30 % étaient des enfants du personnel de l'usine. Un deuxième pointage fin avril tempérait un peu le phénomène, ramenant à 42 % la part des enfants de salariés sur trois cents embauches environ. Ce pourcentage diminuera vraisemblablement jusqu'à ce que l'objectif des quatre cents embauches soit atteint, mais gageons qu'il restera malgré tout assez élevé.

Ces résultats laisseraient penser a priori qu'il s'agit d'une volonté délibérée de la direction de privilégier les enfants du personnel de Flins. La direction s'en défend. Elle explique cet état de fait par l'absence de publicité dans la presse autour des recrutements. Les enfants du personnel, premiers avertis des embauches, auront été naturellement les premiers à envoyer leur curriculum vitae. Il était donc « logique » de les retrouver en grand nombre parmi les premiers sélectionnés.

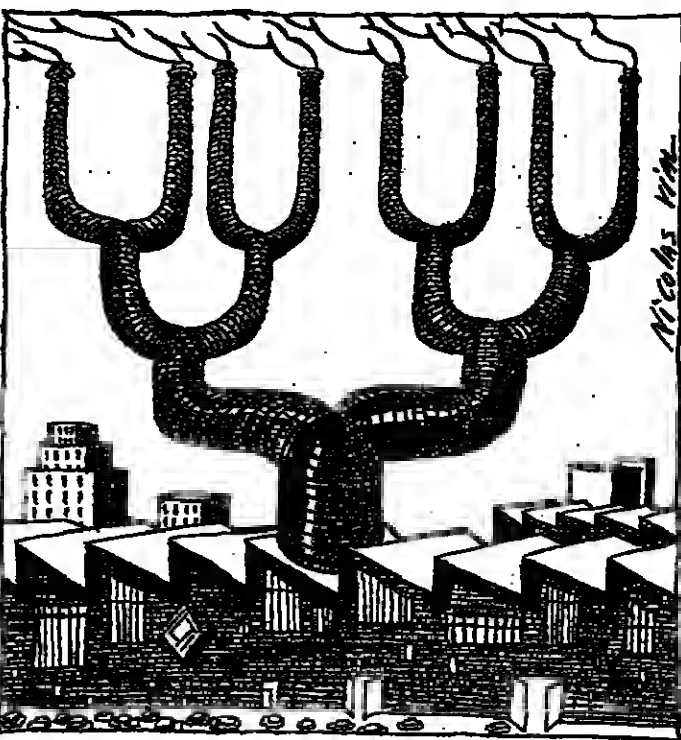
Les désirs du personnel

Il n'est pas tout à fait impossible, reconnaît cependant Renault, que, dans le cadre de la présélection, des enfants du personnel aient bénéficié d'une plus grande indulgence que d'autres. Mais tout le monde s'est retrouvé à égalité face aux tests de recrutement (psychotechniques et

connaissances générales) visant à détecter les candidats présentant un profil d'ouvrier P2. Pour Renault, ce bilan traduirait plutôt un grand mouvement de motivation des ouvriers de l'usine qui ont fait leurs enfants.

Certes, par ces temps de fort chômage, faire embaucher les enfants est une demande des salariés de toutes les entreprises. Et les salariés n'hésitent pas à faire des démarches auprès de leurs organisations syndicales pour faire remonter leur requête. Certaines se font le vecteur officiel de cette demande. D'autres se montrent plus réservées sur le principe. Il en est, enfin, embarrassées, qui préfèrent éviter de se prononcer sur la question. A Flins, seule la CGT, bien que non signataire de l'accord sur la mise en place de la troisième équipe, a indiqué avoir demandé à la direction qu'une partie des postes soit attribuée à des enfants du personnel. « Nous n'avons pas eu de réponse. La direction ne l'invoquera jamais, mais nous sommes persuadés que cela a été pris en compte, même si elle nous dit que ce sont les tests qui ont été déterminants », indique Jean-Pierre Lemaire. Pour lui, il est clair que l'entreprise a intérêt à accéder aux désirs des salariés : « On dit chez nous que le personnel a le cœur en forme de losange. Cela doit quand même intéresser les entreprises d'avoir des gens qui la connaissent déjà. » Et qui surtout sont imprégnés de sa culture. « La direction marche dans la mesure où les profils correspondent à ses besoins. Elle pense, à tort ou à raison, que l'embauche d'enfants de salariés garantira une cohésion autour des enjeux de l'entreprise », explique un syndicaliste. Cependant, s'interroge cet observateur, qui tient à garder l'anonymat de peur que ses réflexions portent préjudice à son syndicat, « est-il bien normal que les gens entrent dans l'entreprise en raison de leur parenté ou par cooptation ? Après tout, le chômage est un problème général. Au nom de quoi devrait-on favoriser les uns au détriment des autres ? »

Catherine Leroy



Nicolas Wille

Prolétaires des Ve

Le syndicalisme

INITIATIVES

DOSSIER • Emploi : la famille d'abord

Prolétaires des Vernes, unissez-vous !

Les jeunes d'une cité d'immigrés créent entre eux un réseau de « relations professionnelles »

« NOUS suivons cent soixante jeunes. Sur une année, nous arrivons à obtenir que plus de trois sur quatre travaillent au moins un certain temps ou passent par une formation ; et tous se voient proposer au moins une possibilité d'emploi », Philippe Lalevée, responsable de l'association Les Vernes, club de prévention de Vernueil et Vernouillet, dans les Yvelines, a quelques raisons d'être fier de ce bilan, car son terrain d'action n'est pas facile : l'endroit est certes agréable, noyé dans la verdure et proche des rives de la Seine. Mais le secteur, de plus en plus résidentiel, a de moins en moins à offrir aux immigrés arrivés là dans les années 60 pour les besoins d'une industrie automobile en plein développement, de Flins à Poissy. Les chaînes, désormais automatisées, ont plus besoin d'OS, les « barres » de la cité HLM du Parc, construite pour eux, regroupent de chômeurs et de RMistes, et la seconde génération se sent là comme dans un désert : localement, il y a peu d'entreprises et encore moins de moyens de transport.

Présente depuis huit ans dans le « chalet » à l'entrée de cette cité où vit l'essentiel de sa clientèle, l'équipe d'éducateurs des Vernes veut d'abord arracher les jeunes au « sentiment d'exclusion » qui leur fait dire : « Ce n'est pas la peine que je cherche un travail, car il n'y en a pas pour des gens comme nous », alors même que des possibilités d'emploi existent. Pour y parvenir, elle met en œuvre une idée-force : travailler en réseau. Et cela à tous les niveaux : avec les travailleurs sociaux des environs, avec les chefs d'entreprise locaux dont certains font partie du conseil d'administration du club. Mais aussi et surtout entre jeunes. Jacques, qui a longtemps travaillé à Eternit, une entreprise de la région, a ainsi réussi à y faire entrer une vingtaine d'autres jeunes : chaque



fois que s'annonçait dans l'usine une démission, un départ à l'armée, une période de congé, un licenciement, il venait le dire au chalet. Aussitôt c'était le branle-bas : qui était capable d'occuper le poste parmi les copains des Vernes ? Qui était prêt à profiter de cette possibilité ? Une fois repéré le personnage ad hoc, on épluchait son curriculum vitae et il allait présenter à l'usine une candidature « spontanée » parfaitement adaptée à ce que cherchait l'entreprise.

Mohamed, lui, ayant déniché des missions d'intérêt dans une agence de Poissy, a joué un temps un rôle équivalent en mettant plusieurs de ses camarades en contact avec elle. Aujourd'hui, il travaille chez Renault à Flins : ils sont six de la cité du Parc à s'y retrouver. « Voilà quelques mois nous étions

Une solidarité plus globale

La solidarité se noue plus particulièrement à l'intérieur de petits noyaux de trois à cinq jeunes : ils se dotent ainsi instinctivement de ce qui leur manque par rapport aux adolescents issus de milieux plus aisés ou mieux insérés : de « proches » qui les soutiennent, d'une « famille » d'adoption, d'un réseau de « relations » capable de les aider à trouver leur place dans la société.

Le club est le support qui permet à ces groupes de naître et qui intègre les nouveaux venus dans une solidarité plus globale. Le système ne règle pas tous les problèmes : « Il faut ensuite obtenir qu'ils restent dans l'emploi trouvé. Leur capacité à « durer » va souvent de trois semaines à trois mois. Mais ces premières expériences leur évitent de se marginaliser, les font réfléchir, rêver de travaux moins pénibles et plus intéressants. Un jour, ils commencent à penser formation. C'est le cas de Mohamed : il veut devenir chauffeur : « un métier dans lequel on peut se casser sans problème ». Et il sait que pour ce futur travail aussi il peut compter sur le réseau : « On a des contacts... »

Marie-Claude Batheder

Le paternalisme à la mine

Mineur de père en fils « c'était une nécessité »

C'EST sermon de curé fait partie de la mémoire collective des mineurs. C'était à Stiring-Wendel, près de Forbach, en pleine Lorraine métallurgique, un dimanche comme les autres. Les mots résonnent encore : « Je peux donner le pain, je peux retirer le pain. » Le clergé, dans les années 50, était coupé en deux : les curés « progressistes » et puis ceux qui, confortablement installés dans leurs paroisses par la Mine, faisaient du prosélytisme à bas prix. Chapelles, écoles, hôpitaux, routes, logements, médecins, gendarmes, l'État minier c'est celui des Houillères du bassin de Lorraine, les HBL. Jusqu'à l'écrivain public, « Monsieur SVP », comme on l'appelait, jusqu'aux maires des petites communes. Un paternalisme exacerbé qui ne trouve son équivalent que dans les Vosges et les villages « Boussacs ».

C'est vrai, se souvient Paul Bladt, ex-ouvrier aux HBL, ancien secrétaire général de la CFDT-mineurs de Lorraine, aujourd'hui maire de la petite commune de Cocheren. « Nous avons tous un peu le sentiment de ne pas pouvoir nous évader de la région, d'y être enfermés ». Et pour cause.

La mort libératrice

A la fin de la seconde guerre mondiale, la Lorraine c'est le désert, sauf là où le charbon se trouve. La région est mono-industrielle, les gisements à exploiter et la main-d'œuvre à recruter sur place d'urgence. Mineur de père en fils, voilà la solution. « C'était une nécessité », explique Robert Ceillett, l'un des anciens directeurs généraux du bassin de Lorraine, aujourd'hui à la retraite. « Le pays était sinistré. Il fallait reconstruire ». Un jeune, à l'époque, raconte Paul Bladt, pouvait être embauché à l'âge de treize ans au criblage du charbon. Si il avait du cœur à l'ouvrage, il était ensuite admis au centre d'apprentissage des Houillères. Les filles, elles, pouvaient décrocher une place d'employée. « Si par malheur des parents avaient un enfant handicapé, poursuivait Paul Bladt, on lui trouvait une place quand même, garde-vestiure, par exemple ». Le réseau, c'était la famille,

mais la famille au sens large : les enfants, bien sûr, mais aussi le cousin, le neveu ou l'oncle. Lors des accidents mortels, la cité minière se resserrait autour de la mère et des orphelins « que les Houillères, explique Robert Ceillett, se faisaient un devoir d'embaucher. »

Depuis dix ans les HBL se recrutent plus. An plus fort de l'exploitation des gisements, elles comptent cinquante mille salariés, essentiellement treize mille. Aujourd'hui, les pouvoirs publics, à travers le Groupe d'intervention du réaménagement des zones minières (GIRZOM), essaient de redistribuer les cartes et de limiter les conséquences dramatiques du désengagement des anciens maîtres des lieux. Non sans difficultés. L'infrastructure routière, électrique, une fois remise aux normes, revient maintenant aux communes. Quoi qu'il en soit, les traces du paternalisme sont encore là, bien visibles. Comme les magasins Samer réservés aux mineurs et les vitrines d'une coopérative créée par les HBL afin de vendre les produits d'alimentation au plus près du prix coûtant.

Le statut des mineurs, c'est obligatoirement le logement et le chauffage gratuits. Mais très souvent, les mineurs reçoivent l'eau en sus ou ne payaient pas, par exemple, d'impôt pour l'écoulement des ordures ménagères. Ils doivent aujourd'hui reproduire cela à leur charge. « C'est sûr que le paternalisme canalise l'initiative individuelle », reconnaît Robert Ceillett. En sortant, c'est très difficile car on a même l'impression de ne pas avoir la vie de tous les jours.

Certains mineurs regrettent aujourd'hui ce bon vieux temps. D'autres se félicitent de la mort libératrice de la toile d'araignée. Aux HBL, on n'aime pas trop évoquer ces souvenirs. Et pourtant, ils sont encore bien vivaces. A la fin de l'année paraîtra Du charbon et des hommes : l'histoire des Houillères du bassin de Lorraine, un livre écrit à plusieurs mains, celles de mineurs, celles de la hiérarchie. Un ouvrage luxueux que les HBL offriront à prix réduit aux mineurs. Point d'orgue, dérisoire ou non, d'une époque révolue.

Marie-Béatrice Baudet

Le syndicalisme en porte à faux

Trouver un équilibre entre les intérêts des employés, des chômeurs et des entreprises est devenu très délicat

CHEZ EDF à Lyoo, « quand mon chef de service devait embaucher, il prenait un tiers des candidatures parmi les CV envoyés spontanément, un tiers émanant de la hiérarchie et un tiers des organisations syndicales qui avaient, entre autres fonctions, de porter à la direction les demandes d'emploi présentées par leurs adhérents ». Dépeint par Bruno Léchavin, secrétaire général de la Fédération gaz électricité (FGE) de la CFDT, cette tradition n'est pas propre à EDF.

Aux Minguettes, se souvient Roger Bonneval, directeur de l'entreprise d'insertion Cledit, et ancien permanent CFDT, « les listes sont au pied des HLM. Pourtant, les jeunes n'étaient pas du tout soutenus par les syndicats d'entreprise pour obtenir un entretien d'embauche : alors qu'ils appuyaient les candidatures transmises par le personnel ». Certes, il n'existe pas de différence fondamentale entre le chômeur inconnu et le fils d'une adhérente, lui aussi chômeur. Et, humanisme, la pression des salariés face au chômage et la réponse des syndicats, qui n'est pas toujours dénuée d'ambitions électorales, peuvent se comprendre. Il n'empêche que ces comportements sont susceptibles d'apparaître comme privilégiant les intérêts des salariés contre ceux des chômeurs ordinaires.

Plus généralement, certaines attitudes ne sont-elles pas à l'origine du sentiment des chômeurs d'être abandonnés par les syndicats ? Ce fut le cas notamment quand des délégués ont voulu défendre l'emploi de vacataires en accusant les CES (contrats emploi-solidarité) de prendre leur travail. De même, lors des négociations de l'UNEDIC de 1992, « quand les organisations syndicales ont accepté de réduire les

montants et les durées des allocations, cela n'était pas très favorable aux chômeurs », rappelle Maurice Pagat, secrétaire général du Syndicat des chômeurs (10 000 adhérents).

N'oublions pas, cependant, tient à préciser Alain Deleu, secrétaire général de la CFTC, que « les syndicats savent aussi demander aux salariés des efforts au profit des chômeurs en acceptant une hausse des cotisations. Mots il est vrai que, dans le contexte actuel du chômage, il est très délicat de trouver un équilibre entre les intérêts des salariés, des chômeurs et des entreprises ». Dans ce cas, ne serait-il pas plus logique que les chômeurs soient représentés par des associations de chômeurs ? Non, répondent les syndicats. Pour Bruno Léchavin, on risquerait en effet de déboucher sur un nouveau « corporatisme qui conduirait à renforcer l'exclusion, à déresponsabiliser les confédérations et à émietter l'organisation collective » du monde du travail.

La diversité des sans-emploi

De plus, pour Alain Ritter, vice-président de l'Union départementale CFTC de Haute-Garonne, « les chômeurs ne forment pas une classe à part, par statut syndical. Ce sont des travailleurs qui, momentanément, sont privés d'emploi. Notre philosophie est de les considérer comme des salariés ». Des salariés particuliers, quand même, qui « ne manifestent pas dans la rue, ne font pas grève, ne se révoltent pas, tant le chômage provoque une déflagration de la personnalité », insiste Annie Dreulle, directrice de la Maison des chômeurs-Par-

tage de Toulouse, issue du Syndicat des chômeurs. « Nous avons écrit à des comités d'entreprise pour qu'ils nous aident à la création du syndicat. Sans succès. Les CES qui organisent des voyages, des loisirs, auraient pu avoir un geste ». Malgré les déclarations d'intention des syndicats, force est aussi de constater que, jusqu'à présent, ils n'ont pas réussi à organiser les chômeurs et que, la plupart du temps, un adhérent licencié d'une entreprise, c'est un adhérent en moins.

Certes, face à la déliquescence de l'emploi et à la crise du syndicalisme, qui conduit à déterminer des priorités, il est bien difficile pour les militants d'agir sur tous les fronts. De plus, pour Richard Dethyre, président de l'Association pour l'emploi et la solidarité (20 000 adhérents) et coauteur de la Revue des chômeurs, il faut se souvenir que « dans leur fonctionnement et dans leur réflexion, les syndicats sont issus du modèle traditionnel du travail qui a explosé à une vitesse effrayante ». La société d'aujourd'hui présente, en effet, des facettes multiples composées non seulement du cortège des chômeurs, mais aussi des travailleurs précaires, des salariés à temps partiel, des RMistes, des CES, des intérimaires, etc. qui brouillent les repères de la lutte syndicale.

Des tentatives pour sortir de cette impasse existent toutefois. La CGT, par exemple, dispose d'un Comité national de lutte et de défense des chômeurs, lancé en 1979. Il compte aujourd'hui, précise André Quilès, son secrétaire général, 25 000 adhérents réunis autour de 505 comités locaux de chômeurs rattachés aux unions locales et départementales de la CGT. Ces comités, composés de chômeurs et de quelques actifs, ont pour vocation « de réfléchir à

des propositions en faveur de l'emploi ». Exemple : « Les bureaux d'embauche : dans une entreprise, on relie les comités de chômeurs et la section syndicale pour évaluer le nombre de postes à pourvoir si on supprime les heures supplémentaires. Ensuite, on invite les chômeurs d'un quartier ou d'une localité à un rendez-vous pour qu'ils remplissent des dossiers de candidatures très complets, que les délégués remettront à la direction. Et, parfois, ça marche ». D'autres actions de la CGT visent à soutenir les chômeurs en cas de coupure d'électricité, d'expulsion, de saisie ou, encore, « à organiser des vacances pour les enfants des chômeurs ». Autre initiative : à Toulouse, les administrateurs CFDT, et plus récemment CFTC, de l'ASSEDIC appuient les dossiers des chômeurs présentés par la Maison Partage dans le cadre des commissions paritaires du Fonds social.

Ainsi, sans pour autant abandonner leur conviction de détenir le monopole de la représentation des chômeurs, des syndicats s'ouvrent petit à petit sur l'extérieur de l'entreprise, collaborent, certes timidement encore, avec des associations. A la CFDT, « de nombreuses organisations de terrain travaillent sur l'insertion et l'exclusion », affirme Gérard Dantin, secrétaire national. « C'est aujourd'hui une position de fond de la CFDT ». La FGE avait d'ailleurs placé son dernier congrès sous le signe de la solidarité. Bruno Léchavin y concluait : « Comme syndicalistes, nous n'avons pas d'avenir si nous sommes incapables de faire évoluer les directions sur le dossier de l'emploi, et plus généralement si nous ne parvenons pas à faire reculer l'exclusion dans ce pays ».

Francine Alzieuviel

PRÉCISION

De l'espoir pour les peu qualifiés

En réaction à l'article intitulé « Apprentissage sur le tas », publié le 7 avril, nous avons reçu deux courriers. Une lettre, émanant de M. Megnen, PDG de la société Rical, entend corriger « l'image peu flatteuse d'une entreprise frieuse sur le plan social » qui aurait découlé d'un programme parce qu'elle s'était éloignée « des méthodes préconisées par M. Pastre du CAFOC de Dijon ». Le projet

debuter « sous peu à la dispartition d'OS chez Rical », souligne M. Megnen, qui fait observer : « Il a fallu procéder à une remise en cause globale de l'entreprise dont nous nous félicitons ». De son côté, M. Pierre Pastre souligne qu'il n'a pas porté de jugement critique sur l'entreprise et il dément les propos qui pourraient lui être prêtés à ce sujet. Il s'ensuit, pour son établissement et pour lui-même, un préjudice grave puisque la direction de Rical « met en cause la poursuite de la recherche » qu'il y faisait.

iup

INSTITUT UNIVERSITAIRE PROFESSIONNALISÉ

Réunion Nationale d'Information

Pour une information complète sur ces formations professionnalisantes des Universités, les Responsables et Directeurs des 122 IUP français, invitent leurs partenaires des Entreprises et Institutions le Mardi 8 Juin 1993 à 10 H 30, Université de Paris-Dauphine, Salle Raymond Aron.

Demandez une invitation au Secrétariat Général : Tél. (1) 48 91 89 89 - Fax (1) 48 43 94 94

INITIATIVES
EXPERIENCES

QUOTIDIEN

La course aux titres

Devenue un véritable safari national, cette épreuve subit les affres de la crise

PRÉSIDENT-directeur général, directeur général, directeur marketing, chef de projet, responsable export, secrétaire général, comptable, directeur des ressources humaines, attaché de presse... les entreprises regorgent de titres. Ce n'est évidemment pas pour faire joli. Ils sont effectivement utiles. En principe, ils recourent directement la fonction et marquent le territoire des responsabilités de chacun au sein de l'organisation.

Sans eux, impossible de savoir qui fait quoi. Et les entreprises deviendraient vite ingérables et sombreraient dans l'anarchie la plus totale. « Porteur d'image, ils donnent aussi la légitimité de l'action », explique Michèle Ferrebeuf, PDG de l'agence Mac Cann Direct. Dans les murs de l'entreprise ou en représentation extérieure, un titre de PDG, par exemple, assoit tout de suite l'autorité de l'homme qui l'incarne et le regard que l'on porte sur lui. A un moindre degré, un consultant junior ne sera pas perçu de la même façon qu'un senior ou un directeur marketing. Le titre fait donc en partie l'homme.

Les contes de fées l'ont montré. Comme par un coup de baguette magique, un obscur citoyen propulsé dans les hautes sphères du pouvoir se métamorphose rapidement pour adhérer à sa fonction. Individuellement, le titre est aussi rassurant car il donne des repères personnels tangibles et permet de prendre la pleine mesure de ses fonctions. Un signe d'intégration sociale, en somme. Réflétant le cursus professionnel, les titres se monnaient également sur le marché du travail.

Une pièce maîtresse

Mais ils traduisent aussi un parcours hiérarchique. Si décrocher une promotion, donc un titre, c'est prendre de nouvelles fonctions, c'est aussi gagner le gros lot : salaire, reconnaissance sociale, notes de frais, voiture de fonction et autres avantages sociaux. « Le titre est le crayon qui dessine les contours sociaux », dit le DRH d'une grosse entreprise du secteur électrochimique. Dès lors, il se trouve projeté sous les feux de la réussite sociale et devient la pièce maîtresse de l'échiquier du pouvoir.

Véritable titre boursier matérialisé par la carte de visite, il



permet à l'heureux possesseur de négocier son statut social, de briller en société, peu importe que sa stature réelle ne soit pas à la hauteur de son « label ». Les Français lui vouent un culte fétichiste. Pour Annick Allegret, du département recrutement de la Cégos, la meilleure preuve, c'est que même si quelqu'un est rétrogradé en termes de fonction, il conservera son titre. Pour sauver la face évidemment.

Autre pièce au dossier, les cadres accablés au chômage refaisent quasi systématiquement au début de leurs recherches de changer de « classe ». Jusqu'à ce que, malheureusement, nécessité fasse loi. Car beaucoup d'entre eux n'existent plus sans leur titre. Certains, dont le prestige familial et professionnel s'effondre littéralement, ne résistent d'ailleurs pas au déshabillage social, craquent et parfois se suicident.

De leur côté, les « mal titrés » sont déjà hors jeu avant d'avoir commencé la partie. « Quelqu'un qui rentre dans une entreprise avec un titre dévalorisé a bien du mal à remonter la pente, car celui-ci reste collé comme une étiquette tout au long de sa carrière », dit Annick Allegret. Ainsi, une secrétaire devenue journaliste n'est jamais arrivée à se départir de son complexe de classe malgré sa progression et

son talent. Cette paranoïa autour du titre commence dès l'école avec la valorisation collective des métiers ou plutôt de leurs appellations riches d'imaginaire social. Quoi qu'il en soit, les grandes écoles, leur parcours est déjà tout tracé. En fait, la confusion la plus totale règne en France entre titre et fonction. Certainement parce que nous sommes restés à la définition littéraire du mot : « désignation honorifique exprimant une distinction de rang,

une dignité » (le Robert). Dans beaucoup d'entreprises, le titre est donc parvenu à l'importance qu'il mérite. Les « seigneurs » vont tout faire pour protéger et faire prospérer leur territoire tandis que les prétendants vont intriguer pour gagner la cour des grands, sans épargner les peaux de banane aux voisins du dessus dont on envie moins la fonction que les oripeaux sociaux, l'accompagnement. Ainsi, les titres fondent les

castes, et les mafias au même titre que les origines sociales ou universitaires. Par exemple, les directeurs se retrouvent régulièrement par fonction (direction générale, ressources humaines, communication, etc.) dans des lieux de réflexion ou de détente, symboles de leur appartenance au « club ». « D'ailleurs, les gens finissent par ressembler à leurs titres ». Prenez les directeurs de la communication, chaussures Westwood aux pieds, ils se rendent

La culture d'entreprise

« Les titres reflètent la fonction », explique le directeur des ressources humaines d'une grande entreprise du secteur électronique. Ainsi, une même appellation cache des conceptions fort différentes du travail. Par exemple, la fonction d'un secrétaire général peut être franchement administrative ou beaucoup plus stratégique. Imaginiez donc la capharnaüm au moment des acquisitions ou des fusions, surtout si les directeurs sont pléthoriques dans l'une des deux entre-

prises et légion dans l'autre ! Les titres traduisent également l'évolution des modes de pensée. Ainsi, l'intitulé de directeur du personnel reflète une vision administrative du travail, celui de relations sociales traduit plutôt la place accordée par l'entreprise aux relations syndicales et celui de ressources humaines symbolise l'ère de la gestion. Ainsi, dans ce dernier cas, le plus fréquent aujourd'hui, les ressources humaines sont valorisées au même titre que les ressources financières ou technologiques. Et si l'appella-

tion montra la poids des hommes dans l'entreprise, elle signifierait aussi qu'on peut en faire une véritable d'ajustement structurel, modulable au gré de la conjoncture (dit les licenciements). Les titres sont donc lourds de sens. C'est d'ailleurs pourquoi on essaye de revaloriser certaines fonctions franchement dépréciées en leur collant des étiquettes plus flatteuses : l'éboueur devient ainsi le ripeur et le standardiste, le téléphoniste...

C. L.

en Golf, lunettes Ray-Ban aux yeux, à Roland-Garros et mangeant dans les restaurants branchés des bords de Seine de l'Ouest parisien. Les seigneurs entreprennent également leur cour de parasites en tout genre, amis personnels ou faire-valoir auxquels ils confient un titre honorifique, généralement d'adjoint, qui confère la considération et les avantages matériels, sans le pouvoir décisionnaire.

Les bons et loyaux serviteurs du temps est révolu sont également jetés au placard avec des titres ronflants sans aucune portée comme chargé de mission ou conseiller du président. On constitue aussi des armées mexicaines de directeurs sans responsabilités. « C'est incroyable, le nombre de titres galvaudés qui traînent un peu partout aujourd'hui », explique Michèle Ferrebeuf.

Evidemment, dans cette course au pouvoir, le titre perd en cours de route sa signification première. Titre, compétence, fonction, cette belle logique vole en éclats sous le coup de l'ambition sociale. Au final, une bureaucratie roflante et improdutive qui coûte cher à tout le monde. Et l'entreprise s'asphyxie lentement.

Fort heureusement, les besoins de l'ombre, qui attachent davantage d'importance au contenu du travail qu'au titre, compensent partiellement la pagaille née de l'abus de titres. Pour Mike Burke, du Centre de communication avancée, ils détiennent le pouvoir de compétence : le vrai pouvoir (1), dit-il. Et celui-ci de mettre en avant les éminences grises, certes cachées, mais bigrement efficaces et indispensables. Cependant, pour ces travailleurs de derrière la scène, point de pouvoir de représentation. Chacun à sa place !

Mais la crise bouscule ces habitudes « managériales » issues de l'opulente. Car, en période de vache maigre, on fait le ménage : placards et parasites sont évacués, et les compétences recherchées et valorisées. Pour André Vogt, directeur des relations humaines du groupe André, l'entreprise gagnante instaure un culturel consensuel où chacun sait ce qu'il a à faire et valorise davantage les compétences que les titres. Affaire à suivre...

Catherine Lévi

(1) Styles de pouvoir, de Mike Burke, Dunod, 226 pages, octobre 1991.

CROISIÈRES

Pas de vents contraires

Les Français de plus en plus séduits

IL existe un marché pour lequel les vents ne sont pas contraires. Celui des croisières. Les armateurs, en effet, ont seulement se réjouissent, mais mettent les bouchées doubles pour élargir encore ce nouvel Eldorado : le nombre des passagers français n'a-t-il pas doublé depuis 1987, touchant aujourd'hui 120 000 personnes, 665 000 pour l'ensemble de l'Europe de la CE ? En Amérique du Nord (80 % du marché mondial), le nombre de passagers a triplé dans la décennie (voir le Monde de l'économie du 16 mars 1993).

« Aux États-Unis, quatre vingt millions d'Américains ont les moyens financiers de s'offrir une croisière d'une semaine, commente Claude Dexidour, délégué général de Costa Croisières, armement d'origine italienne qui emploie 1 715 navigants et 200 personnes à terre. Nous estimons qu'il en va de même pour 120 millions d'habitants de la CEE. D'ici à l'an 2 000, un potentiel énorme s'ouvre devant nous ».

Conséquence de ce dynamisme qui traîne avec la morosité ambiante dans le secteur du tou-

risme et que la mode des croisières à thème vient amplifier : les professionnels de la croisière procèdent à de grandes manœuvres navales. Pendant que des alliances se négocient (regroupement Paquet-Costa), les paquebots sont rapatriés pour la saison d'été des Caraïbes vers l'Europe.

Les agents de voyages, pour qui les croisières étaient considérées comme marginales, le propre d'une clientèle « à part », se plaçant depuis peu dans le sillage. Des « agences croisières » labellisées Havas sont en voie de création. Le réseau Sélectour fait de même, ainsi que Frantour, filiale de la SNCF. Il s'agit de former vite des agents compétents : « Un paquebot ne se vend pas comme un voyage classique, et requiert des connaissances spécifiques », reconnaît-on au Syndicat national des agents de voyage (SNAV). Les croisières Paquet, quant à elles (650 navigants, 150 sédentaires) n'hésitent pas, phénomène rarissime dans la profession, à confier, à bord de leurs deux paquebots, des agents de voyage afin de les former aux produits.

Une forme de partenariat s'est même établie entre Paquet et environ deux cents agents devenus ainsi spécialistes de la croisière. Enfin, et largement en amont, l'engouement général se répercute sur les plans de charge de la construction navale. En matière d'emplois notamment, on sait que les chantiers du Havre doivent beaucoup aux paquebots à voiles du Club Med, et ceux de Saint-Nazaire aux commandes de paquebots de la Royale Caribéenne Cruz Line, cet armement pour moitié scandinave, pour l'autre américain, qui leur a commandé quatre paquebots. A Gènes, à Trieste, en Allemagne, des chantiers comparables ont dû leur planche de salut à ce nouvel essor maritime.

Les raisons d'une aussi bonne santé que la récession touche peu ? Si elles tiennent à un changement d'image de la croisière, qui n'est plus l'apanage de quelques « happy few », elles relèvent aussi de l'adaptation et de la stratégie des armateurs. Outre encore que les navires se sont modernisés, sont devenus plus économiques c'est un

produit complet qui est offert à des passagers de plus en plus jeunes autour du « tout compris ».

Avoir compris très tôt l'intérêt des croisières à thèmes - 10 % des passagers français seraient motivés par elles - relève aussi de cette stratégie. « J'ai organisé à bord du Renaissance (Paquet) ma première croisière musicale au mois de mai 1988, se souvient Claude Dexidour. Bloqués par les grèves à Marseille, nous avons embarqué nos passagers à Monaco et joué Chopin à Majorque ».

Depuis, les croisières musicales ne se sont jamais interrompues. L'opéra, la danse, l'opérette, avec leurs interprètes. L'histoire, les chiffres et les lettres, la peinture, la gastronomie, et même l'argent, avec les placements financiers pour thème, ont pris le large.

Mais ce sont les croisières culturelles qui séduisent le plus les Français : des organismes tels que Connaissance du monde, Visages du monde, Reportages, sont invités à bord avec leurs conférenciers. A bord du Mermoz, ce navire emblématique des croisières, le festival de musique en

mer est devenu un classique du genre. « Humainement, les croisières à thème ont un double avantage, commente Claude Dexidour. Elles permettent aux artistes de se rapprocher du quotidien du public. Les passagers peuvent côtoyer de près, sur les ponts ou dans les salles à manger, des artistes prestigieux qu'ils n'auraient jamais eu l'occasion de rencontrer. En mer, le rideau ne tombe pas ».

Une croisière à thème, ne s'improvise pas. Elle se prépare longuement à l'avance, insiste, de son côté, Thierry de la Tour d'Ardaise, directeur général des Croisières Paquet, compagnie précurseur de ce type de croisières et dont les deux navires œuvrent, pour des raisons de coût, sous pavillon des Bahamas. De fait, deux personnes ont chargé de choisir les thèmes, contacter les artistes, conférenciers, spécialistes en tout genre de l'histoire ou des beaux-arts. Il est de bon ton d'inviter des personnalités célèbres. Ainsi-mêmes ils sont nombreux. Alain Decaux est devenu, en quelque sorte, un membre de l'équipage du Mermoz. Mais inviter les

soixante musiciens de l'Orchestre Philharmonique de Munich dirigé par Karl Münchinger est une autre paire de manches. « Lorsqu'il s'agit d'une croisière musicale de cette importance, reconnaît Thierry de la Tour d'Ardaise, les capacités de vente du navire s'en ressentent. Mais l'image de la compagnie en sort grandie ».

Décote les phénomènes de mode fait également partie du savoir faire des armateurs. Ainsi, le Vietnam cooait-il aujourd'hui un engouement qualifié de proprement « extraordinaire ». Basé depuis trois ans en Extrême-Orient, le Pearl, deuxième paquebot de Paquet, réalisera, cette année, quatre croisières vietnamiennes. « Les Français se rendent au Vietnam avec une demande culturelle empreinte de nostalgie et souhaitent redécouvrir une part d'un passé qui s'estompe, commente le responsable de Paquet. En revanche, les motivations de nos passagers américains sont autres. Elles sont profondément liées au conflit qu'ils ont vécu ».

J. M.

Les mirages du

INITIATIVES RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

Les mirages du partage du travail

par Roger Sue

APRÈS les désillusions sur un retour à une croissance soutenue, dont on s'avisait par ailleurs qu'elle ne résoudrait pas pour autant le problème du chômage, le partage du travail s'installe peu à peu au centre du débat sur l'emploi.

On ne peut que regretter que cet objectif traditionnel de la gauche soit à l'heure de la longue liste des occasions manquées et des espoirs déçus. En 1981, il était encore temps de s'engager dans une politique énergique de réduction du temps de travail et de partage de l'emploi tout en maintenant le pouvoir d'achat des revenus modestes et moyens, pour endiguer et surtout prévenir la vague de chômage qu'il ne fallait pas être grand clerc pour pronostiquer. Certes, il y avait eu quelques grincements de dents, mais, après tout, la réduction du temps de travail a été un mode privilégié de régulation de l'emploi tout au long des « trente glorieuses ». Il fallait en accentuer délibérément la tendance, quitte à limiter la progression du pouvoir d'achat et à provoquer une certaine redistribution sociale. On a préféré l'homéopathie des trente-neuf heures à l'opération chirurgicale courageuse qui aurait été l'honneur de la gauche. Elle en paie aujourd'hui le prix.

Plus grave que la sanction d'écarter la solution du partage du travail que l'on redécouvre bien tardivement apparaît désormais presque décapée et difficilement praticable pour entamer le chômage de manière significative. En effet, depuis 1981 la situation de l'emploi s'est considérablement dégradée : la récession mondiale s'est accentuée, le cap des trois millions de chômeurs est désormais franchi, le sous-emploi est patent dans nombre d'entreprises, le traitement social du chômage s'épuise. Conséquence, la pression démographique sur l'emploi, qui excède de beaucoup le seul chômage, devient insupportable. A tel point qu'il faut rapidement s'orienter vers l'objectif des trente heures sans compensation salariale pour espérer toucher le noyau dur du chômage. Or un tel objectif, s'il peut paraître souhaitable du point de vue du partage du travail, se heurte à de nombreux obstacles.

Les obstacles

Tout d'abord, le partage du travail n'est pas un slogan facile à vendre. Il n'est pas un partage-pas-assez-faible du travail que le pain. Certains emplois exigent une technicité et une expérience qui ne se trouveraient pas si aisément sur le marché actuel du travail. D'autres emplois, qui ne se réduisent pas à des tâches mécaniques et répétitives, ne se laissent pas troquer à volonté, tout particulièrement dans le secteur des services où il y a une certaine personnalisation et unité de la prestation rendue. Ensuite, la réduction du temps de travail qui suppose le partage de l'emploi repose sur l'idée, de plus en plus contestable aujourd'hui, que la durée du travail est un élément majeur de la mesure du travail fourni.

Avec la réduction du travail posté et la plus grande complexité des tâches, c'est surtout la qualité, l'intensité et l'implication qui font la performance du travail plutôt que sa durée. Bien des chefs d'entreprise seraient tentés d'exiger une performance quasiment équivalente dans un temps de travail plus court. Ce qui ne ferait l'affaire ni du salarié dont la rémunération serait revue à la baisse ou bloquée, ni de la création d'emplois, ainsi rendue superflue.

Chacun sait également que dans nombre d'emplois de responsabilité ou très pointus, la durée du travail n'est tout simplement pas un critère. Dans le même esprit, nombre d'expériences - à commencer justement par celle des trente-neuf heures - ont montré que l'effet de la réduction du temps de travail sur l'emploi était quasiment nul. Non seulement parce que les entreprises contrôlent alors plus rigoureusement les horaires et la réalité du travail fourni, mais aussi parce que la réduction du temps de travail, par les réorganisations internes qu'elle entraîne, fait apparaître de nouveaux gains de productivité qui dispensent de créer de nouveaux emplois stables. Cela est d'autant plus vrai dans une période où les capacités productives des entreprises (travail et capital) sont loin d'être utilisées à plein rendement.

Autrement dit, nombre d'entreprises pourraient afficher le même volume de production malgré une réduction du temps de travail ; inversement, en cas de reprise des marchés, ces mêmes entreprises pourraient produire plus sur la base d'un même volume de travail. Ce n'est que dans l'hypothèse de la conjonction entre un net retour de la croissance et une réduction très significative du temps de travail que l'on pourrait s'attendre à la création de nouveaux emplois.

MAIS, paradoxalement, cette éventuelle création d'emplois, sauf à être très subtile, ne réduirait que faiblement, ou pas du tout, le chômage lui-même. En effet, aujourd'hui, la création d'emplois est loin de réduire le chômage dans les mêmes proportions. La pression démographique sur l'emploi est telle que toute création d'emploi suscite l'afflux de candidats qui ne sont pas nécessairement enregistrés comme chômeurs, mais qui sont, par exemple, en formation, dans diverses solutions d'attente, ou simplement en inactivité. En conséquence, il faudrait une création massive d'emplois très supérieure au nombre actuel de chômeurs pour espérer se rapprocher du plein emploi.

Enfin, toute réduction du temps de travail suppose une réduction des salaires sous une forme ou sous une autre. Plus cette réduction du temps de travail sera importante, en vue de susciter la création d'emplois, plus les salaires moyens (inférieurs à 10 000 francs), qui composent le gros de la masse salariale, seront inévitablement touchés. Et il serait bien impru-

dent de se fier aux récents sondages qui semblent indiquer qu'une majorité des Français accepterait une baisse de leurs salaires pour favoriser le partage du travail.

Des expériences récentes (CIC, MAAF, Publicis) montrent que cette baisse est finalement acceptée quand le salarié a le sentiment que c'est le seul moyen de préserver son propre emploi. D'une manière générale, la réduction du temps de travail aujourd'hui a pour objectif de tenter de préserver l'emploi existant et non de le partager.

Au bout du compte, il y a même un risque non négligeable que le partage du travail n'amplifie le mal du chômage. Que non seulement la réduction du temps de travail ne provoque pas la création d'emplois escomptée, pour les raisons mentionnées, mais qu'en plus la diminution de la masse salariale correspondante abaisse le niveau de consommation et nous entraîne dans une spirale déflationniste encore plus préjudiciable à l'emploi existant.

Au-delà du partage

Que faire dès lors qu'une solution considérée comme radicale, faute d'avoir été appliquée à son heure, semble aussi compromise ? Se délivrer de la seule logique du travail. Renoncer à résoudre le problème du travail par le seul travail et à considérer qu'il entre dans les objectifs d'une entreprise de créer de la richesse, ce qu'elle fait de mieux en mieux mais avec de moins en moins de travail. Nous sortons d'une civilisation du travail, qui a caractérisé la modernité depuis la fin du dix-huitième siècle et dont nous sommes les héritiers.

Faut-il s'en plaindre ? Ne vaut-il pas mieux affronter les défis de l'après-modernité, ceux du vingt et unième siècle ?

Et considérer par exemple que la nouvelle question sociale est moins celle de la production que celle des modes d'allocation et de répartition de cette richesse dont le travail n'est qu'un étalon parmi d'autres. Rechercher et reconnaître les nouvelles sources de production de la valeur comme l'éducation et la formation ou les facteurs de socialisation et de bien-être dont la productivité du travail dépend. Créer une véritable économie associative de l'utilité sociale à l'intersection du service public et du secteur marchand, etc. Bref, entamer une grande réflexion sur une société dont le travail n'est plus le facteur essentiel du mode de production et le sera demain moins encore.

N'est-ce pas ce type de réflexion et de recherche d'une nouvelle économie de la société qui a valu un certain capital de sympathie à l'écologie politique ?

► Roger Sue est maître de conférences à l'université Paris-V-Sorbonne et auteur de *Temps et ordre social* (PUF, à paraître).

LIBRAIRIE

L'industrie de l'information

► Serveurs documentaires, vidéotext, CD-ROM, banques de données en ligne, portables, l'information est devenue une véritable industrie mondiale. Destinée à l'ensemble des utilisateurs (professionnels de l'information, étudiants, chercheurs, cadres de l'industrie), le livre de Marie-France Blanquet, professeur en sciences de l'information, présente une analyse exhaustive des différents acteurs qui définissent aujourd'hui l'offre et la demande de cette industrie « en pleine expansion : pouvoirs publics, groupes financiers, associations professionnelles, cabinets de consultants, centres de traduction... Tout en détaillant la liste des

différents produits du marché, l'auteur a attaché à présenter chacun des intermédiaires - éditeurs, producteurs, serveurs, prestataires, utilisateurs - dans une industrie « dynamisée par un mouvement continu d'innovations technologiques » qui ouvre « la voie sur une très grande diversification des services, sur de nouveaux marchés ». A l'aide de nombreux documents, la livre développe une comparaison des différents marchés et prévoit encore de « nombreux bouleversements » liés à l'apparition de nouvelles infrastructures informatiques.

► *L'Industrie de l'information* de Marie-France Blanquet. Collection, « Systèmes d'information et nouvelles technologies », ESF éditeur, 17, rue Viète, 75017 Paris - 240 pages, 230 francs.

ÉCHOS

Les salaires des consultants

► Jeune mensuel International du conseil, *Consulting* publie dans son deuxième numéro une étude sur les salaires des consultants réalisés auprès de mille d'entre eux. Le sujet est d'autant plus sensible que beaucoup de changements sont intervenus dans cette activité, longtemps considérée comme très florissante et permettant, ensuite, une carrière en entreprise. Désormais, les consultants débutants sont recrutés entre 180 000 et 200 000 francs et subissent une décade de 10 % ou salaire d'embauche en raison de la dégradation du marché de l'emploi. Les consultants expérimentés (huit ans d'ancienneté) enregistrent des différences puisque leurs salaires peuvent aller de 330 000 francs à 750 000 francs en fonction du type de cabinet, selon qu'ils travaillent seuls ou en équipe et qu'ils sont localisés en province ou à Paris. Le mystère règne pour les consultants associés mais leurs revenus s'échelonnent entre 600 000 francs et 2,5 millions de francs par an. La flambée des augmentations de salaires a perdu de sa superbe puisque les hausses annuelles varient de 8 à 13 % pour les meilleurs. Surtout, les

consultants ne doivent plus s'attendre à des « ponts d'or » en quittant le conseil pour l'entreprise, comme il y e encore deux ou trois ans. En conséquence, le turnover, qui était de 15 % l'an, a tendance à faiblir et les cabinets sont amenés à organiser eux-mêmes les départs.

► *Consulting*, MM Editions, 31/35, rue Gambetta, 92150 Suresnes. Tél. : 45-06-40-99.

Le congrès du GARF à La Baule

► Les 10 et 11 juin, le Groupement des animateurs et responsables de la formation en entreprise (GARF) tiendra son congrès annuel à La Baule. Sous le titre « Quelles femmes et quels hommes pour l'emploi dans l'entreprise demain ? » les travaux seront d'abord organisés, pour la première journée, autour de cinq ateliers. Le lendemain, une table ronde avec, notamment, Yves Lasfargue et Armand Mella, précèdera une séance plénière consacrée à la relation entre l'emploi, la qualification et la formation.

► GARF, 12, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tél. : 42-61-34-44.

STAGES

Pour consulter l'une de ces offres et plus de 5 000 autres (Bac à Bac + 6), tapez directement 3615 LE MONDE. Pour en bénéficier et poser votre candidature, contactez STAG'ETUD, le Service des Stages de la MNEF au : (1) 45-46-18-20. Les entreprises souhaitant passer une annonce sont priées de contacter le même numéro.

CHIMIE

► Secteur : Ind. Lieu : Saint-Brieuc (22). Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : 1 600 F/mois. Formation : bac + 3/4, école supérieure de chimie, connaissances des polymères, avec convention de stage. Mission : recherche de composants (mousse, film, enduit plastique) de substitution ne contenant pas de PVC et soudable par ultrason. Offre réf. : 04783.

COMMUNICATION

► Secteur : communication. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Formation : bac + 1, connaissances en informatique (PC) et de Macintosh, avec convention de stage. Mission : assistance de communication ; préparation de journées d'études réunissant des élèves et des entreprises, organisation d'une manifestation. Offre réf. : 04908.

► Secteur : communication. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 3, communication, lettres, économie, utilisation de Word et d'Excel sur Macintosh, avec convention de stage. Mission : suivi de budgets, de la publicité et des relations presse. Offre réf. : 04864.

► Secteur : agroalimentaire. Lieu :

Paris/déplacements en province à prévoir. Date : juillet. Durée : 6/7 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Formation : bac + 4/5, action commerciale, communication, avec convention de stage. Mission : recherche de sponsors pour des réunions régionales et assurer l'organisation et le suivi de ces réunions. Offre réf. : 04916.

► Secteur : agroalimentaire. Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 6/7 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Formation : bac + 4/5 agro. Vét., méthode MACCP, avec convention de stage. Mission : vulgarisation de guide de bonnes pratiques professionnelles, réaliser des fiches techniques et des notes d'information. Offre réf. : 04917.

► Secteur : économie sociale. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 6 mois. Ind. : 1 600 F. Formation : bac + 2, communication, relations publiques, journalisme, avec convention de stage. Mission : assister le responsable de la communication pour une campagne (relations presse et rédaction). Offre réf. : 04922.

ÉCONOMIE

► Secteur : conseil-formation. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 2 500 F-brut/mois. Formation : bac + 4, économie, anglais écrit indispensable, avec convention de stage. Mission : réaliser une étude économique sur l'internationalisation des PME françaises, et rédaction d'un rapport en anglais. Offre réf. : 04825.

COMPTABILITÉ

► Secteur : culture/spectacle. Lieu : Lyon. Date : immédiat. Durée : 1 à 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, DUT Gestion (option finances/comptabilité), BTS comptabilité, DPECF, intérêt pour le micro-informatique, avec convention de stage. Mission : organisation de la comptabilité du théâtre sur un programme

informatique SAAR, établissement du compte d'exploitation prévisionnel de la saison 89-94. Offre réf. : 04846.

► Secteur : transport. Lieu : Metz (57). Date : juin. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à définir. Formation : bac + 1/2, BTS. Comptabilité, avec convention de stage. Mission : participer aux travaux de comptabilité. Offre réf. : 04872.

GESTION

► Secteur : marketing. Lieu : Aix-en-Provence. Date : septembre. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Formation : bac + 2/3, gestion des stocks, avec convention de stage. Mission : réaliser une étude sur la mise en place d'un dossier concernant la gestion de machines à étiqueter les produits. Offre réf. : 04858.

► Secteur : Junior entreprise. Lieu : Paris/Paris. Date : juin. Durée : 2 mois minimum. Ind. : 5 800 F. Formation : bac + 2/3, ESC ou formation équivalente, DPECF, expérience requise, avec convention de stage. Mission : réaliser l'audit d'une grande société, établissement d'un plan prévisionnel. Offre réf. : 04911.

► Secteur : distribution. Lieu : Fontenay (94). Date : septembre. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, école ou formation universitaire, avec convention de stage. Mission : en collaboration avec le contrôleur de gestion, préparation des objectifs par rayon : élaboration du compte d'exploitation prévisionnel de 1994. Offre réf. : 04910.

INFORMATIQUE

► Secteur : industrie. Lieu : Saint-Brieuc (22). Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : 1 800 F/mois. Formation : bac + 3, ingénieur informaticien, connaissances d'IBM 86, du langage GAP et GFAO, avec convention de stage. Mission : réaliser l'audit et la mise au point logicielle de GFAO, des

statistiques, du coût contrôle. Offre réf. : 04792.

► Secteur : industrie. Lieu : Vignolas. Date : juin. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, allemand courant, avec convention de stage. Mission : technico-commercial, prospection et recherche de donneurs d'ordres sur l'Allemagne et la Suisse. Offre réf. : 04850.

► Secteur : immobilier. Lieu : Bayonne (64). Date : immédiat. Durée : 1 mois minimum. Ind. : 1 500 F + prime selon résultats. Formation : bac + 2 minimum, IUT, BTS, école de commerce, avec convention de stage. Mission : réaliser des études de marché, de faisabilité (élaboration de questionnaires) pour la mise en place de résidences. Offre réf. : 04912.

PERSONNEL

► Secteur : location de voitures. Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Formation : bac + 4/5, DESS, ressources humaines/ Maîtrise, avec convention de stage. Mission : réaliser des études liées à la gestion du personnel, mise à jour du manuel des procédures du personnel, préparation des élections du comité d'entreprise. Offre réf. : 04885.

► Secteur : assurance. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 4, psychologie, connaissances en graphologie apprises, avec convention de stage. Mission : en collaboration avec le D.R.H., participer à la correction des tests de recrutement, ainsi qu'au tri des candidatures. Offre réf. : 04513.

► Secteur : distributeur informatique. Lieu : Asnières. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : 1 728 F. Formation : bac + 4/5, gestion des ressources humaines, utilisation de l'outil informatique, avec convention de stage. Mission : participer à l'étude de la mise en place d'un logiciel de paie ainsi qu'aux diverses tâches liées à la ges-

tion des ressources humaines. Offre réf. : 04921.

► Secteur : conseil. Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 4, école de commerce ou d'ingénieur, connaissances en micro-informatique et des langues européennes, avec convention de stage. Mission : assister des consultants en recrutement et en rapprochement d'entreprises (approche directe) et participer à la gestion de bases de données d'entreprises et de candidats et à la prospection commerciale. Offre réf. : 04923.

PUBLICITÉ

► Secteur : Promotion. Lieu : Boulogne. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 1, connaissances en informatique et d'Excel souhaitées, avec convention de stage. Mission : seconder nos chefs d'opérations, véritables patrons de leurs budgets, sur la gestion et le suivi des campagnes d'animation des points de vente. Offre réf. : 04914.

RELATIONS PRESSE

► Secteur : formation. Lieu : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 1/2, commerciale, avoir des notions d'informatique, avec convention de stage. Mission : s'occuper des communautés de presse auprès des journaux informatiques afin de faire connaître nos logiciels. Offre réf. : 04920.

SECRÉTARIAT

► Secteur : animation. Lieu : Vitry/Seine. Date : immédiat. Durée : 3 mois 1/2, embauche possible. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, BTS secrétaire/commercial, connaissance de Word 5 et de Multiplan, avec convention de stage. Mission : prépa-

ration des dossiers, relance clients, relayer les informations sur le déroulement de séjours linguistiques, renseignements téléphoniques. Offre réf. : 04915.

► Secteur : centrale d'achats. Lieu : Grenoble/département. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Formation : BTS secrétaire/commercial, connaissances de Word 5 et d'Excel. Mission : assistante commerciale qui sera chargée de suivre les dossiers du responsable régional et de l'accompagner dans ses déplacements. Offre réf. : 04909.

VENTE

► Secteur : promotion. Lieu : RP/Paris. Date : juin. Durée : 2 mois minimum (vendredi et samedi). Ind. : 310 F-brut/jour + 60 F d'indemnité de repas + frais de déplacement. Formation : bac + 1, toutes formations, connaissance de la vente avec convention de stage. Mission : animer les campagnes de promotion dans les supermarchés et hypermarchés. Offre réf. : 04913.

► Secteur : aménagement. Lieu : Paris/déplacements en France à prévoir. Date : immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 4, action commerciale, goût pour l'architecture, avec convention de stage. Mission : aider à la négociation avec les municipalités ainsi qu'à l'animation et au développement d'un réseau d'agences commerciales sur la France. Offre réf. : 04919.

RECHERCHE DÉVELOPPEMENT

► Secteur : électronique. Lieu : Roissy (13). Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 5, électronique, connaissances d'X-Windows et de la programmation en C++, avec convention de stage. Mission : réalisation d'un prototype de carte électronique. Offre réf. : 04918.

LES DIRIGEANTS

UNE DIRECTION TECHNIQUE COMPLETE DANS L'AGRO-ALIMENTAIRE EN BRETAGNE

Vous avez appris le métier dans un grand groupe et souhaitez donner une autre dimension à votre carrière. Dans ce groupe agro-alimentaire de 500 MF (800 dans 2 ans) procédant par croissance interne, externe et prêt à se remettre en cause pour "coller aux besoins du marché" le directeur général (38 ans) d'un pôle appelé "Produits de la mer" (150 MF; 80 personnes, en forte croissance) cherche son bras droit qui sera chargé de la direction technique et de la direction industrielle du pôle, s'il réussit. Cette entreprise a une âme, un projet industriel et l'adhésion, doit être parfaite.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez s/réf. C/1259 à notre chasseur de têtes Pierre BUCCAI qui s'engage à vous répondre dans les trois semaines, si votre candidature est retenue :
CONCORDANCES LYON - 129 rue Servant - 69003 LYON - Tél. 78 63 65 60 - Fax 78 63 65 59



CONCORDANCES
Les missions de confiance

LILLE - LYON

PARIS - LILLE - LYON - NANCY

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE PRIVÉE
Nous avons une solide implantation dans certaines villes de France proches de la région parisienne et nous recherchons

Directeur Général

Mission : Animer l'équipe de notre siège parisien et celle de nos correspondants régionaux concevoir, proposer et mettre en œuvre la stratégie de développement.
Profil : 40 à 50 ans, de formation supérieure et justifiant d'une expérience réussie d'au moins 5 ans dans notre domaine d'activité.

Qualités : Vous êtes un professionnel ambitieux, relationnel, dynamique et rigoureux.

Poste évolutif vers la Présidence pour un candidat de valeur.

Ecrire avec CV + prêt, sous réf. C/1411 à



michel jouhannaud conseils
international search group
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

ALLEMAGNE

CARRIÈRES INTERNATIONALES

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES BRUXELLES

organise des concours pour recruter du personnel d'EXPRESSION
FINNOISE, SUÉDOISE ET NORVÉGIENNE pour les catégories suivantes:

CHEFS DES DIVISIONS FINLANDAISE, SUÉDOISE ET NORVÉGIENNE

des Services Linguistiques correspondants
tréf. LA/348/SF-LA/349/S-LA/348/NO
ayant comme fonction l'organisation, la direction et le contrôle de la division correspondante du Service Linguistique du Secrétariat Général du Conseil.

- On demande:**
- une formation universitaire complète sanctionnée par un diplôme;
 - la maîtrise parfaite de la langue finnoise ou suédoise ou norvégienne et la connaissance approfondie de la langue française ainsi que la connaissance de 2 des langues suivantes: allemand, anglais, espagnol, grec, italien, néerlandais, portugais;
 - être né(e) après le 31 décembre 1942;
 - expérience professionnelle post-universitaire d'au moins 7 ans en traduction, pouvant inclure en partie une expérience dans d'autres domaines linguistiques et/ou dans le domaine de la gestion du personnel.

- une expérience professionnelle post-universitaire de 3 ans, dont 2 ans en traduction ou révision.

JURISTES LINGUISTES

tréf. LA/343/SF-LA/341/S-LA/342/NO
ayant comme fonctions la participation à des réunions de mise au point juridique et linguistique des actes du Conseil ainsi que la traduction en finnois ou en suédois ou en norvégien et la révision de textes de caractère juridique.

- On demande:**
- une formation juridique universitaire en droit finlandais ou suédois ou norvégien sanctionnée par un diplôme;
 - la maîtrise parfaite de la langue finnoise ou suédoise ou norvégienne et la connaissance approfondie de la langue française ainsi qu'une connaissance suffisante d'une des langues suivantes: allemand, anglais, espagnol, grec, italien, néerlandais, portugais;
 - être né(e) après le 31 décembre 1942;
 - une expérience professionnelle post-universitaire de 3 ans y compris une certaine expérience en qualité de traducteur.

REVISEURS/TRADUCTEURS PRINCIPAUX

tréf. LA/348/SF-LA/349/S-LA/348/NO
ayant comme fonctions la révision de traductions et la traduction de textes, des travaux de terminologie et de documentation dans le domaine linguistique.

- On demande:**
- une formation universitaire complète sanctionnée par un diplôme;
 - la maîtrise parfaite de la langue finnoise ou suédoise ou norvégienne et la connaissance approfondie de la langue française ainsi que la connaissance de 2 des langues suivantes: allemand, anglais, espagnol, grec, italien, néerlandais ou portugais;
 - être né(e) après le 31 décembre 1942;
 - expérience professionnelle d'un an dans le domaine linguistique (p.ex. traducteur ou enseignant).

TRADUCTEURS

tréf. LA/352/SF-LA/350/S-LA/351/NO
ayant comme fonctions la traduction de textes ayant trait aux activités des Communautés.

- On demande:**
- une formation universitaire complète sanctionnée par un diplôme;
 - la maîtrise parfaite de la langue finnoise ou suédoise ou norvégienne et la connaissance approfondie de la langue française ainsi qu'une bonne connaissance d'une des langues suivantes: allemand, anglais, espagnol, grec, italien, néerlandais ou portugais;
 - être né(e) après le 31 décembre 1942;
 - expérience professionnelle d'un an dans le domaine linguistique (p.ex. traducteur ou enseignant).

Pour obtenir le texte de l'avis du ou des concours qui vous intéressent ainsi que le formulaire d'acte de candidature obligatoire, écrire, de préférence sur carte postale, au plus tard le 19.06.93 en indiquant la référence du ou des concours, au Service du Recrutement -15-Secrétariat Général du Conseil tréf. LA/348/SF-LA/349/S-LA/348/NO - 1048 BRUXELLES (Belgique)
ATTENTION: LA DATE LIMITE D'INTRODUCTION DE L'ACTE DE CANDIDATURE OFFICIEL EST FIXÉE AU 28.06.1993.

400 KF

UN CHALLENGE POUR LE SUD

DIRECTEUR

Une région du Sud de la France souhaite créer un courant d'affaires avec les pays du Bassin Méditerranéen :

Maghreb, Moyen Orient et Turquie sans exclure les pays européens ainsi que les pays riverains de la Mer Noire et recherche pour cette tâche son

Vous devez dans une première phase mettre en place le cadre de l'activité : définir le schéma directeur de l'action, budgéter les étapes, les coûts, les échéances et les objectifs, organiser la cellule... et dans une seconde étape déterminer les cibles et les moyens d'approche, sélectionner les zones prioritaires de prospection.

Vous devez avoir exercé des postes de responsabilité d'au moins cinq années ; être rompu à la négociation. Leader, vous êtes doté d'un grand sens stratégique. Bilingue Anglais, vous possédez également un bon niveau d'Arabe.

Merci d'adresser CV et prétentions, accompagné d'une lettre manuscrite sous référence PC/1880 à notre Conseil PLEIN CADRE - 160 avenue de Versailles - 75016 PARIS qui transmettra.

PLEIN CADRE
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

procède actuellement à une sélection de candidatures en vue de constituer une liste de réserve pour des emplois dans la carrière AB/AS (2 ou 3 postes à pourvoir) pour des activités concernant la politique scientifique et technologique de la Communauté, ainsi que le programme-cadre

Agent Scientifique APPLICATIONS DE LA TELEDETECTION (Océanographie)

COM/IR/111

TÂCHES : Dans le cadre d'une collaboration multidisciplinaire avec des spécialistes en télédétection en vue d'applications marines : II élaboration de modèles biophysiques pour des études de productivité marine visant à l'application des techniques de télédétection; III amélioration de l'assimilation des données obtenues par télédétection, et des observations in situ, dans les modèles d'analyse quantitative des processus biologiques océaniques; IV contribution à des projets de recherche internationaux dans le domaine des études des changements planétaires (JGOFS, WOCE, SeaWiFS) par utilisation de données obtenues par télédétection en lumière visible et dans le proche infrarouge.

FORMATION : Diplôme universitaire en océanographie biologique.
PROFIL : expérience en matière de modélisation des processus biologiques océaniques; III expérience en matière d'assimilation dans des modèles biophysiques numériques de données obtenues sur le terrain et de données obtenues par télédétection; III connaissance générale des techniques de programmation, et du développement de codes informatiques pour des modèles et des techniques de simulation à partir des données obtenues par télédétection; III expérience en matière de mesures hydrologiques, optiques et biologiques sur le terrain; III connaissances approfondies en matière d'analyse quantitative de la production primaire marine.

CONDITIONS GÉNÉRALES : III contrats temporaires de durée déterminée (renouvelables); III nationalité : les candidats doivent être ressortissants d'un Etat membre de la Communauté; III lieu d'affectation : les fonctionnaires et agents de la Commission doivent être disposés à travailler dans tous les lieux d'affectation, soit très souvent en dehors de leur pays d'origine; III âge : les candidats doivent être nés après le 06/07/1952. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour les agents temporaires des Institutions des Communautés européennes. Elles sont également octroyées en compensation des services obligatoires (militaires ou autres), du temps consacré à l'éducation d'enfants, ou d'un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont précisées dans la documentation fournie aux candidats; III connaissances linguistiques : les candidats doivent avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; III délai d'introduction : les formulaires de l'acte de candidature doivent être demandés par écrit à l'adresse suivante : C.D.E. Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SUME R2/51, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, (Tél. : 202 2295.55.60 - Télécopieur : 202 2295.22.33). Ils doivent être renvoyés, dûment complétés et signés, à l'adresse précitée avant le 06/07/1993, le cachet de la poste faisant foi.

La candidature des fonctionnaires des Institutions européennes n'est pas recevable. La Commission applique une politique d'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

JEUNES INGENIEURS GABONAIS, BIEN DANS LA TECHNIQUE, LES CLES DE VOTRE REUSSITE : SHELL GABON !

Shell Gabon, société d'exploration et de production de pétrole, est une des plus importantes entreprises du pays : 800 cadres, techniciens et ouvriers, résolument tournés vers l'avenir, contribuent à mettre en valeur les ressources pétrolières nationales. La gestion des ressources humaines est dynamique. La formation poussée, le système de mobilité, qui permet d'évoluer tous les 3 à 4 ans, assurent aux cadres performants une carrière riche et évolutive à la mesure de leurs talents.

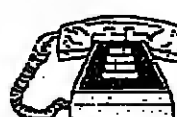
Pour renforcer les équipes d'exploration, de production ou d'ingénierie, Shell Gabon offre plusieurs opportunités. Elles concernent des jeunes ingénieurs de nationalité gabonaise, débutants ou ayant une première expérience professionnelle réussie.

Vous avez été formé dans une bonne école d'ingénieur ou dans une université scientifique réputée - niveau DESS/Doctorat - et votre anglais est un atout supplémentaire. Vous êtes mobile. Vos qualités de motivation, d'esprit de décision, votre capacité d'analyse et de synthèse, votre sens des affaires, votre aptitude à communiquer pourront s'exprimer pleinement à Shell Gabon. Si vous êtes motivé par une carrière au sein d'une entreprise très performante, filiale d'un des premiers groupes internationaux, alors prenez contact avec nous : envoyez un dossier complet - CV et lettre de motivation - sous référence 530 352 LM à SIRCA, 140 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera toutes les candidatures de façon strictement confidentielle.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

**Le Monde
PUBLICITE**

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

REGION NORD-PAS DE CALAIS
CONSEIL REGIONAL



Promouvoir et animer le projet Environnement de la région

L'un des points clés de la mission du Conseil Régional, sous l'impulsion de l'Exécutif et conformément aux choix de l'Assemblée, est sa capacité, à partir d'une détection des besoins régionaux sur le terrain et à travers différents réseaux d'intervenants d'imaginer, monter, faire aboutir des projets relatifs à l'environnement, à la fois utiles et porteurs de changements pour la région.

C'est dire l'importance que le Conseil Régional accorde à la fonction, à Lille, de :

Directeur des Programmes Environnement

En contacts étroits avec les partenaires concernés, le titulaire sera, au sein des Services Régionaux, le garant de la cohérence, de la qualité et de la faisabilité des projets concernant l'environnement, l'énergie et les déchets. Il mettra en oeuvre et finalisera, avec une équipe d'une vingtaine de personnes, les politiques, objectifs et programmes qu'il aura contribué à concrétiser avec l'Exécutif régional.

Pour accéder à ce poste, il est indispensable d'avoir prouvé ses capacités de monteur de projets complexes, d'animateur d'équipes et de réalisateur et d'avoir acquis une expérience préalable du domaine de l'environnement. Ce type de mission exige de savoir collaborer avec une assemblée d'élus, avec la capacité à démontrer, assembler et aboutir.

Les candidatures (lettre de motivation, CV complet et rémunération actuelle) sont à adresser sous référence 115 à Madame la Présidente du Conseil Régional, à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services - Conseil Régional Nord-Pas de Calais BP 2035 - 59014 LILLE CEDEX.

La Rose des Vents

Scène nationale de Villeneuve-d'Ascq (Nord)

recrute son

ADMINISTRATEUR

Homme ou femme, il/elle devra justifier d'une solide expérience de gestion à un poste et dans une structure similaire (diffusion/production). Rémunération SYNDEAC à négocier suivant l'expérience du candidat.

Envoyer CV + lettre de motivations à

Monsieur le directeur

La Rose des Vents

Boulevard Van-Gogh

59650 VILLENEUVE-D'ASCQ

VILLE DE 50 000 HABITANTS SUD-OUEST

recrute son

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Missions :

Il devra assurer :

- la mise en oeuvre de l'information écrite et de la communication de la ville ;
- assurer la gestion des supports d'information et de promotion ;
- le suivi de la communication interne de la collectivité.

Profil :

- formation supérieure en communication (ou expérience équivalente) avec qualité rédactionnelle confirmée ;
- expérience professionnelle dans le domaine de la communication et bonne connaissance du milieu territorial ;
- aisance professionnelle, capacité à encadrer et à animer une équipe, sens de l'organisation et disponibilité.

Emploi contractuel. Cadre A à pourvoir immédiatement.

Envoyer candidature manuscrite, c.v. + photo au MONDE PUBLICITE sous n° 8 655. 15-17, rue du Colonel-Pierre-avia, 75902 Paris Cedex 15.

La VILLE DE MARSEILLE recrute par voie de mutation un
CONSERVATEUR DU PATRIMOINE

pour l'ouverture de son Musée d'art contemporain

Dynamisme et grande disponibilité

s'avèrent indispensables pour assurer notamment :

- L'installation des collections ;
- La création d'un service pédagogique ;
- L'organisation d'activités annexes (vidéo, cinéma...).

parallèlement à la gestion générale du Musée.

Candidatures à adresser à :

DIRECTION GENERALE DU PERSONNEL

90, boulevard des Dames - 13002 Marseille

L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS recherche
UN DIRECTEUR

pour son Institut supérieur de pédagogie

- 1) Doctorat d'Etat ou habilitation à diriger des recherches.
- 2) Connaissance de la formation des enseignants et de l'enseignement catholique.
- 3) Capacité de gestion et d'animation.
- 4) Un intérêt pour la dimension internationale serait apprécié.

Envoyez curriculum vitae détaillé au directeur de :

L'INSTITUT SUPERIEUR DE PEDAGOGIE

3, rue de l'Abbaye - 75006 PARIS

avant le 7 JUIN 1993

VILLE DU HAVRE

Recrute pour sa DIRECTION GENERALE
DES SERVICES TECHNIQUES

UN CHARGE D'ETUDES ET DE SUIVI DE TRAVAUX

VOS MISSIONS

- Sous l'autorité d'un Chef de projet, vous aurez en charge de mener à bien plusieurs Z.A.C. et lotissements dont les phases d'avancement sont toutes différentes (création non opérée/opérée, dossier de réalisation non constitué/constitué).
- Vous devrez gérer des modes opératoires différents allant de la concession, au conventionnement à un aménageur privé, en passant par la règle directe.
- Vous aurez à assurer ou faire assurer par des services municipaux et/ou bureaux d'assistance extérieurs :

En phase de création/réalisation des Z.A.C. :

- l'établissement des pièces techniques (P.A.Z., R.A.Z., C.C.C.T., etc.).

En phase de mise en oeuvre effective des Z.A.C. :

- le suivi des droits et obligations parties co-contractantes,
- le respect des P.A.Z., R.A.Z., C.C.C.T., calendriers d'exécution,
- la bonne exécution des différents travaux, etc.

VOTRE PROFIL

- Expérience indispensable dans le domaine de l'aménagement et génie civil. • Sens des responsabilités. • Sens de l'organisation
- Esprit d'initiative, aptitude au travail en équipe et au dialogue avec les différents partenaires. • Disponibilité.

Les lettres de candidature manuscrites accompagnées d'un Curriculum Vitae détaillé et de la copie des diplômes devront être adressées avant le 15 JUIN 1993 à Mairie du Havre Bureau Gestion des Emplois et des Carrières Madame GUZMAN - B.P. 51 76064 LE HAVRE CEDEX

La Ville de COURDIMANCHE (Val-d'Oise)

en développement rapide (3 000 habitants actuellement, 7 à 10 000 à terme) et faisant partie de la VILLE NOUVELLE DE CERGY-POISSY (165 000 habitants) recrute

PAR DETACHEMENT OU MUTATION

ATTACHE TERRITORIAL pour exercer les fonctions de

SECRETAIRE GENERAL

Vous avez des compétences en matière juridique et financière. Vous êtes méthodique et ouvert aux applications informatiques et télématiques.

Vous assurez l'encadrement et la coordination des différents services au sein d'une équipe dynamique.

Vous bénéficiez des divers avantages liés à la fonction.

Merci d'adresser, sous réf. COURDIM, votre dossier à notre Conseil, qui validera votre candidature en toute discrétion.

SM Conseil

3, RUE THIERS, 75008 PARIS

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

VILLE DU HAVRE

Recrute pour sa DIVISION DE
L'AMENAGEMENT et de L'URBANISME

UN CHARGE D'ETUDES EN URBANISME

VOS MISSIONS

Pour développer ses interventions, la Division Aménagement et Urbanisme de la Ville du Havre, 200 000 habitants, recherche un Chargé d'Etudes en Urbanisme.

Placé sous la responsabilité du Directeur de la Division, ce praticien de l'urbanisme exercera une fonction transversale au sein de la Division avec pour principales missions :

- L'accompagnement administratif et réglementaire des études préopérationnelles, en relation avec les chargés d'études responsables des différents secteurs de la Ville.
- L'initiation et le suivi d'études de définition.
- La participation aux procédures d'aménagement et de développement urbain.
- La participation aux concertations avec les organismes extérieurs.

VOTRE PROFIL

- Titulaire d'une formation en urbanisme, niveau BAC + 5.
- Expérience dans la pratique de l'Aménagement Urbain indispensable.
- Qualités relationnelles.
- Disponibilité.

NOUS VOUS PROPOSONS

- Un recrutement en qualité d'ingénieur en Chef ou Subdivisionnaire en fonction compétences.

Les lettres de candidature manuscrites accompagnées d'un Curriculum Vitae détaillé et de la copie des diplômes devront être adressées avant le 15 JUIN 1993 à Mairie du Havre Bureau Gestion des Emplois et des Carrières Madame GUZMAN - B.P. 51 76064 LE HAVRE CEDEX

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

PROVENCE-CÔTE D'AZUR

ETABLISSEMENT (1 400 PERSONNES)
D'UNE SOCIÉTÉ DE SERVICES

Implantée dans la région PACA, notre société en pleine expansion, est amenée à remplacer, pour l'un de ses établissements, son

Contrôleur interne

300 000 F + véhicule

Placé sous l'autorité du Directeur de l'établissement, vous êtes le garant de la transparence financière de celui-ci. En plus, vous contribuez directement à l'établissement des procédures de fonctionnement. A ce titre, vous participez à la recherche de solutions pour remédier aux dysfonctionnements constatés. Vos domaines d'intervention portent notamment sur les charges, les produits comptables, les immobilisations, la trésorerie, la

paye et les circuits administratifs. Agé de 35 ans au moins, vous devez, pour tenir ce poste, posséder une formation supérieure (grande école de commerce ou équivalent), associée à une expérience significative (de l'ordre de 5 ans) de contrôle de gestion, acquise soit en entreprise, soit dans un cabinet spécialisé. Le fait de savoir utiliser les moyens modernes de l'informatique est nécessaire.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la réf. 9036 ainsi qu'un numéro de téléphone à Guy POSTEL Conseiller, BP 19, 06480 La-Croix-sur-Loup. Discretion assurée.

Guy Postel

RESPONSABLE D'UN DÉPT. DE GESTION

De la Direction des Affaires Internationales de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Reportant directement au Responsable du contrôle de gestion, vous prendrez en charge la conduite d'études relatives aux systèmes et principes du contrôle de gestion de l'international.

Vous participerez à la mise en place du système d'information de gestion de nos implantations à l'étranger. Vous aurez un rôle de conseil en contrôle de gestion tant à l'étranger que pour les opérations internationales réalisées à partir du siège. Vous aurez aussi la responsabilité de l'optimisation des procédures et des systèmes du service contrôle de gestion.

Pour cette création de poste, nous recherchons un candidat de formation supérieure BAC +4/5 (école de commerce ou d'ingénieur), âgé de 28 à 35 ans et ayant une expérience significative dans le domaine de la gestion (acquise de préférence en banque, cabinet d'audit et/ou d'organisation). Ce poste requiert des déplacements dans nos implantations à l'étranger et la maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions, sous réf. COG, à Anne MONFORT - Société Générale - Service du Recrutement 7, rue Cammartin - 75009 PARIS.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

RESPONSABLE REPORTING

Le Groupe Lyonnaise des Eaux-Dumez rassemble 1 000 ENTREPRISES, 138 000 COLLABORATEURS ET RÉALISE UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 90 MILLIARDS DE FRANCS. NOUS INTERVENONS DANS LE DOMAINE DES SERVICES ET DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN.

Il assiste la Direction de la gestion des cadres dans tous les chantiers liés à l'international (gestion des carrières des cadres étrangers, des expatriés, recrutement). Il a pour mission de mettre en place les outils informatiques liés à cette gestion, et d'assurer la mise à jour des bases de données correspondantes. De formation supérieure, Bac + 3 ou 4, il maîtrise la conception et le développement en micro-informatique. Pragmatique, rigoureux, il s'implique fortement dans son travail. L'anglais est obligatoire, une deuxième langue étrangère serait appréciée. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 2505 à N. de Haut de Sigy - DRH, 72 avenue de la Liberté, 92022 Nanterre.

LYONNAISE DES EAUX DUMEZ

Responsable du personnel international

LE GROUPE LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ RASSEMBLE 1 000 ENTREPRISES, 138 000 COLLABORATEURS ET RÉALISE UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 90 MILLIARDS DE FRANCS. NOUS INTERVENONS DANS LE DOMAINE DES SERVICES ET DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN.

Il assiste la Direction de la gestion des cadres dans tous les chantiers liés à l'international (gestion des carrières des cadres étrangers, des expatriés, recrutement). Il a pour mission de mettre en place les outils informatiques liés à cette gestion, et d'assurer la mise à jour des bases de données correspondantes. De formation supérieure, Bac + 3 ou 4, il maîtrise la conception et le développement en micro-informatique. Pragmatique, rigoureux, il s'implique fortement dans son travail. L'anglais est obligatoire, une deuxième langue étrangère serait appréciée. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 2505 à N. de Haut de Sigy - DRH, 72 avenue de la Liberté, 92022 Nanterre.

LYONNAISE DES EAUX DUMEZ

Responsable du personnel international

LE GROUPE LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ RASSEMBLE 1 000 ENTREPRISES, 138 000 COLLABORATEURS ET RÉALISE UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 90 MILLIARDS DE FRANCS. NOUS INTERVENONS DANS LE DOMAINE DES SERVICES ET DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN.

Il assiste la Direction de la gestion des cadres dans tous les chantiers liés à l'international (gestion des carrières des cadres étrangers, des expatriés, recrutement). Il a pour mission de mettre en place les outils informatiques liés à cette gestion, et d'assurer la mise à jour des bases de données correspondantes. De formation supérieure, Bac + 3 ou 4, il maîtrise la conception et le développement en micro-informatique. Pragmatique, rigoureux, il s'implique fortement dans son travail. L'anglais est obligatoire, une deuxième langue étrangère serait appréciée. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. 2505 à N. de Haut de Sigy - DRH, 72 avenue de la Liberté, 92022 Nanterre.

LYONNAISE DES EAUX DUMEZ

Premier groupe français sur le marché du diagnostic biologique ; plus de 3 000 personnes, 2 Milliards de CA dont 70% à l'international, au travers d'un réseau de près de 20 filiales ; nous commercialisons des systèmes (instruments et réactifs) destinés aux laboratoires d'analyse médicale et de l'industrie. Nous recherchons pour notre direction financière une

CONTRÔLEUR DE GESTION/FILIALES

En liaison avec les responsables administratifs de nos filiales, vous aurez à collecter, contrôler, analyser leurs comptes ; les assister dans des aspects d'organisation ; produire pour la direction du groupe les documents internes de suivi (comptes consolidés...).

Diplômé(e) d'une école supérieure de commerce, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience à un poste de contrôleur de gestion ou en cabinet d'audit. Vous maîtrisez l'anglais et une troisième langue qui idéalement serait l'espagnol ou le portugais. Vous êtes familiarisé avec la micro-informatique (utilisation du logiciel "micro control" si possible), et avez approché les techniques et concepts de la consolidation.

Pour ce poste basé à Lyon, et pouvant offrir à terme des perspectives de carrière à l'étranger, merci d'adresser votre dossier en précisant votre rémunération actuelle à J.C. Alérini, bioMérieux, 69280 Marcy l'Etoile.

bioMérieux

ANDRA

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, recherche dans le cadre d'un renforcement de structure de son Département des Ressources Humaines un

Responsable de Formation

Gestionnaire d'un budget conséquent, vous intervenez tant auprès des responsables opérationnels pour la définition des besoins annuels en formation, que des utilisateurs pour le choix des programmes et vous animez le réseau d'intervenants que vous aurez choisis. Par ailleurs, vous participez à l'analyse des potentiels humains de l'entreprise et à la mise en place de la gestion prévisionnelle des emplois. Enfin, dans le cadre du projet d'entreprise, vous êtes le correspondant Qualité du Département des Ressources Humaines.

Vous avez au moins 30 ans et êtes de formation supérieure commerciale ou de gestion. Une expérience de 5 ans minimum acquise en industrie à des fonctions similaires, vous a permis de développer des capacités d'écoute, d'animation et de gestion. Nous vous offrons de venir créer chez nous cette fonction très complète et évolutive. Poste basé en proche banlieue sud.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 201AM à notre Conseil : Antoinette LECLERCQ, PSYNERGIE, 2 rue Saint Thomas d'Aquin, 75007 PARIS. Confidentialité assurée.

PSYNERGIE PARIS - LYON MARSEILLE MONTPELLIER

Kaysersberg

Leader sur ses marchés avec les marques VANIA, LOTUS, MOLTONE, DEKO PARTY et OKAY (CA 4 milliards de F, 2500 personnes, 4 usines) vous propose de rejoindre son site industriel de Gien (350 personnes).

RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES à Gien (45)

Rattaché au Directeur de l'usine et fonctionnellement au Directeur des affaires sociales du groupe, interlocuteur privilégié des opérationnels, vous assurerez l'administration et la gestion du personnel.

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience de 8 ans minimum dans la fonction dont une partie en usine.

Homme de terrain aimant concrétiser ses réflexions, autonome et diplomate, vous serez le garant des bonnes relations tant avec nos partenaires sociaux qu'avec l'environnement régional.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à KAYSERSBERG, Direction des Ressources Humaines, 23 bd Georges Clemenceau, 92400 Courbevoie.

Kaysersberg Une société du Groupe JAMONT

ADMIN

Opérateur bourse étrangère actions

UNITE D'ENTREPRISE

RESPONSABLE de la gestion des ca

552 من لامل

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Opérateur bourse étrangère actions

Au sein de notre salle des marchés, vous assurez la promotion des marchés étrangers (américain, anglais et allemand...) auprès du département "Clientèle Privée" et du réseau. Vous intervenez avec eux en parfaite synergie et les conseillez dans leurs choix d'investissement (actions, options et produits dérivés).

Véritable pivot entre les brokers de la place et notre Back-Office, vous passez les ordres actions et en contrôlez l'exécution.

A 28 ans environ, de formation supérieure, vous bénéficiez d'une expérience des marchés actions (options) étrangers. L'envergure de cette mission requiert de solides connaissances en macro et micro-économie et la maîtrise de l'anglais. Rapidité de réaction et diplomatie sont autant d'atouts qui favoriseront votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV), s/référence 217/LM à COMMUNIQUÉ - 50/54, rue de Sully 92513 - BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

GROUPE BATIGERE Aménager, construire, gérer...

VOS COMPÉTENCES AU SERVICE DE L'HABITAT D'AUJOURD'HUI

Placé au premier rang des groupes immobiliers du Grand Est (activité : 2 milliards de francs. Effectif : 650 collaborateurs et cadres) et dans le cadre de son développement, notre groupe recherche :

ATTACHÉ DE DIRECTION - METZ (Réf. 010)

Il sera chargé, pendant quelques années, de missions d'audit et d'études ponctuelles (montages financiers et juridiques, analyses stratégiques). Il pourra développer sa carrière dans les métiers de l'immobilier et accéder, selon ses capacités et ses qualités, à des postes de responsabilité. Ses qualités humaines seront considérées comme essentielles pour renforcer l'équipe en place et pérenniser son développement.

Vous êtes jeune diplômé d'une grande école ou de l'université (3e cycle), école de Commerce ou d'Ingénieur, et avez 25 à 30 ans.

CHARGÉ D'OPÉRATIONS - METZ (Réf. 011)

Il sera responsable du montage et du suivi (technique, financier et administratif) d'opérations immobilières et de la coordination des différents intervenants.

Ingénieur diplômé ou de formation technique Bac + 5, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans les métiers du bâtiment.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER - METZ (Réf. 012)

Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé du management des services administratifs, comptables et financiers. Il devra connaître parfaitement les techniques budgétaires et avoir de bonnes connaissances informatiques et juridiques. Il participera aux diverses réunions avec les administrations et les prescripteurs.

Vous êtes ingénieur, cadre diplômé de l'enseignement supérieur et avez une expérience de plusieurs années dans des fonctions administratives et financières.

RESPONSABLE IMMOBILIER - PARIS (Réf. 013)

Pour les investissements, il sera chargé de rechercher, d'étudier et de présenter toutes les opérations immobilières nouvelles en fonction des besoins exprimés par la Direction Financière : accroissement du patrimoine, couverture de la production de contrats d'assurance adossés à des biens immobiliers, satisfaire aux besoins des outils internes du groupe (SICOMI, SCPI, SCI...). Pour les désinvestissements, il sera chargé d'appliquer les programmes définis par la Direction Financière. En matière d'arbitrages, il devra proposer toutes opérations d'amélioration de la qualité et de la rentabilité du patrimoine.

Vous avez de bonnes connaissances de l'environnement immobilier et êtes apte à mener des négociations. La fiabilité, la transparence et la capacité à rendre compte sont vos qualités. Vous avez des connaissances juridiques immobilières approfondies (niveau notarial).

Adressez votre lettre de motivation manuscrite avec photo, CV indiquant votre rémunération actuelle à : Groupe Batigère - Gestion des Ressources Humaines 1, rue du Pont-Rouge - 57070 Metz

GROUPE
BATIGERE

Construire le progrès

Groupe Américain, N°1 mondial dans son secteur, recrute pour sa filiale française (4,4 Milliards CA), un

JURISTE D'ENTREPRISE

Il interviendra sur la préparation des Conseils d'Administration et Assemblées Générales de la société et de ses filiales, les acquisitions, fusions et restructurations.

Il supervisera les baux commerciaux et les assurances et sera chargé ponctuellement de questions de Droit des Affaires.

Agé de 30 ans environ, titulaire d'un DEA ou DESS Juridique, il justifiera nécessairement de 3/5 ans d'expérience, d'une pratique de la micro-informatique et de l'anglais. Qualité d'écoute, sens du dialogue et rigueur assureront sa réussite.

Poste basé à La Défense.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 127/6 à NICOLE ANCESSI CONSEIL 103, rue La Boétie - 75008 Paris, qui l'étudiera en toute confidentialité.

NICOLE ANCESSI
CONSEIL

RESPONSABLE de la gestion des carrières

Filiale d'un groupe
implanté mondialement et
leader dans sa spécialité,
notre société à vocation
industrielle et commerciale
recherche pour son siège
européen son responsable
de la gestion des carrières.

notre numéro
(1) 42 27 40 27

En liaison avec le directeur des ressources humaines, vous prendrez en charge la gestion des carrières pour la France et l'ensemble des pays européens dans lesquels nous sommes implantés. Au-delà des aspects habituels de cette mission (définition des besoins et conduite du recrutement, suivi des carrières, évaluations, rémunération...), vous apporterez en outre vos compétences dans la préparation des actions de négociation avec nos partenaires sociaux et contribuerez également au développement harmonieux de nos actions de progrès.

Autonome et réaliste, votre pragmatisme et votre excellent relationnel vous permettront d'intervenir avec succès dans vos missions. A 33/45 ans, école de commerce, Sciences Po, droit..., votre expérience de responsable du personnel dans un environnement industriel vous a permis d'aborder les principaux aspects de la fonction ressources humaines. Évoluant dans un contexte international, vous maîtrisez bien sûr l'anglais et vous connaissez peut-être une autre langue européenne.

Pour en savoir plus, appelez dès aujourd'hui le (1) 42 27 40 27, du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h, et le samedi de 10 h à 13 h, ou adressez votre dossier de candidature, sous référence 42967, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris.

Banque Internationale recherche pour son implantation française un

Analyste de Crédit Senior

Paris

450 KF ±

Vous êtes directement rattaché à notre Direction Générale. Votre rôle consiste à superviser l'ensemble des engagements de notre banque sur une cible de grandes entreprises. Vos interlocuteurs directs sont nos chargés de clientèle auxquels vous apportez votre concours en terme d'analyse de la santé financière de nos prospects et clients et ce, à court, moyen et long terme. Cet appui technique sera réellement effectué au travers de la mise en place d'un véritable outil de documentation financière (études macro et micro économiques, études de rentabilité par client et par opération).

Plus globalement, votre rôle consiste à assurer le suivi de l'ensemble des risques de notre établissement (proposition de garanties idoine et suivi dans le temps, suivi des lignes de crédits, établissement et validation des contrats de prêts avec la législation en vigueur).

Pour assurer cette fonction clef au sein de notre établissement, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure Bac + 4 type grande école (HEC ou équivalent), âgé d'environ 40 ans, qui justifie d'une réelle expérience de l'analyse de dossiers de crédit (10 ans) acquise au sein d'établissements bancaires actifs sur une clientèle de grands groupes internationaux.

Cette expérience sera idéalement sous-tendue par une pratique de la relation commerciale avec cette clientèle. Pour ce poste, la pratique opérationnelle de l'anglais est requise.

En fonction de vos performances, vous pourrez envisager de prendre la direction de l'exploitation et de devenir membre de la Direction Générale.

Contactez Pascal Bohu au (1) 47.57.24.24 ou envoyez CV + photo + réa. actuelle à Michael Page Banking 3 Bid Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. PBO8371MO.

MP

Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement Bancaire

LE PRIVILEGE DE L'EXPERTISE

X, Centrale, Mines, IEP, HEC, ESSEC, ESCP..., vous avez le goût des travaux d'analyse et de synthèse. Votre personnalité et votre sens des contacts vous permettent d'assumer des fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de tous niveaux. Vous êtes disponible pour des déplacements réguliers en France et à l'étranger d'une durée de 1 à 3 mois.

Intégré(e) dans des équipes d'inspection, vous acquerez les connaissances en technique bancaire et l'expérience nécessaires pour vous voir confier la direction de missions. A ce stade, vous exercerez l'ensemble des tâches d'évaluation, de vérification et de contrôle des unités du siège comme des 180 succursales ou filiales de la Banque. Vous participerez ainsi directement à l'information de la Direction Générale.

L'Inspection Générale est une voie privilégiée que vous propose la Banque Indosuez pour vous préparer à l'exercice de responsabilités dans les multiples domaines d'activité que peut offrir une grande banque internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous la référence IG93 :

BANQUE INDOSUEZ
Service Recrutement des Cadres
9 rue Louis Murat - 75371 PARIS cedex 08.



BANQUE INDOSUEZ
L'EXPERTISE EST UN ART

**Filiale d'un Groupe industriel agro-alimentaire européen
de tout premier plan recherche un**

Paris

Rattaché au Directeur Juridique, vous intervenez en droit des affaires en assurant le suivi en direct des dossiers qui vous sont confiés. En droit des sociétés, vous gérez le secrétariat juridique de la société et de ses filiales ainsi que les opérations de restructurations (cessions, fusions, dissolutions, apports, etc...)

Vous assurez le suivi du contentieux, prenez en charge la rédaction des contrats et conseillez les opérationnels en matière de promotion et droit de la concurrence.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure (DEA, DESS, DICE, etc...), vous justifiez

d'une expérience de 5 ans environ en droit des affaires, impérativement acquise, au sein d'un groupe agro-alimentaire.

Excellent juriste, autonome et dynamique,
votre sens des contacts ainsi que votre bon
niveau d'anglais vous permettront d'évoluer à
terme dans un contexte international.
De nombreux déplacements sont à prévoir.

**Contactez Antoine Ruscooi au (1)
47.57.24.24. ou adressez CV + photo + n° tél
+ rémunération actuelle à Michael Page Tax
& Legal, 3 boulevard Biocau, 92594
Levallois-Perret cedex, sous réf. AR8446MO.**



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Télécommunications - Roumanie

Cette entreprise du secteur des télécommunications développe une stratégie dynamique d'internationalisation de ses activités. Elle cherche pour sa structure en Roumanie, son Directeur Administratif et Financier.

Après des études supérieures (Commerciales et/ou économiques), vous avez acquis et enrichi votre expérience au sein, si possible, d'entreprises de télécommunications. Aujourd'hui, à 35-45 ans, vous êtes un professionnel de haut niveau, rompu aux techniques de supervision de la comptabilité, d'organisation, d'élaboration de budget, de cost-control et d'optimisation de la trésorerie en usage dans les entreprises internationales.

En charge de la direction administrative et financière, vous assurez l'ensemble des responsabilités liées à cette fonction, y compris la gestion du personnel, les relations avec les administrations locales, le reporting ainsi que le suivi et l'adaptation de la trésorerie.

Il est évident que le contexte géopolitique et culturel favorise les candidats d'origine roumaine, ou connaissant parfaitement les pays d'Europe de l'Est (particulièrement la Roumanie). La pratique usuelle du roumain et de l'anglais est indispensable.

La rémunération et les avantages sont à la hauteur des responsabilités assumées.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre + CV) à SAGE S.A. 11, rue
du Temple - 1530 Payerne - Suisse.
Fax: 41 37 61 43 94.

LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication

Le style habitat *vous plaît ?* EVOLUEZ DANS SES MÉTIERS.

**Le style HABITAT,
des meubles et
accessoires de designers
qui jouent la modernité
et l'élégance au rythme
des collections.
C'est aussi, pour réussir,
37 magasins en France,
1200 collaborateurs,
1,2 milliard de francs
de CA et des métiers
qui bougent et font bouger.**

c'est beau ce qui se passe entre nous

Habitat

chargé de mission
direction marketing

GROUPE IMMOBILIER ET TOURISTIQUE DE PREMIER PLAN
RECHERCHE
RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT

Il assurera la recherche, le montage, tant administratif que juridique et financier, de programmes immobiliers de loisirs d'envergure.

Homme d'expérience, de formation supérieure, il est rompu aux négociations avec l'ensemble des intervenants à l'acte de montage d'affaires complexes (collectivités locales, DDE, propriétaires, banques...). Agé d'environ 35 ans, il est prêt à s'investir totalement dans ce travail passionnant.

La poste, basé à Paris, nécessite de fréquents déplacements de courte durée.

Adresser lettre, CV et photo à :

ARCA ENTREPRISE, 204, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cedex

**CHEF DU
SERVICE
ECONOMIE
MARITIME**

**INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE
POUR L'EXPLOITATION DE LA MER**
(1200 personnes en France et en Outre
Mer).
Nous recherchons un **CHEF DU SERVICE
ECONOMIE MARITIME**

Vous êtes économiste diplômé de l'Université niveau thèse ou équivalent (PHD) et vous justifiez d'une expérience de direction de programmes internationaux sur des problématiques afférentes à l'environnement ou aux ressources renouvelables. Vous avez des aptitudes pour l'animation d'équipes de recherche et pour les relations avec les organismes et institutions (socio-professions, ministères, CEE).

Vous prendrez en charge la direction scientifique et administrative de l'équipe d'économie au sein de la Direction des Ressources Vivantes de l'IFREMER. Vous aurez en charge l'exécution des mandats du Service Economie Maritime. Vous développerez les coopérations avec d'autres organismes de recherche ainsi que les engagements internationaux de l'équipe.

La pratique courante de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser lettre et C.V. sous réf. SEM
à IFREMER - 115, rue Jean Jacques Rousseau
92130 ISSY- LES- MOULINEAUX.



SECTEURS DE POINTE

Futur Chef de Projet

Importante Société de Transport Maritime recherche pour son siège social basé à Marseille un Futur Chef de Projet, niveau Bac + 4 ou 5, bénéficiant d'une expérience de 4 ans minimum en Etudes et Développement en Informatique de Gestion.

Une bonne connaissance d'Unix, SGBDR Informix, Standard-Engine et On-Line, micro-informatique est souhaitée, ainsi que l'aptitude à évoluer dans un environnement de projets structurés : méthodes, architecture de développement.

Au sein d'une équipe existante, votre mission, après formation à l'environnement de développement, sera de prendre en compte l'ensemble des projets : études préliminaires, études détaillées, réalisations en cours.

Nous confierons rapidement à un candidat de valeur le rôle de Chef de Projet d'une équipe de 3 à 4 personnes en Etudes/Développement.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à notre Conseil en Recrutement Cabinet Patricia PERONA - 10 rue Neuve - St Catherine 13007 MARSEILLE, sous réf. PAD 44.

cabinet patricia perona
conseil en gestion des ressources humaines

SGS-THOMSON MICROELECTRONICS

Nous sommes un des leaders européens dans le secteur des composants électroniques avec 1,6 milliard de \$ de CA et des implantations mondiales occupant 17 000 personnes dans 15 unités de production (Europe, Amérique, Asie), 8 centres de recherche avancée, 25 bureaux d'études et 44 bureaux de vente. Nous recherchons pour notre nouveau Centre Européen de Services à

Saint-Genis-Pouilly (10 km de Genève)

Le responsable informatique corporate

des applications
Gestion, finances, comptabilité

A la tête d'une équipe d'une dizaine d'ingénieurs d'études et analystes programmeurs, il gèrera un système distribué à l'échelon mondial et conduira au niveau "corporate" des projets mettant en œuvre des technologies pointues dans un environnement HP et UNIX.

Ce poste appelle un cadre de grande envergure bénéficiant si possible d'une double formation supérieure en informatique et en gestion, avec une expérience avérée dans des responsabilités similaires.

Il évoluera dans une entreprise de pointe où existent à la fois des projets ambitieux et les moyens de les réaliser.

Les personnes retenues seront reçues dans l'entreprise après une première étude des candidatures - rédigées de préférence en anglais - sous référence 341 par notre conseil :

joseette vanden borre
Chamandre - 01340 Fossat Tél. : 74.51.23.36

MONACO



LABORATOIRE INDÉPENDANT DE 300 PERSONNES, NOUS DÉVELOPPONS DES PRODUITS EN GYNÉCOLOGIE, ENDOCRINOLOGIE ET RHUMATOLOGIE.

25 à 30 % DE NOTRE CA SONT CONSACRÉS À LA RECHERCHE. DANS UN ENVIRONNEMENT TRÈS CIBLÉ OÙ NOTRE TECHNICITÉ ET NOTRE PROFESSIONNALISME SONT RECONNUS, NOUS AVONS ENREGISTRÉ UNE PROGRESSION NETTEMENT SUPÉRIEURE À CELLE DE L'ENSEMBLE DE LA PROFESSION. POUR ACCOMPAGNER CE DÉVELOPPEMENT, NOUS REINFORÇONS NOTRE DÉPARTEMENT SYNTHÈSE ORGANIQUE :

Chimiste de haut niveau Ingénieur Grande Ecole ou Doctorat

Vous avez enrichi votre formation par une expérience réussie d'une dizaine d'années dans le domaine de la recherche en chimie fine à visée thérapeutique. Vous maîtrisez parfaitement l'élaboration des processus de synthèse industrielle. A la tête d'une équipe de Chercheurs, vous travaillerez à la recherche de molécules originales à potentiel thérapeutique. Ce poste évolutif nécessite un esprit d'analyse, de synthèse et des aptitudes au management. Réf. CH2

Ingénieur Chimiste ou Doctorat

Vous disposez d'une expérience confirmée dans le domaine de la recherche industrielle en chimie fine. Votre mission : la recherche en études et procédés de synthèse industrielle en chimie fine. Vous conjuguez esprit d'initiative et qualités d'animateur. Réf. IC3

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) au LABORATOIRE THERAMEX, Direction des Relations Humaines, BP 59, 98007 Monaco Cedex.

Des Têtes Originales

Une unique opportunité de contribuer à un passionnant projet d'édition

Notre client recherche des candidats de qualité, jeunes ou moins jeunes, pour participer à la mise en place d'une publication commerciale, financière et d'actualités économiques, unique en son genre.

Après une étude de mise en marche favorable au Royaume-Uni, cette publication sera publiée dans 15 langues différentes avec un contenu local, en Europe, Asie Pacifique et Amérique du Nord. Nous ne recrutons pas seulement en France, mais aussi dans d'autres pays. Pour les pays non-anglophones, la connaissance de l'anglais sera considérée déjà acquise.

Des postes sont à pourvoir au niveau de toutes les fonctions en rapport avec la publication. Les candidats retenus n'auront pas nécessairement des antécédents dans l'édition, mais seront dotés d'une vive intelligence, d'un esprit éveillé et d'une forte personnalité.

Nous recherchons plus exactement de jeunes diplômés avec un très bon dossier académique, y compris ceux qui

ont un MBA ou qui sortent des grandes Universités et Écoles de Commerce. Nous serions éventuellement intéressés par des personnes s'étant retirées de la profession avec une longue expérience dans le domaine académique ou de l'édition.

Seuls les candidats les plus originaux avec la volonté d'assimiler rapidement de nouveaux concepts et le désir de participer à un projet ambitieux devraient répondre. Pour ceux ayant les qualifications adéquates, la rémunération sera en conséquence.

Les candidats retenus, quels que soient leur âge et position, prendront part à un programme de formation intensif au centre spécialisé de la société à Cannes.

Dans un premier temps, merci d'envoyer votre curriculum-vitae ainsi qu'une lettre de motivation d'une page en anglais à l'adresse indiquée ci-dessous, avec le numéro de référence F101 sur l'enveloppe. Toute la correspondance sera envoyée directement à notre client.



SEARCH & SELECTION
120 CHAMPS ÉLYSÉES, F-75008 PARIS.
A GKR Group Company

Ingénieur Thermodynamicien Frigoriste

Avec 3500 personnes, nous sommes leader mondial et à la pointe de la technologie dans le chauffage et le conditionnement d'air destinés aux véhicules automobiles. Nous recherchons pour notre département R&D, situé à LA VERRIÈRE (78), un Ingénieur Thermodynamicien Frigoriste.

Agé de 27/30 ans, Ingénieur Arts et Métiers + Institut Français du Froid Industriel ou spécialisé en thermodynamique, vous possédez une expérience de 3 ans dans la conception et la mise en œuvre d'installations frigorifiques pour des équipements de climatisation et/ou congélation dans l'automobile, sur des navires ou dans le bâtiment.

Votre mission consiste à développer un système de conditionnement d'air multifonction. Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable.

Adressez-nous une lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée, sous réf. B27, à SELECOM 228, rue du Faubourg St Honoré - 75008 PARIS.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo
L'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE



concevoir et suivre nos produits...

Hier pionniers dans le domaine de l'appareillage électrique modulaire, aujourd'hui précurseurs dans celui de l'immotique, nous sommes une entreprise forte de 3400 personnes,

de 12 implantations en Europe, de 2,5 milliards de C.A. et de plus de 15 % de croissance annuelle. Pour rejoindre notre service Produits Immotiques, nous recherchons

un Responsable Produits Thermicien

Ingénieur grande école, fort d'une expérience de 5 ans environ dans la conception et/ou la réalisation de systèmes de chauffage ou de climatisation, vous avez des compétences techniques, marketing et de gestion. La connaissance des techniques basse tension sera particulièrement appréciée. Vous pratiquerez idéalement l'allemand. Vous serez chargé des différentes applications de chauffage intégrées dans notre système de gestion technique du bâtiment. En vous appuyant sur de bonnes connaissances des marchés, vous concevrez les produits

ainsi que les cahiers des charges, en veillant à la faisabilité technique ainsi qu'à la rentabilité financière. Garant des délais, vous assurerez le suivi et la coordination du développement et de la réalisation. Vous participerez à la politique produit et mènerez les négociations avec nos partenaires industriels. Vous entretenez des relations étroites avec les services développement, qualité et les ingénieurs d'affaires. Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. complet, photo et prétentions.

hager

Hager Electro S.A.
Dir. des Rec. Humaines
132, Bd d'Europe - BP3
67215 Obernai Cedex

INGENIEUR

Nous sommes filiale d'un groupe de télécommunication. Dans le cadre de la mise en place de passerelles d'interconnexion de notre produit avec d'autres services de télécommunication, nous recherchons un INGENIEUR pour assurer le suivi des développements de cette nouvelle gamme de produits.

De formation Ecole d'Ingénieur ou équivalent (informatique technique, télécom), vous possédez impérativement des notions de X25. Une bonne connaissance de la transmission de données, ainsi que de la télématique ou des messageries électroniques seraient des atouts supplémentaires.

Votre mission ? rédiger les spécifications techniques, choisir les solutions et les sous-traitants, valider ces choix... Enfin, préparer la réalisation et l'exploitation des produits d'interconnexion.

Ce poste requiert, outre un bon niveau d'anglais, de réelles qualités de rigueur, de négociation, de méthode et d'organisation. Il implique également de grandes facultés à maîtriser aussi bien le caractère très technique de la fonction (compréhension des problèmes de communication), que ses aspects relationnels (définition des besoins avec les services commerciaux, réalisation des solutions avec les industriels) et commerciaux (facilité et sécurité d'exploitation des passerelles).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. EL/016 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX ou par mail 3616 EUROMES code 3616

EUROMESSAGES

SECTEURS DE POINTE

Sud-Ouest

Multinationale américaine intervenant dans le domaine de l'électronique recrute

2 Ingénieurs Informatique de Gestion à fort potentiel

• 1 Ingénieur Software Engineering (Réf. LM 117 A)

Possédant 3 à 5 ans d'expérience en développement dans un environnement avec AGL. Il facilitera le développement et les supports d'application d'une équipe de 20 personnes en mettant en œuvre des méthodes et outils aptes à optimiser la performance et la qualité des logiciels. Il assurera une veille technologique permanente qui favorisera une approche globale des systèmes d'information.

• 1 Ingénieur Applications Logistiques (Réf. LM 117 B)

Possédant 3 à 5 ans d'expérience dans le développement ou l'installation de logiciels d'application en matière de logistique internationale. Une bonne connaissance des systèmes douaniers, import/export... serait appréciée. Il prendra en charge des projets internationaux au sein d'une équipe de 8 personnes.

Ces postes s'adressent à des candidats de 30/35 ans, de formation Ingénieur Grandes Ecoles, issus d'une structure internationale, très mobiles internationalement et habitués à travailler dans la concertation et en équipe sur des projets variés.

Ils seront évolutifs à moyen terme vers des responsabilités de management.

La pratique de l'anglais oral et écrit est nécessaire.



Les entretiens auront lieu à PARIS et TOULOUSE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence choisie à notre conseil : APPORTS - 55, av. Louis Bréguet, Bât. Hermès - 31400 TOULOUSE. Confidentialité assurée.

Société multinationale leader en AROMES ALIMENTAIRES recrute pour son LABORATOIRE RECHERCHES un

INGENIEUR ou 3ème CYCLE

- Connaissance méthodes analytiques, process de l'agro-alimentaire.
- Début d'expérience industrielle appréciée, en particulier dans l'aromatique.
- Poste basé en région parisienne (94).

Rémunération fonction de l'expérience. Merci d'adresser candidature, C.V., détaillé, photo et prétentions, réf. 3173, à EUROMESSAGES - B.P. 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

RADIOMETER COPENHAGEN

Pour assurer le transfert de sa branche "Analytique" vers sa filiale lyonnaise, spécialisée en Instrumentation Electrochimique, Radiometer recherche

Ingénieur de Production

Vous avez pour mission d'organiser le transfert de la production danoise vers la France en acquérant la maîtrise des méthodes de fabrication (sous-traitance, circuits imprimés, montage/cablage, contrôle) et en les transcrivant afin de les mettre en œuvre sur le site lyonnais.

Jeune Ingénieur de 28 ans ou Technicien confirmé, avec une première expérience de production en électronique, vous êtes un homme de terrain, autonome, organisé et disponible pour de fréquents déplacements au Danemark. Anglais courant indispensable. La connaissance d'une langue scandinave est un réel atout.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 200/A à notre Conseil : PSYNERGIE, Tour Crédit Lyonnais, 129 rue Servient, 69431 LYON Cedex 3.

PSYNERGIE LYON - PARIS MARSEILLE MONTPELLIER



Association pour la formation Professionnelle des Adultes
Organisme national employant 10 000 personnes réparties dans 150 établissements.

recherche pour son Centre d'Etudes d'ISTRES (Bouches-du-Rhône) un

INGENIEUR EN FROID-CLIMATISATION h/f

Chargé d'étudier et de mettre en place des formations, vous assurerez, au sein d'une équipe, l'animation pédagogique des formateurs de notre réseau.

Les missions qui vous seront confiées auront pour objet l'adaptation permanente et l'évolution de nos formations aux besoins de la profession.

Une expérience professionnelle de 5 ans dans l'industrie est demandée.

Merci d'adresser votre CV très complet à Danielle GUINET AFPA/CPTA - BP 641 - 13803 ISTRES CEDEX.

LA QUALIFICATION POUR L'EMPLOI UN EXPERT S'ENGAGE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



CHERCHER DES GROS PROJETS INDEPENDANTES A L'EXPORT

2 INGENIEURS D'AFFAIRES dont 1 spécialiste des contrats du Moyen-Orient

Mission : Maîtrise d'œuvre complète d'un contrat de vente aussi bien dans ses aspects techniques, logistiques que financiers. Interlocuteur privilégié de la Société auprès du client.

Compétences : Vous êtes ingénieur généraliste, vous avez le sens de l'organisation, l'expérience de la gestion de contrats à l'export. Anglais courant indispensable, autre langue fortement souhaitée (espagnol, allemand, arabe, ...).

Nous recherchons des ingénieurs souhaitant évoluer dans un environnement technologique de haut niveau. Pour l'ingénieur d'affaires Moyen-Orient, une solide expérience de travail dans cette zone est nécessaire.

De nombreux déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'envoyer votre candidature à l'attention de Madame de Montalivet, MORPHO SYSTEMES, 33 Route de la Bonne-Dame, 77300 Fontainebleau.

MORPHO Systèmes

Un partenaire européen pour des télécommunications mondiales

Network Designer

Ingénieur Réseaux Confirmé

BT est un des plus grands opérateurs de Télécommunications dans le monde.

Notre convergence internationale nous permet d'offrir aux grandes entreprises des solutions globales. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un NETWORK DESIGNER.

Votre mission : ☐ vous participez à l'élaboration des plans de développement de l'infrastructure d'un réseau pan-européen de transmissions de données ☐ vous définissez l'architecture adéquate et la faites évoluer ☐ vous étudiez les flux de trafics existants et prévisionnels dans le but de dimensionner et d'optimiser les performances de ce réseau.

Vous avez : ☐ une formation d'ingénieur ☐ une expérience confirmée dans l'exploitation de réseaux, de préférence chez un opérateur ☐ un très bon niveau d'anglais ☐ de la rigueur ☐ la passion de la qualité ☐ une forte capacité à être à l'aise dans un environnement très évolutif.

Ce poste est une opportunité d'intégration dans un groupe international de très grande envergure dont l'ambition et les moyens en Europe laissent envisager de larges possibilités d'évolution et de développement professionnel.

Pour un entretien individuel avec la société le vendredi 11/06/93, merci d'adresser au télécopier CV, lettre et photo à notre conseil : OPTÉAMAN 114 bis, rue Michel-Ange - 75016 PARIS. Fax : (1) 40 71 28 41 en indiquant la référence 2247 sur la lettre et sur l'enveloppe.

La Défense

BT

L'INSA DE LYON RECRUTE

INGENIEURS, CHEFS D'ENTREPRISE : CONTRIBUEZ AU RAPPROCHEMENT DES GRANDES ECOLES ET DES ENTREPRISES.

Ingénieurs en activité, l'INSA de Lyon vous propose 12 postes

d'Enseignants-Chercheurs à mi-temps, à partager impérativement avec votre activité actuelle en entreprise.

L'objectif, outre la prise en charge d'une mission pédagogique et de recherche, est de bâtir une synergie entre une grande école d'ingénieurs, l'INSA de LYON, et son environnement industriel. C'est aussi créer des emplois, permettre à des chefs d'entreprise de partager le temps de travail de leurs salariés, donner à des cadres l'opportunité d'élargir leur expérience. Enfin, c'est transmettre un savoir concret, basé sur l'expérience et le réel.

Domaines concernés : Génie Physique Matériaux, Informatique, Génie Energétique, Humanités, Qualité, Animation Interne, Conduite de projets...

Dominique Pierre MILLOT, notre Conseil, vous remercie de lui écrire, sous référence 2098 en précisant le domaine choisi ou de téléphoner à l'INSA de Lyon, au 72 43 81 14, pour plus de renseignements.

RHOC 19 place Tolozan, 69001 LYON

CHEF DE PRODUIT "TERMINAUX"

Nous sommes filiale d'un groupe de télécommunication. Dans le cadre du développement des marchés sur lesquels nous évoluons, nous recherchons un CHEF DE PRODUIT "Terminaux".

Possédant idéalement une double formation ESC/Ecole d'Ingénieur (niveau BAC + 5), une expérience significative dans le développement de projets/construction vous a permis d'acquérir une bonne connaissance de l'industrie informatique et des technologies de transmission de données.

Le challenge que nous vous proposons de relever :

- analyser et suivre le marché des terminaux portables et de données,
- positionner notre offre de périphériques sur le plan tarifaire,
- mettre en place et suivre plusieurs filières industrielles de fournitures de radio-modems (avec financement éventuel),
- identifier les circuits de distribution appropriés, négocier des accords et suivre les partenaires retenus.

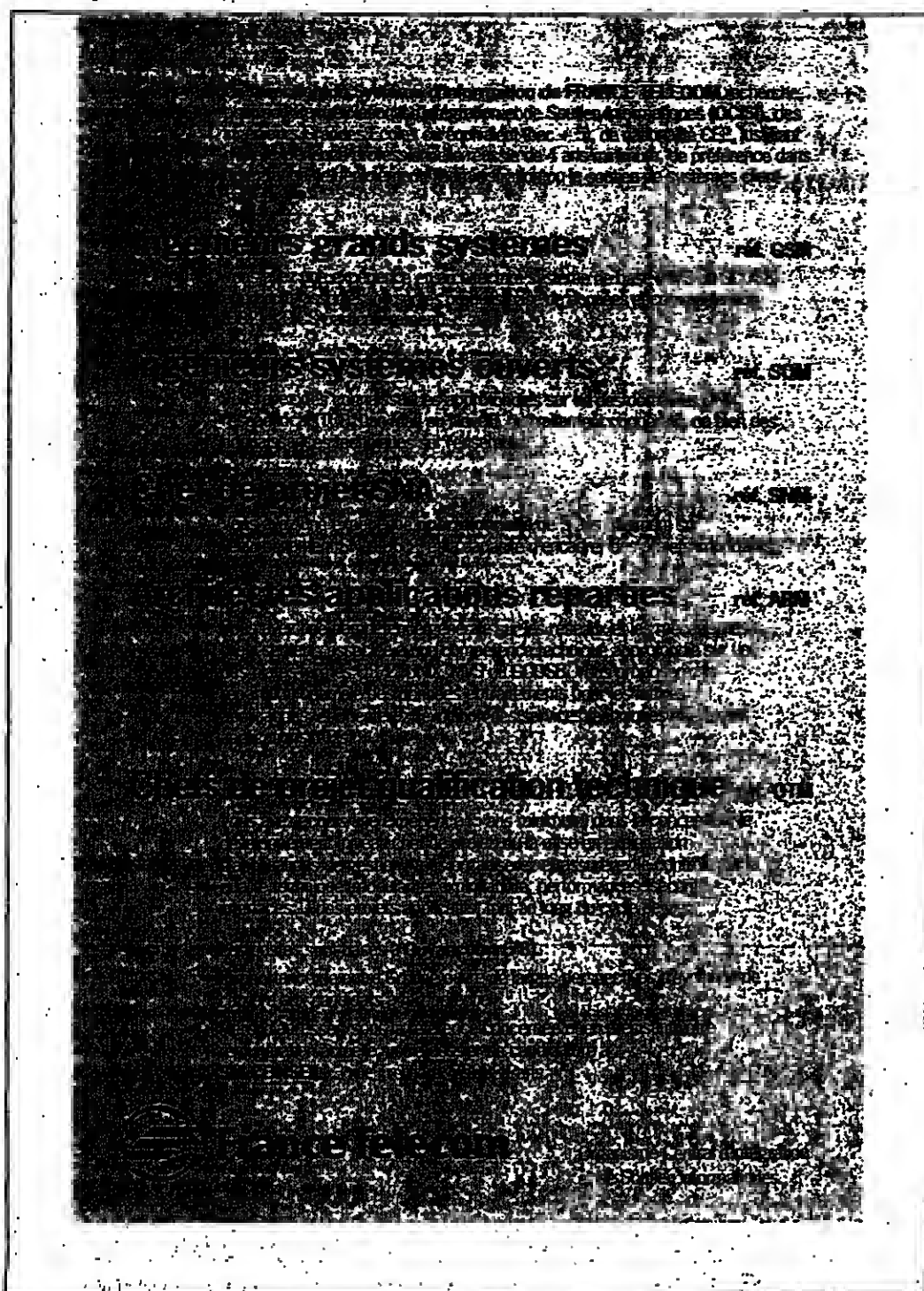
Ce poste requiert, outre une parfaite maîtrise de l'Anglais (celle de l'Allemand serait un atout supplémentaire), de réelles qualités de rigueur, d'analyse, d'écoute et d'organisation ainsi que le sens des relations humaines et de la négociation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. EL/017 à : EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX ou par minitel 3616 EUROMES code 3616

EUROMESSAGES

هكذا من الإلهام

SECTEURS DE POINTE



FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL

FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL (6 300 personnes dans le monde) regroupe l'ensemble des activités connectiques du Groupe Framatome. Leader en Europe, FCI poursuit sa stratégie de développement de nouvelles implantations internationales.

LE RESPONSABLE DE PROJET INDUSTRIEL

Connectique pour l'industrie automobile

que nous recrutons dans ce cadre aura pour mission de conduire la définition et la mise en œuvre d'une future implantation industrielle en Extrême-Orient, dans le domaine de la connectique pour l'Automobile.

● En liaison étroite avec les Directions Techniques de nos clients Constructeurs Automobiles et nos équipes d'engineering, il sélectionnera les produits adéquats et mobilisera nos Services internes pour en définir les spécifications et les processus de fabrication.

● Il définira, proposera et négociera les différents contrats nécessaires à la réalisation du projet.

● Chargé d'en engager et d'en suivre toutes les phases, il préparera les dossiers d'investissement, définira les moyens techniques et humains à mettre en œuvre et s'assurera, en amont comme sur le terrain, du bon déroulement de chacune des étapes. Il conduira ses activités et ses choix en tenant compte des aspects aussi bien techniques que marketing et financiers.

Professionnel de la connectique, de la construction ou de l'équipement automobile, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs et vous avez au moins 5 ans d'expérience industrielle. Les différentes responsabilités que vous y avez exercées vous ont préparé aux responsabilités internationales diversifiées que nous souhaitons vous confier.

Les marchés chinois et/ou d'Extrême-Orient ne vous sont pas étrangers. Vous maîtrisez l'anglais et vous avez, si possible, de bonnes notions d'une ou plusieurs langues extrême-orientales.

Poste basé en région parisienne, mais entraînant de fréquents déplacements de courte ou moyenne durée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo), sous la réf. AW/5419



FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL

Direction des Ressources Humaines
145, rue Yves Le Coz
78035 Versailles Cedex

REGION CENTRE

Société en développement, spécialisée dans l'ingénierie d'éclairage de sites extérieurs recherche un :

Technicien de laboratoire et prototypage

Vous assurez la réalisation de prototypes pour la construction d'éclairages spécifiques et développez les nouveaux systèmes. Vous avez acquis une expérience de 5 ans sur des systèmes opto-mécaniques. Vous connaissez la programmation Assembleur et le langage C sous Unix.

Agé de 30-35 ans, de formation Bac + 2 en opto-mécanique, vous avez une bonne culture des technologies de l'aluminium et êtes motivé pour travailler au sein d'une équipe dynamique et enthousiaste.

Merci d'envoyer votre CV sous la réf. 24.327-271 à notre conseil Onoma, 26 rue de Berri, 75008 Paris.

Onoma

GRUPE COURTAUD

INA INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL

recrute

DEUX INGÉNIEURS SYNTHÈSE D'IMAGES

Animation 3D temps réel, si possible connaissance de l'animation faciale

UN INGÉNIEUR TRAITEMENT D'IMAGES

Reconnaissance de formes et système de vision temps réel

Grande école ou équivalent, avec une expérience en informatique de trois à cinq ans. Connaissances générales : UNIX, C++, GL.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV au

Service des ressources humaines, INA, 4, avenue de l'Europe, 94386 BRY-SUR-MARNE CEDEX.



ENSIA, ENSBANA, ENITIAA...

Après une première expérience d'au moins 5 ans dans l'Agro-Alimentaire, et une bonne connaissance des normes d'Assurance Qualité, vous devenez :

CONSULTANT QUALITE

dans notre réseau SEQUAL Agro-Alimentaire. Vous mettez en œuvre votre expérience (audit, certification...) afin de gérer vos affaires dans les contacts commerciaux. Motivé par le travail en équipe, possédant l'Anglais, vous serez basé dans un premier temps à LYON, puis votre responsabilité évoluera sur la BOURGOGNE (DIJON).

Valorisez votre savoir-faire en intégrant un groupe dans lequel la notion de Service prime.

APAVE LYONNAISE, Direction des Relations Humaines, 177, route de Saint Bel, B.P. 3, 69811 Tassin Cedex.

apave LYON - ANNECY - CLERMONT - DIJON - GRENOBLE - SAINT-ETIENNE - VALENCE

Organisme humanitaire de grande notoriété recherche son

Chef du service informatique

Le candidat aura eu, pendant quelques années, la responsabilité d'une équipe autonome, de préférence dans la téléinformatique et le publipostage.

Il gèrera et développera son service, contrôlera le fonctionnement des procédures, assistera les structures locales et assumera une mission permanente de veille technologique.

Veillez adresser CV, photo et prétentions sous la référence LM 930. 501 à Intuitu Personae, 97 avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

IP
INTUITU PERSONAE
RESSOURCES HUMAINES

.Ingénieurs Opticiens

Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Valeo Eclairage Signalisation s'est fixé comme objectifs prioritaires la qualité totale et le développement de sa capacité d'innovation.

Pour faire face à notre expansion, nous recherchons pour notre Centre d'Etudes et de Recherche de BORIGNY (93) des Ingénieurs Opticiens.

Vous serez chargés, au sein de groupes projets performants, de la conception et du développement de systèmes optiques destinés à des produits industrialisés en grande série.

Ingénieurs E.S.O. ou formation Grande Ecole, la connaissance de l'allemand est indispensable. Anglais nécessaire.

Rigueur, dynamisme et capacité au travail en équipe sont les qualités requises pour réussir dans cette fonction.

Notre Groupe offrira, à des candidats à fort potentiel, de réelles perspectives d'évolution dans un environnement international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à l'adresse suivante : EUROMESSAGES - BP 80 - 82105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo
L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

SECTEURS DE POINTE

Notre Centre situé aux environs de Rouen vous propose d'intégrer son département "Recherche" chargé de fournir un appui scientifique en hydrodynamique à la section Essais.

Ingénieur Hydrodynamicien

SPECIALISTE
EN TENUE À LA MER

Notre division "Tenue à la Mer et Manœuvrabilité" a pour objectif de modéliser les écoulements à surface libre et d'étudier les mouvements des navires.

Diplômé ENSTA, ECN ou DEA (en Hydrodynamique navale ou Océanographie de l'Ecole Centrale) vous avez présenté une thèse portant sur des aspects théoriques de la modélisation en mécanique des fluides ou éventuellement en acoustique.

Vous serez plus particulièrement chargé du développement des outils de calculs, du suivi d'études, du développement d'outils d'analyse, du développement et de la programmation de nouvelles méthodes. Vos recherches en hydrodynamique navale vous amèneront à assumer : missions de représentation, publications et conférences pour le département concerné.

Suivant votre niveau d'expérience, vous pourrez rapidement être Responsable de la Division et participer à la définition du programme des études.



MANAGEMENT
CONSEIL

Notre équipe, prête à vous accueillir vous remercie d'adresser votre CV + lettre manuscrite, + photo d'identité sous la réf. 93115 à notre Conseil

40 quai du Havre Immeuble "Front de Seine" - 78000 ROUEN

CERIB Ile de France Région Ouest RESPONSABLE DU DEPARTEMENT MATERIAUX

A 30/40 ans, de formation Ingénieur Chimiste, vous avez de solides connaissances en Chimie Minérale (si possible des Ciments) et disposez d'une expérience acquise dans la conduite d'études techniques dans le domaine des Matériaux.

Vous aurez pour mission de manager un programme d'Etudes et de Recherches dans le domaine du Matériau Béton. Par ailleurs, vous aurez la responsabilité de la gestion d'un laboratoire de physico-chimie, ce qui implique des qualités d'organisation, de méthode, le sens des priorités et le souci de la rentabilité.

Doté d'un excellent contact humain, vous avez le goût de la communication, une bonne aisance relationnelle et l'expérience de l'animation de groupes et du travail en équipe. Vous interviendrez, en tant qu'appui technique, auprès des industriels du secteur et saurez répondre avec efficacité à leurs attentes.

Rigoureux, vous faites preuve d'une grande curiosité intellectuelle, d'une bonne ouverture d'esprit et avez le désir d'assimiler, en permanence, des connaissances nouvelles. Vous participerez à des commissions techniques sur la normalisation et aurez, par ailleurs, à intervenir dans des actions de formation continue.

Vous avez un bon esprit de synthèse, de solides qualités rédactionnelles qui vous permettront d'être à l'aise dans tous les travaux de rédaction qu'implique cette fonction.

La maîtrise de l'Anglais est indispensable.

De bonnes notions d'informatique sont vivement souhaitées.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 322 à C.K. 7 rue Robert Le Cain 75016 PARIS



Chantal Kenyyn

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE

Développer et vendre un Supercalculateur Européen, c'est le défi que relève notre équipe multinationale à Lyon (150 personnes). Dans un contexte de haute technologie : conception de circuits intégrés VLSI à haute performance et circuits imprimés de haute complexité, nous créons 2 postes :

Ingénieurs Placement routage PCB

Au sein d'une équipe, vous êtes spécialiste du Placement/Routage de cartes électroniques complexes (PCB). Après avoir étudié les spécifications, vous implantez des cartes en utilisant les outils Cadence/Valido Allegro. Vous créez et mettez à jour les bibliothèques (ASIC, packages, connecteurs...) correspondantes.

Avant tout DESIGNER, de formation ingénieur, vous justifiez obligatoirement d'une expérience d'au moins deux ans de pratique du Placement/Routage dans un environnement industriel.

Nécessairement, vous possédez de bonnes connaissances des PCB multilayers complexes combinant plusieurs technologies. (ASGA, ECL, TTL, CMOS) et maîtrisez l'anglais technique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) s/réf. 93/P301/205 obligatoire à :

ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE,
1 bd Vivier Merle, 69443 Lyon cedex 3.

Notre Grand Projet : un Supérordinateur Européen



Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Price Waterhouse Management Consultants
INTERNATIONAL EXECUTIVE SELECTION

DIRECTEUR GENERAL

Notre client est une entreprise européenne, leader dans la production et la vente de composants pour des applications industrielles dans le domaine des transmissions de puissance, caractérisée par une philosophie commerciale "market oriented", le support d'une technologie avancée, une expansion continue à un niveau international et une excellente qualité de ses produits.

Nous recherchons pour la filiale commerciale française, depuis longtemps sur le marché, le Directeur Général qui soit le moteur des succès actuels et futurs, investissant durablement au sein de l'organisation. Son rôle sera d'assurer, en liaison étroite avec la Direction Générale du Groupe, le management global de la filiale, de coordonner personnellement son expansion, d'adopter l'équipe de collaborateurs, de superviser les services techniques. Un accord particulier sera porté sur les activités commerciales et de marketing.

De formation supérieure technique, notre candidat, âgé de 35 à 45 ans, allie des qualités commerciales au talent d'organisation et de coordination, acquis lors d'une première expérience. Sa maturité, son bon sens relationnel et son adaptabilité en font un interlocuteur capable d'intervenir à tous les niveaux avec aisance et souplesse.

Une bonne pratique de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser votre CV détaillé et prétentions sous réf. 2605P à

LBW, 10 rue Jean Guion, 75008 PARIS qui transmettra à Price

Waterhouse Management Consultants, International Executive

Selection Division.

Après des études de haut niveau (HEC, ESSEC, IEP, ...), vous avez prouvé sur le terrain votre capacité à réussir dans la vente et l'animation d'équipe commerciale, dans l'un des trois secteurs suivants :

- Industrie pharmaceutique (réf. 6041/LM)
- Banque (réf. 6042/LM)
- Assurance (réf. 6043/LM)

Vous souhaitez, aujourd'hui, approfondir votre expertise du management commercial, développer votre sens de l'analyse, exprimer vos qualités de leadership et de communication.

La CEGOS, groupe européen de Formation, Conseil et Recrutement, recherche pour son Département Formation Commerciale :

3 CONSULTANTS

Votre rôle consistera à élaborer des projets de formation, concevoir des interventions sur mesure, animer des séminaires de négociation et de management pour des Cadres Commerciaux.

Vous aurez également à développer un portefeuille de Clients et à négocier à très haut niveau.

Nous vous apporterons une formation à nos méthodes, le soutien d'une équipe motivée et passionnée, un métier d'une exceptionnelle densité et pleinement opérationnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération souhaitée sous la référence choisie à Annick ALLEGRET - CEGOS - Division Recrutement - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.



CEGOS
CONSEIL
FORMATION
RECRUTEMENT

MEDIA-SYSTEM

Notre métier, la communication
pour les ressources humaines

Responsable du développement H/F

Membre d'un grand groupe publicitaire européen, notre société, leader sur son marché, renforce son agence de Strasbourg et recherche son responsable du développement. Sous l'autorité du directeur de l'agence, totalement ouvert sur l'extérieur et, pour l'essentiel, axé sur le développement commercial de l'agence, le poste s'exercera dans le cadre d'une large autonomie d'action.

Il s'agit de la part de son titulaire un goût très affirmé pour la performance commerciale, le sens des responsabilités et la capacité à promouvoir un ensemble de prestations de conseil dans le domaine de la communication d'entreprise.

Les atouts de votre réussite : un réel enthousiasme et une force de conviction indiscutables ; d'excellentes qualités relationnelles et le goût du travail en équipe ; une capacité d'écoute et un esprit de synthèse bien développés.

Ce poste s'adresse à des candidats de formation supérieure Bac + 4 (école de commerce) pouvant justifier d'une expérience réussie d'au moins 3 ans dans la commercialisation de services. La connaissance de la langue allemande est souhaitée.

Le poste est basé à Strasbourg (centre ville).

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo, sous réf. JRM/4030M, à notre Conseil qui vous garantira son entière discrétion.

Staff Consultants

23, boulevard de l'Orangerie, 67000 Strasbourg

STRAZBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK